

L'ŒUVRE HISTORIQUE DE LOUIS HALPHEN

Avec Louis Halphen, qui nous a quittés le 7 octobre 1950, disparaît l'un des plus anciens et des plus fidèles collaborateurs de la *Revue historique*. La bibliographie de ses travaux, incluse dans le volume de *Mélanges* que ses élèves et amis n'ont pas eu le temps de lui offrir, ne comprend pas moins de vingt-sept numéros — articles ou essais — parus ici même entre 1901 et 1939. Et l'on sait avec quelle autorité il tint, pendant plus de trente ans, le bulletin critique d'histoire médiévale française, labeur dont témoignent vingt-deux livraisons de notre *Revue*. Ces choses devaient être dites avant qu'on tentât, sur un plan plus élevé, d'apprecier l'importance de son œuvre scientifique.

Sa carrière fut brillante et unie, jusqu'aux années persécutrices qui en assombrirent l'automne. Fils d'un éminent mathématicien, délivré par la naissance des soucis matériels, son esprit précoce, agile, aigu, put se développer en toute liberté. Achille Luchaire sut discerner toutes les promesses que donnait ce jeune étudiant, licencié à dix-neuf ans. Après avoir passé par l'École des chartes, puis l'École de Rome, on le voyait, à vingt-six ans, conquérir à la fois le grade de docteur ès lettres et le titre d'élève diplômé de l'École des Hautes-Études. Avec les fonctions de secrétaire de l'École des chartes, puis de la *Revue historique*, qui lui échurent alors, il aurait pu faire une aisée carrière dans des postes administratifs dont les loisirs eussent facilité de studieuses recherches. Mais il n'avait pas trente ans qu'en janvier 1910 il entrait dans l'enseignement supérieur, mû par le désir de garder le contact avec la jeunesse, de découvrir et de guider de futurs savants. Tâche de direction qui devait, avec les années, occuper une partie sans cesse croissante de son temps.

A Bordeaux, il enseigna avec sa rigoureuse méthode les sciences auxiliaires de l'histoire jusqu'au jour où Paris le rappela, en 1928, avec une direction d'études à l'École des Hautes Études. En 1937, enfin, il accédait à la Sorbonne dans la chaire qu'avaient occupée avant lui deux de ses maîtres, Achille Luchaire et Ferdinand Lot, et, plus anciennement encore, l'illustre Fustel. Il était entre temps entré à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (1935). Parvenu sans heurts au sommet

des honneurs universitaires et académiques, Louis Halphen connut à soixante ans les tristesses et la persécution. Victime des lois raciales, puis relevé de sa « déchéance » par les autorités de Vichy en raison de ses exceptionnels services scientifiques, il n'en fut pas moins privé de sa chaire par un occupant qui, lui, n'admettait aucun adoucissement à ses ostracismes. Dès décembre 1940, ses amis le pressèrent de quitter Paris où une tragique menace restait suspendue sur sa tête. Il résista longtemps, pensant qu'à sa table de travail ou à l'Institut il pourrait encore valablement « servir ». Mais les premières fusillades d'otages — parmi lesquels un de ses proches parents — le convainquirent enfin du danger. Comme tant d'autres avant et après lui, il passa clandestinement la ligne de démarcation, en septembre 1941, une modeste valise à la main. C'est en cet équipage qu'il s'installa à Grenoble où, sans toit, sans notes, sans livres — sa magnifique bibliothèque était méthodiquement « transférée » outre-Rhin — il reprit avec ardeur le double enseignement interrompu à Paris. Dans des conditions analogues, Marc Bloch avait échoué à Montpellier. Le sort fut plus clément pour Halphen, mais ne lui ménagea pas ses misères. L'entrée des troupes allemandes à Grenoble, en suite à l'armistice italien (septembre 1943), le força, une fois de plus, à la fuite. Il dut gagner, dans les montagnes du Vivarais, le refuge d'où il attendit la libération du pays. De ces épreuves, il n'avait gardé nulle amertume contre quiconque, nul désir de profiter, après coup, des persécutions dont il avait été victime. On le vit, en novembre 1944, reprendre à Paris les enseignements et les charges dont il avait été chassé quatre ans plus tôt.

Cet homme d'aspect frêle, petit, sec, toujours courtois, souvent sarcastique, cachait des capacités insoupçonnées de travail. Jusqu'aux toutes dernières années de sa féconde carrière, c'est-à-dire jusqu'au moment où, usé par le labeur et les soucis, il vit ses forces décliner rapidement, son activité méthodique lui permit de mener de front les tâches les plus variées. Nous ne parlerons ici que de sa production scientifique, qui est considérable.

Sa formation technique fut décisive pour l'orientation de ses travaux. A l'École des chartes et à l'École des Hautes Études, il trouva des maîtres qui, selon les règles les plus rigoureuses de la critique des textes, lui apprirent à ne se fier qu'aux seuls documents, à passer au crible de la discussion toutes les sources, à n'accepter que ce qu'elles disent sans jamais s'aventurer au delà. C'était l'époque où, suivant l'impulsion donnée par Arthur Giry, une pléiade d'excellents érudits — les Ferdinand Lot, les Levillain, les Parisot, les Poupartin — s'atta-

chaient à la fois à préparer l'édition critique des chartes et diplômes des souverains carolingiens et à refaire, sous forme annalistique et détaillée, l'histoire de leurs règnes ou de leurs royaumes. Découpage chronologique qui ferait sourire plus d'un jeune d'aujourd'hui, mais dont on ne peut reprocher aux jeunes d'alors de ne s'être pas évadés. Tout naturellement, Halphen eut sa part dans ces travaux d'érudition méthodiquement conçus : il prépara, sous la direction de M. Lot, le *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V* (1908) et, avec la collaboration du même maître, rédigea le premier fascicule, seul paru, d'une vaste histoire du *Règne de Charles le Chauve* (1909).

De son côté, Achille Luchaire l'avait initié à la période si obscure du « premier âge féodal » — on disait alors : des premiers Capétiens. C'est à son instigation qu'il avait jeté son dévolu sur l'Anjou, dont il lui fut possible, dans sa nette et précise thèse de doctorat, *Le comté d'Anjou au XI^e siècle* (1906), de décrire à la fois l'évolution politique et les institutions féodales. Après tant d'années, l'ouvrage demeure l'une des plus lumineuses monographies sur ces principautés territoriales dont les transformations sont plus importantes à connaître, pour la compréhension de l'époque, qu'une vaine histoire dynastique. L'histoire régionale, trop souvent apanage des érudits locaux, acquérait droit de cité dans le monde universitaire. Sans doute, l'étude de la structure économique et des cadres sociaux n'y avait-elle pas encore la place que nous lui donnerions aujourd'hui. Mais des travaux d'approche sur les institutions judiciaires (*Revue historique*, 1901), les prévôts et voyers (*Le Moyen Âge*, 1902), malgré leur apparence technique, allaien au cœur du problème. Tout cela restait fondé sur une critique approfondie des sources narratives, dont témoignaient et sa thèse complémentaire, *Étude sur les chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise* (1906), et la publication d'un *Recueil d'annales angevines et vendômoises* (1903).

Le terrain de prédilection de ses recherches était dès lors nettement circonscrit : le monde carolingien, la France féodale jusqu'à la fin du XII^e siècle. Rarement on le vit s'en évader, soit qu'il remontât à l'étude critique de quelques sources mérovingiennes, soit que son séjour au Palais Farnèse l'eût amené à des *Études sur l'administration de Rome au Moyen Âge, 751-1252* (1907), champ d'investigation où il ne s'attarda pas longuement, soit enfin que, beaucoup plus tard, il eût abordé ici-même (1931) la formation institutionnelle et intellectuelle de l'Université de Paris au XIII^e siècle.

Dans tous ses travaux, la critique des textes tient une part domi-

nante. De là ces nets articles, parfois d'une extrême concision, où quelques pages lui suffisent pour débrouiller l'originalité ou la valeur d'une chronique, écarter telle interprétation aventureuse d'un capitulaire, fixer la date d'un événement. Nulle part ses qualités de destructeur perspicace n'apparaissent mieux que dans les célèbres *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne*, parues dans notre *Revue* entre 1917 et 1920, et dont le retentissement fut d'autant plus grand que certaines conclusions hypercritiques appelaient des réserves de détail. Tel était d'ailleurs le scrupuleux respect d'Halphen pour la vérité historique qu'il a su, à la lumière des discussions ultérieures, tempérer ce que certaines de ses affirmations premières avaient d'outré. Il songeait, en effet, depuis longtemps, à condenser en un ouvrage de synthèse l'essentiel de ses méditations sur l'époque carolingienne. Le manuscrit, presque entièrement rédigé en 1939, fut perdu dans la tourmente. Il eut le courage de le recommencer, bien qu'il n'eût plus à sa disposition que des moyens d'information fort réduits. Ce *Charlemagne et l'empire carolingien* (1947), œuvre de l'âge mûr, est sans doute le livre qui rend le mieux compte des conceptions historiques de son auteur. Pour retracer, dans le cadre de la collection de synthèse historique « L'évolution de l'humanité », l'apport du monde carolingien à l'histoire universelle, il a choisi le thème qui lui semblait dominant, en a fait le centre de son étude et a délibérément écarté tout ce qui dépassait les limites dans lesquelles il s'enfermait. La temporaire unification de la chrétienté occidentale sous la férule des Carolingiens a procédé d'une conception politico-religieuse lentement élaborée dans l'entourage de Pépin et de Charlemagne ; elle a pris pour support le royaume franc sans cesse agrandi par les conquêtes ; elle a tenté de le transformer en un « empire chrétien », utilisant et complétant les institutions existantes. Comment ce programme a été mis en application, par suite de quelles vicissitudes — actions des individus et événements politiques — il a finalement échoué, tel est le problème dont il a démonté les données et lucidement exposé la solution. En vain a-t-on pu lui objecter qu'il écartait le substrat matériel, les impératifs d'une économie de subsistance, la structure d'une société rurale dominée par une grande aristocratie foncière, l'inefficacité des moyens de gouvernement, Halphen répondait que ce n'était pas là son sujet, que cela pouvait donner lieu à un autre livre, mais que le sien formait un tout et devait être jugé en fonction du thème choisi. Une science solide, limitée à des faits certains et rationnellement agencés ; clairement exprimée, mais se détournant de toute aventure : telles sont les qualités maîtresses d'un livre où la pensée d'Halphen s'est pleinement exprimée.

On retrouve ces mêmes qualités — et certaines des mêmes limites — dans ce qui est sans doute appelé à constituer l'apport le plus durable de Louis Halphen à la science historique de notre temps ; nous voulons dire la grande histoire générale dont, au lendemain de la première guerre mondiale, il ébaucha le plan en compagnie de Philippe Sagnac et dont sa ténacité parvint à assurer l'achèvement en moins de vingt ans : le premier volume de « Peuples et Civilisations » parut en 1926 ; le vingtième et dernier, retardé par la seconde guerre mondiale, en 1945. Halphen s'adonna tout entier à cette œuvre collective, se faisant de ses fonctions de directeur une idée aussi haute qu'absorbante. Non seulement le plan de chaque volume était discuté par lui jusqu'à ses moindres détails, mais il exerçait un contrôle minutieux sur les manuscrits des auteurs. Chaque jeu d'épreuves revenait à ces derniers couvert de corrections, de modifications, de bêquets, de notes de sa fine écriture. Pour la place d'une virgule, la propriété d'un mot, la tournure d'une phrase, la rédaction d'une note bibliographique, il discutait âprement et, généralement, obtenait satisfaction, car il s'estimait en droit d'imposer, au besoin, ses décisions. Sans étouffer l'initiative des collaborateurs ni l'originalité de leurs apports, cette rude discipline a eu du moins le mérite d'imprimer à l'ensemble une unité de direction, une harmonie dans les proportions et jusqu'à une certaine uniformité de conception et de style qu'on trouverait vainement dans des collections similaires.

« Peuples et Civilisations » ayant été sans conteste un grand succès de librairie, il convient, sans nous attacher à d'autres initiatives également intéressantes — tels ces *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age* dont il inaugura la série en 1923 par l'édition et la traduction de la *Vie de Charlemagne* d'Eginhard, et dont il surveilla avec la même scrupuleuse minutie les vingt autres volumes dus à la plume de collaborateurs éprouvés — de dire brièvement l'originalité des conceptions qui y transparaissent et la part personnelle qu'y prit leur inspirateur. La grande nouveauté, dont tout le mérite revient à Halphen, fut de vouloir faire, pour chaque volume, une histoire du monde entre deux dates données. En d'autres termes, à l'histoire traditionnelle qui, pour l'Antiquité, se cantonnait aux civilisations de l'Orient classique et à celles de la Méditerranée, et, pour le Moyen Age, aux mondes chrétien et islamique, il fallait ajouter l'immense arrière-plan de l'Asie centrale et orientale, dont les civilisations n'ont pas été sans rapports avec celles des régions plus proches de nous et dont les larges réservoirs de peuples ont périodiquement ouvert leurs vannes en direction de l'Europe. Ses articles ou communications sur *La place de l'Asie dans*

L'histoire du monde et *Les origines asiatiques des grandes invasions* (1923), véritables manifestes, avaient le mérite de venir avant les premiers livres de M. Grousset et de plaider une cause qui, en moins de trente ans, s'est avérée étonnamment juste. Il arriva même à Halphen, pour mieux marquer son désir d'histoire « mondiale », d'esquisser un de ces vastes aperçus dont il critiquait le danger et d'y émettre quelques hypothèses aventureuses ; nous songeons à cet article sur *La conquête de la Méditerranée par les Occidentaux* qui, tout naturellement, trouva place dans les *Mélanges Pirenne* (1926).

C'est donc en fonction de l'Asie que furent conçus les deux volumes de la collection dont il assuma seul la rédaction : *Les Barbares* (1926) s'inscrivent entre les grandes invasions du v^e siècle et l'irruption des Turcs dans le Proche-Orient (second quart du xi^e siècle) ; et, si l'*Essor de l'Europe*, qui leur fait suite (1932), se clôt aux alentours de 1285, alors que l'essor matériel de cette Europe semble s'être poursuivi jusqu'aux premières décades du siècle suivant, c'est qu'il a voulu faire coïncider la fin du volume avec l'arrêt de l'expansion mongole en Extrême-Orient (les dernières conquêtes de Koubilai en 1280 marquaient pour lui la fin d'une période) comme avec la chute des derniers bastions francs en Syrie.

Le titre de la collection laissait prévoir de plus profondes modifications au plan coutumier des histoires universelles ; on s'attendait à ce que fussent mis au premier rang les faits de structure sociale et les genres de vie qui caractérisent les « peuples », les traits de techniques, de mentalité, les modes de pensée et d'expression qui composent les « civilisations ». Le découpage des volumes et, à l'intérieur de chacun, celui des parties et des chapitres, en tranches chronologiques rigides, a ramené à la surface la trame traditionnelle d'histoire politique, en de clairs résumés qui juxtaposent, plutôt qu'ils n'amalgament, l'évolution synchronisée des différentes histoires nationales. Plus subtils à déceler, moins facilement enfermés dans le carcan des dates, les grands faits de civilisation échappent parfois à l'esprit perspicace d'un auteur qui se flattait pourtant de tenter une histoire « totale ». Du moins apporta-t-il dans l'agencement des parties et dans l'énumération des faits les mêmes qualités de scrupuleuse méthode dont il avait toujours fait preuve. Chaque édition successive de ces manuels était profondément refondue, les bibliographies mises à jour, le texte modifié pour tenir compte des résultats nouvellement acquis¹.

1. Entre la première (1926) et la cinquième (1948) édition, *Les Barbares* ont ainsi passé de 395 à 460 pages.

Halphen n'a pas voulu être un de ces « éveilleurs d'idées » dont il admirait, sans toutefois les approuver, les vastes conceptions et les audacieuses hypothèses. Pour rester résolument traditionnelle, son œuvre nous rappelle que l'histoire, si elle est science de l'homme, est aussi science exacte ; qu'elle doit se fonder sur une méthode rigoureuse ; qu'enfin ce n'est pas en négligeant les défrichements ardu, austères et minutieux de leurs devanciers que les historiens des jeunes générations pourront aller de l'avant. A ce titre, la leçon qu'il nous donne est salutaire.

Édouard PERROY,
Professeur à la Sorbonne.

LA

PÉRIODISATION DE L'HISTOIRE RUSSE

Les historiens soviétiques tentent d'établir la périodisation de l'histoire de la plus haute antiquité jusqu'à nos jours, c'est-à-dire de marquer les principales étapes de l'évolution historique de leur pays. Ils entreprennent cette tâche dans le double but d'aider à la confection de nouveaux manuels et de renouveler l'interprétation des faits historiques selon les doctrines issues du marxisme historique et développées par les nouveaux classiques du leninisme. Ils insistent sur deux faits qui déterminent l'évolution historique : le développement des forces de production et les modifications des rapports de production, d'une part¹; le caractère, la forme, la nature de la lutte des classes, de l'autre²; mais les uns considèrent le premier facteur (surtout économique) comme primordial et le second (surtout social) comme secondaire, tandis que les autres sont de l'avis opposé.

Deux autres groupes adoptent un critère différent de périodisation : l'un, le complexe d'une crise économique, politique et sociale³; l'autre, les changements de l'organisation politique du gouvernement⁴. Aussi ne sont-ils point d'accord ni sur le découpage chronologique ni sur l'explication des faits. Une de leurs revues historiques, *Questions d'Histoire*, a ouvert ses colonnes à ces discussions, mais, sur bon nombre de points, il subsiste néanmoins un certain flottement.

En rendant compte de l'effort des historiens soviétiques, nous tâcherons de mettre en lumière les points où s'est réalisé un accord, de noter chaque fois les divergences.

1. BASILEVITCH, *Essai de périodisation de l'Histoire de l'U. R. S. S. de la période féodale* (*Questions d'Histoire*, 1949, XI), division en périodes suivant la forme de la rente : 1^{er} stade, rente en corvée et en nature ; 2^e stade, rente en argent.

2. DROUJININE, *Périodisation de l'histoire des rapports capitalistes en Russie* (Q. H., 1949, XI). Cf. critiques de BAKANOV (Id., 1950, II) et de GOUDOCHNIKOV (Id., 1950, I).

3. PREDTENSKI, *Sur le problème de la périodisation de l'Histoire de l'U. R. S. S.* (Q. H., 1950, XII).

4. I. SMIRNOV, *Problèmes généraux de périodisation* (Q. H., 1950, XII) ; Borissov.

A la base, le cours de l'histoire est divisé en trois grandes périodes :

1) **PÉRIODE PRIMITIVE** mal déterminée, offrant l'image d'une société patriarcale où dominent les liens de tribus, où règne l'économie naturelle, où peu à peu la notion de classes sociales remplace celle de libres membres égaux de la Communauté, tandis qu'apparaissent la propriété individuelle, la différenciation des fortunes.

2) **PÉRIODE FÉODALE** — où se succèdent : morcellement féodal, gouvernement centralisé et absolutisme (xi^e-xviii^e siècle).

3) **PÉRIODE CAPITALISTE** (dont on peut voir les premiers germes dans le développement des rapports commerciaux-monétaires au sein d'une économie naturelle) se divisant en deux étapes : apparition des formes capitalistes, essor du capitalisme (milieu du xviii^e siècle, octobre 1917 ou février 1918).

Le passage d'une période à une autre se fait insensiblement : chaque période est précédée dans la période précédente de « préliminaires » où apparaissent, sporadiques et élémentaires, les germes des faits sociaux et économiques qui la composent, tandis que les faits de la période antérieure se prolongent sous forme de « survivances ». Il existe donc des périodes transitoires, et c'est dans le détail que les faits, les divisions chronologiques suscitent des discussions.

* * *

I. **PÉRIODE PRIMITIVE.** — Les historiens soviétiques ont établi¹, selon les données archéologiques, l'existence, à l'époque préhistorique, d'un vieux foyer de civilisation, très tôt à base agricole dans le sud-ouest de la Russie (Dniepr-Carpates), du néolithique à l'âge du bronze ; ce qui tendrait à prouver le développement propre des populations autochtones, développement où les migrations n'auraient qu'une influence secondaire, contrairement à la théorie des « migrationnistes ».

Les historiens russes situent les grands mouvements de peuples plus au sud, dans la région des steppes, là où se formèrent de grands et éphémères empires (coalitions militaires sous l'hégémonie de « soi-disant peuples-maitres »), dont le plus important à l'époque historique : l'Empire de Scythes, a été en contact dans le sud avec la civilisation grecque

1. FEDOROV, *A propos de la périodisation de la population de Tripolié par Passek* (Q. H., 1949, XI).

(colonies grecques du Pont-Euxin). Dans cette région se constitua très tôt une communauté barbare de civilisation plus avancée. Y a-t-il eu là fusion des deux peuples ou une civilisation originale helléno-scythe¹? ou bien faut-il admettre que les deux populations ont longtemps vécu côte à côte, sans s'interpénétrer, en gardant leur civilisation originale²? L'inventaire des tombeaux ou *Kourgans*, qui ne permettent pas de dire à coup sûr si l'on a affaire à un barbare hellénisé ou à un grec devenu barbare, l'existence d'une orfèvrerie originale, d'une poterie aux formes grecques, mais vernissée selon la technique barbare, semblent appuyer la première hypothèse.

Un autre problème a retenu l'attention des historiens : l'origine des Slaves, c'est-à-dire la détermination de leur lieu d'origine, l'identification de leur premier domaine, leur origine ethnique.

Chakhmatov les fait venir de la Baltique, alors que pour la majorité des historiens ils viennent des Carpates.

Selon les données de l'archéologie, différentes tribus préslaves ou protoslaves occupaient un vaste domaine de l'Oder au Dniepr et à la haute Volga, et de la Baltique aux Carpates. Elles constituaient dans l'ensemble un foyer de civilisation à prédominance agricole dit de « Tripolié », près Kiev, et que traversait une des voies commerciales les plus fréquentées de l'Antiquité : la route de l'ambre, attestée par Ptolémée d'Alexandrie.

Les Antes seraient une vaste coalition militaire et politique de ces peuples autochtones (Protoslaves), formée pour lutter contre les Goths au VI^e siècle et qui se serait écroulée sous les coups des Avars au milieu du VII^e-VIII^e siècle ; parmi les peuples de cette confédération, on noterait les « Roxolanes », les « Rosses-Rousses », qui seraient les ancêtres des Russes sans avoir besoin de faire intervenir les Varègues, marchands scandinaves fréquentant la « Russe », voie allant de la Baltique à la mer Noire, par le lac Ilmen et le Dniepr.

Si l'unanimité s'est à peu près réalisée sur ce point, les historiens ne sont point d'accord sur les caractères politiques et sociaux de cette confédération ante. Pour les uns, il s'agit d'un « État primitif » où dominent les liens de tribus, où règnent la propriété collective des terres et l'égalité communautaire, tandis que pour les autres cet État n'existe pour ainsi dire plus et doit être reporté au stade antérieur. Pour ceux-ci, cette confédération est déjà un « État barbare » où à l'inté-

1. Art. de SEBELEV, BLAVATSEKIS.

2. Ouvr. de KALLISTOV, *Aperçu sur l'histoire du rivage septentrional de la mer Noire dans l'Antiquité*, compte rendu de K. SMIRNOV, dans Q. H., 1950, VI.

nieur de la société sont apparues des classes sociales, la différenciation des fortunes née de la possibilité de s'enrichir par l'accaparement des terres collectives et par le commerce des esclaves, prisonniers de guerre, où la transformation des instruments aratoires entraîne la prospérité de l'agriculture, où s'est déjà réalisée la division sociale du travail, où le prince gouverne avec sa « noblesse » en laissant de côté « l'Assemblée du peuple ». Si presque tous les historiens soviétiques admettent l'apparition de la Russie kievienne au milieu du IX^e siècle (en 862 selon les chroniques russes), son origine même est très discutée. La théorie « normande » faisant des Varègues (probablement danois) les fondateurs et les organisateurs du premier État russe, autrefois universellement admise, est aujourd'hui rejetée.

Selon les données archéologiques, l'élément scandinave serait si peu important qu'il aurait été incapable de transformer le pays. La généalogie des premiers princes russes aux noms scandinaves : Rurik, Oleg et Igor, paraît peu vraisemblable et les historiens russes ne sont pas loin d'y voir le reflet du folklore scandinave, l'invention d'une généalogie en faveur d'une nouvelle dynastie à Kiev ; tout au plus y voient-ils l'écho de la lutte des villes russes, surtout de Novgorod, contre les attaques des Normands.

Ce nouvel État « barbare¹ », « préféodal² » ou féodal³ est un État fort ; il s'organise grâce aux réformes administratives et financières d'Olga, qui substitue un système d'impôts réguliers (basé sur la division des terres en unités d'impôts) à l'ancienne levée du tribut, sous forme d'exaction, par le prince et les fidèles de sa *droujina* (le *prihod*) ; il s'agrandit grâce aux campagnes de Sviatoslav sur l'Oka et la Volga contre les Khozars, sur le Danube contre les Bulgares ; on pourrait comparer son activité à celle des Carolingiens.

On y voit aussi l'apparition des premiers rapports féodaux : formation d'une société où, à côté des primitifs propriétaires d'esclaves, des manants-paysans libres et des esclaves, se constitue une classe de nobles, « *Drouiniki* », vassus au service du prince, qui reçoivent de lui une terre peuplée de paysans dont ils sont en droit d'exiger le tribut, ou bien reçoivent du prince une part du tribut qu'ils l'aident à lever, et

1. Pour YOUREKOV, *Problèmes des formes politiques du gouvernement féodal russe jusqu'au XIX^e siècle* (Q. H., 1950, 1).

2. Il est préféodal pour PIAKOV, *Périodisation de l'histoire des rapports féodaux en Russie* (Q. H., 1950, V).

3. Il est déjà féodal pour BASILEVITCH (art. cité). ZIMINE, *Quelques problèmes de périodisation* (Q. H., 1950, III) ; DOBJENOK, *Temps d'établissement du féodalisme dans l'ancienne Russie*.

une classe de paysans dans la dépendance des nobles ; une société où se forme un petit groupe d'artisans, car il existe des villes : simples châteaux forts princiers comme le Vouishgorod d'Olga, et de vraies villes comme Kiev, Novgorod, Smolensk, dont l'origine, selon les fouilles, remonte à cette époque ; une société qui n'est pas exempte de la lutte des classes, marquée par des soulèvements de paysans, mécontents de l'établissement des tributs et corvées (Drevlianes, 946 ; Souzdalie, 1024...), et où le christianisme n'est vu que comme une religion favorisant le seigneur féodal et préchant la soumission aux paysans (x^e siècle).

II. PÉRIODE FÉODALE (xi^e-xviii^e siècle). — Dans le sein de cet « État Barbare » s'est constituée une monarchie féodale.

1) Au cours du xi^e siècle, pour certains même dès le x^e siècle, l'Économique, le Social se transforment ; transformation qui aboutit politiquement au MORCELLEMENT féodal (milieu du xi^e, fin xi^e siècle¹ jusqu'au xv^e siècle).

Les historiens soviétiques insistent sur l'évolution économique et sociale qui se reflète dans les institutions du gouvernement et dans la législation. On voit le gouvernement se compliquer : le Prince, qui a dissout sa *Droujina*, ou troupe de ses fidèles, en les installant sur des terres, gouverne de plus en plus son domaine avec ses propres domestiques et esclaves (cf. les *ministeriales* occidentaux), spécialisés dans leurs fonctions de finance, de justice ; les *thiounes*, les *possadniks* des villes, les *volostels* des cantons ; dans les seuls cas graves, il réunit l'Assemblée des Grands.

La société se transforme et c'est elle qui donne un caractère féodal à cette nouvelle période : au xi^e siècle, la société a tendance à se diviser en deux classes : les propriétaires terriens (confondus avec les propriétaires d'esclaves) et les colons dépendants ; les membres des communautés libres diminuent de plus en plus et les anciens esclaves se répartissent entre les différentes classes. Comme en Occident, l'extension de la grande propriété foncière semble en être le caractère essentiel : à côté des féodaux laïcs : favoris du prince, anciens *droujiniki*, parents du prince, on voit apparaître des féodaux ecclésiastiques, évêques, monastères dont les priviléges sont fixés par les règlements de Vladimir et Iaroslav. Ces grands féodaux ont tendance à remplacer le tribut

¹. Pour *PREDTENSKIJ* (art. cité), on ne peut terminer l'histoire de l'État kiewien au xi^e siècle, en raison d'œuvres littéraires du xii^e siècle que l'on doit rattacher à cette période : *Chronique de Nestor*, *Dit d'Igor*.

par la redevance féodale (corvée ou taxe en nature) et à l'étendre à toute la population qui, originairement libre, vit sur leurs terres. Le renforcement de cette exploitation féodale expliquerait les soulèvements paysans et urbains : Novgorod, 1068... Lac Blanc, 1113... En même temps, l'essor des forces de production entraîne le développement des métiers, leur spécialisation (on compte jusqu'à soixante métiers pour certaines villes), la création des faubourgs habités d'artisans et de commerçants, la multiplication des centres urbains : certains princes de Kiev, tel André Bogolioubski, furent des fondateurs de villes.

Les féodaux jouissent d'une demi-souveraineté qui est la caractéristique du morcellement féodal ; sur l'origine de ce phénomène, les avis sont contradictoires : le morcellement est-il le résultat de partages successifs entre héritiers, depuis le moment où Iaroslav partagea sa principauté entre ses cinq fils en 1054 ? Mais il a été démontré¹ que, si les fiefs ou domaines se subdivisent, ils s'agrandissent sans cesse aux dépens des propriétés des manants ; est-il, alors, le résultat de l'évolution sociale et économique ? Le domaine cherche à se suffire à lui-même dans toutes les branches de l'Économie, et cet isolement économique se complète ensuite par l'acquisition d'immunités, priviléges financiers et judiciaires ; le morcellement politique n'étant que la forme extérieure du morcellement économique. N'est-il pas, enfin, une nécessité sociale pour fixer le paysan, l'assujettir aux servitudes et au tribut ?

Le morcellement féodal s'accentue : séparatismes, successivement se séparent de Kiev : Polotsk, Tchernigov, Périaslav, Galytch, Smolensk, Novgorod-la-Grande... ; création des apanages ou *oudiels*, guerres féodales incessantes propres au haut Moyen Age russe, comme au haut Moyen Age occidental. Le rouage essentiel, c'est la *votchina* (cf. la Seigneurie) dont la gestion est fixée par la « Justice russe » de Iaroslav et de ses descendants, que la critique récente ne date plus de 1060, mais situe entre 1076 et 1093 (mort d'Iziaslav et avènement de Sviatopolk)².

De ce morcellement féodal se détache la période des invasions tatares (1223-136.)³, marquée par la ruine de la Russie, son retard ultérieur dans tous les domaines, économique, social et politique : les villes sont rasées ; de nombreux métiers disparaissent ; on oublie les techniques et l'organisation politique ne fait plus de progrès ; les

1. I. SMIRNOV, *En parlant de l'historiographie bourgeoise* (Q. H., 1948, X).

2. PRISELKOV, *La « Justice russe »* (art. des Annales historiques, XVI).

3. MILLER, *Problème des principes de périodisation de l'Histoire de l'U. R. S. S.* (Q. H., 1950, XI).

Khans, en effet, entretiennent la division entre les princes russes, tandis que contre leurs exactions et pillages le peuple se soulève : Rostov, 1262 ; Tver, 1327.

Peu à peu cependant (entre 136. et 1480, défaite d'Achmat sur l'Ougra), moins par l'action des princes que sous la pression du développement des forces de production, l'évolution, un temps arrêtée, reprend et s'accélère.

Cette période marque, en effet (selon l'enquête de Rouibakov sur les métiers), un nouvel épanouissement artisanal, l'apparition de frappes princières à Moscou, Riazan, Nijni-Novgorod (sauf à Novgorod-la-Grande où le commerce avec la Hanse et, par suite, l'afflux des monnaies étrangères l'en dispense longtemps), la réapparition du commerce, le développement des faubourgs : *possad* et *sloboda*. A ces modifications économiques correspondent des changements politiques : simplification de la carte des principautés russes ramenée à quatre grands États, à l'intérieur desquels vont de pair la lutte contre les boïars et le renforcement de l'autorité centrale. Ceci est surtout net à Moscou, qui bénéficie de son rôle de libérateur du joug tatare à Koulikovo (plus symbolique que réel, puisque Moscou fut prise par les Tatars encore en 1402) et dont la politique a plus d'envergure.

Elle marque aussi la fin des guerres féodales (vers 1345) et le développement de la nationalité grand-russe autour de Moscou.

2) Sur l'origine et le début de la MONARCHIE CENTRALISÉE, réalisée à Moscou, les historiens ne sont pas d'accord.

1^o Youchkov et Smirnov en font remonter les préliminaires à Ivan Kalita, contemporain de Philippe VI de Valois.

A ce propos, P. Smirnov¹, partant des témoignages d'écrivains arabes (Ibn Batouta) sur les richesses en lingots d'argent de Kalita, et des dires de voyageurs et ambassadeurs étrangers (Contarini, Herbenstein...) sur le bon marché des produits agricoles à Moscou, édifie sa théorie originale de la transformation agricole de la Russie, basée sur l'assolement triennal substitué à l'essartage et aux longues jachères et sur l'utilisation de la charrue à soc de fer, *kosoulia* ou *lemech* (qui serait attestée par le fameux « statut agraire », traduction du code agraire de Justinien, datant du XIV^e siècle selon lui) en place de l'ancien araire qui ne faisait que gratter le sol ; tout cela décuple le rendement des terres russes et, par conséquent, enrichit le prince de Moscou : Kalita peut ainsi s'acquitter du tribut envers la Horde, se constituer un trésor

1. P. SMIRNOV, *Formation du gouvernement centralisé russe* (Q. H., 1946, II-III).

et acquérir de nouvelles possessions : Ouglitch, Galytch. Mais de sérieuses critiques ont à peu près détruit cette théorie¹ : les calculs sur les prix des denrées sont très discutables ; l'étude poussée du « statut agraire » démontre qu'il y a eu une première traduction du code Justinien au XII^e siècle, remaniée au XIV^e, et prouve donc que ce statut correspond à l'état économique de la Russie du XII^e siècle, et non du XIV^e siècle. Enfin, il est établi que « la charrue à soc de fer » était connue bien avant (cf. le code de Iaroslav), il faudrait admettre sa disparition avec les Tatars, or pour cette période son existence est attestée à Novgorod et à Kiev. Pour d'autres historiens², la position de Moscou : centre fortifié relativement à l'abri des invasions, centre commercial au carrefour des grandes voies de terre et d'eau, qui attire les populations que l'on assujettit aux taxes et corvées féodales et permet la levée de péages fructueux ; la politique adroite de Kalita (serviteur docile des Khans, collecteur zélé d'impôts ; ce qui lui permet d'extorquer de grosses sommes aux autres princes et au besoin de voler le Khan lui-même) en sont les responsables.

Pour d'autres encore³, à la densité de la population autour de Moscou, à sa situation privilégiée (en tant qu'elle est située à la limite des territoires de deux anciennes tribus slaves, de deux domaines de prononciation différente⁴), aux talents de ces princes, s'ajoute le besoin d'un appui — renforcement de l'autorité grand-principière — contre le danger extérieur, surtout tatare. Certains, enfin⁵, insistent sur le besoin d'un gouvernement fort pour mater les serfs, les fixer à la glèbe.

2^o Quelques historiens reculent les préliminaires de cette centralisation jusqu'au règne d'Ivan III (moitié du XV^e siècle) avec le renforcement du gouvernement central et la disparition progressive desapanages ; d'autres vont même jusqu'au règne d'Ivan le Terrible, qui voit leur disparition, la création de l'*opritchina* qui porte le dernier coup au morcellement féodal (XVI^e siècle).

3^o Mais, pour la plupart des historiens russes⁶, la monarchie cen-

1. Critiques de YOUCHKOV (Q. H., 1946, III), de I. SMIRNOV (Q. H., 1946, III), de MAVRODINE (Q. H., 1946, IV). *Quelques remarques sur l'article de P. Smirnov* conclut à une recolonisation des terres russes dévastées par les Tatars, à une reprise de défrichements sous Kalita.

2. Ouvrages de ROJKOV, PLEKHANOV, PROKOVSKIJ,... dont quelques idées sont reprises par BASILEVITCH (*art. cité*) et TIKHOMIROV, *Les débuts de la grandeur de Moscou* (1944).

3. Thèses de KOSTOMAROV, ZABIELINE... reprises par MAVRODINE dans *Formation du gouvernement national russe* (1943) et I. SMIRNOV (Q. H., 1950, XII), sur quelques points.

4. TIKHOMIROV (*ouvr. cité*).

5. PIAKOV, *Périodisation des rapports féodaux en Russie* (Q. H., 1950, V).

6. BASILEVITCH (*art. cité*) et BAKHROUZHINE, *Préliminaires d'un marché intérieur russe* (*Annales scientifiques de l'Université de Moscou*, 1946, 87).

lisée se place de la fin du xv^e siècle au xviii^e siècle. Ils en voient les signes dans une transformation de l'appareil politique et les causes dans la transformation sociale et économique du pays.

L'établissement d'organes centraux d'administration (financiers-judiciaires), c'est-à-dire l'apparition et le développement sous Ivan III des *prikazes* (collèges ministériels spécialisés) à la place des anciens *pouts* (services d'État d'une région), la publication de « justiciers » en 1497 et 1550, l'organisation d'une force militaire unique en place des anciennes milices féodales, sont autant de faits qui renforcent le gouvernement central.

La société se transforme : se développe la classe des petites gens de service, dévoués au prince, sujets du prince, qui ne reçoivent de terre que contre un service militaire ou de cour, service qu'ils doivent jusqu'à la mort ou l'impuissance physique ; ces gens, le prince peut d'ailleurs les déplacer à son gré : Ivan IV en établira ainsi sur les fiefs confisqués aux boïars et monastères de Novgorod. La terre ou *pomestie* (le mot apparaît sous Ivan III) est une sorte de salaire, tandis que les *kormlenié* (attribution de prestations ou de taxes à certains fonctionnaires) sont désormais limités. Au contraire, les princes d'*oudiels* voient leur nombre diminué ; Ivan III saisit toutes les occasions de les supprimer ; en 1480, il fait procéder à une révision des chartes contractuelles et testamentaires dans le sens de leur plus grande dépendance à son égard, et le dernier prince d'apanage, Vladimir Andréievitch Staryskij, disparaît sous Ivan IV. Bien plus, les gens de service de ces princes d'*oudiels* les quittent pour « servir » le grand prince de Moscou (xv^e siècle), ce qui a pu faciliter les conquêtes moscovites.

« *Votchina* » et « *Pomestic* » ne se distinguent plus, tandis que l'attribution de chartes d'immunité financières (exemption d'impôts) et juridiques (droit de n'être jugé que par le tsar) cesse au milieu du xv^e siècle ; le droit d'immunité, désormais plus réduit, devient un droit de classe, lié à la propriété foncière. Sur ces terres travaillent des paysans que les propriétaires exploitent toujours davantage : dans l'espace de 150 ans, le servage s'établit définitivement ; il est rendu plus étroit par toute une législation : limitation, pour le serf, du droit de changer de maître à un seul jour, la Saint-Georges ; suppression de ce droit, établissement du droit de « suite » et de reprise sur le serf qui s'enfuit, en allongeant sans cesse les délais de prescription (1607..., 1642) et en les supprimant (code d'Alexis, 1649). En même temps, les propriétaires fonciers, à côté de la corvée, de la redevance en nature qui subsistent et

sont même renforcées, commencent à recourir aux redevances en argent (cf. les Terriers de Novgorod en 1488).

Les paysans ripostent par la fuite, des soulèvements, et on voit apparaître dans les villes des mouvements à nuance religieuse « humaniste-reformiste » : Nijni-Novgorod et Pskov, 1484-1485. Les propriétaires ne voient de salut que dans le renforcement continu de l'autorité centrale de la monarchie « exprimant la volonté de la classe dirigeante minoritaire de maintenir en bride la majorité exploitée » ; cette monarchie est appuyée par tout un groupe social, opposé aux paysans, formé des « *dvorianes* » (anciens serviteurs du prince, dotés en terre), des bourgeois des villes et, enfin, du clergé : monastères¹, synodes et évêques conseillant l'union à Moscou, devenue une grande ville (mouvement particulier d'un phénomène général d'exode rural).

4^e De la monarchie centralisée, Basilevitch² détache le XVI^e-XVII^e siècle : monarchie à **REPRÉSENTATION DES CLASSES**, caractérisée par l'apparition, à côté de la « *Douma des Boiars* », de l'Assemblée de toute la terre russe « *Zemckié sobor* », institution dont on peut voir le prototype sinon en 1549-1550, du moins en 1556. Mais, de fait, l'institution n'est bien établie qu'à la fin du XVI^e et au XVII^e siècle ; comme les Cortès, ou les États-Généraux, le Sobor n'est convoqué ni régulièrement, ni périodiquement, et les deux dernières convocations sont de 1651 et 1653. Quel est le rôle de cette institution ? Est-ce un organe législatif ? ou consultatif ? Quelle est son importance ? Quelques historiens voient en ce sobor, formé des nobles de cour et des gens des villes, un moyen pour le tsar de vaincre l'opposition de l'aristocratie des boiars ; il l'aurait aidé à établir l'absolutisme. D'autres voient en lui une limitation à l'autorité du tsar.

On peut sans doute admettre qu'un prince fort a pu utiliser le « sobor » à son profit, de la même manière qu'il multiplie « *prikazes* » et « *voivodes* » et favorise l'autonomie locale contre l'administration des boiars ; mais on doit remarquer que le développement de cette institution correspond à toute une série de tentatives pour limiter le pouvoir monarchique : on tente d'imposer à Boris Godounov, lors de son élection, des conventions exigeant le respect de la liberté individuelle (pas de confiscation, ni d'arrestation sans enquête, ni jugement) ; on en impose d'analogues à Chouiski, au fils de Sigismond, au tsar Féodor ; on adopte pour les oukazes certaines formules marquant un partage

1. Tels ceux de Volokolamsk, de Saint-Élie de Pskov où s'élabore la théorie de Moscou, 3^e Rome.

2. BASILEVITCH (*art. cité*).

d'autorité : « Proposition du tsar et arrêté des boïars » ... « le tsar a ordonné, les boïars ont pris cet arrêté... ; » on voit apparaître des pamphlets politiques comme l'*Entretien de Valaam*, et son supplément¹. C'est le temps des « troubles » : interrègne où se donnent libre cours soulèvements paysans, interventions étrangères jusqu'en 1613 ou 1618.

Cependant, en dépit de cette crise, les forces de production se développent : le commerce bénéficie de l'extension des marchés, l'industrie s'épanouit, mais sous une forme encore domestique et domaniale.

A côté des marchands (cf. guildes) qui s'enrichissent et accumulent des capitaux, la classe des grands propriétaires étend la superficie des terres labourables de son domaine, augmente les profits qu'elle tire de l'exploitation paysanne (taxes, corvées, servitudes). Aussi peut-on noter de nombreux soulèvements : ceux des salines... de Senka Razine, des Bachkirs.

3) La monarchie continuant son évolution devient ABSOLUE (xvii^e-xviii^e siècle). A une hiérarchie sociale où chaque classe a sa place dans l'État se substitue le gouvernement d'un seul homme, souverain à l'égard de toute classe particulière, disposant d'un appareil « d'oppression puissant » créé peu à peu : armée permanente, système policier, administration bureaucratique, législation pénale.

Cette évolution a été déterminée avant tout par le développement des rapports commerciaux et monétaires, l'établissement d'un marché unique pour toute la Russie au milieu du xvii^e siècle ou même au xviii^e siècle ; le développement de l'industrie, l'existence d'un capital commercial et la formation d'éléments « bourgeois ». Elle est déterminée aussi par la nécessité de la lutte des classes : avec le développement de la vie économique, le paysan a tendance à lutter pour briser les entraves qui gênent son développement, à se transformer en petit propriétaire libre, tandis que le propriétaire veut profiter seul des améliorations économiques : « surplus » de production et « plus-value » qu'il monnaye ; il sollicite l'aide de l'État pour soumettre ses paysans-servs ; ce qui s'effectue par l'établissement d'impôts d'État et le renforcement du servage.

Elle a pu être déterminée aussi, dit Tikhomirov², par l'action de

1. Dans l'*Entretien de Valaam* : « Le seigneur a ordonné au tsar... d'exercer le pouvoir avec les princes et les boïars ; » dans le *Supplément* : « Le tsar doit consulter le conseil œcuménique et délibérer avec son conseil plus étroit. »

2. *Commentaires sur les problèmes de périodisation de l'Histoire de l'U. R. S. S.* (Q. H., 1949, IV), où est rapporté le compte rendu de BAKHROUCHINE sur les travaux des historiens soviétiques, dont ceux de TIKHOMIROV.

cert
nu
crit

L

ÉCL

le co

l'op

conce

man

et a

des p

le p

dépo

se p

dépla

la p

périr

appo

1754

intére

avec

empê

« met

tout s

Aus

aiguë

1770

III.

à la p

été éta

mais la

attaqu

n'a do

lutte d

et socia

1. Yo

1950, VI

2. Bon

XVIII^e

certains hommes : comme Pierre I^{er}, dont les réformes ont créé la manufacture dans le domaine économique, l'institution des paysans inscrits dans le domaine social.

De cette période, quelques historiens¹ détachent le DESPOTISME ÉCLAIRÉ du XVIII^e siècle dès Pierre I^{er}, mais plutôt dès Élisabeth avec le comte Betsourov et surtout avec Catherine II. Le monarque ménage l'opinion par la réunion de la Commission de 1767 /8, accorde quelques concessions partielles, comme la limitation de la torture, les recommandations de modération et de clémence aux propriétaires fonciers et aux usiniers en 1760 et 1763, la sécularisation et la transformation des paysans de monastères en serfs d'État, 1763 ; tout cela pour éviter le pire : un soulèvement général ; mais il renforce le servage : on déporte les meneurs en Sibérie et dans l'Oural, on défend au serf de se plaindre de son maître, 1763 ; on introduit les passeports pour les déplacements à l'intérieur du pays. Par contre, le souverain maintient la position de la noblesse, qui, ruinée, endettée, vendrait ses terres, périrait, abandonnée au libre jeu des forces économiques : l'État apporte une aide financière aux nobles par la création des Banques en 1754²; ces Banques prêtent sur les « âmes » à longs termes, à faible intérêt ; ces prêts sont souvent sans retour, puisque la dette s'éteint avec le paiement des intérêts ; on prête sur hypothèque aussi ; pour empêcher la vente d'un domaine criblé de dettes, ou mal géré, on le « met en tutelle ». Bien plus, la noblesse est libérée de toute charge, de tout service, et Catherine II lui accorde une charte de ses priviléges.

Aussi tout cela n'empêche-t-il point la lutte des classes d'être plus aiguë : soulèvement paysan de 1760, soulèvement de Pougatchev de 1770 qui faillit renverser les Romanov.

III. PÉRIODE CAPITALISTE (XVIII^e SIÈCLE-1917-1918). — Elle succède à la période féodale. La démarcation des différentes étapes, là aussi, a été établie selon les deux grands critères des historiens soviétiques, mais la périodisation de Droujinine (basée sur la lutte des classes) est attaquée ; ce critère, ne pouvant servir qu'à l'histoire antérieure à 1918, n'a donc pas de valeur universelle, et les révolutions (explosions de la lutte des classes) étant une riposte à des transformations économiques et sociales bien antérieures.

1. YOUCHEKOV, DROUJININE (art. cité) ; IVANOV, *Le problème du despotisme éclairé* (Q. H., 1950, VII).

2. BOROBOT, *Problème de la constitution des capitaux amassés dans la Russie du XVIII^e siècle* (Q. H., 1948, V).

1) APPARITION DES PREMIÈRES FORMES DU CAPITALISME. — Sur la date même, les historiens n'ont pu réaliser d'accord : 1721-1725¹? Quand on s'attache surtout aux réformes de Pierre I^{er} : création des manufactures ; facilités données aux étrangers, puis aux marchands, comportant dons de bâtiments, avances d'argent, fourniture de la main-d'œuvre ; ébauche d'une concentration industrielle comme celle de l'Oural... ; 1740-1750²? qui marquerait un bond dans l'économie de la Russie : crise de la manufacture noble dite « servile », essor de la manufacture marchande « capitaliste », augmentation du volume de la production, extension de l'emploi du travail libre ; c'est en 1760³ que pour la majorité des historiens se réaliseraient vraiment ce bond dans tous les domaines : INDUSTRIEL avec la fondation de nouvelles usines : de 200 à 650, avec l'apparition de manufactures de « paysans » ; la localisation et la spécialisation géographique ; le volume et la nature de la production qui sert à côté de l'État, l'exportation, surtout le marché intérieur ; avec l'apparition de l'industrie cotonnière ; avec l'emploi de plus en plus répandu du travail libre ; COMMERCIAL, avec le développement du commerce extérieur et intérieur ; la suppression des douanes intérieures en 1754 ; FINANCIER, avec la création des Banques du Commerce, des assignats en 1754, avec le dépôt, le roulement, l'investissement des capitaux ; ou bien ne faut-il l'admettre qu'en 1780-1790⁴? avec l'apparition du machinisme (première machine à vapeur en Russie en 1790 ; métiers à tisser...) ; avec le développement industriel, conséquence de la liberté donnée à l'industrie en 1775, supplantant la plupart des monopoles ; avec la crise des manufactures basée sur le servage (Centre Oural) au profit d'industries plus jeunes (Sud Oural et Centre de la Russie). Ce flottement s'explique par la difficulté de dater de façon précise les faits sociaux, mouvants par essence et aussi par la complexité que présente en soi la nature du capitalisme : qui se marque par l'exploitation d'une main-d'œuvre libre, la production en vue d'un large marché et l'existence de deux formes de capitaux : de base et de roulement.

1. ZAOZERSKAIA, *Problème du développement de la grande industrie en Russie au XVIII^e siècle* (Q. H., 1947, XII) et *Les manufactures sous Pierre I^{er}}* (A. H., XIX) ; et IAKO-BLEV, *Apparition et étapes du développement des formes capitalistes en Russie* (Q. H., 1950, IX).

2. ROUBINSTEIN, *Période manufacturière de l'industrie russe et formation du capitalisme en Russie* (Q. H., 1947, VII) ; et BAK, *Genèse du capitalisme* (Q. H., 1948, III).

3. DROUJININE (art. cité) ; STROUMILINE, *Nature économique des premières manufactures russes* (Q. H., 1946, VI) ; GOUDOCHNIKOV, *Remarques sur l'article de Droujinine* (Q. H., 1950, II) ; PAJETNOV, *Tournant dans l'industrie manufacturière du XVIII^e siècle* (Q. H., 1948, III).

4. PREDTENSKI (art. cité).

a) Cette première période du capitalisme est marquée par l'essor de la manufacture en Russie. Quelle est la nature de cette manufacture? Pour les uns, elle est essentiellement « servile », basée sur le travail forcé des serfs, astreints à la corvée (serfs de propriétaires, paysans achetés, paysans inscrits à l'usine), soutenue par l'État qui la dote de terres, de main-d'œuvre ; travaillant pour l'État et l'exportation (oukhazes de Pierre I^{er}, d'Anna..., etc. : 1721, 1736... 1744). Pour certains, ce caractère n'appartient qu'aux manufactures « nobles » souvent postérieures aux manufactures marchandes (deuxième moitié du XVIII^e siècle) ; exploitations domaniales sur les terres des nobles et avec leurs propres serfs, par opposition aux manufactures « marchandes », en partie « capitalistes » : ces dernières ne bénéficiant pas, sauf à de rares intervalles, des mêmes avantages, surtout en ce qui concerne le droit d'acheter des paysans¹. Pour d'autres, la manufacture n'est servile que « juridiquement » ; en fait, elle est déjà capitaliste, la proportion de la main-d'œuvre libre, seule qualifiée, augmente de 30 à 50 %, plus tard à 70, 84 % et même 95 %²; les serfs, sauf les serfs personnels de l'usinier, reçoivent des salaires à la journée, au mois, ou le plus souvent à la tâche comme les ouvriers libres.

Certains ne voient de manufactures libres que dans le centre de la Russie (le textile et surtout le coton) par opposition à la grosse métallurgie de l'Oural, isolée dans un pays peu peuplé : de là, la nécessité de l'inscription aux usines, des transferts de population, d'envoi de spécialistes du Pomorié ou de Toula ; les quelques peuplades locales n'étant tout juste bonnes qu'aux charrois, aux coupes de bois...

Enfin, un dernier groupe considère la manufacture russe comme hybride mêlant caractères serviles et capitalistes.

b) La question de son origine est aussi discutée? Est-elle issue de petits ateliers d'artisan, des métiers ruraux et domestiques qui se sont concentrés, groupés? ou n'est-ce qu'une création tout d'abord plus ou moins artificielle empruntée à l'étranger par Pierre I^{er}? N'est-ce pas plutôt le résultat de l'évolution économique. Le marchand, avec son capital commercial, assujettit les petits métiers qui travaillent à domicile pour des entrepreneurs, les petits producteurs indépendants devenant des salariés; le marchand-fabricant fonde ensuite des manufactures, en rachète ou s'en fait céder par l'État.

c) La question d'une main-d'œuvre libre soulève bien des discus-

1. Droit accordé aux marchands en 1721, en 1744, en 1753; interdiction en 1762.

2. Proportion dans l'industrie cotonnière. Cf. DROUJININE (Q. H., 1949, XI).

sions : certains historiens en voient le nombre limité à certains types de manufactures ou à certains modes de production, en diminution constante depuis 1721 ; d'autres soutiennent que son extension se développe.

Serait-ce le manque de main-d'œuvre libre qui aurait provoqué la fixation des paysans aux usines ? Mais la main-d'œuvre ne manque pas avec l'extension des labours du *barine*, l'allotissement de parcelles à de nouveaux paysans à l'intérieur d'un même domaine ; l'expropriation partielle des anciens paysans ; leur ruine par les usuriers ; l'accaparement des terres par les Koulaks utilisant à leur profit la « contrainte solidaire » en réduisant leurs voisins à l'état de journaliers ou de métayers ; le paysan qui a peu ou point de terres doit travailler en usine ; par ailleurs, le propriétaire met ses serfs à l'*Obrok*, s'entend avec l'usinier pour profiter de leur travail.

d) Question des capitaux ? La manufacture russe avait la particularité de n'avoir presque pas de capitaux de départ : le tsar donne les terres, les bâtiments, la main-d'œuvre constituée par les paysans d'État, des avances en argent ; quelquefois même, il fait don d'usines toutes montées. Quant au capital de roulement, il est réduit dans la proportion où l'on utilise la corvée dans la production.

Du fait du développement industriel, des monopoles, l'exploitation agricole se développe, le servage se renforce : les deux exploitations se complétant l'une l'autre ; cela entraîne des soulèvements populaires : véritables guerres paysannes larvées ou violentes en quelque point du territoire ; on peut citer des domaines où la révolte des paysans a duré trente-huit ans¹.

C'est la coexistence de deux mondes, de deux économies : féodal et capitaliste, que l'on entrevoit dans la lutte entre bourgeois et nobles sur deux points ; le droit d'acheter des paysans et de développer les métiers à domicile.

En même temps que les soulèvements paysans se font plus importants, après la guerre nationale de 1812, naît une idéologie révolutionnaire chez quelques nobles, qui aboutit au soulèvement « décabriste » de 1825 ; premier élan révolutionnaire où il faut noter l'importance du courant d'idéologie politique commençant avec Raditchev (fin XVIII^e-début XIX^e siècle). De 1825 à 1860 s'accumulent des forces révolutionnaires qui éclateront dans la crise de 1859-1861 : situation révolutionnaire, qui force le gouvernement à faire des réformes, et se prolonge même après l'abolition de l'esclavage.

1. IGNATOVITCH, *Troubles paysans dans le premier quart du XIX^e siècle* (Q. H., 1950, IX).

2) **ESSOR DU CAPITALISME (1861-1918).** — L'abolition du servage, décrétée en 1861, n'est pleinement réalisée qu'en 1883 avec l'obligation du rachat ; elle libère la main-d'œuvre, crée une classe de prolétaires, sans terres, sans liens avec elle, ne possédant que leurs bras à vendre.

En même temps se développe la grande industrie avec concentration industrielle (Bakou, Krivoïrog, Donetz, Oural), essor facilité par l'afflux de capitaux étrangers, surtout français ; des cartels se forment. On voit apparaître un mouvement ouvrier dont les chefs passent au marxisme, tandis que ce mouvement s'unit aux révolutionnaires bourgeois pour former la social-démocratie dès 1894. Des grèves ont lieu et la situation est de nouveau révolutionnaire, 1900-1901.

3) De 1900 à 1918 s'en détache l'**IMPÉRIALISME**, c'est-à-dire la forme perfectionnée du capitalisme, venue très vite en Russie, « empruntée » à l'Europe ; elle n'eut pas le temps de mûrir, mais « pourrit » aussitôt.

L'industrie renforce ses positions, la bourgeoisie se fait plus exigeante, tandis qu'une classe ouvrière bien constituée, opposée au capitalisme, devient de plus en plus importante et prend la tête du mouvement révolutionnaire sous la direction du parti bolchevik.

En 1901, ce ne sont encore que des mouvements révolutionnaires analogues aux précédents ; en 1905, il s'agit d'une révolution bourgeoise limitant le pouvoir du tsar au profit de la bourgeoisie par la création de la Douma et les réformes de Stolypine ; mais, en 1917-1918, c'est la révolution « du peuple, des ouvriers et des paysans ».

Les limites de cet article n'ont permis de ne noter que trop rapidement les manifestations culturelles (littéraires, etc...), expressions de la société, dont tiennent compte un certain nombre d'historiens soviétiques¹.

* * *

Les faits suivants semblent à peu près acquis : l'importance de l'élément slave autochtone dès la préhistoire et à l'origine de l'histoire ; la détermination des dates marquant différentes étapes de l'évolution historique : morcellement féodal (xi^e-xv^e siècle), monarchie centralisée (xv^e-xvii^e siècle), essor du capitalisme (1861-1918), impérialisme (1901-1918).

Dans l'ensemble, deux grands problèmes, à côté de points de détail, restent posés : le passage de la période féodale, c'est-à-dire de l'organi-

1. Surtout PRÉDTENSKIJ, GOUDOCHNIKOV (art. cités).

sation « esclavagiste », à l'organisation servile et le passage de la période féodale à la période capitaliste. Le premier problème concerne surtout l'origine, la nature du premier État kievien, qui garde des traits de l'organisation antérieure et où apparaissent quelques traits féodaux ; c'est un problème de portée générale sur la lutte entre deux formes de civilisation : la civilisation antique « esclavagiste » et la civilisation barbare, slave comme germanique, aboutissant à la féodalité. Comment passe-t-on de l'une à l'autre et quand¹? Le second concerne une nouvelle transformation de la Russie, transformation de caractère original dans ce pays où le servage tardif, établi aux XIV^e et XV^e siècles, a été maintenu jusque dans la seconde moitié du XIX^e et où l'évolution économique et sociale, avec le développement de l'industrie et la formation d'éléments bourgeois, a été plus tardive et plus brutale, sans passer par toute une série d'étapes progressives comme en Occident.

D. ECKAUTE.

1. Cf. GRÉKOV, *Les paysans en Russie des temps anciens jusqu'au XVII^e siècle* (1946), et art. dans Q. H., 1946, VIII-IX, *Essai de périodisation de l'histoire des paysans en Russie*, et surtout *La Russie kievienne* (Moscou, 1949).

MÉLANGES

LES ARCHIVES D'OUTRE-MER ET L'HISTOIRE COLONIALE FRANÇAISE

Un des traits qui marquent le plus fortement la colonisation est sans conteste le fait que les colonies, par définition, sont lointaines. Elles le restent aujourd'hui encore malgré la facilité des communications. L'impulsion venue de la métropole se transmet donc à de très grandes distances et les relations entre le pouvoir central et ses représentants locaux sont lentes et difficiles. On dira que l'histoire coloniale n'est pas la seule à devoir tenir compte de l'éloignement et que la même servitude, par exemple, pèse, en matière diplomatique, sur les relations entre le ministère des Affaires étrangères et les diplomates en poste. Mais ceux-ci ne sont pas des administrateurs. Au contraire, les gouverneurs — nous donnons ce nom, pour faire bref, aux chefs de territoire, quel que soit leur titre — organisent la vie du pays soumis à leur autorité. Ce sont des hommes d'action complets.

Les archives intéressant la colonisation, comme il est naturel, reflètent cette situation, qui donne aux documents locaux une importance particulière. Il ne faudrait pas croire que leur consultation fournira seulement le moyen d'examiner à la loupe tel détail dans un ensemble dont les documents métropolitains ne donneraient que les grandes lignes. Le ministre, dans ses instructions, dit à peu près tout ce qu'il a à dire. Le gouverneur, en revanche, même quand il entend ne rien cacher, ne dit pas tout, et réserve, non seulement le détail de l'exécution, mais toute une partie de son activité et surtout de celle de ses subordonnés qui, parce qu'elle est le pain quotidien de son travail, ne lui paraît pas digne de l'attention de ses supérieurs. D'ailleurs, il manquerait du temps nécessaire pour en rendre compte.

Ainsi la correspondance administrative qui fait le fond des archives métropolitaines ne donne-t-elle essentiellement que le dialogue du ministre et du gouverneur, avec peut-être les documents qui ont éclairé la religion du ministre, et est plutôt de nature à montrer abstrairement la ligne politique suivie que de ressusciter le tableau concret de la vie coloniale.

Sans doute pourrait-on apporter bien des nuances à ce schéma. Dans une colonie naissante, on est frappé de la minutie des détails dans lesquels entrent les bureaux de l'administration centrale. Ce dirigisme tâtilon, il est

vrai, cède rapidement devant la complexité des problèmes posés par le développement d'une colonie. L'administrateur alors reprend ses droits à une très large autonomie. Il n'empêche qu'en matière de peuplement, d'approvisionnement, de commerce, toute une part de l'administration doit être préparée en France, et cette activité a laissé des traces dans les archives.

Enfin, il n'y a pas en France que des archives ministérielles. Les grands ports avec leurs chambres de commerce, les grandes compagnies à privilège ont aussi les leurs, et les minutiers des notaires recèlent bien des trésors. Il n'y a pas non plus que des archives publiques. Les armateurs, les maisons de commerce, les banques, les congrégations religieuses, les familles, en possèdent également.

Mais la fatalité de l'éloignement marque tous ces fonds d'archives des mêmes traits et rend indispensable une contre-partie locale où les documents sont moins élaborés, plus touffus, mais plus riches de la complexité de la vie quotidienne. Car il s'agit bien d'un tableau complet. Les archives des colonies gardent les traces d'une activité s'exerçant dans tous les domaines. Elles réunissent à elles seules les archives nationales, départementales, communales, etc..., de chacune de ces Nouvelles Frances. Elles ont un caractère universel, souvent, il est vrai, au stade de l'embryologie sociale.

Les historiens toujours soumis aux servitudes de la documentation ont commencé leur défrichement par ce qui était le plus accessible. Ils ont donc puisé d'abord aux sources métropolitaines et en premier lieu à celles qui étaient rassemblées dans les dépôts publics ouverts à la consultation des chercheurs, c'est-à-dire en gros à celles concernant le premier empire colonial français. Ces sources étaient d'ailleurs les plus propres à servir de base à une conception classique, c'est-à-dire surtout politique de l'histoire : les desseins des hommes d'Etat, les progrès de la découverte et de la pénétration vus de haut, les répercussions européennes, les vicissitudes militaires et diplomatiques de la politique coloniale.

Certes, les documents mis en œuvre permettent de voir, à l'arrière-plan de ce théâtre historique, une réalité plus cachée et plus profonde, de nature économique, sociale, psychologique même, qui porte l'histoire jusqu'aux limites de l'ethnographie. De ces réalités, l'histoire politique est d'ailleurs une expression non négligeable. Encore faut-il ne pas réservier son attention à l'étude des seuls Européens outre-mer en négligeant la civilisation autochtone et le contact des deux mondes. Ce problème, essentiel dans les préoccupations de l'administrateur, est souvent négligé dans sa correspondance, dans la mesure où il le considère comme résolu ou qu'il en a l'illusion.

Il a donc fallu prendre conscience du fait qu'un établissement colonial, passé l'époque héroïque, créait une nouvelle forme de civilisation originale à l'étude de laquelle il convenait d'appliquer les méthodes éprouvées ailleurs. L'historien est ainsi passé de la conception assimilatrice à une conception autonomiste de l'histoire coloniale et lui a reconnu sa personnalité.

L'évolution de la curiosité historique est d'ailleurs parallèle à celle des faits eux-mêmes, comme si, dans le cas privilégié où un nouveau monde commence, l'action devait passer par les mêmes phases que la réflexion.

Car les temps héroïques d'une civilisation se coulent facilement dans le moule d'une histoire curieuse surtout d'événements et de personnages, négligeant les grands courants souterrains. Il est tentant de s'attacher aux hommes et aux faits saillants. L'œuvre coloniale plus que toute autre paraît le fait de personnalités isolées. Elle donne des arguments à ceux qui refusent de déprécier le pouvoir de l'homme sur la conjoncture. Mais l'ère des administrateurs succède à celle des pionniers et la vie coloniale offre alors une pâture à l'histoire conçue comme une explication des structures.

Ainsi dans cette querelle où, tels les partisans affrontés des théories ondulatoire et corpusculaire de la lumière, les différentes écoles discutent pour savoir si le mouvement de l'histoire se propage par larges ondes anonymes ou par corpuscules individués, l'historien colonial est peut-être mieux placé qu'un autre pour concevoir la mécanique ondulatoire qui fournira la synthèse de l'histoire des événements et de celle des structures. Lorsque la seconde prend le pas sur l'autre, il faut interroger les archives autrement et en interroger d'autres, parmi lesquelles, en premier lieu, les archives locales.

* * *

Considérons les archives locales idéales, telles qu'elles seraient dans une colonie ayant pris un certain degré d'organisation et qui aurait conservé ses papiers. On y trouverait d'abord une masse de documents qui présenterait en gros le négatif des séries correspondantes des archives métropolitaines. Là où nous possédons en France l'original des dépêches venues d'outre-mer et la minute de celles du ministre, on disposerait des copie-lettres du gouverneur et de l'original des dépêches ministrielles. En dehors de ce fond commun, les archives métropolitaines disposent de documents uniques qu'il n'est pas de notre objet d'étudier ici en détail¹.

Mais les archives locales ont, elles aussi, leurs documents uniques, même s'ils sont rangés sous la même rubrique que les documents métropolitains : il y a une réglementation propre à la colonie douée en la matière d'une large autonomie ; les documents financiers n'ont pas toujours été transmis au ministre ; les documents démographiques (recensements, état civil, registres d'affranchissement des esclaves, etc...) restent sur place ; les greffes des juridictions également, de même que les minutes des notaires, quand il y en

1. Il y a une esquisse des archives du ministère de la France d'Outre-Mer in C. LAROCHE, *Les archives du ministère de la France d'Outre-Mer*, in *Gazette des Archives*, nouvelle série, n° 4 (juillet 1948), p. 15-21. En dehors des archives ministrielles, de nombreux documents sont dispersés dans les différents fonds des Archives nationales. Voir *Etat sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales*. Paris, 1891.

a, et les documents domaniaux : terrier, registres d'hypothèques et de conservation foncière, procès-verbaux d'arpentage, etc... Les séries politique et militaire contiennent le détail des campagnes et de l'organisation, qui éclairent les conditions si souvent incompréhensibles de loin de la pénétration et de l'implantation. Les archives des cercles, enfin, locales au second degré, fournissent pour l'étude du pays des données irremplaçables¹.

On s'aperçoit, malheureusement, qu'à part de remarquables exceptions qui tiennent du miracle, ces archives ont été généralement sacrifiées et qu'il n'en reste que des épaves. En ce domaine comme en tous, les origines restent obscures, elles correspondent par définition à la période où l'on ne se préoccupait pas de l'histoire.

En France, c'est Colbert qui est le grand organisateur des archives publiques et le XVIII^e siècle, son héritier, est admirable par le respect des documents. Le XIX^e est son digne successeur pour l'organisation définitive de l'administration des archives, à partir des grandes réformes de la Révolution. Mais il semble avoir correspondu en revanche, dans les bureaux, à une incurie et une incompréhension qui tranchent sur le soin des bureaucrates du XVIII^e.

Dans les vieilles colonies où une tradition existe, comme à la Réunion ou dans l'Inde française, ce même contraste est frappant entre l'ordre et le volume des documents dès l'Ancien Régime et le désordre et les lacunes des archives contemporaines. Dans celles des archives locales où aucune tradition archivistique n'existe, le mépris des papiers s'est donné libre carrière. A telles enseignes que le stade de développement où l'on prend conscience de l'intérêt de conserver les traces du passé dépend de la maturité de chaque colonie prise isolément et non pas de la maturité de la métropole. Certaines vieilles colonies, telles que l'île de France et Bourbon, avaient dès le XVIII^e siècle des archives ordonnées, alors que l'A. É. F. vient à peine d'organiser les siennes².

Le décret créant les archives du Gouvernement général de l'A. O. F. est de 1913, celui qui a accompli la même réforme en Indochine, de 1917, etc... Encore est-il nécessaire d'avoir affaire à une puissante fédération pourvue de moyens financiers. Et les Antilles ont attendu la date récente de leur rat-

1. En dehors des archives publiques ou émanant d'officiers publics, d'autres catégories d'archives sont pour l'historien du plus haut intérêt. Ce sont les archives privées : correspondance officieuse des fonctionnaires, archives des maisons de commerce, des banques, des congrégations religieuses, etc..., qui, parallèlement aux archives publiques, ont aussi leurs archives locales. Le repérage de ces archives, à plus forte raison leur regroupement, est à peine amorcé. Il n'est pas question d'en offrir ici un tableau. On ne s'est pas cependant refusé, à l'occasion, de signaler tel fonds intéressant de ce domaine privé.

2. Les copies effectuées par Moreau de Saint-Méry (série F³ des archives coloniales déposées aux Archives nationales) prouvent qu'il y avait, au XVIII^e siècle, à Saint-Domingue et dans les Antilles en général (Guyane comprise), des archives importantes que les troubles de la Révolution ont réduites à néant.

tachement au ministère de l'Intérieur pour être partiellement pourvues d'un archiviste, comme rentrant dans le droit commun des départements de France. Dans d'autres colonies, rien encore n'a été même ébauché dans le sens d'une organisation. C'est le cas, par exemple, de la Côte française des Somalis et des établissements de l'Océanie¹.

* * *

Plutôt que de blâmer, il est préférable d'essayer de comprendre les causes de la négligence dont sont victimes sur place les archives des colonies.

On a coutume d'invoquer les installations de fortune et surtout le climat des colonies tropicales, et c'est à bon droit. Sans aucun doute, le climat des colonies est destructeur. La chaleur sèche rend le papier cassant aux pliures ou le brunit, au point que l'écriture d'une première page peut s'inscrire en négatif sur le feuillet suivant (curieux cas de palimpseste qu'il n'est pas rare d'observer). L'humidité, au contraire, ronge le papier et efface l'encre. Les termites surtout précèdent le plus souvent l'archiviste et même lui succèdent dans les dépôts mal gardés. Mais, parmi les maladies à inscrire dans une pathologie tropicale du papier, la pire de toutes, parce qu'elle prépare le terrain aux autres, est certainement la maladie du sommeil.

Pourquoi les archives dorment-elles? La réponse est simple : parce qu'il n'est pas normal, je dirais presque qu'il est malsain, qu'une société jeune s'intéresse à son passé et même à son présent. Ce qui frappe le voyageur, dans les territoires d'outre-mer, c'est le changement de toutes les perspectives auxquelles il était habitué et la plongée non pas seulement dans un autre monde, mais dans un autre temps, celui des origines. Malgré les pas de géant faits dans le sens de l'évolution, la période héroïque n'est pas lointaine et laisse des traces partout visibles. C'est celle où règne l'homme d'action. L'homme de réflexion n'a pas sa place dans un monde en formation. Le pionnier qui s'efforce d'appliquer sur une civilisation autochtone une civilisation nouvelle commence par le commencement : exploration, conquête, pénétration, évangélisation. L'administration et la mise en valeur technique et intellectuelle viennent en dernier lieu. On ne s'arrête pas pour se regarder marcher. Les premiers colonisateurs ont donc beaucoup effacé de leurs traces, beaucoup détruit pour faire plus grand.

D'ailleurs, le pays ne trouve pas d'emblée sa forme. L'extrême plasticité des commencements porte de multiples possibilités. Avant la fin du XIX^e siècle, les grandes unités territoriales n'ont pas pris leur figure définitive. Pas d'archives sans stabilité.

1. Au sujet de ces colonies, il nous a été impossible de réunir la moindre documentation. Mais on doit espérer que, dans le mouvement d'organisation des archives en cours, leur tour viendra prochainement.

La stabilité acquise, les archives doivent pour exister traverser un stade utilitaire. Leur exploitation désintéressée est le raffinement d'une civilisation déjà très évoluée. Or, il y a aux colonies une gradation immuable des intérêts intellectuels.

Le premier besoin est de connaître le pays. Le missionnaire ou l'explorateur s'informe de la langue, de l'ethnographie, de l'histoire indigènes. Le militaire ou le marin relève des itinéraires, dresse des cartes. Comme pourachever le parallèle esquisssé plus haut et montrer le caractère archaïque de l'évolution coloniale, on peut noter qu'à ce moment historique correspond une période d'*historiographie*, où l'on peut retrouver l'équivalent de nos anciennes chroniques, équivalent fourni par les récits de voyage, les journaux de poste, etc... L'administrateur arrive ensuite, quand déjà beaucoup a été accompli dont les traces écrites ne seront pas toujours conservées. Il a, d'ailleurs, une tendance regrettable à ne reconnaître aux documents qu'une utilité à court terme.

L'intérêt historique suppose un recul, une faculté d'abstraction que l'ambiance ne favorise guère. Car la nature bien plus que l'homme accapare l'attention. Elle attire parce qu'elle repousse : elle obsède. Il faut la connaître parce qu'il faut la vaincre. C'est pourquoi la géologie, la botanique, la zoologie, qui remplissent les récits des voyageurs anciens, ont un droit absolu de priorité. On peut constater que les organismes scientifiques outre-mer ont une nette avance sur les instituts consacrés aux sciences humaines et surtout historiques, qui leur sont parfois artificiellement rattachés.

* * *

Il existe par bonheur nombre de documents essentiellement locaux qui ont échappé au désastre et qui sont conservés en France. En dehors des papiers d'agents recueillis à la mort de leurs détenteurs et qui sont, à vrai dire, encore peu importants, certains ont été ramenés en France par des officiers civils ou militaires à la suite de circonstances particulières.

C'est ainsi qu'au désastre de Saint-Domingue ont survécu quelques documents concernant notamment l'occupation de la partie espagnole de l'île, où la présence française s'est prolongée assez longtemps. De même, le général Decaen ramena de l'île de France tout un fonds d'archives qu'il a légué à la ville de Caen. De même encore, des réfugiés de l'Acadie, de l'île Saint-Jean, du Canada emportèrent-ils dans leur exode tout ce qu'ils purent rassembler de leurs papiers. Les curés prirent les registres de baptême et d'état civil, les fonctionnaires civils et militaires leurs comptes, les papiers des greffes, etc... Les documents officiels furent envoyés à Versailles et sont conservés aujourd'hui aux Archives coloniales. Les autres se trouvèrent fort utiles pour régler la situation des malheureux réfugiés, ou apprécier leur titre à des secours, et c'est ce qui donna l'idée de les réunir dans un dépôt spécial constitué d'abord,

en 1765, à Rochefort. C'est dans les ports de l'Ouest, en effet, que se trouvaient la plupart des réfugiés. L'institution prouva si bien son utilité que l'édit royal de juin 1776 la consacra en la généralisant. Le Dépôt des Papiers publics était créé¹. Il est toujours vivant, et l'édit royal, à peine modifié, toujours en vigueur. Aux termes de cet édit, le dépôt de Rochefort était englobé dans un fond plus vaste qui devait s'accroître normalement tous les ans par l'envoi d'un double des registres de tous les papiers publics dressés aux colonies : registres d'état civil, greffes des tribunaux, minutes des notaires, procès-verbaux d'arpentage et d'abornement, etc...

Bien plus, le roi ordonnait qu'on fit des recherches rétrospectives et qu'on dressât des copies de tous les papiers publics antérieurs à 1776 que l'on pourrait retrouver. Cet ordre fut exécuté dans son ensemble. Mais les circonstances diverses expliquent la disparité de date des têtes de chacune des sous-séries. Il n'empêche que le Dépôt des Papiers publics des Colonies constitue un fond unique au monde, qu'il a sauvé et qu'il continue de sauver des archives locales, qu'il offre par sa centralisation des ressources inappréciables aux chercheurs.

C'était un essai de constituer dans la métropole même les archives locales trop sujettes sur place à la destruction. On s'expliquera dans ces conditions que nous parlions souvent des ressources offertes actuellement par les archives restées outre-mer en nous référant aux documents existant dans le D. P. P. C.².

On peut, enfin, considérer comme documents d'archives locales certaines collections d'imprimés administratifs. Elles constituent souvent la suite de documents de même nature que l'on trouve manuscrits dans des cartons d'archives pour les époques antérieures : les budgets, les états de personnel ou annuaires, les procès-verbaux de délibération des assemblées locales, etc..., tous documents imprimés sur place et souvent inaccessibles. Non moins précieuse pour l'histoire de l'opinion, des mœurs, des idées, de la vie locale, est la presse coloniale. De ces deux sources documentaires, la Bibliothèque centrale du ministère de la France d'Outre-Mer possède la collection la plus complète³.

1. Cf. Paul ROUSSIER, *Les origines du Dépôt des Papiers publics des Colonies. Le Dépôt de Rochefort (1783-1790)*, in *Revue de l'Histoire des colonies françaises*, 1925, p. 21-50.

2. C'est l'abréviation du Dépôt des Papiers publics des Colonies, officiellement dénommé aujourd'hui : Dépôt des Papiers publics des départements et territoires d'outre-mer, et conservé au ministère de la France d'outre-mer.

3. Un décret du 17 juillet 1946 instituant le dépôt légal colonial a prévu l'envoi dans la métropole de plusieurs exemplaires de tous les imprimés tirés dans les territoires d'outre-mer. Ce dépôt est effectué pour la France métropolitaine, notamment à la Bibliothèque nationale et à la Bibliothèque centrale du ministère de la France d'Outre-Mer. Dans cette dernière Bibliothèque est réunie également, pour la période antérieure à 1946, la collection la plus complète des journaux officiels et non officiels parus outre-mer. Cf. Victor TANTET, *Catalogue méthodique de la Bibliothèque du ministère des Colonies*. Melun, 1905.

* * *

Et maintenant si nous franchissons la mer, que trouverons-nous aujourd'hui, en fait d'archives? Ne concevons pas trop d'espoir. Les inventaires seront souvent des états néant¹.

Il est préférable de passer en vue d'abord les vieilles colonies : Canada, Louisiane, Antilles, Guyane, Bourbon, île de France, établissements des Indes, dont les dépôts d'archives ont un caractère différent de celui de notre deuxième empire colonial².

Du point de vue archivistique, il n'y a pas de différence à faire entre les colonies perdues et celles qui ont été conservées, nous les grouperons donc sans distinction, dans l'ordre géographique.

Canada et Louisiane.

Dans cette revue, nous ne citerons le Canada que pour mémoire. Ses archives ne sont plus à découvrir³. Mais certaines sources documentaires moins connues concernant le régime français se trouvent aux États-Unis. Notamment la *Chicago historical Society* à Chicago (Illinois) contient une collection de documents originaux s'étageant de 1542 à 1833, qui sont des ordonnances, des lettres des rois de France, de Frontenac, de Montmagny, gouverneur du Canada, des pétitions, contrats, concessions, lettres,

1. Nous devons remercier ici très brièvement tous nos informateurs, dont nous sommes entièrement tributaires en ce qui concerne les indications de sources et les essais d'inventaires, et notamment : M. Marcel GIRAUD, professeur au Collège de France, à qui j'exprime ma gratitude particulière pour ses renseignements peu connus sur la Louisiane ; M. DE LA ROQUE DE ROQUEBRUNE, archiviste du Canada près l'ambassade du Canada à Paris, pour le Canada ; le R. P. CABON, pour Haïti, et M. ROFA, directeur de l'Institut français de Ciudad-Trujillo, pour la partie espagnole de Saint-Domingue ; M. DENIRUL, archiviste départemental de la Martinique, pour les Antilles françaises et la Guyane ; M. MASSINOT, archiviste, pour la Réunion ; M^{me} MENIER, archiviste au ministère de la France d'Outre-Mer, chargée de missions à Pondichéry, pour l'Inde française ; M. Jacques RICHÉ, conservateur de la Bibliothèque générale et des Archives du protectorat à Rabat, pour le Maroc ; M. TUCAT, administrateur chargé des archives du gouvernement général à l'I. F. A. N. à Dakar, pour l'A. O. F. ; M. André BARROUX, archiviste du Gouvernement général à Brazzaville, pour l'A. E. F. Nous avons mis également à contribution les publications de MM. TOUSSAINT, archiviste de l'île Maurice, et de FERRY, directeur des archives et bibliothèques de l'Indochine.

2. Des dépôts d'archives constitués, nous ne pourrons donner que les grandes lignes. Lorsqu'il s'agira de dépôts sporadiques, nous devrons, au contraire, entrer dans quelques détails. On ne peut résumer une liste d'épaves que ne réunit aucun lien systématique. Cette méthode, par les disparates qu'elle laisse subsister, sera d'ailleurs le meilleur moyen de donner chaque fois l'échelle du tableau. Sans nous astreindre à une coupure chronologique brutale, nous ne traiterons ici que des archives communicables au public, c'est-à-dire, en général, vieilles de cinquante ans.

3. On trouvera un exposé substantiel des sources canadiennes à la fin du tome VI de la *Cambridge History of the British Empire*, consacré au Canada, p. 824-831, à côté des sources françaises et anglaises.

mémoires, états de service d'officiers au Canada, missions et postes militaires au Canada.

Sur la Louisiane proprement dite, on trouve également aux États-Unis plusieurs dépôts d'archives intéressants. Comme il fallait s'y attendre étant donné le caractère éphémère de l'occupation française, ne sont guère conservés sur place que des documents concernant les intérêts privés : registres paroissiaux et actes notariaux.

Deux dépôts surtout conservent des documents de ce genre :

I. *La County Court de Chester* (Illinois). Ces documents (*Public, Private, Commercial Papers*) sont essentiellement formés par les archives des notaires des agglomérations françaises des Illinois qui se répartissaient, non loin du confluent du Missouri et du Mississippi (Kaskaskia, Fort de Chartres, Sainte-Geneviève, Prairie du Rocher, Saint-Philippe). On y trouve une remarquable diversité d'informations sur la vie intérieure de ces villages. Il y a lieu de les compléter par l'Extrait des registres des insinuations de la juridiction des Illinois, récemment transféré de Belleville à Springfield où il est déposé dans le local de l'Illinois State Historical Society : c'est un ensemble de contrats de mariage, testaments, donations entre vifs. Enfin, les registres de baptêmes, décès, mariages de ces différentes localités¹ sont réunis à l'Université de Saint-Louis et à la Société historique du Missouri, Saint-Louis.

II. *Le Cabildo de la Nouvelle-Orléans*. C'est une collection plus importante. Ces pièces ont été souvent détériorées par le climat et dans bien des cas elles ont de ce fait perdu toute utilité. Il en reste toutefois un nombre suffisant en assez bon état et la consultation en est indispensable pour l'étude de la Société du bas Mississippi. Ces documents sont de même nature que ceux de Chester. S'y ajoutent les jugements rendus par le Conseil supérieur de la Louisiane, dont les premiers remontent à l'année 1717. On complétera avec profit cette documentation par les inventaires de succession conservés dans le Palais de Justice de la Nouvelle-Orléans et dans celle de l'Université de Louisiane (Bâton Rouge) et par les registres paroissiaux de l'époque française dont les plus anciens, remontant à l'ouverture de la cure de la Mobile en 1704, se trouvent dans le local de l'évêché de cette ville, et les plus récents à la cathédrale Saint-Louis (Nouvelle-Orléans).

Moins précieux que l'ensemble précédent, certains récits de voyageurs, correspondances des missionnaires, sont cependant très intéressants.

La *Newberry Library* (Chicago) possède dans l'*Ayer Collection* deux documents importants : le journal du Père Paul du Ru² et le récit de Dumont de Montigny³.

1. Partiellement publiés in *Transactions of the Illinois State Historical Society*, 1904.

2. Ce journal a été traduit et publié par Mrs Ruth LAPHAM BUTLER. Chicago, 'the Caxton Club, 1934.

3. Le titre du récit de Dumont de Montigny est : « Mémoire de L.. D., officier ingénieur, contenant les événements qui se sont passés à la Louisiane depuis 1715 jusqu'à présent, ainsi

Le premier apporte un complément aux journaux de voyage de Le Moyne d'Iberville que le Père du Ru accompagna en Louisiane en 1700, lors de sa deuxième expédition. Le récit de Dumont de Montigny est relatif aux expériences personnelles de l'auteur au cours des longues années de séjour qu'il fit en Louisiane (1719-1738). On y trouve des détails intéressants sur le pays et sur les conditions d'existence de la population sous le régime de la Compagnie des Indes. Il convient, enfin, d'ajouter un manuscrit anonyme et sans date, « Relations de la Louisiane », rédigé par un Anglais établi en Louisiane, où il arriva sans doute avec les premiers convois de colons de la Compagnie des Indes. Comme le récit de Dumont de Montigny, il nous renseigne sur les conditions de vie, la population, le pays et les indigènes, mais l'esprit en est plus objectif et les données plus sûres.

La correspondance des prêtres des missions étrangères, premiers évangélisateurs de la Louisiane intérieure, avec les évêques de Québec constitue une source fondamentale pour l'étude des premières années de la colonisation française du bassin du Mississippi. Elle est conservée au séminaire de Québec¹. L'intérêt de ce livre est d'autant plus grand que la correspondance des Jésuites, qui ont poursuivi simultanément l'évangélisation de la même région, n'a pas été conservée, du moins officiellement, en dehors des lettres peu nombreuses publiées par R. G. Thwaites (*Jesuit Relations and allied documents*, vol. 64 et suiv.). A la correspondance des missions étrangères s'ajoute une correspondance copieuse et également utile, de leur séminaire de Paris avec le séminaire de Québec.

En territoire américain, les *Loundoun Papers* intéressent surtout la période de la guerre de Sept ans. Ils sont utiles pour l'étude de la rivalité franco-britannique².

Signalons enfin aux archives de Detroit (Michigan) la collection Burton (1682-1804), qui contient les *Montréal Papers*, vingt-deux volumes de documents : contrats, factures, actes de société de commerce, engagements, concessions de terre et les *Askin Papers* (1747-1790) relatifs à l'histoire de Detroit, fondée par les Français : concessions de terre, contrats, correspondance privée.

Saint-Domingue.

En Haïti, les collections des Archives nationales ne contiennent aucun

que ses remarques sur les mœurs, usages et forces des diverses nations de l'Amérique septentrionale et de ses productions. *

1. Une partie en a été publiée, mais très incomplète et fragmentaire, dans le recueil de J. F. Mc DERMOTT, *Old Cahokia, A narrative and documents illustrating the first century of its history*, Saint-Louis, The Saint-Louis historical document Foundation, 1949.

2. Les originaux sont conservés à la Huntington Library, Californie. Ils ont été en grande partie photographiés par les soins de l'Illinois Historical Society et sont accessibles sous cette forme à l'Université d'Illinois, Urbana. En outre, ils ont fait l'objet d'importantes publications dans les Collections of the Illinois State Historical Society.

document concernant la période française¹. Il n'y a guère de découvertes à espérer que dans certaines collections privées, réunies par des amateurs haïtiens. On doit signaler, toutefois, un document intéressant qui se trouve à la Bibliothèque du Petit-Séminaire — Collège Saint-Martial, à Port-au-Prince — dans la collection Ninstant-Pradine. C'est un recueil de textes et documents qui pourrait constituer le tome VII du précieux ouvrage de Moreau de Saint-Méry : *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent (de 1550 à 1785)*... Cette compilation, qui va de 1786 à 1789, est due à un greffier du Conseil supérieur de Port-au-Prince.

Pour la partie espagnole occupée par les Français en vertu du traité de Bâle, jusqu'en 1809, les archives coloniales conservent quelques documents réintérgrés lors du rapatriement des troupes à la suite de la capitulation du général Barquier. Les archives locales auraient contenu de nombreux documents intéressant la période française de cette histoire, et plus généralement par voie indirecte les troubles de Saint-Domingue. Mais elles furent transportées à la Havane en 1800, avant la cession à la France, et elles n'en sont revenues que partiellement² en 1905 après l'indépendance de Cuba. Encore ces derniers documents ont-ils été depuis fort éprouvés. Le *Fonds Colonial*³, livre des documents intéressants sur l'occupation de Fort-Dauphin par les Espagnols dans les années 1794-1795, les émigrés de la colonie française, les massacres de Français par les troupes noires de Jean-François, etc...

Antilles françaises.

La création des archives départementales de la Martinique (7 février 1950) arrive bien tard pour sauver les archives anciennes de l'île. Malgré les difficultés inhérentes à l'organisation d'un dépôt neuf, l'archiviste nommé a pu déjà reconnaître un certain nombre de documents, épaves plutôt que fonds d'archives, sur lesquels on peut donner les indications suivantes :

a) Une série complète de la correspondance arrivée (dépêches ministérielles) de 1775 à nos jours, susceptible de combler les lacunes des séries parisiennes. Une série des registres des Conseils colonial et général de la Martinique, de 1835 à 1885⁴.

b) De nombreux registres d'état civil du XVIII^e siècle, avec quelques actes d'affranchissement⁵. L'inventaire futur de ces registres permettra également

1. M. LAURORE SAINT-JUSTE, directeur des Archives nationales à Port-au-Prince, a bien voulu nous confirmer cette carence.

2. Un fichier complet des documents restés à la Havane existe aux Archives nationales de Ciudad-Trujillo.

3. Voir l'inventaire de ce fonds in *Boletin del Archivo de la nacion*, Ciudad-Trujillo, n° 38-39 (janvier-avril 1945), p. 8-22.

4. Ces fonds sont en dépôt provisoire à la Préfecture de Fort-de-France.

5. Documents conservés au greffe du Tribunal civil et de la Cour d'appel. Il y a peu d'espoir de trouver des fonds très riches dans ce dépôt, qui a fait l'objet en 1936 d'une purge massive de « vieux papiers ».

de savoir dans quelle mesure ils complètent ceux du Dépôt des Papiers publics des Colonies.

c) Au dépôt annexe du Marin sont conservés des doubles des actes notariaux et des registres d'hypothèques depuis 1903 jusqu'à 1936¹.

d) Il y a peut-être des découvertes à espérer dans les archives des différents services (agriculture, enregistrement) et à la Bibliothèque Schoelcher dont les greniers recèlent des papiers précieux et notamment quatre hasse de la correspondance et des notes de Schoelcher qui semblent inédites.

e) Dans les paroisses de campagne, il existe encore un certain nombre de registres d'état civil du XVIII^e siècle. Les sondages effectués permettent de penser que des investigations dirigées de ce côté ne resteraient pas infructueuses.

f) Enfin, le regretté M. Théodore Baude, ancien fonctionnaire de la Martinique, curieux d'érudition, avait rassemblé une collection de documents, gravures et cartes anciennes dont une cinquantaine de pièces intéressantes, parmi lesquelles la plus ancienne et la plus belle est le rôle sur parchemin des effectifs d'une compagnie d'infanterie stationnée à Fort-Royal en 1687.

L'archiviste de la Martinique a reçu une mission de contrôle sur les archives de la Guadeloupe, mais il n'a eu encore ni le temps ni les moyens d'inspecter ce département. On croit savoir que l'île Saint-Barthélemy, dépendance de la Guadeloupe, possède des archives datant du régime suédois.

En ce qui concerne la Guyane, les pourparlers sont en cours en vue d'accueillir à Fort-de-France les importantes archives du pénitencier de Saint-Laurent-du-Maroni.

La Réunion.

Les archives des Mascareignes offrent un tableau plus encourageant. Bien que les causes de détérioration : climat, cyclones, etc., soient les mêmes qu'aux Antilles, les documents se sont conservés de façon beaucoup plus satisfaisante. Il semble que les troubles révolutionnaires, moins violents dans l'océan Indien, n'aient pas eu sur les archives anciennes de conséquence fâcheuse. Nous avons fait remarquer plus haut que les documents de l'Ancien Régime sont mieux classés que ceux du XIX^e siècle, ce qui est aussi le cas des archives de Pondichéry.

C'est en 1793 (arrêté de l'Assemblée coloniale du 17 août) que les archives de la Réunion, jusqu'alors conservées dans les divers services, furent rassemblées ; mais c'est seulement en 1884 qu'une commission fut chargée de les classer.

1. La série notariale s'arrête, au Dépôt des Papiers publics, à l'année 1912. Au delà de cette date, seules sont continuées les séries de l'état civil.

Aujourd'hui sont à peu près entièrement inventoriées¹ :

- 1^o les archives de la Compagnie des Indes (1687-1767) ;
- 2^o celles de la période de l'administration royale (1768-1789) ;
- 3^o celles de la période révolutionnaire et impériale (1789-1810) ;
- 4^o celles de la période de l'occupation anglaise (1810-1815).

I. *Archives de la Compagnie des Indes (1687-1778)*. — 160 cartons et 131 registres. Bien que, dans le détail, les fonds n'aient pas été respectés, il est facile de voir se dessiner quelques grandes séries :

1^o Les collections des arrêts, édits et autres actes de l'autorité royale et du pouvoir local ; 2^o la correspondance des autorités et des officiers de la Compagnie ; 3^o les archives du Conseil supérieur de Bourbon ; 4^o le personnel de la Compagnie ; 5^o les finances ; 6^o le commerce ; 7^o la Marine et les troupes ; 8^o les bâtiments et fortifications ; 9^o la voirie ; 10^o l'agriculture, l'élevage ; 11^o les papiers publics : recensements, état civil, notaires, greffes, concessions, abornements ; 12^o la police des noirs.

Nous reproduisons ci-dessous la liste des archives telle qu'elle nous a été communiquée :

Lettres de la Compagnie des Indes au Conseil de Bourbon (1724-1766).

Lettres de la Compagnie des Indes aux commissaires pour la liquidation (1765-1778).

Lettres de la Compagnie des Indes au Bureau de commerce (1767-1773).

Lettres de la Compagnie des Indes aux commandants et gouverneurs de Bourbon (1721-1744).

Lettres de la Compagnie des Indes aux administrateurs de l'Île de France et des Indes (1724-1764).

Lettres du Conseil et des gouverneurs de l'Île de France aux administrateurs de Bourbon (1724-1746).

Lettres des commissaires pour la liquidation de la Compagnie à l'Île de France (1747-1767).

Lettres du Conseil et des commissaires de Pondichéry aux commissaires et au Bureau de commerce de Bourbon (1765-1775).

Lettres des gouverneurs et des Conseils des Indes aux gouverneurs et Conseils des îles (1723-1759).

Journal des commissaires de la Compagnie à Saint-Denis (1765).

Journal du Bureau de commerce à Saint-Denis (1768-1770).

Correspondance intérieure des liquidateurs (1771-1775).

Lettres du Conseil de Bourbon à la Compagnie, aux administrateurs de l'Île de France, des Indes, de la Chine et à divers (1724-1755).

Lettres échangées entre les agents de la Compagnie et les administrateurs pour le roi à Bourbon (1767-1775).

Vaisseaux et traites : personnel, recrutement, nominations, rôles d'équipages,

1. Elles ont été étudiées par M. LOUGNON, qui en a publié une partie. Cf. également E.-P. THÉBAULT, *Les archives de la Réunion*, dans le *Recueil de documents et travaux inédits pour servir à l'histoire des Mascareignes françaises*, juillet-septembre 1941, t. VI, p. 38 (texte d'une conférence qui donne surtout des renseignements sur la période 1767-1815).

- esclaves fournis aux escadres, ordres et instructions aux capitaines, traites, journaux de bord, immigration, émigration, etc. (1721-1768).
- Troupes et milices : rôles, états, nominations, dépenses, etc... (1723-1767).
- Eglises : Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Saint-André, Saint-Benoit, Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Paul (1687-1762).
- Bâtiments et fortifications : travaux, projets, fournitures, corvées, marchés, personnel, soldes, etc. (1713-1767).
- Chemins : ouvertures, contestations, procès-verbaux de mesurages, procès, etc. (1725-1763).
- Magasins de la Compagnie : entrées, états de vivres et effets, factures, sorties, ventes, inventaires, etc... (1731-1770).
- Employés de la Compagnie : états, nominations, congés, requêtes, plaintes, soldes, gratifications, etc. (1723-1768).
- Caisse de la Compagnie : remises, paiements, retenues, billets, lettres de change, etc... (1730-1768).
- Livres de caisse de la Compagnie (1711-1743).
- Biens de la Compagnie : domaine de la Compagnie, créanciers, débiteurs, obligations, etc. (1725-1757).
- Agriculture. — Élevage. — Cultures. — Dégâts (1729-1766).
- Commerce interlope et commerce particulier. — Saisies de navires, requêtes, experts, etc... (1723-1766).
- Droits féodaux. — Droits de mutation. — Frais des communes : états, délibérations, requêtes, etc... (1725-1768).
- Code noir des îles françaises de l'Amérique (1642-1767).
- Délibérations de la Compagnie : commerce, concessions, ratifications, etc... (1716-1768).
- Arrêts du Conseil d'État du Roi : arrêts, édits, règlements, ordonnances (1708-1777).
- Délibérations et arrêts du Conseil supérieur de Bourbon, 1^{er} registre (1725-1735).
- Sentences et arrêts du Conseil provincial, 1^{er} registre (1714-1725).
- Actes et délibérations du pouvoir local (1706-1767).
- Inventaires généraux des effets de commerce et autres (1722-1767).
- Répertoires et inventaires (1664-1768).
- Registres originaux de concessions (1719-1731).
- Concessions, expéditions, copies et extraits (1690-1773).
- Recensements généraux (1708-1758) : 13 recensements, dont certains sont incomplets ou mutilés.
- Recensements cantonaux (1711, 1722, 1725, 1730, 1732).
- Recensements de Saint-Denis et de Sainte-Marie (1740-1765) : 24 recensements, dont certains incomplets ou mutilés.
- Recensements de Sainte-Suzanne, Saint-André, Saint-Benoit (1742-1762), dont certains incomplets.
- Recensements de Saint-Paul (1762-1765), en partie mutilé.
- Etat civil¹ : baptêmes, mariages, décès, levées de cadavres, déclarations (1667-1767).

1. Une comparaison avec le D. P. P. C. permet de constater la richesse de cette partie des archives pour compléter le dépôt parisien où les registres de Saint-Denis et Saint-Paul ne

Etat civil : registres de la paroisse de Saint-André (1741-1765) : 16 registres, dont 8 mutilés.

Esclaves : états, affranchissements, déclarations, etc. (1737-1767).

Esclaves : détachements poursuivant les noirs marrons (1738-1767).

Esclaves : procès criminels contre des noirs marrons (1734-1757).

Procès civils (1734-1768).

Plaintes, requêtes (1723-1767).

Mesurages, abornameuts (1700-1767).

Notaires : actes notariés, ventes, donations, échanges, quittances, reconnaissances de dettes, procurations, avis de parents, contrats de mariage, de louage, engagements, sociétés, baux, rentes, conventions, dépôts aux greffes, assignations, testaments, successions, inventaires, partages, etc. (1677-1767).

Actes notariés (1704-1718) : 3 registres.

Actes notariés (1716-1736) : 1 registre de copies contemporaines d'actes.

Correspondances, délibérations, sentences du Conseil supérieur (1732-1747) : 7 registres.

Arrêts du Conseil supérieur (1724-1768) : 17 registres.

C'est donc le tableau à peu près complet de l'administration. On remarquera que cette série dépasse l'année 1767, qui marque la fin du privilège, et qu'elle contient les documents concernant la liquidation de la Compagnie.

II. Administration royale (1768-1789). — Correspondances, ventes à l'encaen, liquidation de la Compagnie formant un ensemble de 14 cartons.

III et suiv. *Révolution, Empire, occupation anglaise (1789-1815)*.

1^e Rapports de la colonie avec la métropole : relations extérieures. Indes, Mascate, Madagascar, Mozambique, Seychelles, Ile de France.

2^e Assemblées et comités révolutionnaires (délibérations, arrêtés, correspondance, registres, etc...).

3^e Organismes administratifs (assemblées administratives des districts, directoire, agent général). Quartiers, paroisses, municipalités.

4^e Clubs et sociétés révolutionnaires, complots et affaires politiques.

5^e Correspondance des gouverneurs, gouverneurs généraux et ordonnateurs.

6^e Organisation de la justice, affaires civiles, actes notariés, tribunal terrier, concessions, permis d'établir, affaires pénales, registres des diverses juridictions.

7^e Affaires militaires et maritimes : armée de terre — marine de commerce — corsaires.

8^e Administration intérieure : recensements, mouvements de populations, élections diverses, questions financières, monétaires, fiscales, esclavage, instruction publique, cultes, subsistances, questions diverses (hôpitaux, immeubles, chemins, travaux publics, archives, journaux, fêtes, vie privée, papiers de Joseph Hubert).

9^e Occupation anglaise (1810-1815).

commencent qu'en 1704 et plus tardivement encore pour les autres centres. En revanche, les plus anciens recensements de Bourbon sont à Paris (1678 et suiv.). Il faut, toutefois, attendre un inventaire pour en apprécier tout l'intérêt, l'espoir éveillé par l'écart de deux dates extrêmes étant souvent trompé en fait.

L'ensemble des archives de 1789 à 1815 forme 234 cartons et 90 registres. De 1815 à nos jours, les documents d'archives ont été seulement triés, mais ne sont encore ni classés ni inventoriés.

L'Ile de France.

Les Archives¹ comprennent plusieurs grandes divisions : administrative, domaniale, judiciaire, statistique, imprimés, cartes et plans, iconographique.

Chaque tête de série (et de sous-série) comprend des documents relatifs à la période française.

Section administrative. — Nous y retrouvons tout naturellement les divisions qui jalonnaient l'histoire de Bourbon : Compagnie des Indes orientales (1721-1767), Gouvernement royal (1767-1789), Époque républicaine (1790-1803) et Gouvernement napoléonien (1803 *sic*-1810).

La période de la Compagnie des Indes n'a laissé à Maurice que peu d'archives : cinq volumes seulement de documents divers. L'essentiel des archives pour cette période, concernant le correspondance du Conseil supérieur, se trouve, on l'a vu plus haut, à la Réunion. L'époque de l'administration royale est plus riche. Ces deux périodes sont réunies dans la série O¹ (247 vol.), où l'on trouve :

- A. Divers documents surtout financiers.
- B. Délibérations du *Conseil supérieur* et de la *Jurisdiction Royale*, cette dernière créée en 1771 comme juridiction de première instance (collection incomplète).
- C. Personnel de l'armée et de la marine, conduite de la guerre navale pendant la guerre d'Indépendance (1776-1783).

La période républicaine (1790-1803) comprend 316 vol. Les nouvelles institutions, inspirées de celles de la Métropole, ont chacune laissé leurs archives classées dans les séries A-F suivantes :

- A. Administration extérieure (affaires militaires et navales surtout laissées au gouverneur et à l'intendant dont les pouvoirs sur l'administration intérieure prennent fin).
- B. Procès-verbaux de l'*Assemblée coloniale* (14 sessions en tout, du 1^{er} avril 1790 au 26 septembre 1803. — 43 vol. avec index).
- C. Actes législatifs et annexes aux procès-verbaux de l'Assemblée.
- D. Correspondance relative à l'administration intérieure.
- E. Papiers du *Directoire*, des municipalités, des assemblées primaires, du Comité de Salut public, du Comité de Défense extérieure, etc... (25 vol. avec index).
- F. Commerce maritime, corsaires, guerre navale.

A part quelques lacunes, dans la sous-série du *Directoire* surtout, les archives de l'Assemblée coloniale et du Directoire sont à peu près complètes. Un inventaire datant de 1803 peut être consulté. Ces archives sont d'autant plus intéressantes

1. Auguste TOUSSAINT, *Guide to the Material in Mauritius Archives*, constituant le n° 2 du « Mauritius Archives Bulletin ». Port-Louis, 1951, 29 p. — Ce guide, très précieux, a fourni l'essentiel de notre documentation.

santes que l'Ile de France, étant, à l'époque révolutionnaire, pratiquement coupée de la Métropole, a joui d'une véritable autonomie. Peu de documents de cette période sont parvenus dans les archives françaises¹.

Le gouvernement du général Decaen (1803-1810) a laissé relativement peu d'archives sur place, soit que Decaen les ait emportées à son départ, soit que la France les ait réclamées en 1815. Les papiers Decaen² sont conservés à la bibliothèque municipale de Caen, les seconds sont disséminés dans les Archives coloniales³.

Les séries suivantes (H, I, Q, R, T) concernent, dans la section administrative, l'administration anglaise à partir de 1810. On y rencontre, toutefois, de nombreux documents de date antérieure. En voici l'indication :

H. (Série factice).

- a) Documents relatifs à la conquête et à des questions administratives.
- b) Relations entre Maurice et Madagascar depuis 1780 environ jusqu'à 1840 (importants journaux tenus par des agents). — c) Papiers relatifs à la reconstruction de Port-Louis après l'incendie de 1816 pouvant donner des renseignements sur l'état antérieur de la ville.

I. Esclavage (série factice).

- a) Correspondance variée relative surtout à la traite. — d) Rapports sur la population servile, livres de réclamations, registres de marronnage.
- e) Listes d'affranchissement⁴.

Q. Dépendances de Maurice. On y trouve des documents sur Rodriguez et les Seychelles⁵.

T. Archives de diverses administrations. Quelques documents concernant la police après 1806 se trouvent dans la sous-série A.

Section domaniale. — Nous arrivons à une section dont les documents, pour la période française, sont susceptibles de compléter ceux du Dépôt des Papiers publics des Colonies, qui n'a recueilli, en cette matière, que des épaves.

L. Domaines et concessions⁶ (258 vol. et 34 cartons).

La série contient les archives du tribunal terrier érigé en 1766 pour s'occuper spécialement des questions concernant les concessions, réintégrées

1. Les dépôts d'archives des États-Unis contiennent de nombreux documents concernant le commerce maritime, pour la période qui suit la guerre d'Indépendance et surtout pour la période révolutionnaire où les relations avec l'Ile de France ont été particulièrement actives (indication fournie par M. TOUSSAINT, *op. cit.*, p. 3).

2. Ils ont été utilisés par H. PRENTOUT, *L'Ile de France sous Decaen*. Paris, 1901, qui donne l'essentiel de ses sources.

3. Cf. *Etat sommaire des archives coloniales déposées au palais Soubise (1789-1906)*, p. 40 (manuscrit, consultable aux Arch. nat.).

4. Voir aussi la série J (plus loin).

5. Sur les Seychelles, il existe à Mahé, la principale île du groupe, des documents antérieurs à 1810. Certains ont été publiés par A. FAUVEL, *Unpublished documents on the history of the Seychelles islands, anterior to 1810*. Mahé, 1809. Cité par A. TOUSSAINT, *op. cit.*, p. 6.

6. Un carton du D. P. P. C., intitulé « Recensements, concessions, liste des propriétaires à l'Ile de France », contient un certain nombre de pièces (correspondances, terriers, censiers) intéressant l'administration des domaines pendant l'administration de la Compagnie pour les années 1748-1761, ainsi que des états des jugements du tribunal terrier de l'Ile de France (1778-1788).

tions au domaine, régime des eaux (irrigation), voirie, chasse et pêche. Ce tribunal fonctionna sous le régime anglais jusqu'en 1832 sous le nom de Land Court.

a) Registres des actes du tribunal terrier depuis le 2 octobre 1767 jusqu'en novembre 1879 (index et répertoire). — *b)* Copie de ces actes pour les années 1767-1846. — *c)* Registre des concessions accordées par le Conseil supérieur, le tribunal terrier, etc., de 1726 à 1871 (avec fichier des concessionnaires)¹. — *d)* Titres originaux et extraits des concessions (1735-1852). — *e)* Copies des concessions (1726-1864). — *f)* Documents relatifs aux canalisations et à l'irrigation de 1770 à 1858, classés par districts (index alphabétiques). — *g)* Copies des documents relatifs aux mêmes affaires (1770-1850). — *h)* Demandes de concessions faites au Conseil supérieur et au tribunal terrier de 1752 à 1860 (par districts, avec index alphabétiques). — *i)* Copie des précédentes. — *j)* Extraits des actes du tribunal terrier et pièces annexes à ces actes de 1767 à 1885 (dans l'ordre chronologique des séances). — *k)* Correspondance entre le tribunal terrier et diverses administrations de 1787 à 1866. — *l)* Diverses pièces concernant les déclarations de propriété, biens ecclésiastiques, bois et forêts, routes et ponts.

M. Archives du *Grand voyer*, puis du *Land Survey*.

Ces documents se réfèrent à l'arpentage et à ce qu'on appellerait aujourd'hui les services de la carte².

a) Mémoires avec les plans annexés depuis 1753. Les documents antérieurs à 1810 sont, en gros, classés par districts (index alphabétique des arpenteurs et fichiers des personnes physiques ou morales à la requête de qui les levés étaient faits). — *b)* Copie des 129 premiers volumes de la sous-série précédente de 1736 à 1864. — *c)* Répertoires anciens et divers. — *e)* Papiers de A. Descubes, concernant l'élaboration de sa carte de Maurice, éditée en 1880. Cette carte montre l'extension et les limites de toutes les concessions faites aussi bien par le gouvernement français que britannique.

N. Minutes des notaires.

Cette série³ complète celle du Dépôt des Papiers publics des Colonies pour la période antérieure à 1776, très lacunaire.

a) Minutes originales de 61 notaires embrassant la période 1728-1890, par ordre alphabétique des notaires. — *b)* Duplicata des actes de 190 notaires (depuis 1770). — *c)* Répertoires individuels de chaque notaire dans l'ordre alphabétique.

Section judiciaire. — Série J. Elle comprend les greffes du *Conseil supérieur*, de la *Juridiction royale* (crée en 1771), qui deviendront respectivement en 1793 le *Tribunal d'appel* et celui de *première instance*, ainsi que ceux de diverses juridictions intérieures.

A. Police correctionnelle, 1804-1850.

1. Cf. A. MACQUET, *Précis terrier de l'île Maurice*, 1867, qui est une table des concessions accordées dans les districts ruraux de 1726 à 1804 (*Ibid.*), p. 10.

2. Ces documents n'ont pas leur double au D. P. P. C.

3. Cf. *Mauritius Archives Bulletin*, n° 1, p. 14-24.

- B. Procès criminels de 1730 à 1850 (inventaire original)¹.
- C. Adjudications, 1786-1794 (inventaire original).
- D. Ventes d'immeubles par voie de justice, 1773-1808 (inventaire original).
- E. Ventes de biens meubles, 1773-1794 (inventaire original).
- F. Ventes par licitations, 1796-1810.
- G. Purges d'hypothèques, 1809-1848.
- H. Dépôts civils, 1772-1852.
- I. Levées de cadavres, 1736-1844 (Index).
- J. Divers.
- K. Insinuations de testaments et contrats de mariage de 1759 à 1820 (index alphabétique).
- L. Procès-verbaux de conseils de famille de 1770 à 1916.
- M. Comptes de tutelle, 1773-1794 (inventaire original).
- N. Prisées, 1797-1810.

Le greffe de la Cour suprême conserve une collection de 50 volumes contenant des documents judiciaires ou administratifs et remontant à 1721. Ces registres ont été répertoriés par T. BONNEFOY, *Table alphabétique du greffe de la Cour suprême, Mauritius, 1853*².

Section statistique. — Série K. État civil et recensements.

Pour l'État civil³ :

- A. Port-Louis, 1737-1810.
- B. Port-Louis depuis 1810.
- C. Pamplemousses, 1743-1835.
- D. Rivière du Rempart (néant).
- E. Flacq, 1770-1830.
- F. Moka, 1770-1830.
- G. Plaines de Wilhems, 1790-1829.
- H. Grand Port, 1803-1830.
- I. Savanne, 1793-1810.
- J. Rivière noire, 1793-1829.

Les archives de Maurice possèdent, pour la période française, les recensements suivants :

Tous districts : 1796.

Port-Louis : 1803, 1804, 1805, 1806.

Plaines de Wilhems : 1810-1812.

Le premier recensement, dressé sur l'initiative de La Bourdonnais en 1735,

1. Le D. P. P. C. possède trois cartons de documents intitulés : « Procédures criminelles instruites au siège de la Juridiction royale et d'amirauté de l'Isle de France, relativement aux pillages et déprédations commises sur la prise anglaise l'*Osterley* (1778-1780). » En outre, un *livre des jugements* rendus en matière de commerce et d'amirauté pour les années an XII-1810.

2. Cet inventaire ne fait pas apparaître de documents concernant les procès en matière civile pour lesquels le D. P. P. C. possède un relevé des arrêts pour les années 1778-1788 et an XII-1810, cinq cartons.

3. Le D. P. P. C. possède, pour l'état civil de l'île de France, les registres suivants qui ne semblent pas exister sur place : Port-Louis (1728-1729) ; Rivière-du-Rempart (1793-1806) ; Port-Bourbon (ultérieurement Grand-Port et Port Sud-Est, 1730-an IX) ; Trois-Ilets (an II-an IX).

est perdu. Il en subsiste toutefois un résumé dans le premier volume des archives du bureau central de l'État civil du Port-Louis (*Central civil status office*, p. 289).

Aucun des recensements précédemment cités ne se trouve au Dépôt des Papiers publics des Colonies, qui, en revanche, en contient nombre d'autres :

Recensement général de l'île de France (28 novembre 1776).

Recensement général de l'île de France (année 1780).

Recensement (1788, 2 vol.).

Cartes et plans. — Les cartes et plans sont classés d'après une division topographique. Nombre d'entre eux se réfèrent à la période française et même hollandaise (1598-1714). Ils intéressent également les constructions et l'urbanisme, et complètent les documents du Dépôt des Fortifications des Colonies¹.

Documents iconographiques. — Citons enfin, pour mémoire, cette section qui comporte, en original ou en photographie, des documents iconographiques ayant trait à l'histoire ancienne et récente de l'île.

On a pu voir qu'une étude historique sur l'Île de France peut être difficilement exhaustive si l'on néglige les sources locales. Inversement, les historiens mauriciens ont nécessairement recours aux Archives françaises. Pour faciliter de part et d'autre les études historiques, un projet d'échange de documents sous forme de reproductions photostatiques est en cours d'exécution, qui enrichira les archives de Maurice et celles du ministère de la France d'Outre-Mer des documents qui leur font respectivement défaut. Les premiers documents reproduits à Maurice portent sur les séries suivantes : procès-verbaux des Assemblées coloniales (43 volumes), procès-verbaux des délibérations du directoire de l'Île de France (27 volumes), minutes des notaires complétant le Dépôt des Papiers publics des Colonies ; et cartes et plans complétant le Dépôt des Fortifications.

Établissements français dans l'Inde.

Les archives des anciens établissements français dans l'Inde, regroupées à Pondichéry où elles sont conservées à la bibliothèque publique, ont fait, depuis un demi-siècle, l'objet de quelques recensions et de nombreuses publications. Elles sont donc relativement bien connues. Cependant l'inventaire, d'ailleurs partiel, qu'en a fait M. Martineau, s'il permet de se rendre compte de l'immense richesse de ce fonds, un des plus beaux conservés outre-mer, dégage mal les séries ou embryons de séries et leurs dates extrêmes (la plupart des registres inventoriés sont des recueils factices qui groupent sous une même couverture les pièces les plus diverses). C'est cette classification qui est tentée ci-dessous.

Nous distinguerons, ainsi que M. Martineau² l'a fait lui-même, les registres

1. Le Dépôt des Fortifications des Colonies au ministère de la France d'Outre-Mer conteste une importante collection de plans et de cartes dont les plus anciens remontent à 1723.

2. Alfred MARTINEAU, *Inventaire des anciennes archives de l'Inde française*. Pondichéry, 1914.

et les liasses, et, parmi les registres, les documents administratifs des documents judiciaires.

A. Registres. — Classés sous une numérotation continue, ces registres sont, soit des originaux du XVIII^e siècle ayant pour la plupart victorieusement résisté à l'épreuve du temps, soit des copies exécutées au XIX^e siècle, généralement en fort mauvais état. Le papier préparé mécaniquement a subi, par suite de la sécheresse, une dessication poussée et se pulvérise lors de la consultation.

Les quelque cinq cents registres qui constituent ces fonds peuvent se répartir ainsi :

PONDICHERY

Délibérations du Conseil supérieur, 1701-1739 et 1759-1760.

Lettres du Conseil supérieur à la Compagnie, 1726-1767.

Correspondance des agents à Pondichéry de la nouvelle Compagnie avec les administrateurs à Paris, 1788-1803.

Correspondance du Conseil provincial de Madras avec le Conseil supérieur de Pondichéry, 1746-1747.

Correspondance du Conseil supérieur de Pondichéry avec divers, 1725-1760.

Lettres échangées entre le Conseil de Pondichéry, les gouverneurs et les commandants de Karikal, d'une part, et divers princes indiens, 1740-1751.

Brevets et commissions délivrés par le Conseil, 1725-1735.

Brevets et commissions délivrés par la Compagnie, 1725-1758.

Correspondance des gouverneurs et seconds de l'Établissement de Pondichéry avec le ministre, 1771-1788 ; avec divers comptoirs, 1770-1791 ; avec les fîles de France et de Bourbon, 1769-1789 ; avec les autorités anglaises, 1771-1778.

Commissions, provisions, brevets et ordres du roi et du ministre, 1769-1783.

Provisions des offices des présidents et des conseillers au Conseil souverain, 1765-1777.

Procès-verbaux de l'Assemblée coloniale, octobre 1790-décembre 1792.

Installation de la nouvelle Assemblée coloniale, 15 décembre 1792.

Procès-verbaux de la nouvelle Assemblée coloniale, décembre 1792-juillet 1793.

Assemblée générale des citoyens de Pondichéry, 2 septembre 1791-25 mai 1793.

Correspondance du Comité représentatif permanent des citoyens de Pondichéry.

Comptes de divers comptoirs.

Comptes de diverses aldées.

Procès-verbaux des soixante-deux séances du Conseil de guerre de Pondichéry, du 7 juin 1793 au 8 août 1793.

Correspondance de Bussy et de Suffren.

État civil depuis 1680.

Notariat depuis 1699.

Documents judiciaires :

Arrêts du Conseil en matière civile, 1735-1815.

Jugements du tribunal de la Chaudrie¹, 1766-1816.

Archives du tribunal de simple police : décisions de la police, 1804-1805 (en anglais), enregistrement des règlements de police (1785-1819), des jugements et

1. Tribunal jugeant en matière indigène.

sentences (1788-1793 et 1796-1805), des délits de police (1805-1816), des déclarations, interrogatoires et dépositions (1806-1817), des déclarations, protestations, etc. (1805-1816), des défauts (1805-1810), des dépôts (1805-1816).

Enregistrement des affiches et publications, avril 1793-janvier 1805.

Enregistrement des personnes et ouvriers se rendant à l'île Maurice, 1837-1838.
Emigration indienne, 1849-1852.

Administration des biens des mineurs, 1729-1773.

Lods et ventes, mars 1786-mai 1796 et 1805-1816.

Hypothèques, 1805-1819.

Inventaire des minutes du Greffe, 1779-1838.

MAHÉ

Lettres du Conseil de Pondichéry au Conseil de Mahé, 1721-1774.

Lettres du Conseil de Mahé au Conseil de Pondichéry, 1756-1773.

Lettres du Conseil de Mahé à Paris, 1740-1783.

Lettres de Paris au Conseil de Mahé, 1765-1772.

Lettres de Mahé aux gouverneurs et ordonnateurs de Pondichéry, 1773-1792.

Lettres de l'ordonnateur de Mahé à divers, 1785-1791.

Lettres de l'ordonnateur de Pondichéry à celui de Mahé, 1773-1777.

Délibérations du Conseil de Mahé, 1766-1773.

Assemblée coloniale de Mahé, 1791-1793.

Correspondance de la municipalité de Mahé avec le commandant de place, 1792-1793.

Correspondance entre le comptoir de Mahé et ceux de Moka et de Surate, 1768-1770.

KARIKAL

Lettres du Conseil supérieur de Pondichéry au commandant et au Conseil de Karikal, 1765-1773.

Lettres de commandants de Karikal au Conseil supérieur de Pondichéry, 1741-1744.

Lettres de commandants de Karikal à divers (Dupleix, Paradis, Labourdonnais), 1746-1753.

Enregistrements au greffe de Karikal de traités, lettres patentes, arrêts du Parlement de Paris et de délibérations du Conseil supérieur de Pondichéry, 1740-1787.

Concessions de terrain à Karikal, 1758-1820.

Documents économiques relatifs à la ville de Karikal, historique et recensement de Karikal par le capitaine Cordier, 1824-1825.

Etat sommaire des actes de baptême extraits de la cure de Karikal, 1741-1831.

CHANDERNAGOR

Correspondance du Conseil de Pondichéry adressée au Conseil de Chandernagor, 1728-1757.

Correspondance du Conseil de Paris adressée à celui de Chandernagor, 1729-1734.

Correspondance du Conseil de Chandernagor avec les chefs de Ballassore, 1734-1750.

Correspondance du Conseil de Chandernagor à divers (Bourbon, Ile de France, loges de l'Inde).

Dépense des Comptoirs du Bengale (Sérampour, Calcutta, Goretty), 1790.

Constitution de la colonie de Chandernagor, délibérations de l'Assemblée coloniale, 1791-1792.

Sentences du Conseil, 1703 à 1778.

Sentences et jugements du Conseil en matière civile, 1748-1816 ; en matière criminelle, 1727-1734.

Enregistrement des actes de dépôts, comparutions, protestations, appels, oppositions et autres actes du greffe, 1750 à 1816.

Enregistrement des successions vacantes, 1746 à 1755 et 1794-1816, 1821.

État civil : 1720 et suiv.

Notariat : 1702 et suiv.

AUTRES COMPTOIRS

Correspondance du Conseil supérieur de Pondichéry avec Mazulipatam et Yanaon, 1737-1759 ; avec Surate et Bassora, 1741-1770.

Correspondance du comptoir de Yanaon avec celui de Chandernagor, avec M. Colie, chef à Ballassor, 1744-1750 ; du comptoir de Bassora avec divers, 1739-1745 ; du comptoir de Moka avec Mahé, 1768-1770.

B. *Liasses*. — Une partie non moins importante des archives de Pondichéry, d'ailleurs partiellement inventoriée, n'a pas été reliée et a fait l'objet d'un classement assez arbitraire. Les séries sont les suivantes :

*Exposition coloniale*¹ : pièces spectaculaires extraites des diverses catégories de documents énumérés ci-dessus (Conseil supérieur, notariat de Pondichéry, Madras, Chandernagor et Tranquebar, greffe de la Chauderie). Elles ont généralement été entoilées et sont bien présentées. Elles concernent plus spécialement l'histoire économique et sociale.

Greffé : Cette série, très intéressante et non encore inventoriée, correspond aux archives de l'ancienne curatelle aux biens vacants. Outre de nombreuses pièces comptables, inventaires après décès, procès-verbaux de vente aux enchères dont une partie assez importante se rapporte à des officiers morts en campagne, on y trouve également d'assez nombreux fragments de correspondance, des états de dettes, constituant un matériel non négligeable pour une étude économique et sociale. 1735-1814.

Procès criminels : arrêts du Conseil supérieur de Pondichéry, 1735 et suiv.

A côté de nombreux procès pour délits de droit commun, etc., on trouve dans cette série un important dossier relatif au procès intenté à Mahé de la Villebague pour haute trahison.

Tribunal de la Chauderie (Pondichéry, Karikal) : Non répertorié, mais en voie de classement. Les documents de ce fonds rédigés partie en français, partie en langues indigènes, et qui contient, outre des pièces judiciaires, des contrats et des inventaires, permet de suivre l'évolution des principales familles locales.

Tabellionage : 128 rouleaux d'olles (feuilles de palmier gravées à l'aide d'un stylet).

1. E. GAUDART, Catalogue de quelques documents des archives de Pondichéry. Pondichéry, 1931.

Feuilles volantes : Cette série, qui comporte 6,867 numéros, classés chronologiquement et par comptoirs, est formée d'aberrants qui n'ont pu trouver leur place dans la série « Registres », mais qui la complètent. Ces pièces, dont certaines offrent un très grand intérêt (lettres et firmans des princes hindous, lettres du maréchal de Castries, de Montmorin, mémoires divers de Law de Lauriston, correspondance du comte de Maudave), ont fait l'objet d'un inventaire analytique dû à M. Gaudart, inventaire précédé d'une excellente étude sur les vicissitudes des archives de nos établissements¹.

Il existe enfin, à l'heure actuelle, un assez grand nombre de liasses non classées et d'origine indéfinie.

Certaines, contenant des pièces comptables, des correspondances commerciales ou privées, mériteraient une étude approfondie.

L'essentiel des archives anciennes de Pondichéry est aujourd'hui consultable à Paris, aux archives du ministère de la France d'Outre-Mer, sous forme de microfilms. Au cours d'une mission effectuée en 1950 ont été photographiés tous les documents énumérés plus haut, à l'exception, dans la série A. Registres, de l'état civil, du notariat et des documents judiciaires ; dans la série B. Liasses, des archives concernant le tabellionage et le tribunal de la Chauderie.

Quant aux archives modernes, elles attendent un classement.

Madagascar.

Madagascar offre une transition entre les « vieilles colonies » et les colonies africaines qui (sauf les comptoirs du Sénégal) ne remontent pas à l'Ancien Régime. C'est, en effet, une terre où l'influence et les essais de colonisation de la France sont anciens, bien que la conquête soit récente. Il y existe donc des archives anciennes. Fille, pour une part, des Mascareignes, la place de Madagascar, dans une revue de nos colonies, est immédiatement à leur suite.

Les renseignements recueillis sur les Archives du Haut-Commissariat ne portent malheureusement pas sur les archives provinciales dont le caractère local n'exclut pas l'intérêt, bien au contraire, comme nous avons tenté de le souligner.

1. *Documents historiques malgaches*. — Comme tout pays où la France a trouvé une société déjà évoluée (Afrique du Nord, Indochine), Madagascar a conservé des archives non négligeables datant d'avant la conquête. Elles remontent à 1826 et vont jusqu'à 1898².

1. E. GAUDART, *Catalogue des manuscrits des anciennes archives de l'Inde française*. Pondichéry, 1922 et suiv., 8 vol.

2. Il existe aux archives du ministère de la France d'Outre-Mer quelques documents d'archives malgaches (correspondances diverses trouvées dans le palais de Ranavalona, 1836 et suiv.). Cf. également R. DECARY, *Les études historiques sur Madagascar*, dans la *Revue d'Histoire des colonies*, t. XXXIII (1947), p. 9-21, et G. GRANDIDIER, *Bibliographie de Madagascar*,

Un premier fonds (1826-1898) contient des documents administratifs : Ranavalona I^e (1829 à 1862) ; correspondance entre Ranavalona I^e et les Européens (1829 à 1854) ; correspondance des gouverneurs de provinces avec Ranavalona I^e, Ranavalona II, Ravalona III, Rainilaiarivony et Rainitsimbazafy (1836 à 1896) ; Radama II et Rasoherina (1857 à 1862) ; Rainilaiarivony (1863 à août 1896) ; Ranavalona II (1864 à 1883) ; Ranavalona III (1883 à mars 1896) ; Affaires étrangères (1838 à 1895) ; Justice (1838 à 1895) ; Rainitsimbazafy (1896) ; « Histoire de Madagascar et journaux » du premier ministre Rainilaiarivony (1825 à décembre 1896) ; affaires militaires (1835 à mai 1896) ; souscriptions et prêts (1870 à 1896) ; contrats de toute nature (1829 à 1895) ; état civil (1853 à 1895) ; douanes, passeports, enseignement, mines et divers (1826 à 1896).

Un second fonds (1861-1896) a recueilli les archives diplomatiques du gouvernement malgache : correspondance diplomatique (1861 à 1865) ; ambassade malgache en Europe et en Amérique (1882 à 1883) ; ambassade en France de Rainiharovsky (1867) ; traité de paix entre l'Angleterre et Madagascar (27 juin 1865) amendé par celui du 16 février 1883 ; traité de paix entre les États-Unis d'Amérique et Madagascar (14 février 1867) modifié par celui du 13 mai 1881 ; traité de paix entre la France et Madagascar (8 août 1868) ; traité de paix entre l'Allemagne et Madagascar (15 mai 1883) ; traité de paix entre la France et Madagascar (17 décembre 1885) ; divers traités entre l'Angleterre et Madagascar (1866 à 1883) ; convention d'amitié entre l'Italie et Madagascar (6 juillet 1883) ; divers.

II. Documents français antérieurs à la conquête. — Divers sous-fonds recueillent la matière des archives françaises que nous présentons dans un ordre à peu près chronologique.

a) *Mémoires et correspondances divers* (1776 à 1896) : mémoires sur Madagascar ; dossier Chapelier, rapports sur diverses missions concernant l'île de Madagascar et les îles avoisinantes, abolition de l'esclavage, dossier Laborde, correspondances diplomatiques, négociations, arrangements, conventions entre diverses puissances étrangères relatives à Madagascar. Articles de journaux, rapport sur l'influence anglaise, déclaration de prise de possession par la France à la suite de la guerre de 1895.

b) *Archives historiques françaises* (1785 et suiv.) se répartissant en : 1^o pièces générales sur Madagascar et fondation des établissements de Sainte-Marie : documents anciens concernant Madagascar (1785-1792), correspondance des chefs malgaches avec les autorités françaises et britanniques (1813-1821), fondation des établissements français à Madagascar (1817-1820), explorations et observations des côtes orientales de Madagascar (1819-1820) ; 2^o pièces concernant la colonie de Sainte-Marie et la côte est (1818-1877) : voyages et explorations (1833-1855), rapports d'ensemble sur la colonie de Sainte-Marie (1853 à 1877), extraits d'ordres et de décisions du commandant particulier de Sainte-Marie (1874-1877), rapports de police, affaires civiles et criminelles, affaires indigènes (1837-1868), extraits des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration de Sainte-Marie (1857-1863), correspondances et registres divers (1839-1899) ; 3^o Nossi-Bé (1843 à

2 vol., 1906 ; 1 vol., 1936. Depuis la rédaction de ce dernier ouvrage, le classement des archives de Madagascar conservées au Ministère de la France d'Outre-Mer a été modifié, de sorte que les références données par Grandidier ne correspondent plus à la réalité.

1896) : correspondance et registres divers ; 4^e Mayotte et dépendances (1841-1919) : correspondances et registres ; 5^e Correspondances diverses, notamment celle de Jean Laborde (1862-1866).

III. Divers.

Dossier Willoughby (1883 à 1888) : lettres originales de Willoughby au premier ministre Rainilaarivony (1883-1888), procès Willoughby (1886 à 1888), pièces diverses (1884-1887).

Dossier Larsen (1877 à 1888) : lettres de Ludwig Larsen au premier ministre (1877 à 1888), au ministre des Affaires étrangères (1882 à 1884), à Rainizafimanga (1884 à 1887).

IV. Archives administratives depuis l'occupation. — Après les séries normales concernant le personnel européen et autochtone, on trouve dans ce fonds la série reliée des dépêches ministérielles depuis 1909, des décisions, arrêtés et circulaires du gouverneur général depuis 1906.

Les grands services de la colonie ont effectué leur versement. Ce sont : les Affaires économiques (1925 et suiv.) ; les Affaires politiques (1908 et suiv.) ; les Domaines (affaire Colonie contre Florens-Orville, 1887-1911) ; le Trésor, les Douanes, le Cabinet militaire, les Travaux publics.

Afrique du Nord.

Avec l'Afrique du Nord, nous pénétrons dans le domaine du second Empire colonial français, où, malgré la similitude de certains traits « coloniaux » que l'on a déjà marqués dans les vieilles colonies, le climat moral est pourtant nouveau. Aucune tradition ancienne n'a eu le temps de se former, et l'organisation des archives de chaque territoire en est à la période de la gestation. Ce sont les difficultés de cette gestation et ses résultats divers qu'il nous faut maintenant examiner¹.

Algérie. — L'assimilation administrative des trois départements algériens place l'Algérie sur le même plan que les autres départements français. L'examen des ressources archivistiques de l'Algérie déborderait donc le cadre de cette étude consacrée aux sources moins connues et moins accessibles de l'Outre-Mer².

Maroc. — L'étude du Maroc ancien intéresse l'histoire coloniale au pre-

1. Nous avons compris dans cette revue le Maroc et la Tunisie. Ce sont, à strictement parler, des pays de protectorat et non des colonies. Mais ils n'en intéressent pas moins les historiens de l'expansion française outre-mer. C'est au même titre qu'il faut étudier l'Indochine.

2. Voici toutefois quelques renseignements bibliographiques concernant les archives algériennes : *Les archives de l'Algérie*, dans *Documents algériens*, série culturelle, n° 31, 15 octobre 1948, 4 p. avec bibliographie ; *Archives du Gouvernement général de l'Algérie*, série EE, *Correspondance politique générale*, inventaire sommaire par G. ESQUER et E. DERMECHEN, Alger, 1949, 221 p.

mier chef. Elle apporte à la recherche un élément qui fait malheureusement défaut presque partout ailleurs, celui du pays où va s'exercer l'action colonisatrice. A ce titre, nous n'avons pas cru devoir écarter les renseignements antérieurs à 1912.

Pour la période antérieure au protectorat¹, c'est ailleurs qu'au Maroc qu'il faut chercher l'essentiel des documents². Les archives arabes, encore très dispersées, n'ont fait l'objet d'un effort de centralisation que tout récemment. Elles restent, en tout cas, la propriété jalousement gardée du Makhzen et de quelques familles chérifianes qui, à l'instar de ce qui se passait en France avant Colbert, ont gardé par devers elles les papiers d'État que leurs ancêtres détenaient à raison de leurs fonctions officielles. Les archives particulières du sultan, le vizirat des Habous, la bibliothèque Karaouiyne à Fez sont assez riches de documents anciens, le plus vieux datant de la seconde moitié du xvi^e siècle³.

Les Archives du Makhzen, indispensables pour l'histoire du Maroc au xix^e siècle, ne remontent pas au delà de 1819. Elles sont centralisées aujourd'hui par la réunion des dépôts des palais de Fez, de Marrakech et du Dar en Niaba à Tanger et stabilisées à Rabat sous le contrôle des affaires chérifianes où l'on procède à un inventaire. On y trouve des listes de comptes émanant des oumanas des mostafadet (profits) et des oumanas des douanes, des papiers du Dar en Niaba, concernant les relations avec les puissances européennes et des correspondances entre les sultans et les vizirs, d'une part, et les diverses autorités makhzeniennes (khalifats, caïds, cadis, oumanas, etc...).

La Bibliothèque générale du Protectorat fut chargée en 1926 de la conservation et de la communication des *archives françaises*. Mais le Service des Archives ne fut véritablement organisé qu'en 1933, date à laquelle il fut confié à un archiviste-paléographe. C'est le résultat de l'œuvre de rassemblement et de conservation accomplie dont il reste à donner une idée.

Le fonds historique constitué par les documents antérieurs au protectorat ne saurait comprendre que les archives de la légation de France à Tanger et des postes consulaires français⁴ à Mogador, Rabat, Casablanca, Safi,

1. Sur les archives du Maroc, consulter : *Bibliothèque générale et Archives du Protectorat. Historique (1912-1930)*, publié par la Direction générale de l'Instruction publique au Maroc. Rabat, 1930, in-8°, 23 p. ; et surtout J. RICHE, *Les archives du Maroc*. Paris, 1938, in-8°, 12 p. (extrait de la revue *Archives et Bibliothèques*, 1937-1938).

2. Notamment dans la collection monumentale des *Sources inédites de l'histoire du Maroc*, commencée par le colonel Henry DE CASTRIES et continuée par P. DE CENIVAL.

3. Voir l'indication des principaux documents in : J. RICHE, *op. cit.*, p. 2 à 6. Le colonel de Castries avait inauguré une campagne de reproductions photographiques des archives privées, que la Bibliothèque générale du Protectorat s'est efforcée de poursuivre.

4. Le consulat de Mogador comprend 172 liasses (1836-1916). Le vice-consulat de Casablanca, 198 articles, de 1840 à 1918. Il est particulièrement fourni pour le début du xx^e siècle (événements de 1907 et débarquement). Le consulat de Rabat compte 172 articles de 1828 à 1917. Les fonds de Safi, Mazagan, Marrakech et Fez sont moins importants, les deux der-

Mazagan, Larache, Tetuan, Fez et Marrakech. Les documents ne remontent pas au delà de la nomination en 1767 du consul Louis Chenier, premier d'une série ininterrompue de représentants diplomatiques. Ils sont souvent la contre-partie des documents conservés aux Affaires étrangères, mais apportent parfois des éléments neufs, notamment la correspondance entre le chef de la légation et les divers postes consulaires et les relations avec les autorités locales. Le fonds de la légation est encore ouvert, puisqu'il existe toujours une représentation diplomatique française à Tanger. Le fonds du consulat est clos.

La section administrative est en pleine organisation. Elle a recueilli les archives récentes du consulat de France à Tanger, les archives du service de la résidence du secrétariat général du protectorat, de la direction des affaires chérifaines, des finances, de l'Intérieur, des affaires économiques, de la production industrielle et de l'instruction publique.

Les fonds les plus récents sont représentés par les archives modernes de la légation de France à Tanger, celles du cabinet militaire du Résident (particulièrement intéressantes, étant donné l'importance de ce service au temps du maréchal Lyautey), les séquestrés de guerre austro-allemands, celles, enfin, des affaires indigènes des troupes d'occupation du Maroc oriental et du commandant général du Nord.

Les archives du Protectorat réunissent, enfin, des fonds d'archives privés. C'est ainsi qu'y furent déposés les papiers du gouverneur général F.-J. Clozel, du médecin général H. Fournial, du docteur F. Wesberger, etc...

Tunisie. — Bien que plus anciennement constitué qu'au Maroc, le protectorat tunisien est en retard sur son cadet, en ce qui concerne l'organisation de ses archives. C'est tout récemment qu'un archiviste-paléographe vient d'être chargé d'une mission de classement. Le travail de défrichement commence à peine, et les renseignements encore très vagues devront être précisés dans les années à venir. Un projet est à l'étude pour la constitution d'un dépôt moderne.

On retrouve en Tunisie dans leurs grandes lignes des ensembles archivistiques qui rappellent ceux du Maroc. Les « Archives générales » représentent le fonds proprement tunisien comparable aux archives du Makhzen à Rabat. Elles sont conservées au Dar el Bey, siège du secrétariat général du gouvernement. C'est une énorme masse d'archives presque entièrement en arabe. En outre, chaque département conserve ses papiers. Le principal dépôt est celui de la section d'État au Dar el Bey, qui est alimenté par le secrétariat général et le premier ministère.

Les archives de la Résidence sont en cours de classement. Une première catégorie d'archives pourrait former une section historique, dont le premier

niers réduits à presque rien. Un état numérique des archives de la légation de France à Tanger doit paraître prochainement dans la revue *Hesperis* et l'inventaire des archives du consulat de Mogador et du vice-consulat de Casablanca est en préparation.

document remontera à 1582. Elle serait constituée par le fonds de l'ancien consulat devenu Consulat général¹. Une lacune regrettable est constatée pour les années 1881 à 1883, qui sont précisément celles des origines du protectorat.

Signalons quelques liasses de correspondances privées de marchands français.

Afrique Occidentale Française.

De tous les territoires africains, c'est en A. O. F. que le souci d'organiser les archives a été le plus précoce. Dès 1910, le gouverneur général W. Ponty chargeait Auguste Terrier, le secrétaire du Comité de l'Afrique française, de reconnaître l'état des archives « historiques » des postes². Les résultats de l'enquête furent pessimistes. W. Ponty décida de porter remède à cette situation et créa en 1913, à Dakar, un dépôt d'archives chargé de recueillir « tous documents d'un caractère historique existant dans les chefs-lieux des colonies, cercles et postes, etc. ».

Malgré l'ambiguité de l'épithète « historique » appliquée aux archives et qui est certainement responsable de destructions téméraires (car la frontière qui protège les documents historiques n'est pas forcément une date et le profane chargé d'appliquer le critère a cru souvent pouvoir apprécier la valeur intrinsèque des documents), cette décision avait le mérite de reconnaître l'intérêt des archives des postes à l'égal de celles des chefs-lieux. Un archiviste-paléographe³ fut chargé d'organiser le nouveau service. Après une vie autonome qui dura jusqu'en 1942, les archives ont été rattachées à l'Institut français d'Afrique noire.

L'organisation de 1913, très centralisatrice, prévoyait que les archives « historiques » de tous les centres de l'A. O. F. seraient versées à Dakar. Mais cette prescription resta lettre morte et les colonies de la Fédération conservèrent en fait leurs archives sous la responsabilité de leurs gouverneurs. En 1943, ces archives furent rattachées aux futurs centres locaux que l'Institut français d'Afrique noire créait dans chaque capitale, mais l'organisation ne fut mise sur pied que vers 1945-1946. C'est dire, à côté de l'ancienneté des archives de Dakar, la jeunesse des archives locales (on s'en rendra compte à la description qui en sera donnée plus loin). C'est à peine si les premières tâches de rassemblement et de conservation matérielle ont été menées à bonne fin. Les inventaires détaillés seront l'œuvre de l'avenir.

1. Cf. P. GRANDCHAMP, *La France en Tunisie... Tunis, 1920-1933*, 10 vol. in-8° (inventaire des Archives du consulat de France à Tunis de 1582 à 1705).

2. Cf. Aug. TERRIER, *Pour sauver les archives d'Afrique*, dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, août 1913, p. 293-295.

3. Cet archiviste, Claude FAURE, a publié, sur les archives de Dakar : *Notice sur les archives du Sénégal*, dans la *Revue d'Histoire des colonies françaises*, 1914, p. 353-374, et le seul inventaire imprimé à ce jour : *Les archives du Gouvernement général de l'A. O. F.* Paris, Larose, 1921, in-8°.

Les archives de Dakar comprennent :

1^o Les archives du Sénégal proprement dit, jusqu'à la constitution du Gouvernement général en 1895. Toutefois, une partie de ces archives est restée à Saint-Louis. Les deux dépôts de Dakar et de Saint-Louis (Sénégal) sont donc complémentaires.

2^o Les archives concernant des territoires autres que le Sénégal pour les périodes où ces territoires relevaient directement de Dakar (Soudan, Guinée, de 1882 à décembre 1891 ; Dahomey, de 1886 à décembre 1891, etc...).

3^o Les archives du Gouvernement général de l'A. O. F. depuis la constitution de la Fédération (1895).

Etant donné l'analogie de ces archives, quelle que soit la colonie, on jugera, d'après les renseignements assez précis fournis pour Dakar et Saint-Louis du Sénégal, du genre de documents qu'on peut s'attendre à trouver ailleurs, s'ils ont été préservés.

Les archives du Gouvernement général à Dakar. — Il serait trop long de reproduire l'inventaire dressé par C. Faure, auquel il est loisible de se reporter. Nous nous contenterons d'énumérer ci-dessous les principales acquisitions des archives depuis 1921¹.

Série A. — Actes du Pouvoir.

Il y a une lacune² de 1871 à 1891 dans les registres des décisions des gouverneurs du Sénégal. La série reprend sans interruption du 1^{er} janvier 1891 au 27 septembre 1895.

Les décisions du gouverneur général couvrent la période du 30 septembre 1895 à nos jours (278 vol.).

Les circulaires du gouverneur général couvrent celle du 2 janvier 1909 au 31 décembre 1945 (66 vol.).

Série B. — Correspondance générale.

Seuls sont venus s'ajouter à l'inventaire Faure, dans la section 3, 32 registres de correspondance du gouverneur du Sénégal et de Gorée de 1817 à 1867.

Série C. — Personnel.

Cette série contient les dossiers personnels des gouverneurs, administrateurs et agents des secrétariats généraux de 1897 à 1932.

Série D. — Expéditions militaires.

Il existe pour cette série un nouvel inventaire manuscrit qui comprend, d'une part, les liaises indiquées par Cl. Faure (*op. cit.*, p. 42 et 43) ; d'autre part, les adjonctions suivantes :

1 D, affaires militaires : colonne d'Agadès, 1916-1917 ; opérations au Cameroun.

1. Étant donné la faible proportion de documents du XIX^e siècle par rapport à ceux du XX^e, nous n'avons pas cru devoir passer les plus récents sous silence, bien qu'ils dépassent la date au delà de laquelle aucun document n'est communiqué au public. Cette date est toujours provisoire, et d'ailleurs la consultation des documents anciens elle-même est théoriquement soumise à l'appréciation de l'autorité administrative.

2. Cette lacune peut être comblée à partir du 23 juin 1876 et au delà de 1895 par la série A des archives du Sénégal à Saint-Louis.

- 1915-1916 (conquête) ; au Congo (affaire du Tchad, Massalit), 1907-1911 ; au Dahomey, 1905-1918 (incidents Atakora, troubles Mono) ; colonne du Débougou, révolte Lobi, 1915-1923 ; opérations en Guinée, 1893-1915 (frontière franco-libérienne, révolte du Kissi) ; opérations du Haut-Sénégal-Niger, 1903-1916 (affaire de Karam Daffa, Habès de Bandiagara, colonne des Habès) ; affaire de Kaossen, 1916-1920 ; opérations au Maroc, 1907-1911 ; en Mauritanie, 1912-1933 ; au Niger, 1916 (Zinder) ; deuxième affaire de Sargadié-Niger, 1900 ; opérations au Sénégal, 1906-1915 ; au Soudan, 1894-1898 (colonne du Bossé, du Guidimaka, autour de Tombouctou, du Macina, de Sikasso, affaire de la colonne Bonnier) ; au Tibesti, 1913-1914 ; expédition du Togo, 1914.
- 2 D, guerre de 1914 : situation politique de l'A. O. F., prisonniers de guerre, réquisitions, ravitaillement, surveillance des navires, vie de l'A. O. F. pendant la guerre, pensions, rapatriements.
- 3 D, justice militaire, questions de principe et affaires diverses, 1860-1928.
- 4 D, recrutement, 1779-1932.
- 5 D, vie des corps, 1828-1938, défense et administration (domaine militaire, personnel, casernements, postes, soldes, pensions).
- 5 D, finances, 1906 à 1933, budgets, marchés, bâtiments.
- 7 D, correspondance militaire, 1823-1932, dépêches ministérielles reliées, État-Major, Cabinet militaire.

Série E. — Politique indigène (concerne surtout les traités).

Adjonctions nouvelles, 7 dossiers : conventions diverses au Soudan, 1882-1891 ; traité avec le Kénédougou, 18 juin 1898 (Gallieni) ; copies et inventaires de traités, 1678-1888 ; répertoire des traités, 1782-1868.

Série F. — Relations avec les puissances et les colonies étrangères.

Il existe un inventaire manuscrit qui date de 1933.

- 1 F, Gambie, 1820-1932 : délimitation, affaires diverses, renseignements fournis par le consul de France, études.
- 2 F, Guinée portugaise, 1820-1935.
- 3 F, Nigéria, 1901-1931 : délimitations et abornements, missions Moll, Tilho, Fourn, incidents de frontières, politique anglaise au Nigéria, divers.
- 4 F, Sierra-Léone, 1818-1935 : correspondance entre le gouverneur et le gouverneur du Sénégal, 1818-1824 ; correspondance du vice-consul de France, 1856-1881 ; traite des nègres, 1827 ; convention du 10 août 1889 ; mission anglaise auprès de Samory, vente d'armes à ce dernier, incidents, 1892 et suiv. ; délimitations, 1907-1913.
- 5 F, Gold Coast, 1848-1931.
- 6 F, Tripolitaine, 1901-1928 : Rezzous, opérations italiennes, commerce.
- 7 F, Libéria, 1890-1932 : délimitation, 1890-1898 ; convention de 1907 au sujet de limites ; rapports des consuls français.

Série G. — Politique et administration générale.

Il en existe un nouvel inventaire établi en 1937.

- 1 G, Rapports de missions, monographies, documentation, 1818-1938. Cette sous-série très importante dont existe un inventaire détaillé comprend les archives des grandes missions, des missions particulières contemporaines, des raids divers (traversées du Sahara, de l'Afrique), les visites de bâtiments étrangers, de personnalités, les études sur les coutumes indigènes de tous les

- territoires, des monographies importantes. Elle comprend également les archives du développement de l'aviation en A. O. F., celles du Transsaharien, etc...
- 2 G¹, Rapports d'ensemble et rapports politiques du gouverneur général et des chefs de territoire, 1902-1942.
- 2 G², Organisation du gouvernement général de l'A. O. F., 1895-1937.
- 2 G³, Statistique de la population, 1905-1926.
- 2 G⁴, Naturalisations, 1919-1934.
- 2 G⁵, Armes à feu, munitions, poudres, explosifs, 1886-1925.
- 2 G⁶, Conférences des gouverneurs généraux, 1934-1936.
- 2 G⁷, Police, recherches, réclamations, enquêtes, immigration, incidents, propagandes, suspects, 1850-1936.
- 2 G⁸, Décès et transfert des restes mortels, succession du personnel civil, 1908-1934.
- 2 G⁹, Rapports d'inspection des colonies A. O. F., 1907-1939.
- 2 G¹⁰, Affaires musulmanes, 1893-1919 ; documentation sur l'Islam, revue de la presse et des questions musulmanes, 1913-1935.
- 2 G¹¹, Conseil d'administration et Conseil privé du Sénégal, 1816-1904.
- 2 G¹², Mauritanie, 1923-1939.
- 2 G¹³, Soudan, 1903-1943.
- 2 G¹⁴, Guinée, 1934-1944 ; Côte d'Ivoire, 1934-1940.
- 2 G¹⁵, Dahomey, 1932-1940.
- 2 G¹⁶, Haute-Volta, 1941.
- 2 G¹⁷, Togo, 1939-1942.
- 3 G¹⁸, Généralités sur les communes, 1882-1835 ; élections législatives, élections municipales, Conseil colonial du Sénégal.
- 3 G¹⁹, Gorée-Dakar, 1767-1926.
- 3 G²⁰, Saint-Louis, 1779-1918.
- 5 G, Côte d'Ivoire, 1843-1938 : Assinie, 1843-1858 ; Grand-Bassam, 1843-1886 ; correspondance Treich-Laplène, 1889-1890 ; pénétration en Côte d'Ivoire, 1894-1900 ; rapports des commandants de cercle et rapports politiques, 1909-1934 ; organisation du territoire, 1906-1909 ; missions d'inspections des colonies, 1930-1935.
- 6 G, Gabon, 1843-1857.
- 7 G, Guinée française : traités, 1845-1865 ; délimitations, 1887-1899 ; rivières du Sud (en général), 1837-1913 ; Mellacorée, 1845-1886 ; Rio Nunez, 1831-1879 ; Rio-Pongo, 1833-1869 ; rapports politiques, 1900 et suiv. ; rapports politiques au gouvernement général, 1906 et suiv. ; rapports politiques au Département, 1906 et suiv. ; rapports politiques émanant de Beyla, 1894-1899 ; Bissandougou, 1892-1895 ; Coniaquis, 1902-1906 ; Dinguiray, 1896-1899, Faranah, 1893-1896 ; Kérémakono, 1893-1895 ; Kankan, 1891-1893 ; Kissidougou, 1893-1899 ; Kouroussa, 1892-1899 ; Siguiri, 1887-1889 ; situation au Fouta-Djallon, 1887-1913 ; questions musulmanes, 1903-1923 ; question Toma, 1903 ; affaire Alpha Yaya, roi du Labbé, 1905-1909 ; munitions et armes à feu ; divers.
- 8 G, Dahomey, 1846-1931. Blocus du Dahomey, 1851 ; événements de 1892-1894 ; rapports politiques et militaires de la colonie, 1895-1933 ; situation politique et économique, 1904-1919 ; organisation politique et administrative, 1907-1919 ; conseil d'administration, 1905-1909 ; missions d'inspection,

- 1911-1924 ; funérailles de Béhanzin, 1928 ; plaintes et réclamations diverses, 1901-1927.
- 9 G, Mauritanie, 1779-1932 : affaires indigènes, pacification, pêcheries de Port-Étienne.
- 10 G, Haute-Volta, 1897-1931.
- 11 G, Niger, 1902-1929.
- 12 G, Affaires sahariennes, 1903-1932.
- 13 G, Sénégal, 1764-1930.
- 14 G, Togo, 1885-1938. Cameroun.
- 15 G, Soudan, 1873-1935.
- 16 G, Conférence nord-africaine, 1924-1935.

Série H. — Médecine, service de santé, hygiène, 1829-1937.

Série K. — Affaires économiques.

- 1 K, Commerce ancien, 1785-1903 ; législation commerciale, 1903-1934 ; sociétés commerciales, 1920-1940.
- 2 K, Esclavage et captifs, 1807-1911 : rapports sur l'esclavage en A. O. F., mémoires sur l'esclavage.
- 3 K, Travail, main-d'œuvre, législation sociale, 1890-1937.
- 4 K, Agriculture et zootechnie, 1866-1935.
- 5 K, Expositions foires et marchés, 1854-1932.
- 6 K, Douanes, statistiques douanières, 1865-1932.
- 7 K, Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie, 1850-1932.
- 8 K, Industrie, inventions, marques de fabrique, 1903-1934.
- 9 K, Affaires économiques, correspondances, enquêtes, missions commerciales, 1912-1938.
- 10 K, Chasse et tourisme, 1908-1935.
- 11 K, Coopératives, enquêtes de prévoyance, 1904-1937.
- 12 K, Pêches et industries de la pêche, 1902-1928.
- 13 K, Voies de communication et transports.

A ces documents s'ajoutent 60 dossiers non inventoriés.

Série L. — Domaine, concessions, 1881-1950. —

Série M. — Justice, 1804-1938.

Série N. — Finances. Elle comprend uniquement les budgets et comptes administratifs qu'il est possible de consulter à Paris.

Série O. — Instruction publique, culte.

- 1 O, Cultes, 1831-1923 : questions islamiques.

- 2 O, Enseignement privé, 1886-1911.

Les autres sous-séries sont relatives aux divers établissements d'enseignement depuis 1904.

Série P. — Travaux publics, chemins de fer, routes, ports, P. T. T., mines, 1848-1934.

La *série Q* : services sanitaires, est incorporée à la *série H*, et la *série R* : affaires militaires, à la *série D*.

Série S. — Marine de guerre et marine marchande (bris et naufrages), 1826-1934.

Archives de Saint-Louis (Sénégal). — Le cadre de classement des archives

du Sénégal à Saint-Louis diffère de celui de Dakar, mais est conforme au classement théorique prescrit par arrêté du 1^{er} juillet 1913.

On retrouve le même classement dans toutes les colonies de la fédération.

Encore incomplètement inventoriées, ces archives sont très riches. Elles complètent pour la période antérieure à 1895 celles de Dakar. (Si l'on remarque que Dakar n'est devenu le siège du Gouvernement général qu'en 1902, on peut s'attendre même à y trouver des documents intéressant l'ensemble de l'A. O. F. antérieurs à cette date.)

Série A. — Lois, décrets, arrêtés, décisions. Elle contient 421 registres d'arrêtés, décisions et ordres du gouverneur du Sénégal, commandant supérieur du Haut-Fleuve depuis le 23 juin 1876 jusqu'à 1950.

Série B. — Correspondance générale. Cette série a fait l'objet d'un inventaire manuscrit dont nous extrayons les principales indications.

- 1^o Lettres du Ministre au Gouverneur (18 octobre 1820-25 juin 1919), 121 registres.
- 2^o Lettres du Gouverneur au Ministre (1851-1927). La correspondance est incomplète entre le 1^{er} janvier et le 25 novembre 1851 ; elle reprend ensuite.
- 3^o Recueil de télégrammes officiels reçus du Gouvernement général de l'A. O. F. (7 juillet 1909-23 juin 1931).
- 4^o Recueil de télégrammes reçus de divers (2 novembre 1886-13 mai 1946).
- 5^o Recueil de télégrammes officiels envoyés au Gouvernement général de l'A. O. F. (23 mars 1914-8 novembre 1945).
- 6^o Recueil de lettres adressées aux particuliers (13 septembre 1902-31 décembre 1944).
- 7^o Recueil de lettres adressées aux Gouverneurs (3 janvier 1928-31 décembre 1944).
- 8^o Recueil de lettres envoyées au Gouvernement général (22 janvier 1897-30 juin 1944).
- 9^o Recueil de lettres reçues du Gouvernement général (14 octobre 1902-31 décembre 1945).
- 10^o Minutes de lettres à divers (2 janvier 1867-30 juin 1938).

En ce qui concerne la Casamance, il existe :

- 1^o Registres de correspondance au départ (8 octobre 1867-23 août 1912), 45 registres.
- 2^o Registres de correspondance à l'arrivée (8 septembre 1866-31 octobre 1941), 20 registres.

Série C. — Personnel : 11,917 dossiers. Font l'objet d'un fichier.

Série D. — Administration générale. Inventoriée.

1 D. Études générales : a) notices et monographies sur le Sénégal (1626-1840); sur la banlieue de Saint-Louis (1891-1907); sur les cercles de Langa (1859-1912); Tivaouane (1903-1911); Thiès (1666-1910); de la Haute-Gambie (1895-1910); Mami-Suli (1903-1912); Dagana (1817-1911); de la Casamance (1840-1911); Podor (1859-1912); Saldé (1859-1912); Matam (1856-1911); Bakel (1818-1911); du Baol (1883-1911); du Siné-Saloum (1903-1911).

b) Rapports de mission : rapports de tournées et journaux de divers postes (Bakel, Baol, Dagana, Kaolack, Ouli, Thiès); rapports de cercles, contrôle de recensements; mission du docteur Colin dans le Bambouk (1887); mission

Decazes dans le pays des Maures Trarza (1902) ; mission Blanchet (1908).

c) Voyages et missions : du ministre Lebon (1897) ; du gouverneur général Roume à Saint-Louis (1906) ; tournées du gouverneur du Sénégal (1908-1910) ; du gouverneur général W. Ponty (1912) ; du gouverneur du Sénégal dans tous les cercles (1912, 1913, 1914) ; du gouverneur général Merlin (1920) ; du ministre A. Sarraut (1921) ; du général Mangin (1921), etc., jusqu'au voyage de M. Marius Moutet en 1936.

d) Consulats et colonies étrangères. Affaires diverses concernant les consulats (1885 à 1927) ; la Gambie (1892-1907) ; Kaedi (1892-1902) ; la Mauritanie (1899-1934) ; la Guinée portugaise (1931) ; la Côte d'Ivoire (1930-1936).

2 D. Affaires administratives.

Correspondances diverses avec le Gouvernement général (1840-1919) ; le délégué de l'intérieur à Dakar (1863-1923) ; la banlieue de Saint-Louis (1890-1917) ; le Bas-Sénégal (1930-1935) ; le cercle de Bakel (1822-1934) ; la Casamance (1855-1918) ; les cercles de Dagana, Kaolack, Longa, Matam, Podor, Thiès (1855-1934), Tivaouane (1886 à 1920).

Registres de délibération des Conseils privé, d'administration, du contentieux.

Recensements, état civil et curatelle, impôts et taxes.

Aucun inventaire n'existe encore pour les séries qui suivent. Elles ont toutefois été constituées. La valeur des documents qu'elles *devraient* contenir est montrée par le cadre de classement de l'arrêté de 1913.

Séries : F = Police générale et prisons ; G = Instruction publique ; H = Services sanitaires et Assistance publique ; I = Postes et télégraphes ; K = Travaux publics ; L = Marine et navigation ; M = Justice ; N = Guerre, affaires militaires ; O = Domaine ; P = Douanes ; Q = Commerce, Industrie, Mines ; R = Agriculture, Service zootechnique ; S = Travail et main-d'œuvre ; T = Finances.

En dehors du dépôt conservé au « Centrifan¹ » de Saint-Louis et dont nous n'avons pu donner qu'une idée imprécise, d'autres dépôts moins importants existent au greffe du Tribunal :

1^o *Registres d'état civil* : a) registres de naissances, décès, mariages pour 1730-1737 (1 vol.), 1778-1779 (2 vol.), 1781-1810 ; b) registre de décès, 1800-1819 ; c) registres de naissance, 1807-1811 ; registres de naissances, décès, mariages, 1818 et suiv. Les registres se suivent alors sans interruption.

2^o *Archives judiciaires* : la série régulière des registres du Greffe commence en 1824. Signalons également une série de registres d'actes passés par-devant le greffier (agissant en qualité de notaire) et qui va de l'an XI à décembre 1816.

Archives de Saint-Louis² (Mauritanie). — L'inventaire des séries concernant la Mauritanie est comparable à celui du Sénégal. Ce dernier suffit à donner une idée générale de l'ensemble des fonds mauritaniens, qui sont d'ailleurs pour la plupart postérieurs à la date limite de consultation des

1. Centre dépendant de l'Institut français d'Afrique Noire, de Dakar.

2. Saint-Louis est aussi la capitale de la Mauritanie.

archives. Nous citerons cependant dans la série E. Affaires politiques, des dossiers concernant Assaba (1908-1929) ; la baie du Lévrier (1906-1938) ; Brackna (1889-1929) ; Guidimaka (1906-1928). Dans la série D. Administration générale, un dossier sur la mission Coppolani (1900-1905). La série N. Affaires militaires contient de nombreux documents sur les opérations militaires en Mauritanie : Rezzous (1915-1934) ; Colonnes Michard (1906-1907) ; de l'Adrar (1906-1909) ; du général Gouraud (1908-1909) ; colonnes du Hodh et du Tichitt (1911-1912) ; expédition militaire de Kiffa (1916-1918) ; Réguéibat (1918-1927).

Archives du Dahomey. — Le rassemblement à Porto-Novo des archives de tous les centres et postes de cette colonie était réalisé en gros dès 1912 par les soins de l'administrateur Thévenin ; ces archives comprennent :

I. *Archives de la Résidence de Porto-Novo :*

- a) Dépêches ministérielles (1883-1892, moins l'année 1886), 10 vol.
- b) Documents divers (1874-1892), 12 vol. reliés.
- c) Correspondance avec diverses autorités (autres colonies, Marine, etc., 1883-1896).

L'inventaire très détaillé de ce fonds, inventaire que l'on peut consulter à Dakar, est impossible à résumer. C'est toute l'histoire des établissements français du golfe du Bénin de 1874 à 1896.

II. *Archives des postes :*

- a) Grand-Popo : correspondance générale (10 décembre 1887-31 décembre 1899) ; télexgrammes de 1896 à 1900.
- b) Abomey (inventaire par Thévenin) — quelques articles ont été analysés : Registre de renseignements du poste de Goho? du 26 novembre 1892 au 29 septembre 1894 (envois de parlementaires vers Béhanzin, opérations d'une colonne légère) ; Journal du poste de Goho (25 novembre 1892-31 août 1894), (Goho fut le quartier général du général Dodds à partir du 11 décembre 1893) ; registre de renseignements, région d'Abomey, renseignements fournis par les Français prisonniers des Dahoméens (27 novembre 1892-26 septembre 1893) ; correspondance du 1^{er} juin 1893 au 25 janvier 1896 (négociations avec Béhanzin, situation politique dans la région d'Abomey. Installation d'une administration) ; rapports sur la situation politique et administrative (janvier 1894-novembre 1895), politique à l'égard des roitelets indigènes.
- c) Ouidah : Rapports avec les maisons de commerce (Mante frères, Borelli de Régis et les maisons allemandes), 1892-1896.
- d) Allada : Journal du poste (1^{er} octobre 1894-17 septembre 1895) ; registre de correspondance (6 novembre 1894-août 1897, avec quelques lacunes).

III. *Délibérations du Conseil d'administration :* 8 registres du 28 mars 1892 au 7 septembre 1904.

Le fonds des archives plus récentes n'est pas encore classé.

Archives de Guinée. — Les archives sont récentes. Le premier versement

aux archives de Conakry ne remonte qu'à 1944. Depuis lors, l'administration a opéré quelques autres versements et des tournées ont été opérées par les archivistes du Gouvernement général dans les postes. L'inventaire est en cours d'élaboration. A titre d'indication, ces archives occuperont environ 65 mètres de rayonnage.

Les documents les plus anciens remontent à 1888 (journaux des postes de Bofa et Boké). Ils concernent : 1^o la situation politique dans les régions militaires (région des frontières avec le Libéria et la Sierra-Léone) ; 2^o les monographies de quelques cercles ; 3^o les îles de Loos ; 4^o les relations avec les puissances et les colonies étrangères (Sierra-Léone et Libéria) ; 5^o l'indigénat, l'esclavage, les cultes (1890-1934) ; 6^o la justice (1903-1933) ; la police (1903-1933).

A noter un rapport intéressant sur la situation administrative en 1915.

Archives de la Côte d'Ivoire. — L'organisation des archives remonte à 1939. L'I.F.A.N. en a pris possession en 1943. Il est très difficile de se faire, à l'heure actuelle, une idée nette des ressources offertes par ces archives. Les versements émanent des bureaux des Affaires économiques, des Affaires politiques, des Affaires sociales, du Cabinet du gouverneur, du Cabinet militaire, du Bureau du Travail et du Secrétariat général, et sont distribués dans le cadre de classement réglementaire.

Les plus intéressantes des archives des cercles proviennent d'une tournée de l'archiviste effectuée en 1949 dans les « cercles de la voie ferrée » (Agboville, Dimbokro, Bouaké, Katiola, Korhogo) et leurs subdivisions, et des trois subdivisions de Tiassalé (cercle d'Abidjan), Divo-Lakota (cercle de Lahou) et Aboisso (cercle de Bassam).

Il resterait à réintégrer les journaux du poste de Korhogo non récupérés et les archives des cercles de l'Ouest (Sassandra, Lahou, Tabou, Daloa, Man, Gagmoa et Séguiba).

Archives du Soudan. — Les archives du Soudan sont importantes (105 mètres cubes). Elles ont été inventoriées. Elles contiennent des rapports politiques et des correspondances depuis 1881. Les renseignements précis manquent sur ce fonds.

Afrique Équatoriale Française.

Le Service des Archives de l'A. É. F. est sans doute le benjamin de ceux de l'Afrique française, puisqu'il n'a été organisé qu'en 1950. C'est dire qu'il ne s'agit dans les indications qui suivent que d'une simple reconnaissance des archives de la Fédération. Longtemps considérée comme la « Cendrillon » de nos colonies — l'expression était devenue classique — c'est en A. É. F. qu'on pouvait le mieux toucher du doigt la grande pitié des archives coloniales. L'auteur de ces notes a pu, lors d'une tournée en 1948, constater ce que deviennent des archives laissées sans gardien. Elles donnaient le spectacle d'une hydrographie saharienne : rivières intermittentes qui s'évaporent et

se perdent dans les sables, bien avant d'avoir gagné la mer et même le fleuve. Ou bien, pour changer de métaphore, évoquons l'image de gisements archéologiques enfouis sous les décombres. On signale tel amas de papiers dans un bâtiment désaffecté, auprès d'une mission, d'un ancien chantier... L'activité de l'archiviste actuel, premier du nom, sauvera tout ce qui est encore récupérable, organisera tout ce qui était informe et créera partout une tradition. L'A. É. F. entre dans une période de croissance rapide. L'heure de l'archiviste devait sonner. Voici les premiers résultats :

I. *Archives du Gouvernement général.* — Actuellement conservées dans trois dépôts différents à Brazzaville, ces archives comprennent les documents suivants :

1) *Registres d'ordres, arrêtés et décisions.*

Série à peu près complète, depuis 1849, de registres manuscrits, puis dactylographiés, en assez bon état, complétés généralement par une table des matières. L'intérêt de ces registres s'augmente souvent, pour la période la plus ancienne, de pièces jointes au moment de la reliure (plans, documents divers). Un inventaire détaillé de cette série est en cours.

Registres de correspondance (depuis 1849).

Registres d'ordre et de copie de la Correspondance « Arrivée » et « Départ » (ordinaire, confidentielle et secrète). Inventaire en cours.

Archives anciennes du Secrétariat général.

Liasses (non encore répertoriées), mais présentant un intérêt certain.

Archives historiques diverses.

(Liasses récupérées dans différents services :) Dossiers de missions : Pièces diverses (1891-1906). Mission de Poumayrac (1892). Mizon (1895). Thollon (1895). De Behagle-Gentil (1895-1898). Bretonnet (1898-1899). Bonnel de Mézières (délimitation franco-espagnole, 1900-1907). Huot-Bernard (1900-1901). Cureau (1900-1903). Bos (1901). Lenfant (1904-1906). Audouin et d'Adhémar (1904). Dernière mission et mort de Bazza (1905). Braun (1905). Lancenon et Coquel (1905-1906). Weber (1906-1908). Etc...

2) *Archives du Cabinet et du Service d'Administration générale.*

3) *Diverses archives anciennes en assez mauvais état* dont l'inventaire est envisagé en première urgence, mais où, jusqu'à présent, quelques sondages seuls ont pu être effectués.

Le Service des Affaires politiques et la Direction des Finances conservent, jusqu'à présent, leurs archives propres, dont le Service des Archives ne peut réclamer, pour l'instant, le versement de la partie ancienne, par manque de place.

La mairie de Brazzaville conserve quelques archives non encore inventoriées, mais ne semblant pas, au premier abord, offrir grand intérêt.

II. *Territoire du Moyen-Congo.* — Les archives de Loango semblent disparues. Le Service d'Archives de Pointe-Noire est en cours d'organisation (mais pas de documents anciens).

III. *Territoire du Gabon.* — D'après quelques renseignements (non encore vérifiés), certaines archives anciennes subsisteraient à Libreville.

IV. *Territoire du Tchad.* — Les Archives du Cabinet sont en très mauvais état

matériel. En revanche, le Service d'Administration générale possède une série de dossiers intéressants depuis 1900 (en cours de classement). Le commandement militaire du Tchad conserve également, depuis l'époque de la conquête, d'importantes archives, en assez bon état.

V. *Territoire de l'Oubangui-Chari.* — Pas encore de renseignements.

Cameroun.

Un service d'archives fonctionnera au Cameroun dès 1951. Le futur archiviste aura à regrouper divers dépôts existant à Daouala et Yaoundé. Une grande partie des archives allemandes subsiste, dont l'intérêt paraît considérable.

Indochine.

Avant les douloureux événements qui ont porté le trouble dans le pays, les archives de la Fédération indochinoise constituaient un service exemplaire. Fondées en 1917 par le gouverneur général Sarraut et placées pendant trente ans sous la direction d'un même archiviste, le regretté M. Boudet, elles offraient un modèle difficile à imiter à tous les territoires français d'outre-mer et même à beaucoup de services de la métropole. Le successeur de M. Boudet a dû déployer autant et plus d'énergie pour veiller sur les archives dans la tourmente qu'il en avait fallu pour les constituer.

A l'heure actuelle, les archives, comme toutes les administrations françaises en Indochine, sont en pleine mutation. Une esquisse de l'état ancien est toutefois nécessaire pour donner une idée des transformations en cours et, par conséquent, des ressources offertes dans l'avenir aux historiens de l'Indochine¹.

Nous emprunterons à un article récent de l'actuel conservateur des archives l'essentiel de l'exposé qui suit².

Les archives de l'administration française en Indochine comprenaient avant le coup du 9 mars 1945 quatre dépôts :

1^o A Hanoï. Les archives centrales de l'Indochine où étaient conservées notamment les archives du Gouvernement général (mais qui comprenaient des archives antérieures à la création de cette institution, par exemple : les fonds contemporains de la période dite des « Amiraux ») ; les archives de plusieurs « services généraux » dépendant directement du gouvernement général ; et les archives de la résidence supérieure du Tonkin (y compris les fonds

1. Cf. P. BOUDET, *Les archives et les bibliothèques de l'Indochine*, in *Revue indochinoise*, t. XXXI, janvier-juin 1919. Hanoï-Haiphong, 1919, et surtout du même (mais anonyme), *Manuel de l'archiviste*, 2^e éd. Hanoï, 1945, 134 p., avec une introduction historique et le cadre de classement des archives. Voir également *Rapport sur la direction des archives et bibliothèques, Hanoï-Haiphong*, dont la série s'étend de 1921 à 1939 (les versements effectués sont signalés).

2. Cf. F. DE FERRY, *Les archives de l'Indochine*, in *Gazette des Archives*, nouvelle série, n° 8, juillet 1950, p. 33-41.

des résidences des provinces, des tribunaux locaux du Tonkin et une partie de celles de la mairie d'Hanoï¹.

2^e A Hué. Les archives de l'Annam (archives de la résidence supérieure).

3^e A Saïgon. Les archives de la Cochinchine.

4^e A Phnom Penh. Les archives centrales du Cambodge.

Il n'existe pas de dépôt au Laos. En outre, un certain nombre de directions et services n'avaient pas encore effectué leurs versements aux archives centrales (les services du cadastre, de l'enregistrement, les services judiciaires, etc...).

Les destructions d'archives françaises dues à la guerre ont porté sur la Résidence supérieure d'Annam à Hué, sur celles d'un grand nombre de services du Gouvernement général à Hanoï. Les archives des provinces paraissent à peu près anéanties ou dispersées. Les archives centrales d'Hanoï ont peu souffert, celles de Saigon et Phnom Penh sont intactes.

L'installation du nouveau régime a eu pour conséquences :

1^o Le transfert dès le 14 février 1948 au gouvernement du Sud Viet Nam des archives de Cochinchine².

2^o Le partage des autres archives administratives, d'après les accords intervenus entre le gouvernement français, d'une part, et les gouvernements de chacun des États associés.

La répartition matérielle est en cours. Elle portera également sur les archives de la Cochinchine actuellement sous contrôle vietnamien. Les documents d'intérêt dit historique resteront à la France, ceux d'intérêt dit administratif aux nouveaux États.

Nous n'entrerons pas dans le détail des fonds dont suffit à donner une idée le cadre de classement dressé d'après un système très original et que reproduit le *Manuel* de Boudet. Certaines rubriques de ce classement, toutefois, ne figurent que pour mémoire. Il peut arriver qu'aucun dossier n'y corresponde. La nouvelle organisation d'ailleurs amènerait inéluctablement de profonds remaniements dans le classement. Le microfilm, sans doute, permettra de suppléer aux documents aliénés de part et d'autre. Avant de longs

1. Le dépôt d'Hanoï conservait, en outre, les archives annamites de l'ancien Kinh Luce (préfet) du Tonkin, laissées à la garde de l'administration française. Indépendantes du Service des Archives français, les *Archives impériales d'Annam*, conservées à Hué et qui contenaient des documents remontant au XVII^e siècle, avaient été réorganisées en 1942 par un Vietnamien, archiviste-paléographe, M. Ngo Dinh Nhu. Elles ont été malheureusement détruites au cours des troubles. Sur ce dépôt, consulter P. BOUDET, *Les archives des empereurs d'Annam et l'histoire annamite*, XXXIX^e Cahier de la Société de Géographie d'Hanoï. Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1942 p., 32 p.

Le gouvernement cambodgien à Phnom Penh et le gouvernement laotien à Luang Prabang et Vientiane conservent leurs propres archives, comme c'est le cas, on l'a vu plus haut, du Maroc et du gouvernement tunisien.

2. Sur ces archives, constituées avant les archives générales d'Hanoï et d'après un classement différent, cf. TRUONG VINH KY, *Les archives du gouvernement de la Cochinchine*. Hanoï, Imprimerie tonkinoise, 1915, 52 p.

mois, la consultation méthodique des archives de l'Indochine, sur place ou en France, restera difficile.

L'intérêt témoigné pour les archives par les institutions privées, dernier stade de l'évolution normale en matière d'archives, devait s'affirmer de bonne heure dans un pays dont les progrès ont été rapides. Les archives religieuses, par exemple, étaient importantes auprès de chaque évêché, vicariat apostolique et même de chaque paroisse. Il est impossible de se faire encore une idée de ce qui a pu en subsister. Mais *les archives de la Société des Missions étrangères* avaient été envoyées à Paris avant les troubles.

Les grandes entreprises et maisons de commerce ont aussi leurs archives. La maison Denis frères, par exemple, de Bordeaux possède des documents remontant à la période des Amiraux¹.

* * *

L'exposé qui précède n'a la prétention d'être ni complet ni définitif. C'est une prétention outrecuidante en général, et qui le serait particulièrement en une matière aussi fluide que celle des archives d'outre-mer. Elles s'organisent en Afrique et aux Antilles, se réorganisent en Indochine. Elles offrent partout l'aspect d'une mue qui sera rapide comme toutes les transformations opérées dans un climat colonial. Ce n'était pas une raison d'attendre plus longtemps le moment de faire le point. On pourra plus tard envisager la publication d'inventaires ou d'articles d'orientation consacrés à chacun des territoires d'outre-mer. Dès maintenant, une vue à vol d'oiseau permet d'attirer l'attention sur l'ensemble de la question.

Les études d'histoire coloniale jouissent actuellement d'un intérêt croissant. Déjà de jeunes historiens s'attaquent aux archives locales à Dakar, à Saïgon, à Brazzaville. Une tradition plus ancienne les a précédés aux Mascareignes et dans l'Inde. Le moment semble donc venu où la question des archives d'outre-mer revêt un intérêt d'actualité. Un vigoureux effort est tenté en vue d'organiser administrativement les archives. Il sera d'autant plus encouragé qu'on en comprendra mieux l'intérêt dans les sphères administratives.

Nous serions heureux, sans doute, que le présent article suscite des compléments d'information et des rectifications de la part d'historiens spécialistes. Encore davantage s'il pouvait donner à quelque lecteur profane, mais que sa profession rend comptable de documents publics ou privés, cette idée si paradoxalement difficile à former, la notion d'archives.

Carlo LAROCHE,

Archiviste en chef du ministère de la France d'Outre-Mer.

1. M. Étienne DENIS prépare un ouvrage sur l'histoire de sa maison (renseignement fourni par M. F. DE FERRAV, op. cit., p. 40).

LE PÈLERINAGE A SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE ET SON IMPORTANCE DANS LE MONDE MÉDIÉVAL

(D'APRÈS QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS)

La publication d'un bouquet d'ouvrages consacrés au pèlerinage à Compostelle fait des cinq années qui viennent de s'écouler des années jacobites par excellence. S'ils sont fort divers, éditions de sources, études critiques de celles-ci, exposés généraux, ils sont à peu près tous de première importance. L'ensemble de ces travaux, si exceptionnellement rassemblés en quelques années, précise grandement notre connaissance du pèlerinage de Saint-Jacques et projette souvent une nouvelle lumière sur bien des aspects de la civilisation occidentale au Moyen Age et aux Temps Modernes qui lui sont si étroitement liés.

* * *

L'impulsion a été donnée, semble-t-il, par la publication du texte essentiel en la matière. La compilation connue sous le nom de *Liber Sancti Jacobi* ou *Liber Calixtinus*, qui rassemble tous les éléments de la légende de saint Jacques, a été, au Moyen Age, un des agents les plus puissants du développement et de la diffusion de cette légende, partant de l'importance sans cesse croissante du pèlerinage. Si tardive qu'elle soit, elle constitue pour nous une des principales sources de la connaissance de celui-ci aux époques les plus anciennes. Elle est donc doublement intéressante pour les érudits. On sait qu'elle comprend cinq parties : un recueil de textes liturgiques pour l'office et la messe, un recueil de récits de vingt-deux miracles de saint Jacques, un recueil de textes liturgiques et de récits concernant saint Jacques, appelé le *Livre de la Translation*, la chronique du *Pseudo-Turpin*, enfin le *Guide du Pèlerin de Saint-Jacques* naguère publié par M^e Vielliard¹. Du fait qu'il unissait des documents concernant le pèlerinage lui-même et des récits épiques, le *Liber Sancti Jacobi* a fourni à J. Bédier un des principaux arguments à l'appui de sa célèbre explication par les pèlerinages de la naissance et du développement des légendes et des poèmes épiques.

Or, il n'existe pas de publication intégrale de ce *Liber Sancti Jacobi*. Celle qu'en a donnée en 1944 M. Walter Muir Whitehill à partir du manuscrit de Compostelle (*codex Compostellanus*)², en permettant aux érudits de l'étudier commodément, a donc suscité de nouvelles recherches.

1. Jeanne VIELLIARD, *Le Guide du Pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle*. Bordeaux, 1938 (t. XXIV de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études hispaniques).

2. *Liber Sancti Jacobi, Codex Calixtinus* ; t. I : *Texto. Transcripción de Walter Muir WHITESHILL* ; t. II : *Música*, par d. German PRADO ; t. III : *Estudios e índices*, par F. J. Sanchez CANTON, N. M. WHITESHILL, d. G. PRADO et J. Carro GARCIA. Santiago de Compostela, 1944.

* * *

Celles de l'abbé Pierre David, que ses études sur le Portugal et la Galice au Moyen Age¹, et sa compétence liturgique armaient spécialement pour mener un examen approfondi du recueil, ont pour objet principal d'expliquer la composition de celui-ci². L'érudition à la fois rigoureuse et prudente de l'auteur l'amènent à des conclusions passablement nuancées.

Le recueil appelé *Livre de saint Jacques*, dont le manuscrit de Compostelle donne la forme définitive, groupe des textes très divers antérieurs à 1150 qui se rapportaient à saint Jacques. Le plus ancien semble être la collection de miracles rassemblés, selon toute vraisemblance, dans la région rhodanienne peu après 1110 (livre II). Le livre liturgique (livre I) était un recueil de tous les textes liturgiques nécessaires à la célébration des deux fêtes annuelles de Saint-Jacques, celle du 25 juillet, commune à toute l'Église latine, et celle du 30 décembre, antique fête du rite hispanique conservée à Santiago depuis la fin du XI^e siècle comme celle de la translation du corps de l'apôtre en Galice : il a été composé par un moine, peut-être clunisien, avec l'intention d'éliminer de l'office de saint Jacques tous les récits apocryphes et les légendes suspectes. Ces deux livres furent les premiers réunis et, pour que la liturgie proposée fût acceptée, ils furent rapportés à l'autorité du pape Calixte II, Bourguignon et ami de Compostelle, par une fausse bulle initiale.

Plus tard s'y ajoutèrent successivement le *Pseudo-Turpin*, le *Guide du Pèlerin* et, finalement, le *Livre de la Translation*. Le *Pseudo-Turpin* (livre IV) est un résumé de légendes épiques sans lien organique avec Compostelle, précédé de chapitres postiches qui tendent à lier étroitement le pèlerinage de Santiago à la légende de Charlemagne, en racontant l'entrée de Charles en Espagne pour découvrir le tombeau de l'apôtre. L'auteur est un Aquitain qui avait de grands rapports avec saint Denis. Le *Guide du Pèlerin* (livre V) lie aussi étroitement le thème du pèlerinage de Compostelle et le thème épique de Roncevaux : il a été également composé par un Aquitain. Enfin, le *Livre de la Translation* (livre III) comprend toute une série de textes et de récits relatifs au sanctuaire et à la légende de saint Jacques dont beaucoup rapportent les opinions que le livre I s'efforçait d'éliminer.

Ces ouvrages, tous composés par des Français, ont été réunis vers 1150 par un rédacteur qui leur a donné une certaine unité de ton et de style. Le recueil qu'ils constituaient fut ensuite plusieurs fois recopié avec amélioration du texte. Une de ces éditions fut faite par un clerc de Parthenay, Aymeric Picard, aidé d'un Bourguignon, Olivier d'Iscam de Vézelay, et de sa compagne Gerberge la Flamande, qui étaient allés à Compostelle : ils y ajoutèrent des chansons de pèlerinage dont ils étaient les auteurs et des

1. Cf. ses *Etudes historiques sur la Galice et le Portugal du VII^e au XII^e siècle* dont le compte-rendu a paru ici même (*Revue historique*, t. CCI, 1949, p. 146-147).

2. P. DAVID, *Etudes sur le livre de saint Jacques attribué au pape Calixte II*, dans *Bulletin des Études portugaises*, 1946, 41 p. ; 1947, 73 p. ; 1948, 184 p. ; 1949, 53 p.

textes liturgiques musicaux, et ils firent exécuter une belle copie sur parchemin qu'ils envoyèrent à Santiago où peut être le recueil n'existe pas encore. Cette copie est le *Codez Calixtinus* aujourd'hui publié.

Un recueil aussi hétérogène où les contradictions internes abondent, où le compilateur du *Pseudo-Turpin* ne se préoccupe en aucune façon de l'histoire et des traditions de Compostelle, mais écrit à la gloire de saint Denis, où l'auteur du *Guide* connaît mieux les routes de France que celles d'Espagne, ne peut être utilisé pour soutenir aucune théorie littéraire. Il n'a d'unité, et factice, que par le rôle du pèlerinage de Saint-Jacques dans tous ses livres et par le style des rédacteurs et correcteurs tardifs. Il ne saurait donc être ni considéré, comme le voulait Bédier, comme un livret de propagande fondé principalement sur la légende épique carolingienne, ni utilisé, comme ce maître le suggérait également, pour prouver les visées politiques de Cluny dont il n'est même pas certain que le rédacteur du premier livre ait été moine. Le problème des relations du pèlerinage et des légendes épiques reste posé.

* * *

Parallèlement aux recherches de l'abbé David sur le *Liber Sancti Jacobi*, MM. Vazquez de Parga, Lacarra et Uria composaient, en utilisant, outre les textes essentiels du recueil, une masse de documents d'archives antérieurs et postérieurs et les travaux de la foule innombrable des érudits jacobites du passé, la grande étude d'ensemble sur le pèlerinage de Saint-Jacques qui faisait cruellement défaut¹. Cette carence tenait à l'ampleur même du sujet qui, par la durée millénaire du pèlerinage, par la multitude des problèmes importants auxquels il touche, dépasse les forces et la compétence d'un seul homme : une équipe seulement pouvait entreprendre de le traiter. Celle qu'ont constituée les éminents historiens espagnols a droit à la reconnaissance de tous les savants pour la valeur de l'œuvre par laquelle elle a comblé une des plus regrettables lacunes de l'érudition médiévale. Encore les auteurs s'excusent-ils dans leur préface de toutes ses insuffisances qu'ils connaissent mieux que quiconque et souhaitent-ils qu'une collaboration internationale vienne compléter leur ouvrage par l'étude du pèlerinage hors d'Espagne. Leur modestie est excessive : malgré les conditions si défavorables aux échanges intellectuels que créaient les événements internationaux, l'étendue de leur information bibliographique est aussi étonnante que la précision de leurs connaissances topographiques, et c'est une étude du pèlerinage qui déborde largement sur la France qu'apportent leurs trois gros et magnifiques volumes. Peut-être le travail nécessaire en collaboration donne-t-il à l'ouvrage le caractère d'une somme plutôt que celui d'une synthèse : l'absence de conclusion souligne cette rançon de bien des œuvres collectives.

1. L. VAZQUEZ DE PARGA, J. M. LACARRA, J. URIA, *Las peregrinaciones a Santiago de Compostela*. Madrid, 1949, 3 vol. in-8°, 592, 596 et 250 p., 148 pl. hors texte, nombreux plans dans le texte, 1 carte en couleur.

Les pèlerinages aux tombeaux des saints ou aux lieux de leurs martyrs étaient pratique trop courante aux premiers siècles du christianisme pour qu'il faille s'étonner de la naissance d'un pèlerinage au sarcophage de marbre découvert dans le diocèse d'Iria en Galice lorsque, après une assez longue période de gestation de l'idée suggérée par les mots « in arcis marmaricis » du texte du *Breviarium Apostolorum* concernant la sépulture de saint Jacques, il fut communément identifié entre 867 et 881 comme étant le tombeau de l'apôtre. La faveur des rois s'y attache aussitôt : Alphonse II construit une chapelle qu'Alphonse III transforme en église ; cette faveur dut renforcer la première notoriété du lieu. Mais l'identification du sarcophage comme étant le tombeau d'un apôtre appartenait le lieu-dit galicien à la capitale de la Chrétienté. Dès le x^e siècle, des pèlerins étrangers de marque commencent à s'y rendre : le premier qui soit connu est Godescale, évêque du Puy, venu en 950¹. Le courant s'amplifie progressivement ; l'agglomération née autour du monastère fondé près du tombeau devient une véritable ville au xi^e siècle : elle reçoit alors un nom, Compostelle, avant 1063 ; l'évêque Diego Pelaez jette en 1075 les fondations de l'immense église romane qui devint bientôt cathédrale lorsque le pape Urbain II accorda à l'évêque clunisien Dalmace d'y transférer le siège épiscopal d'Iria en 1095.

Dès lors, l'importance du pèlerinage s'accroît sans cesse : l'extraordinaire Diego Gelmirez, qui obtient du pape le pallium en 1104, le titre d'archevêque de Compostelle en 1120, puis celui de légat dans les provinces de Mérida et de Braga, et rivalise avec l'archevêque de Tolède, lui donne au début du xii^e siècle une nouvelle impulsion². Le roi de France Louis VII vient à Compostelle en 1154. Vers la fin du xii^e siècle, le pèlerinage au tombeau de saint Jacques est imposé couramment comme pénitence dans la Chrétienté occidentale. Aussi commence avec le xiii^e siècle la période d'apogée du pèlerinage ; elle dure jusqu'à la fin du xiv^e siècle : dès les années 1300, le pèlerinage est imposé comme peine civile par certaines juridictions des Pays-Bas. A ce moment, il vient à Compostelle par terre et par mer de toute la Chrétienté des pèlerins qui portent sur leur pèlerine ou leur large chapeau la coquille distinctive du pèlerinage dont le choix comme emblème demeure inexpliqué. Le Grand Schisme, survenant après les guerres du xiv^e siècle,

1. Pour célébrer le millénaire de ce premier voyage assuré à Compostelle d'un pèlerin français, l'Institut français en Espagne a organisé en 1950 une importante commémoration qui comprit à la fois une exposition de documents et neuf conférences sur le thème « La France et les chemins de Saint-Jacques ». Un résumé de ces conférences faites par les meilleurs spécialistes français et espagnols et dont certaines présentèrent pour la première fois des découvertes toutes récentes de la science a été donné dans le n° 46 (décembre 1950) du *Bulletin de l'Institut français en Espagne*.

2. Le R. P. Briggs vient de composer la première monographie valable de Diego Gelmirez en dépouillant systématiquement l'abondante *Historia Compostelana* composée par des clercs de Gelmirez à la gloire de leur archevêque. Anselm Gordon Briggs, O. S. B., *Diego Gelmirez, first archbishop of Compostela*. Washington, 1949, in-8^e, 398 p. (t. XII de The Catholic University of America Studies in Mediaeval History). Cet ouvrage diligent, mais d'une information un peu étroite, campe enfin en pied l'étonnante figure du prélat galicien.

semble arrêter la croissance du pèlerinage. La Réforme lui porte un coup fatal : il décline depuis le XVI^e siècle pour mourir au XX^e siècle, où les véritables pèlerins sont remplacés par les touristes.

L'organisation du pèlerinage s'est peu à peu définie à travers les siècles : les pèlerins qui venaient par la voie de terre franchissaient les Pyrénées soit au Somport, soit surtout au port de Cise, au pied duquel convergeaient trois des quatre grands chemins français. Les deux routes qui descendaient de ces cols, l'une par Jaca, l'autre par Pampelune, se réunissaient à Puente la Reina d'où par Logroño, Burgos, Léon, Astorga, l'on gagnait Santiago. Il est évident que les treize étapes indiquées par le *Guide du Pèlerin* du port de Cise à Santiago¹ n'étaient que les principales, car aucun piéton ne pouvait faire 50 à 70 kilomètres par jour en moyenne, et toutes les indications concourent à prouver que les pèlerins s'arrêtaient en une multitude de localités sisées sur la route et que certains cheminaient très lentement. Ils étaient aidés par des confréries, protégés par le droit international, accueillis dans des hôpitaux spécialisés où ils étaient hébergés, parfois nourris, et soignés s'ils tombaient malades ; le saint ne leur refusait d'ailleurs pas, le cas échéant, son concours pour les guérir par un miracle. L'itinéraire principal par l'intérieur se fixa assez rapidement après les victoires des princes chrétiens sur les musulmans au XI^e siècle : plus tard, à la fin du Moyen Age, on utilisa également, mais beaucoup moins, un itinéraire côtier qui rejoignait le premier soit par Oviedo à Léon, soit à Lugo. Le deuxième volume de l'ouvrage est consacré tout entier à la reconstitution intégrale des chemins de Saint-Jacques en Espagne entre les villes et à l'intérieur de chacune d'entre elles.

Le pèlerinage de Saint-Jacques a eu de très importantes conséquences sociales et culturelles. Il a facilité, au XI^e siècle, le repeuplement des villes de la route par les gens du Nord qui s'y fixaient : ces « Francs », qui ont tant fait pour donner leur assiette économique et sociale aux royaumes chrétiens d'Espagne, n'étaient pas tous originaires de France. Il a entraîné le développement et le gauchissement des légendes épiques du cycle de Charlemagne. Il a développé, sinon créé, le thème du pèlerinage dans la littérature tant française qu'espagnole. Il a suscité les chansons de pèlerins. Il a renforcé les échanges d'influences artistiques, en matière d'architecture et de sculpture, de la France sur l'Espagne et de l'Espagne sur la France ; c'est lui naturellement qui a déterminé la fixation du type iconographique de Saint-Jacques. A chacune de ces questions, les trois auteurs consacrent des chapitres spéciaux. C'est dire qu'en même temps que sur le pèlerinage de Saint-Jacques lui-même, leur ouvrage apporte toute une série de données et d'idées nouvelles sur des sujets en apparence étrangers à la sociologie religieuse et à

1. Il est intéressant de constater que ce chiffre de treize étapes a été à tort appliqué par Idrisi à la route de mer de Bayonne à Compostelle. M. Cesar-E. DURLEZ, qui vient de consacrer un important mémoire (*Los caminos a Compostela en la obra de Idrisi*, dans *Al. Andalus*, t. XIV (1949), p. 59-128) à la méthode du grand géographe arabe en prenant pour exemple ce qu'il dit des routes de l'Espagne nord-occidentale, souligne qu'il a connu, sans doute par un pèlerin castillan, les données du *Guide du pèlerin de Saint-Jacques*.

l'histoire politique : les chapitres que consacre M. Uria à l'hébergement des pèlerins et à leurs maladies constituent la première contribution d'importance à l'histoire des hôpitaux et de l'hôtellerie en Espagne au Moyen Age, et un chapitre dense d'histoire de la médecine ; les données qu'énumèrent les auteurs sur l'origine, la profession, la vitesse et les itinéraires des pèlerins apportent une foule de renseignements précieux à l'histoire économique, en particulier à l'histoire de la circulation et sur terre et dans l'Atlantique ; l'étude que donne M. Lacarra du repeuplement grâce aux commerçants français qui s'installent dans les villes de la route de Compostelle est un chapitre tout neuf d'histoire économique et sociale ; et l'on ne pourra plus visiter intelligemment l'Espagne septentrionale sans les 600 pages du tome II, qui constituent, d'après les textes et avec des plans, le guide historique le plus admirable et le plus passionnant qui soit à notre connaissance.

De tels apports mettent en appétit. Malheureusement, toutes les curiosités ne peuvent être satisfaites. La faute en est aux documents, textes et monuments, qui ne sont abondants qu'à partir du XIV^e siècle : pour les siècles les plus anciens, les plus importants, puisque ce sont ceux de la naissance et de l'apogée du pèlerinage, ils font cruellement défaut : il suffit de penser que nous n'avons pas conservé de guide ou de carnet de route antérieur à celui du *Liber Sancti Jacobi* (v. 1140 selon M. Vazquez de Parga, v. 1130 selon P. David), que de tant de dizaines ou de centaines de milliers de pèlerins répartis sur un millénaire quinze journaux de voyage seulement nous sont demeurés. Et l'on comprendra comment il ne peut être répondu à ces irritantes questions : combien y eut-il approximativement pour une année, pour une décennie, pour un siècle, de pèlerins de Saint-Jacques ? A quelles catégories sociales appartenaient-ils et dans quelle proportion ? Faute d'éléments statistiques, ces données numériques capitales pour l'appréciation de l'importance réelle du pèlerinage et de ses conséquences ne peuvent être établies. Faute des mêmes éléments et données, l'importance économique du pèlerinage, que les auteurs soulignent constamment avec toutes les apparences de la vraisemblance, ne peut être estimée avec précision, non plus que le rôle de place de commerce de Compostelle.

La monographie de Diego Gelmirez par le R. P. Briggs, signalée plus haut, suggère néanmoins fortement, sans que l'auteur semble en avoir eu très clairement conscience, que cette importance fut très grande. L'action grandiose de Diego Gelmirez, qui obtint des papes l'accroissement des titres et prérogatives de son église, qui arme de ses propres deniers, grâce à des spécialistes italiens, une flotte, la première flotte espagnole, contre les musulmans, qui intervint avec l'autorité du prélat et la puissance du principal vassal du roi de Castille dans les conflits dynastiques des royaumes de Castille-Léon et d'Aragon, avait pour base la richesse de l'église de Compostelle dont il était le chef. Cette richesse découlait du culte de saint Jacques qui lui attirait d'immenses dons en terres depuis le IX^e siècle — que le R. P. Briggs n'a-t-il dressé la carte et l'inventaire des domaines qui constituaient la *Tierra de Santiago* ! — et les aumônes d'innombrables pèlerins venus de la

Chrétienté entière depuis le x^e siècle. Elle lui permettait d'acheter les rois, les cardinaux, le pape lui-même, d'obtenir, en échange de ses dons en argent, les titres et prérogatives qu'il convoitait et de poursuivre ses immenses constructions. Aussi s'efforçait-il de développer cette richesse en toutes circonstances et par tous les moyens. Il concentre sans scrupule à Compostelle toutes les reliques dont il peut s'emparer dans le voisinage. Au moment des plus violents conflits qui l'opposent aux bourgeois de Compostelle qui veulent lui imposer une commune, lors même que ceux-ci menacent de l'arrêter, de le déposer ou de le tuer, il ne lance jamais l'interdit sur la ville de peur d'interrompre et peut-être de ruiner le pèlerinage. Et la connaissance si parfaite qu'il a de toute l'Europe du Sud-Ouest provient peut-être, autant que de ses accointances avec Cluny, du caractère international du pèlerinage de Compostelle. Il n'est pas possible de faire en la matière autre chose que suggérer. L'absence de document interdit toute affirmation et rend nécessaire le recours à l'hypothèse.

MM. Vazquez de Pargo et Lacarra y ont grandement fait appel, eux aussi, pour les périodes anciennes. Si, pour certaines questions comme les influences artistiques, ils se sont bornés à exposer les thèses des écoles opposées, il en est d'autres où ils ont nettement pris position. C'est ainsi que M. Lacarra ne trouve aucun fondement en Espagne à l'opinion récemment soutenue par M. A. Masson à partir de quelques édifices du Sud-Ouest, selon laquelle les hospices de pèlerins auraient été construits sur un type architectural unique. C'est ainsi qu'il affirme, après Colas et contre M. Fawtier, que la voie romaine de Bordeaux à Astorga passait par Roncevaux et non par le port de Velate, bien plus difficile à franchir que le col de Cise, malgré sa moindre altitude, et que, par conséquent, la légende carolingienne n'a pas fait dévier le pèlerinage, comme l'affirme ce dernier¹.

C'est là qu'il faut déplorer le sort commun de tous les travaux d'ensemble : M. Lacarra n'a pu connaître et examiner la thèse qu'à l'encontre de la sienne, qu'il a connue par un article, soutient l'abbé David dans la dernière partie de son mémoire analysé plus haut. Cette thèse, fondée sur une discussion approfondie des actes du cartulaire de l'abbaye navarraise de Leyre et des données du *Liber Sancti Jacobi*, appuyée aussi sur des arguments liturgiques, peut se résumer ainsi : la voie romaine passait par le port de Velate ; un des miracles du *Liber miraculorum* prouve qu'il n'y avait au col de Cise ni refuge ni cimetière en 1080 ; en 1130, *terminus ante quem* du *Guide du Pèlerin*, une chapelle-refuge existait, dédiée aux saints Cyr et Juliette, sur le perron fendu par Roland : la légende s'était donc fixée au col de Cise. Il faut faire l'honneur de cette fixation à Pierre d'Andouque, évêque de Pampelune de 1082 à 1114, élève de Sainte-Foy de Conques et moine de Saint-Pons de Thomières, qui a rattaché à la route de Roncevaux le souvenir de la bataille et de la mort de Roland pour y attirer les pèlerins, parce qu'une vieille tradition orale y situait la défaite de Charlemagne. La légende carolingienne

1. Robert FAWTIER, *La Chanson de Roland. Étude historique*. Paris, 1923.

aurait donc bien déterminé l'itinéraire le plus fréquenté par les pèlerins pour traverser les Pyrénées.

Ces discussions capitales, puisqu'elles cherchent à déterminer les origines des chansons de geste et les mobiles spirituels qui animent les foules, reposent sur un nombre restreint de petits faits, d'interprétation malaisée. C'est la loi des périodes reculées. Aussi est-il regrettable que les auteurs n'aient pas commencé leur ouvrage par une carte critique des routes romaines en Espagne septentrionale. Cette carte aurait fait ressortir la position des chemins de pèlerinage par rapport à ces routes non seulement dans les Pyrénées, mais en Castille et Léon, où, à la suite des victoires de Sanche le Grand, le chemin du pèlerinage aurait abandonné l'ancienne route romaine qui passait par la Navarre et l'Alava pour s'établir dans une région plus aisée à traverser par Najera, Briviesca, Amaya et Carrion.

Le point que concéderaient le plus facilement sans doute MM. Lacarra et Vazquez de Parga à l'abbé David est qu'Aymery Picard, qu'ils considèrent encore à la suite de M^{le} Vielliard comme l'auteur du *Guide du Pèlerin* et le compilateur du *Liber Sancti Jacobi*, n'a été, en réalité, qu'un éditeur tardif d'une compilation déjà faite, mais dont l'édition a eu la bonne fortune de subsister parce qu'il en a fait hommage à Santiago.

Ainsi progresse constamment la science sur ces sujets aussi capitaux que passionnantes. Dans l'étude du pèlerinage à Saint-Jacques et des questions diverses de la plus haute importance qui lui sont liées, le livre de MM. Vazquez de Parga, Lacarra et Uria est la première grande œuvre d'ensemble. Elle restera la base unique de toute connaissance pendant sans doute fort longtemps. Car on ne peut concevoir après ce magnifique effort de nouvelle œuvre d'ensemble que concernant toute la Chrétienté : et cette œuvre-là ne peut être entreprise qu'après les monographies détaillées du pèlerinage à Saint-Jacques dans chaque pays. Il suffit de penser aux difficultés d'établir en France le tracé des chemins que des opinions récentes, fondées sur la topographie et la connaissance des lieux dits, croient diffus en un chevelu de plus en plus ramifié au fur et à mesure que l'on s'éloigne des Pyrénées, pour être assuré que cette tâche n'est pas très près d'être accomplie. « *Las Peregrinaciones a Santiago de Compostela* » demeurera longtemps la somme essentielle dont aucune bibliothèque de médiéviste digne de ce nom ne pourra se passer. S'appuyant sur elle et sur ses émules, une autre équipe d'érudits pourra peut-être un jour rechercher dans quelle mesure le pèlerinage de Saint-Jacques facilita la connaissance mutuelle des hommes qui vivaient des deux côtés des Pyrénées, décrire comment, au cours des âges, Français, Allemands et Anglais se représentaient la Péninsule Ibérique et ses habitants, dégager l'idée que se faisaient Basques, Léonais et Galiciens des pays de la France actuelle et de leur civilisation d'après les pèlerins qui en venaient.

Y. RENOARD,

Doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux.

DU CONCILE DE TRENT : RÉFLEXIONS AUTOUR D'UN IV^e CENTENAIRE

La célébration du centenaire du Concile de Trente a le rare privilège de n'être point limitée à une année près. Étalé sur presque vingt ans du XVI^e siècle, de 1545 à 1563, avec deux reprises successives, le Concile de Trente, pour les périodes exigeantes de commémorations, offre cette singulière commodité de n'emprisonner point dans des dates étroites : l'on y peut penser vingt ans. Il semble bien cependant, à en juger par la littérature historique qu'il a inspirée ces années dernières, que ce soient les années de ses débuts, la période héroïque et parfois violente qui se déroule sous le pontificat de Paul III, qui aient été choisies pour permettre — tel est en définitive le bon usage des commémorations au regard de l'histoire — de faire notre examen de conscience historique concernant cet événement capital à plus d'un titre dans l'histoire moderne et contemporaine qu'est l'assemblée tridentine, persévérente et victorieuse.

Le « point » de cette conscience historique, ou plus exactement les réflexions d'un examen, proche et détaché à la fois, compréhensif des exigences religieuses d'alors et d'aujourd'hui, mais non moins animé d'une volonté de situer problèmes, hommes et faits dans une perspective d'ensemble — qui est la purification même de l'histoire, telle voudrait être l'ambition de cette méditation sur la réalité de l'événement tridentin dans la conscience historique d'aujourd'hui.

Ce qui pose tout de suite deux questions préalables. La première concerne l'état de l'historiographie européenne pour ce qui regarde l'histoire même du Concile. Jusqu'à 1949, où paraît le premier tome de la monumentale *Geschichte des Konzils von Trient* de Mgr Hubert Jedin¹, il n'y a pas une histoire du Concile de Trente, pris dans sa réalité historique propre. Du moins une histoire comme nous l'entendons, après les périodes romantique et « scientifique » de l'historiographie moderne. Au XVII^e siècle, en effet, avaient paru en répliques alternées l'intelligente et cauteleuse *Istoria del concilio Tridentino*, du servite hérétique fra Paolo Sarpi et l'orthodoxe, honnête et laborieuse *Istoria del Concilio di Trento* du jésuite Sforza Pallavicini, plus tard cardinal. Épisodes de la Contre-Réforme où l'esprit de controverse s'allie curieusement à un effort de documentation historique remarquable chez le jésuite aussi bien que chez le frère ennemi. L'un et l'autre, dans le

1. H. JEDIN, *Geschichte des Konzils von Trient*; Band I : *Der Kampf um das Konzil*. Fribourg, Herder, 1949, XIII-643 p. L'histoire sera complète en trois volumes (traduction Clara Valente). Une traduction italienne paraît simultanément par les soins de la Casa Editrice Morcelliana, de Brescia : *Storia del Concilio di Trento*. Vol. I : *La Lotta per il Concilio*, 486 p.

développement de la lutte entre l'orthodoxie de plus en plus consciente d'elle-même et l'hérésie avisé des forces et des faiblesses essentielles, ne s'étaient point trompés en choisissant pour l'attaque comme pour la défense de traiter volumineusement de l'histoire du Concile. Ces hommes de religion, conscients des valeurs vraies et des forces de la bataille, avaient reconnu l'événement historique capital à la vie, et donc à l'intelligence, de la religion moderne. Deux siècles, cependant, s'écoulèrent pour que l'importance du Concile de Trente, dégagée par la controverse, fût à nouveau prise en considération par l'historiographie allemande. L'*Histoire des Conciles d'Hefele-Hergenrother* attendait, dans la suite de la continuité conciliaire, son Concile de Trente ; elle le possède aujourd'hui, et de bonne plume française¹. Mais c'est surtout l'inlassable labeur des hommes de la Görresgesellschaft qui, dans une série de publications quadripartite concernant les Journaux, les Actes, les Lettres et les Traités du Concile, constituera le « corpus » de l'histoire tridentine, à partir duquel maintenant une histoire fondée sur un inventaire quasi exhaustif du matériel devient possible². On pourrait souligner l'heureuse rencontre et montrer non sans facilité que cet énorme travail scientifique a permis aux années où nous sommes la célébration autrement que lyrique du IV^e centenaire. Ce serait s'en tenir à l'extérieur des faits. Qu'il ait fallu attendre jusqu'à la mi-vingtième siècle pour que l'historiographie puisse en claire connaissance poser le problème de la réalité historique du Concile de Trente dépasse la petite histoire d'éphémérides. En fait,

1. *Histoire des Conciles* : t. IX : *Concile de Trente*, par P. RICHARD. Paris, 1^{re} et 2^e partie, 1930-1931, 1.059 p., et t. X, 1^{re} partie : *Les décrets du Concile de Trente*, par A. MICHEL, 1938, LVIII-661 p. Jusqu'où cette « compartmentation » est-elle heureuse ? Elle présente à coup sûr, pour une histoire compréhensive du Concile, plus d'inconvénients que d'avantages.

2. *Concilium Tridentinum Diariorum Actorum Epistolarum Tractatuum nova collectio* edidit Societas Gorresiana. Fribourg-en-Brisgau, Herder, in-4°, dep. 1901. Le tome VI (*Actorum Pars Tertia. Volumen Prior*), contenant les actes du Concile de Bologne par Massarelli, vient de sortir chez Herder, œuvre posthume de Sébastien MERKLE, mise au point et complétée par Th. FREUDENBERGER.

Il paraît utile de donner ici, pour d'éventuelles recherches, un plan sommaire de l'ensemble des volumes déjà parus du *Concilium Tridentinum* :

Diaria, t. I-III : t. I, *Diariorum pars prima* : H. Severoli commentator; Angeli Massarelli diaria, I-IV, édit. S. MERKLE, 1901, cxxxii-932 p.; t. II, *Diariorum pars secunda*. Massarelli diaria, V-VII, L. Pratani, H. Seripandi,..., O. Panvinii,..., P. G. de Mendoza... commentator, clxxvii-964 p., édit. S. MERKLE, 1911; t. III (1^{re} partie), édit. Séb. MERKLE. Fribourg, 1931, in-4°, VIII-762 p., sur la dernière période du Concile sous Pie IV : contient surtout le *diarium* de Gabriel Paleotti.

Acta, t. IV-IX : les t. IV (Pars prima, 1904, cxli-619 p.) et V (Pars altera, 1911, 1.079 p.), dus à EHSUS, concernant le Concile sous Paul III jusqu'à la translation de Bologne; le t. VI, récemment paru, œuvre posthume de MERKLE, mise au point par FREUDENBERGER, concerne les actes du Concile de Bologne; les t. VIII et IX de EHSUS, le Concile sous Pie IV (1919, xiv-1.024 p., et 1924, xxxi-1.193 p.). Reste à paraître le t. VII (Concile sous Jules III).

Epistulae, t. X-XI : dus à G. BUSCHBELL, t. X (1916), lxxvi-996 p.; t. XI (1937), xliv-1.050 p. Le t. X contient les lettres du 5 mars 1545 au transfert à Bologne (mars 1547); le t. XI, avec de nouvelles lettres de la période précédente, les lettres du 13 mars 1547.

comme il n'y a pas de hasard en histoire, cette découverte du Concile de Trente s'impose quand elle doit. C'est-à-dire au moment où nous devons capables d'analyser cette réalité du Concile dans toute sa complexité et sous tous ses aspects religieux, politiques, peut-être même spirituels. A un moment aussi — c'est en général le temps des « découvertes » — où il nous est possible dans l'achèvement d'une période d'évolution historique de mesurer l'importance pour le « spirituel » de la période moderne d'une synthèse dont la puissance se trouve aujourd'hui en complète transformation. Il y a à mieux que les célébrations du IV^e centenaire, mais la grâce de notre temps.

L'autre aspect de l'historiographie du Concile de Trente est qu'elle reste encore marquée de ses origines, c'est-à-dire de l'esprit de controverse, parure et stérilité de toute une « littérature » moderne. Nous avons des histoires « protestantes » du Concile ; nous avons surtout des histoires « catholiques ». Il n'y a pas d'histoires tout court du Concile de Trente, même quand elles se déclarent telles. Là encore l'immense effort de l'érudition catholique allemande, toujours, quoiqu'elle en ait, à la limite de la défiance à l'égard de Rome, aura préparé les voies d'une prise de conscience plus objective du jeu des forces spirituelles et temporelles dans cet épisode considérable de trente ans du XVI^e siècle, où s'est vécu, avec une intensité qui semble avoir dépassé les acteurs eux-mêmes, le drame le plus profond de l'anti-moderne et du moderne. Un débusquage de toutes les sources utilisables fait avec une admirable volonté d'honnêteté doit enfin permettre cette histoire du Concile, qui ne démontre pas, mais explique. Certaines synthèses pourront toujours peu ou prou se colorer d'une intention apologétique. D'autres deviennent possibles, pour « situer » avec précaution et révérence un fait majeur de l'histoire moderne, autour duquel les « frères ennemis » doivent se retrouver, jusque dans les condamnations mêmes, dans une œcuménicité plus haute, celle de la conscience du temps créateur qui unit, sans jamais opposer, à l'encontre de ce qu'enseignent dialecticiens et controversistes. Le R. P. Cavallera, dans un article du *Bulletin de littérature ecclésiastique* consacré en 1942 au centenaire du Concile de Trente, proposait la constitution d'une équipe internationale de recherches qui célébrerait de façon active le IV^e centenaire en réalisant et coordonnant un travail considérable d'exploration nationale sur les participations au Concile et les conséquences de celui-ci dans la vie religieuse postérieure de chacun des pays catholiques

au 18 octobre 1552. La collection ne prévoit pas, fort regrettablement, les lettres se rapportant à la troisième reprise sous Pie IV.

Tracéesus, t. XII-XIII : dus à MM. SCHWITZER et JEDIN, t. XII (1930, LXXX-884 p.) et t. XIII (1938), en partie seulement.

Un XIV^e tome doit clore la collection : *Supplements ad praecedentes tomos*.

On ne dissociera pas de l'œuvre de la Görresgesellschaft l'œuvre de publication des nuntiatures d'Allemagne entreprise dès la fin du XIX^e siècle par les deux Instituts historiques de Prusse et d'Autriche à Rome, sous le titre *Nuntiaturberichte aus Deutschland*, recueil de documents centré, mais non moins précieux.

d'Europe¹. L'appel d'un des théologiens les plus avertis de l'histoire du Concile semble n'avoir pas été entendu, du moins pour ce qui concerne la coordination des efforts. Il demeure toujours valable, comme une nécessité de l'intelligence historique de la vie religieuse contemporaine. Mais pourquoi risquer de le limiter aux seuls catholiques? Quelle plus belle célébration que de faire de l'histoire du Concile de Trente un bien du patrimoine commun et de réaliser autour d'elle une œcuménicité supérieure, celle des hommes de bonne foi, dans la conscience, qu'à Trente, dans cette ville impériale perdue aux confins de l'Italie, peu propre à contenir la population d'un concile et de surcroît malsaine, a été vécu l'un des faits majeurs de l'histoire de notre temps, dont dépend pour tous, croyants et incroyants, la claire connaissance d'eux-mêmes.

En ce sens, l'honnête manuel de M. l'abbé Cristiani, dans une collection qui cherche l'objectivité, ne semble pas devoir travailler à une compréhension réciproque. *L'Église à l'époque du Concile de Trente*², effort judicieux de synthèse de la vie du monde catholique avant et pendant les années tridentines, demeure en effet, dans la présentation comme dans la volonté d'analyse des conditions générales, trop limité à une conception traditionnelle de l'histoire confessionnelle, survivance de l'esprit de controverse. C'est dire que tout ce qui n'est pas dans le sens d'une vision assez étroitement orthodoxe est traité sans sympathie. Charles Quint d'abord, dont l'historiographie allemande, espagnole et même française (je songe au Charles Quint tel qu'il se révèle des analyses si pénétrantes de M. Marcel Bataillon dans *Érasme et l'Espagne*), nous a donné ces années dernières une figure autrement attachante et complexe jusque dans ses impuissances mêmes, que celle de cet Empereur étudié seulement par le biais de ses rapports avec Rome, déloyal à l'égard de la puissance spirituelle, délibérément hypocrite (cf., p. 69, l'allure des faits), ou grossièrement outrageant. Rien de tout cela n'est faux certes, mais la manière de le présenter (cf. p. 89), sans aucun effort de comprendre l'homme, sa politique, ses réactions qui sont bien celles d'un féodal de son temps, et surtout cette inclination de plume à donner toujours tort d'un même côté, raison de l'autre, ne saurait plus réussir à convaincre. Luther est encore plus mal traité. Peut-être l'érudit historien de Luther³ a-t-il été gêné par ses études ou bien par le découpage de la collection où un volume entier est consacré, dans une noble et juste vision de l'ensemble des rapports historiques, rare jusqu'ici dans une Histoire de l'Église, à « la Crise religieuse du XVI^e siècle »⁴. Quelques pages au début du

1. *Bulletin de littérature ecclésiastique*, juillet-septembre 1942, p. 151-168.

2. Paris, 1948, t. XVII de *l'Histoire de l'Église*, publiée sous la direction de A. FLICHE et V. MARTIN, 495 p.

3. L. CRISTIANI, *Du luthéranisme au protestantisme. Évolution de Luther de 1517 à 1525*. Paris, 1911.

4. *La crise religieuse du XVI^e siècle*, par E. DE MOREAU, P. JOURDA et P. JANELLE. Paris, 1950, 461 p.; t. XVI de *l'Histoire de l'Église* — dont il sera prochainement rendu compte.

livre ne pouvaient, cependant, suffire à situer le drame de Luther, la nécessité de l'appel au Concile dans le développement même de sa défense comme de sa conception de l'Église. Il en résulte que, dès le commencement, Luther fait figure de condamné naturel, ou d'insoumis diabolique, devant la justice triomphante. Image peut-être naturelle dans l'esprit d'un théologien, mais ce qui gêne plus que tout c'est la propension à chercher toujours, dans l'affirmation de l'adversaire, le biais ou l'arrière-pensée. Les quelques pages, où il eût été souhaitable de présenter Luther dans toute sa puissance d'hérésie, sont surtout un procès de tendance (la p. 17 en particulier). Quand donc renoncera-t-on à cette apologétique vaine? Qu'on ne dise pas qu'en stricte orthodoxie ces perspectives sont de règle. Il suffit de relire le beau livre du R. P. M.-J. Congar, *Chrétiens désunis*, pour y trouver dans l'intelligence de la Réforme luthérienne un autre effort « irénique », et des phrases comme celle-ci : « Luther est obsédé par le désir de trouver la paix du cœur, un contact vivant, chaud, consolant avec son Dieu¹ », qui nous mettent dans le vif de l'homme, et donc de l'histoire. Aussi bien, puisque le mot d'irénisme est venu sous la plume, l'attitude de connaissance historique peut-elle être autre qu'irénique, en matière d'histoire religieuse bien plus qu'en aucune autre?

* * *

Les histoires du Concile de Trente évitent encore une « sociologie » du Concile, c'est-à-dire l'étude statistique de sa composition et de sa fréquentation. Le *Concilium Tridentinum* nous permettrait maintenant de l'établir, jusque dans l'intimité du Concile, au gré des *Acta* et des *Diaria*. Mais l'inventaire sommaire des publications imprimées à l'occasion du IV^e centenaire nous enseigne déjà ce que confirmerait cette étude — le caractère « méditerranéen » de la fréquentation tridentine. Sans qu'il faille avec Leibnitz parler presque d'« un synode de la nation italienne », le zèle des écrits d'aujourd'hui manifeste exubéramment la dominante ethnique de l'assemblée trois fois réunie dans la lointaine ville d'Empire. Avec cette étiquette d'appartenance nationale durcie dans nos habitudes d'écrire — elle était déjà bien vivante à Trente — c'est l'Espagne et l'Italie qui célèbrent le plus la commémoration tridentine. L'Espagne annonce même la publication d'un *Corpus tridentinum hispanicum* dont le premier volume donnerait, d'après un manuscrit inédit de la bibliothèque de Santa Cruz de Valladolid, la biographie des cent soixante-quatre Espagnols qui assistèrent au Concile. Parallèlement, l'importante revue espagnole *Razon y Fé* et l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan ont tenu à célébrer dans des volumes collectifs

1. M.-J. CONGAR, *Chrétiens désunis. Principes d'un « Ecuménisme » catholique*. Paris, 1957, p. 23 (*Unam Sanctam*). On l'analyse si attentive, et marquée d'un émouvant souci de comprendre, du R. P. DE MORRAU, dans *La crise religieuse du XVI^e siècle*.

la commémoration tridentine¹. Un effort d'investigation historique, au demeurant appréciable, se manifeste en Espagne surtout et au Portugal pour dénombrer l'importance de la participation nationale au Concile et en étudier le travail. Ainsi le livre fort ample de Mgr José de Castro, *Portugal no Concilio de Trento*², qui concerne surtout la troisième période du Concile par l'importante personnalité de Barthélemy des Martyrs et qui publie *in extenso* les avis des théologiens portugais. Pour l'Espagne, c'est la participation navarraise au Concile qu'étudie le R. P. J. G. Gaztambide, dans la *Revista española de teología*³, ou bien, légitime fierté universitaire, les théologiens de Salamanque (S. G. Rivas, S. J., *Teologos salmantinos en Trento*)⁴; enfin, les familles religieuses (B. Oroni, *Los franciscanos españoles en el concilio de Trento*)⁵. Ce sont elles surtout qui, dans les pays méditerranéens, célèbrent Trente. D'initiative franciscaine, mais associant généreusement à cette entreprise d'inventaire « régulier » tous les Mendians, les Bénédictins, les Carmes et jusqu'aux Chevaliers de Malte, cette série de cours du Studio Teologico per Laici de Florence, réunis en volume sous le titre de *Il Contributo degli Ordini Religiosi al Concilio di Trento*⁶, représente un bel effort pour manifester, non sans quelquefois revendiquer, l'apport essentiel de vie, de présences, de foi et de savoir que les ordres religieux engagèrent dans l'événement tridentin. Célébration de pays méditerranéens et quelque peu la France, fête des « réguliers », tels sont les traits d'une bibliographie des publications du IV^e centenaire. Ce sont aussi les aspects maîtres d'une sociologie du Concile. Que l'on prenne à n'importe quel moment l'histoire des assemblées successives de Trente, on y trouvera, tant du côté des pères définiteurs que du côté des théologiens, une écrasante majorité d'Italiens, avec un solide peloton d'Espagnols ; brochant le tout et souvent le pittoresque même du Concile, quelques Grecs des îles. Dénombrons, par exemple, les définiteurs de la V^e session, du 17 juin 1546, où est promulgué le décret concernant le péché originel. Le *Sacrosancta œcumonica et generalis Tridentina synodus* comprend les trois légats, dont deux sont Italiens, un Anglais ; le quatrième cardinal est Espagnol ; des neuf archevêques, quatre Italiens, un Espagnol, un Grec ; sur les quarante-neuf évêques, plus de quarante sont Italiens, Espagnols, Grecs, avec un Dalmate. Les deux abbés sont Italiens,

1. *El concilio de Trento. Exposiciones y Investigaciones*, per collaboradores de RAZON Y FR. Madrid, 1946 ; *Il IV Centenario del concilio di Trento*. Milan, 1946.

2. Lisbonne, 1944-1945, 4 vol. in-8°.

3. 1945, t. V, p. 179-247, corrections utiles surtout quant à la biographie des personnages d'après des documents tirés des archives de Pampelune.

4. In *Las Ciencias*. Madrid, 1946, t. XI, p. 115-138.

5. *Verdad y Vida*. Madrid, 1946, t. IV : toute une série d'articles. De même V. D. CARRO, *Los Dominicos y el concilio de Trento*, *Ciencia Tomista*, de Salamanque, t. LXXV-LXXVI (à suivre). Il va sans dire que nous ne signalons que les articles qui nous paraissent utiles à une « sociologie » du Concile.

6. Firenze, s. d. (1945), 378 p.

comme deux sur trois des généraux d'ordre¹. Donc, pour un total de soixante-neuf Pères, les trois quarts au moins physiquement, historiquement, traditionnellement méditerranéens. La proportion s'établit largement au delà des trois quarts pour les Pères signataires de l'acte final du Concile le 4 décembre 1563², si l'on rattache justement aux Méditerranéens les évêques savoyards, le Florentin Del Bene, évêque de Nîmes, qui signe « *indignus* », ou les procureurs jésuites du cardinal-évêque d'Augsbourg, tous deux Espagnols. Mais la comparaison de ces proportions abstraites ne saurait traduire la différence de qualité qu'il y a jusque dans la quantité. Une majorité de plus des trois quarts sur deux cent trente-six Pères est psychiquement, collectivement, beaucoup plus importante qu'une majorité à peu près équivalente sur soixante-neuf. Il y a une puissance du nombre. Ainsi la majorité de la fin du Concile peut-elle bien être considérée — sans jouer vraiment sur les mots — comme une majorité écrasante. Et nous n'avons pas dénombré les théologiens, l'âme vivante du Concile derrière les Pères. Ils sont là, sinon aussi nombreux que les définiteurs, du moins troupe attentive et serrée, non moins méditerranéenne. Sur quarante-deux théologiens dominicains qui ont participé au Concile, à peine quatre ou cinq qui ne soient des fils des péninsules, des îles ou des rivages de la mer de lumière³. Un dépouillement soigneux de Mgr Palatucci relève, pour les Mineurs conventuels, soixante-huit théologiens présents à l'une ou l'autre des assemblées tridentines : quatre ou cinq à peine peuvent n'être pas méditerranéens⁴. Chez les Augustins, où il y a quelques Français, les proportions ne changent guère. La dominante tridentine est bien toute méditerranéenne. La sociologie n'établit rien d'autre que cette constatation, essentielle, des faits. L'histoire peut les expliquer, et l'utilisation dans un sens de controverse, seulement en fausser la réalité que pour nous ils doivent prendre. Cette réalité méditerranéenne des réunions tridentines est l'un des points essentiels d'une géographie spirituelle du monde moderne. La rendre responsable de l'échec du retour à l'unité est imaginer sur l'histoire. Le fait est que les pays du Midi sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient à la rencontre des pays du Nord et pour qui feuillette l'histoire du Concile, non sans crainte d'ailleurs et donc non sans courage. Pouvaient-ils aller plus « haut » encore ? Il y avait eu Bâle ; il y avait eu Constance. Mais surtout, au delà de ces épisodes, cette découverte nordique d'un génie neuf de la religion. *Devotio moderna*, a-t-on dit. Il y a, en effet, dans la fin du Moyen Age toute une recréation de religion qui s'opère. Elle exprime la vision du monde, les besoins de structure interne et collective des hommes du Nord. Ceux du Midi n'en ont cure. Bien plus, elle n'est ni de leur génie ni de leur besoin. Qui pourrait pénétrer ce qu'il y a peut-être de tropisme de défense dans l'empressement méditerranéen — Rome aidant certes — à la

1. *Mansi, Ampliss. Coll. Concil.*, t. XXXIII, p. 24-27.

2. *Concilium Tridentinum*, t. IX, p. 1111-1120.

3. Nous suivons les chiffres du P. TAURISANO dans *Il Contributo*, p. 53-54.

4. *Il Contributo*..., p. 97-122.

fréquentation tridentine ? Au moment où, en définitive, s'épuise la grande histoire méditerranéenne, Trente exprime un magnifique sursaut de vitalité. Et c'est dans cette affirmation tridentine que vont se nouer les destins de ce qu'une histoire approximative appelle la Contre-Réforme, qui ne pourra plus désormais être que méditerranéenne et romaine. Rome l'a-t-il voulu ? Rome en a-t-il eu conscience ? Malgré la pénétration politique du génie du pape Farnèse, rien ne saurait permettre de l'affirmer. On a l'impression au contraire — c'est peut-être ce qui fait l'ingratitude apparente d'une histoire de la Contre-Réforme — que Rome, forte de ses promesses d'éternel, s'est soumise aux circonstances. La Méditerranée s'est reconnue autour d'elle, cependant qu'une autre découverte du monde, à peu près contemporaine du déroulement tridentin, créait les conditions d'un élargissement nécessaire de la vieille Chrétienté aux dimensions d'un monde plus vaste et autre. Ces deux réalités sont données en même temps. Qui aurait pu, des hommes du XVI^e siècle, pressentir qu'il y avait quelque chose de providentiel dans cette coexistence nécessaire, qui devait devenir lentement consciente ? Transformation de l'ancienne Chrétienté, la Catholicité romaine en devait naître. Dans les temps de récréation, de repli géographico-spirituel que Trente, en définitive, inaugure, pour au moins deux siècles d'histoire.

L'autre réalité sociale du Concile, que confirment les publications d'aujourd'hui, est que le Concile de Trente fut une grande assemblée de réguliers. Des pointages presque précis demeurent possibles. Nous nous contenterons de quelques constatations aisément vérifiables. La très grande majorité des théologiens d'abord est composée de réguliers et les théologiens arrivent par moment à être un bon tiers de la réunion tridentine. Parmi les définiteurs d'autre part, en dehors des abbés et des généraux d'ordre, part infime quantitativement de la décision conciliaire, il y a nombre de réguliers, religieux chargés d'un diocèse. Ainsi sur soixante-douze dominicains dénombrés comme ayant participé au Concile soit à titre de définiteurs ou de procureurs, soit à titre de théologiens, on relève six archevêques et dix-neuf évêques, donc plus d'un tiers parmi les « pères » du Concile. Proportions bien moindres chez les Conventuels, les Carmes, les Augustins, mais qui donnent cependant au travers des différentes reprises huit « Pères » Conventuels, sept Carmes, six Augustins, deux évêques bénédictins et neuf abbés, par exemple. Sans compter — ce que les *Acta* ne laissent pas toujours dénombrer — les religieux qui font partie comme théologiens des ambassades des princes. D'autres encore, ces secrétaires de théologiens, que l'on soupçonne sans pouvoir jamais les chiffrer. Partout surgissent les robes de réguliers dans ces assemblées de Trente. Avaient-ils été appelés ? Du moins, ils sont venus nombreux et l'un des leurs, le tout-puissant dominicain Pedro de Soto, confesseur de Charles-Quint, savait fort bien ce qu'il faisait, quand il pesait de toute son autorité, grande, pour choisir comme théologiens du Concile des réguliers au détriment des séculiers. Sepulveda, qui le relève dans son *De Rebus gestis Caroli Quinti*, note avec flegme que les religieux, surtout d'un même ordre,

ont l'habitude de s'aider entre eux¹. C'est un fait que les religieux, à Trente, se sont beaucoup aidés, reconnus, soutenus. L'atmosphère intellectuelle et spirituelle du Concile de Trente est leur œuvre même. On pourra dire, au gré des événements, qu'ils étaient là, selon leur vocation, pour la défense de Rome, ou bien pour prendre leur revanche de tous les novateurs et érasmiens inquiétants avec qui, depuis leur apparition, ils ne cessaient de rompre des lances. Vengeance de moines, comme Léon X avait pu penser aux premiers temps de Luther qu'il ne s'agissait que d'une querelle de moines ? Au delà des épisodes, il faut écrire, de cette présence massive des réguliers à Trente, victoire de moines. Non pas les moines du primitif monachisme, déjà très entachés de décadence ou soucieux d'autres réalités plus entières, mais les Mendiant militent et enseignant, nés dans la crise et les certitudes du XIII^e siècle. Aussi bien — c'est là le fait essentiel peut-être de cette sociologie tridentine — étaient-ils les seuls prêts à pouvoir affronter, dans un très court délai de temps, l'épreuve essentielle du Concile, qui était de condamner et de définir. Luther, Érasme ont paru, depuis trente ans environ, quand se réunit le Concile — du moins par leurs œuvres ou leurs actes essentiels, et il n'y a pas eu encore, en dehors d'une condamnation définitive et de controverses, de grandes réponses, décisives et sublimantes. Rien d'émouvant, par exemple, comme de retrouver, dans les documents concernant des hommes éminents comme Seripando ou Cervini, le souci où ils sont, pendant les délibérations mêmes du Concile, de se documenter, d'acheter des livres, livres hérétiques ou suspects, ou bien, comme cela paraît dans les papiers de Cervini ou de son frère, Romolo², manuscrits de grands textes du patrimoine chrétien. Nobles seigneurs de l'intelligence, consciences inquiètes des frémissements religieux de l'époque, plus ou moins participant encore des imprégnations d'une Renaissance jadis platonicienne, maintenant érasmienne, mais toujours chrétienne, eux, ne sont pas prêts ; ils voudraient mieux éclairer leur doctrine. Ceux qui sont venus tout prêts l'emporteront naturellement. Qu'on se rappelle — pour passer d'une sociologie de la quantité à une sociologie de la qualité — le rôle décisif joué par les deux jeunes théologiens jésuites, Lainez et Salmeron, dans les délibérations essentielles concernant le péché original et la justification par la foi. Paul III avait reconnu en eux des serviteurs intrépides : ils rayonnaient aussi des certitudes d'un enseignement théologique reçu aux écoles de Paris et d'Espagne. Derrière eux, trois siècles ou presque d'élaboration scolaistique, comme derrière la plupart des réguliers qui sont à Trente³. Leur présence massive est la certitude d'un accomplisse-

1. Cité par A. MOREL-FATIO, *Historiographie de Charles Quint*. Première partie. Paris, 1913, p. 65.

2. Léon DOREZ, *Un élève de Paul Manuce : Romolo Cervini*, in *Revue des Bibliothèques*, t. V, 1895, p. 139-143, 153-179.

3. Le P. Beltran de Heredia a récemment insisté sur les efforts convergents de Cisneros et des réguliers en Espagne pour ramener le clergé à l'étude de la théologie (*La Teología en la Universidad de Alcalá*, in *Rev. esp. de teología*, 1945, t. V, p. 145-178).

ment¹. Leur ordre du monde doit l'emporter, et avec lui, toutes les conséquences d'un aristotélisme chrétien, qui va imposer à tout l'esprit moderne ses règles communes. Le Concile de Trente marque la décisive victoire de la théologie scolaïque dans la « vie intérieure » de l'Église moderne. Quand tout un développement social tend à refuser de plus en plus, depuis le XIII^e siècle, la réalité de l'« état » monastique et s'éloigne de la conscience des valeurs authentiques qui font peut-être en tout état d'équilibre social, quel qu'il soit, un monachisme nécessaire — autrement dit, quand la société demande de plus en plus la confusion ou tout au moins la non-différenciation du « profane » et du « sacré » — les religieux des familles nouvelles imposent silencieusement leur conscience de l'univers. Ils étaient prêts, et de plus loin que les Renaissances trop proches. Peut-on ne pas reconnaître leur juste mérite et que, dans la mesure où l'Église s'engageait dans la voie de la définition dogmatique — ce fut une exigence essentielle, et géniale, de Rome — il n'y avait peut-être pas d'autre solution que d'accepter cette maîtrise des réguliers toute prête.

* * *

Après la sociologie du Concile, la « vie économique » du Concile. Non la petite histoire des logis et des nourritures, mais le problème des ressources pour que le Concile soit possible. Une histoire religieuse traditionnelle ne s'occupe pas de ces matières, et parler de l'envers économique du Concile peut sembler une irrévérence. Preuve de régression, sinon en une civilité au demeurant fort abstraite, au moins dans cette conscience de l'homme total, qui demeure l'une des santés des hommes du XVI^e siècle. Il faut savoir gré à l'abbé Richard de l'avoir souligné tranquillement, partout où il convenait. Le Concile de Trente, comme toute assemblée d'hommes, a vécu d'argent, et cet argent pour une très grande partie venait de Rome. Non seulement ce que l'on pouvait appeler les « frais généraux » de l'assemblée, mais aussi l'entretien, le Concile durant, des évêques pauvres. Ainsi que l'écrit l'abbé Richard, dans le meilleur esprit du temps : « Cela se faisait tout naturellement, ne choquait, ne gênait personne ; la correspondance entre le pape et les légats établissait, comme il convient, ces détails matériels, de ménage, sans provoquer d'embarras, de contradiction, d'esclandre². » Bonne histoire, qui remet les choses en leur vraie place. Qui pourrait s'indigner ou se taire, quand les hommes du temps n'y trouvaient pas le moindre décret. Ce que nous apprenons, du secret des correspondances, était pratique naturelle de vie. La moindre expérience des « epistolarii » du XVI^e siècle dé-

1. On note essentiellement, dans les discussions des théologiens, la participation des réguliers. Cf., à propos de la préparation de la XXI^e session, R. P. F. CAVALIERA, *L'interprétation du chapitre VI de saint Jean. Une controverse exégétique au Concile de Trente*, in *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. X, p. 689.

2. P. RICHARD, *Concile de Trente*, IX (1), p. 36.

couvre sans cesse, jusque dans les recueils imprimés, cette mendicité noble où les hommes d'alors ne s'abaissent nullement. Que l'on relise par exemple, au temps justement de la préparation conciliaire, les lettres de l'un des hommes les plus éminents, les plus authentiques aussi de la Contre-Réforme naissante, le cardinal Jacques Sadolet, qui, du fond de son évêché comtadin, où il se trouve fort heureux de vivre en sage, mais paralysé faute d'argent pour les voyages que Paul III lui fait demander d'entreprendre, s'en explique simplement, mais fermement, avec le tout-puissant cardinal-neveu, Alessandro Farnèse. Une doctrine, une attitude éclatent dans ces paroles pleines de dignité : « Je ne le relève pas, pour n'avoir pas l'intention de ne pas m'acquitter volontiers de tous mes devoirs d'obéissance à l'égard de Sa Sainteté ; mais il me semble cependant qu'il faut réfléchir à ne commander que des choses possibles. Car, ainsi que l'enseigne saint Augustin, Dieu lui-même ne peut commander ce qui ne se peut faire ; autrement, il serait injuste¹. » La lettre est du 21 janvier 1543 : elle demande aide matérielle, comme une justice, pour que l'obéissance soit accomplie. Dans la dernière partie du Concile, sous Pie IV, les lettres de cet autre cardinal-neveu, qui deviendra saint Charles Borromée, se soucient de même, et dans un esprit analogue, des nécessités matérielles des Pères du Concile.

Qu'en conclure ? D'abord que, selon toute probabilité, d'après l'état d'avancement des recherches d'archives, nous n'arriverons pas à étudier à fond le financement du Concile. Mais cela importe-t-il ? Ce qui compte, c'est de pouvoir affirmer, avec les faits eux-mêmes, que Rome a porté la part essentielle des dépenses du Concile. Économiquement, le Concile de Trente est un concile romain. Ne nous hâtons pas d'en tirer de mesquines conséquences. Une histoire compréhensive des hommes ne juge pas : elle donne seulement aux faits leur importance véritable. Celui-ci est capital pour l'intelligence de la réalité entière du Concile de Trente. Et d'autres aspects de la Contre-Réforme avec lui. L'immense effort qui, dans son aspect matériel, a rendu possible les trois reprises du Concile sur près de vingt années d'un siècle a concerné presque entièrement la papauté. Il n'est pas jusqu'aux charges de protection du Concile qu'elle n'ait tenu à supporter pour écarter toute servitude du côté de la puissance temporelle. Qui songerait à souligner que ce faisant Rome travaillait pour elle ? Bien plutôt, elle sert, au travers d'un développement historique complexe, une réalité plus haute dont nous tâcherons plus loin de dégager les significations. Au plan économique qui nous occupe, il n'est pas sans importance de souligner que le Concile de Trente est lié, dans son existence historique, à la puissance économique de Rome. Comme toute la Contre-Réforme elle-même. En dépit de l'extrême détresse de la papauté sous Adrien VI ou après le sac de Rome, la papauté était riche, forte des revenus assurés par l'admirable organisation

1. *Lettere del Card. Jacopo Sadolet e di Paolo suo Nipote*. Modena, 1871, p. 78. Les lettres sont publiées d'après les originaux de l'Archivio Governativo de Parme par A. Ronchini.

de la Curie réalisée par les papes d'Avignon. La Contre-Réforme n'est pas le réflexe spirituel d'une papauté misérable. Au contraire, elle se développe — ce qui est marque de santé et de force — des œuvres d'une Église capable dans son chef de porter matériellement l'immense effort partout affirmé d'une vitalité spirituelle. A toute une historiographie partisane qui a eu longtemps tendance à considérer la Contre-Réforme comme une réaction stigmatisée d'impuissance — le nom qui lui a été infligé l'exprime à suffisance — la réalité économique du Concile de Trente est la meilleure des réponses. Et pourquoi une histoire, soucieuse de connaissance, ne doit pas manquer de souligner cette puissance matérielle de l'Église, fondement ou mérite, comme l'on voudra, d'une autre puissance.

* * *

Un troisième aspect de la vie historique du Concile de Trente est l'élaboration spirituelle, sur le plan des définitions dogmatiques comme des décrets de réforme, qui s'accomplit en lui. Les théologiens, dont le Concile de Trente est la chose et qui pensent par attitude d'esprit *sub specie aeterni*, ont eu largement tendance à travailler sur les définitions tridentines comme sur des réalités intemporelles. Dès lors, on ne comprend plus, pourquoi et à ce moment, cette gigantesque synthèse de doctrine. Ou plutôt si, on le comprend et on en fait, sur un plan naturel d'opposition et un esprit de controverse, une réplique puissante et décisive à l'hérésie. C'est encore mieux coiffer ce nom injuste de Contre-Réforme et confirmer la « négativité » de ce qui est à l'encontre bien autre chose. Par fortune, pour l'histoire, une petite équipe de théologiens, parmi lesquels s'impose avec l'autorité d'une admirable conscience le R. P. Cavallera, s'est attachée, en parfaite connaissance de la matière, à étudier l'élaboration même des décrets ou plus amplement l'évolution théologique qui y conduit. On ne peut pas dire que nombreux soient ces théologiens, ni que la commémoration du IV^e centenaire en ait notablement grandi le nombre. Mais le P. Cavallera demeure fidèle à la tâche et, dans le *Bulletin de littérature ecclésiastique*, a entrepris depuis 1946, selon cette méthode d'une sobriété scrupuleuse qui est la sienne, l'analyse de la session VI du Concile de Trente sur la justification¹, session capitale entre toutes, comme il avait un peu plus tôt, à propos de la IV^e session, étudié « La Bible en langue vulgaire au Concile de Trente² ». Ainsi se préparent de

1. *Bull. litt. ecclésiastique*, t. XLVII-L (à suivre).

2. *Mélanges E. Podechard* (1945), p. 37-56. Nous ne relevons à dessein que les études récentes du R. P. Cavallera. Toute une série d'études plus anciennes du savant professeur concernant le décret sur les sacrements en général (VIII^e session), le décret sur la pénitence et l'extrême-onction (XIV^e session), la communion des *parvuli*, etc. ... Le problème Ecriture-traditions est étudié par E. ORTIGUES, *Écritures et traditions apostoliques au Concile de Trente*, in *Recherches de Science religieuse*. Paris, 1949, t. XXXVI, p. 271-299.

la meilleure main les matériaux d'une synthèse qui serait l'histoire de la pensée tridentine. Puisquent les charges de son enseignement permettre au professeur de théologie positive de l'Institut catholique de Toulouse de nous la donner un jour. Nous en avons besoin. Ce n'est regrettablement pas l'inventaire de M. A. Michel, dans la continuation de l'*Histoire des Conciles* d'Hefele-Hergenrother, qui nous la donnera¹. L'ouvrage est d'ancien style, plus intemporel qu'historique. Son excuse est certes que tout ce travail d'analyse de la genèse vivante des décrets du Concile n'est point encore fait, et qu'alors mieux valait ne pas tenter la synthèse². Il est donc d'autant plus nécessaire qu'elle soit préparée et qu'un jour elle survienne.

Car, si pour les théologiens il y a incontestablement dans les travaux et les positions du Concile les sources de la théologie moderne, une foule de problèmes se posent à la réflexion historique, concernant l'œuvre du Concile de Trente. Le plus important demeurant certes celui des rapports de l'intemporel et du temporel, où il faudra bien qu'un jour tout prochain théologie et histoire s'expliquent, si le colloque n'est même pas déjà commencé... Tant que l'élaboration dogmatique du Concile ne sera pas, en effet, replacée dans le temps de l'histoire, c'est-à-dire pour une part rendue œuvre d'hommes, étudiée avec nos moyens d'homme, nous serons condamnés à cette juxtaposition qui ne sera jamais l'histoire, où s'est arrêtée, contrainte par de vieilles habitudes, l'*Histoire des Conciles* : l'histoire du Concile d'un côté, les décrets de l'autre. Ou de la terre et du ciel. Mais les deux ont perdu singulièrement en cet artifice. Est-ce ainsi respecter l'unité de l'œuvre créatrice? D'une collaboration respectueuse entre la théologie et l'histoire ne peut naître qu'une plus grande richesse commune. Car nous avons besoin de comprendre, par exemple, comment a pu se produire en cette mi-seizième siècle cette tranquille et prodigieuse définition. Le fait qu'elle ait duré vingt ans ou presque fait peu à la chose. Les définitions les plus importantes datent des premières sessions sous Paul III. C'est donc qu'en 1545-1546, les définiteurs du Concile étaient prêts pour la plus haute des tâches. Si l'on ne veut pas recourir sans cesse au mystère ou à l'Esprit, il faut tenter de comprendre l'étonnante sûreté de cette assemblée de Pères capables presque d'emblée de condamner et d'imposer. En ce sens, au regard de l'histoire, Trente est beaucoup plus qu'une riposte à l'hérésie, une affirmation crispée de dogmes quand la menace est au dedans d'eux. Trente est un aboutissement. Ou plus exactement, dans les remuements d'une crise — dont la Réforme est l'aspect habituel — la découverte consciente d'une maturation. La codification tridentine, bien loin d'être une élaboration hâtive dans la tempête, n'a été possible que dans un long développement du progrès théologique. Ainsi cette théologie sacra-

1. T. X, 1^{re} partie : *Les décrets du Concile de Trente*, 1938, LVIII-641 p.

2. Le livre a cette autre excuse d'avoir voulu surtout être un instrument de travail pour les étudiants en théologie. On lui saura gré, par ailleurs, du point de vue de l'histoire, d'assurer avec une conscience extrême la vérification des références des textes protestants, aussi bien que des Pères et des Conciles antérieurs, et d'un index scripturaire des décrets du Concile.

mentaire qui est l'une des pièces fortes de la synthèse tridentine. On peut l'expliquer superficiellement comme une nécessité de répondre aux enseignements des Réformateurs. Mais, au Concile de Florence, par exemple, alors qu'il n'est pas question encore de Réforme, on lui voit prendre déjà une particulière importance. De même le problème de la définition du canon des Écritures, où les débats préparatoires à la IV^e session se réclameront des actes proches du Concile de Florence. Au ras des événements, on expliquera par l'hérésie ou par les Jacobites. Anathèmes et décrets procèdent, en vérité, de raisons beaucoup plus larges. Il est certain qu'au moment où paraît l'imprimerie, et qu'elle fait peser sur les livres sacrés toutes les menaces du vulgaire, la question du « canon » se pose. Beaucoup plus profondément encore pour la théologie sacramentaire, cette définition qui devient nécessaire dès le milieu du XV^e siècle, et qui se précise à Trente, correspond à une autre menace, elle aussi caractéristique du monde moderne, le refus des ésotérismes. Comment se fait le passage, il serait trop long de l'expliquer ici. Mais, pour qui a réfléchi au problème des rapports du profane et du sacré, ou à celui, connexe et non moins essentiel, des ésotérismes, les liens sont manifestes. Et c'est peut-être l'un des secrets de la puissance de l'Église catholique, aux temps modernes, d'avoir maintenu, quand tout croulait ailleurs, l'éminente tradition des « traditions » et des significations encloses. Tout comme l'acuité du problème de la justification par la foi. Ou avant lui, celui du péché originel. Il s'agit de bien autre chose que de répondre à Luther ou aux interprètes outranciers de l'Apôtre, tous peu ou prou marqués d'esprit érasmien. Si la question de la grâce est devenue, dans les écoles de théologie moderne, la question cruciale, cela dépasse non moins les définitions tridentines. Mais l'ensemble procède de ce drame de Dieu et de l'homme, posé par la désagrégation théocentrique du Moyen Âge, et la discrimination décadente des rapports du Créateur et de la créature par l'expérience mystique, le développement d'une piété plus affective que totale, la montée de la « dévotion », là où devait régner le culte. Le « Dieu seul » de Luther n'est point la découverte d'une expérience religieuse singulière, dont la puissance et le courage exigent au demeurant la plus entière révérence ; il est la conscience, individuellement manifestée au plan d'une géniale existence, de la transformation d'un ordre du monde où les hiérarchies et les enseignements s'affondrent — au moment d'ailleurs où ils se durcissent pour se survivre —, l'avènement tragique et tourmenté du monde moderne dans le refus de toute espérance. Les théologiens expliquent la filiation dialectique des problèmes. Mais toute la vie reste en dehors. Et il y a, en ces commencements du monde moderne, un drame de religion, de chair, d'esprit, d'ordre. N'y pas revenir sans cesse, c'est se condamner à méconnaître, dans la réalité de création humaine décisive pour notre équilibre spirituel au travers des temps modernes, l'étonnante improvisation de Trente, vingt années durant, parfaite.

* * *

Une histoire des « significations », qui situe l'événement dans l'évolution historique, en dégage la singularité, cherche cette profondeur où se fait la vie même de l'histoire dans l'enchevêtrement des forces dernières, doit aider grandement à définir la réalité historique, ou la vraie mesure, du Concile de Trente. Sans prétendre en esquisser tous les chapitres, on indiquera ci-dessous quelques-unes des perspectives qui peuvent permettre de donner aux faits de son histoire leurs justes dimensions de réalité.

Pris dans ses caractères immédiats de fait, le Concile de Trente est une prodigieuse audace. Quelques réflexions concernant la sociologie du Concile nous ont montré les limitations de son recrutement. Cela n'a pas empêché les « Pères » de Trente de trouver en eux la puissance de définir un ensemble doctrinal, qu'aucun autre Concile semble n'avoir abordé avant lui dans de telles proportions, et cela avec la certitude pour eux, caution de l'Esprit-Saint, de légiférer pour l'Église universelle. Une histoire qui ne s'arrête pas devant de telles réalités est résolument une histoire partielle. Dans la recherche des dimensions vécues de l'événement, nous devons au contraire accepter l'audace de Trente comme elle se donne, en reconnaître la singulière puissance. Nier l'Esprit? L'histoire n'est pas une philosophie : elle reçoit ce qui lui est donné. Et ce qui lui est donné en l'occurrence, c'est ce fait capital que les Pères de Trente avaient en eux, sans forfanterie comme sans abus, la certitude d'exprimer l'ordre de l'Église universelle. On demeure sans cesse étonné de ce miracle permanent que représente la démesure entre la longueur, la liberté, le désordre des discussions et la quasi-unanimité des votes décisifs pour définir et condamner. La « petite histoire » du Concile, indispensable au reste et parfois aussi peu édifiante que possible, ne saurait être de soi assez explicative, jusqu'à empêcher de retrouver, derrière les faits, cette puissance d'universel qui porte les Pères de Trente. A un moment où la conscience d'universel semble décisivement atteinte et contrainte à se contenter de ces faux semblants politiques ou sociaux où le monde moderne va exprimer sa nostalgie de l'unité, Trente, par une grâce insigne, a le courage sans exemple de trouver en ses assemblées successives et extérieurement incertaines la puissance du corpus dogmatique qui va encadrer sur trois siècles au moins la vie de l'Église romaine. On peut chercher des explications, soit dans des dons surnaturels, soit dans la réalité d'une maturation théologique et intellectuelle qui fonde au moment précis une définition, soit dans les caractères de la synthèse elle-même, qui est davantage équilibre, juste mesure et conciliation, qu'elle ne paraît dès l'abord. A coup sûr, les éléments maîtres de l'universel dans la conscience moderne peuvent être retrouvés dans les élaborations tridentines et en être dégagés. Jusqu'à la mise en lumière de ce qui peut sembler comme la véritable puissance d'universel des hommes de Trente, ce sentiment fondamental de pouvoir, dans l'imprégnation séculairement travaillée d'une tradition, en dégager vite et avec sûreté

les éléments essentiels. Hasard si dès les premières sessions les Pères de Trente ont besoin de dresser la liste canonique des livres de la foi et d'associer indissolublement comme sources de la foi, aux textes de la Révélation, l'apport plus mystérieux et tout aussi essentiel des « traditions » ? Nullement. A peine au contraire — « signification » d'histoire — c'est-à-dire conscience d'un patrimoine vivant, luxuriant de possibilités de transmissions, que tendent à simplifier, du moins à dénombrer plus pauvrement, les textes écrits. L'audace de Trente est peut-être dans l'extraordinaire de cette « immanence » historique, pleinement sentie, et à travers l'inconscience commune, délibérément exprimée. Moment où la tradition, pleinement vécue selon l'histoire, cherche son expression d'intemporel. Ce passage du temps à l'éternel est le cheminement même d'universel de l'expérience tridentine. Son étonnante grandeur aussi, et, pour l'avenir seulement, sa possible faiblesse.

Pris dans une autre perspective, celle de la série des événements conciliaires, l'événement tridentin est une fin. C'est avec beaucoup de pertinence que Mgr Jedin commence sa monumentale *Geschichte des Konzils von Trient* par une étude synthétique de l'évolution de la doctrine conciliaire aux XIV^e et XV^e siècles. Il est certain que par celle-ci, aux siècles où commençait à se poser le problème de la structure d'une chrétienté qui n'arrivait pas à s'équilibrer, se cherche une conscience nouvelle de la « représentation » spirituelle. Rome en avait triomphé, mais Rome en avait toujours senti la menace. Le Concile de Trente est la dernière satisfaction à une forme ou trop ancienne ou trop difficile, ou trop dangereuse. Il est même le dernier des Conciles. Car, du Concile du Vatican, il faut bien constater, honnête avec les faits, qu'il fut surtout un prétexte et un moyen. La définition dogmatique *ex cathedra*, inaugurée par Pie IX et récemment reprise, est la suite naturelle de cette fin des Conciles. Autrement dit, Rome a trouvé d'autres voies de l'autorité, et c'est là peut-être, du point de vue de l'histoire religieuse moderne, l'événement capital. Trente est l'épisode historique du passage des voies anciennes de l'autorité aux voies nouvelles. Tout dans son histoire procède de cette puissance d'universel que possède légitimement toute assemblée oecuménique, régulièrement convoquée, c'est-à-dire par le pontife de Rome. C'est l'assemblée elle-même qui, non sans difficulté d'ailleurs, a décidé du droit de vote des abbés et des généraux d'ordre. Elle demeure constamment maîtresse de son règlement et à toutes les reprises se trouveront toujours des hommes courageux, ou obstinés, pour veiller à l'indépendance du Concile, du moins en réclamer le respect. Face au pouvoir pontifical, avec lequel il ne saurait être question qu'il ne collabore pas, puisque le Concile n'est pas de soi suffisant ni à la définition dogmatique ni à l'œuvre de réforme, il représente cependant et l'assemblée délivrante et, dans une expression à la fois anarchique et féconde de la *vox populi*, cette réalité de l'autorité qui procède de la représentation de la diversité des hommes, de la prise de conscience ensemble de la vie d'une tradition religieuse et de la définition conséquente. Ici, l'autorité procède de l'espace, et c'est peut-être là le fondement physique

de sa puissance d'universel. De l'histoire aussi, vécue comme la conscience d'un patrimoine commun, donné dans l'espace et dans le temps, et que l'assemblée doit justement inventorier, formuler, mettre en place. Mais la puissance de décision reste quantitative : c'est la majorité qui l'emporte, l'assemblée livrée à elle-même. Au moment où « l'esprit public » va de plus en plus chercher la pratique de l'autorité dans l'institution d'assemblées délibérantes, alors que la règle si équilibrante de la *sanior pars* n'est plus, même dans l'Église, un réflexe sûr, n'est-il pas naturel que, soumise aux circonstances et à ses intuitions de la création spirituelle collective, Rome, par réflexe de défense et bien au delà, n'ait lentement imposé l'autre voie d'autorité. A Trente, c'est plus qu'une collaboration entre Rome et le Concile, qui est vécue, mais une coordination à volonté romaine. Le véritable sens de Trente, il faut le saisir dans ces solutions extrêmes que n'hésite pas à penser la papauté, quand les puissances temporelles font persévéramment obstacle à sa volonté de reprise du Concile : cette réponse par exemple, de Pie IV à la cour de Vienne, quand l'Empereur entasse les conditions préalables que, si les princes ne lui apportent pas leur appui sans réserve, il convoquera à Rome quatre évêques par État et réalisera lui-même la réforme. Donc la représentation pour consultation ; l'autorité par la décision souveraine du pontife. Et que cette autorité procède d'une autre source, nouvelle preuve dans les stipulations de Pie IV réservant jalousement au Sacré-Collège l'élection de son successeur, nullement à l'assemblée conciliaire. On pourrait, dans le détail, entasser les traits des soins jaloux avec lesquels Rome tint en main et jusque dans les petites choses — ces petites choses qui sont essentielles — la vie même du Concile. Instructions formelles au bureau concernant l'éventualité de la proposition si redoutée de la supériorité du Concile (certaines vont même jusqu'à prévoir le congédiement immédiat ou le déplacement de l'assemblée), inébranlable fermeté à maintenir en tête des décrets la clause *proponentibus legatis*, c'est-à-dire le privilège de l'initiative romaine, réglementation minutieuse des travaux où le cardinal-neveu Charles Borromée se distinguerà, du temps de Pie IV, par une admirable puissance de labeur et de minutie, imposition quelquefois brutale de « l'homme de confiance » de la Curie, tel ce Simonetta qui va jouer dans la troisième partie du Concile, avant que ne paraisse Morone, un rôle décisif autant que maladroit, partout surgissent dans les documents les signes d'une emprise et d'une inlassable vigilance. Rome suit sa fin — avec moins de clarté sûrement qu'une stylisation d'aujourd'hui le peut laisser entendre — qui est que s'accomplisse le Concile, et selon ses voies. La parole de l'archevêque de Grenade s'éleva bien à la séance de clôture, contestant la nécessité de la ratification pontificale. Ce furent des prélats espagnols qui se chargèrent d'y répondre. Le Concile savait que toute son œuvre nécessitait, pour être, la confirmation romaine. Le Pape et le Concile. Avec Trente, il n'y a plus cette plénitude de l'autorité correspondant, dans la tradition de la chrétienté, à l'étroite coopération de l'autorité qui enseigne et de celle qui définit. L'équilibre ancien est peut-être la forme la plus complète de toute autorité spirituelle, la plus

difficile aussi. Trente, par le déroulement de son histoire, va permettre cette autre définition de l'autorité caractéristique de la catholicité moderne : l'autorité d'enseigner et de définir se concentrent de plus en plus dans la souveraineté du pontife. L'assemblée des hommes désignés par leur place dans la hiérarchie de l'Église pour être « Pères » ou « définiteurs » se situe comme le laboratoire de la décision souveraine. Mais celle-ci procédera d'ailleurs, d'en haut et d'une exigence de l'Église dans le monde moderne, à mesure qu'elle s'y transforme et y devient société nouvelle, d'une centralisation dont la vérité n'est d'être pas seulement matérielle ou administrative, mais totalement spirituelle. La conscience de la vie de l'unité s'exprimera maintenant par la voie souveraine de l'autorité unique. L'ordre d'autorité est qu'elle procède d'en haut, qu'elle soit une, qu'elle traduise une diversité organique plus grande par une coordination souveraine de toutes les puissances au centre même de la catholicité nouvelle, dans la capitale religieuse qui doit être celle de l'unité de la catholicité moderne, Rome.

Ainsi l'histoire du Concile de Trente participe d'une évolution historique qui est, en somme, celle de la définition de la présence religieuse dans le monde moderne. Qu'on réfléchisse, en effet, aux paradoxes apparents de l'histoire de ce Concile. Ceux qui dès 1519/1520 en ont appelé au Concile ont été les condamnés du Concile. Rome, qui l'a longtemps refusé, du moins jusqu'aux dernières années de Clément VII, en a été l'évidente bénéficiaire. Le génie politique de Paul III est-il dans ce retournement des avantages? Nous le ferions consister plutôt dans une extraordinaire prescience de ce qui se cherchait. Après des années de négociations pour assurer la participation conciliaire des souverains de la Chrétienté qui sans cesse se dérobaient, par sa décision de tenir le concile quand même et de le faire ouvrir fut-ce avec très peu de participants ; par sa persévérance inflexible à ne pas accepter la réforme d'abord, les décisions dogmatiques ensuite, mais à faire rythmer la vie du Concile de l'alternance des deux travaux ; par la fermeté des papes successifs à affirmer entre les différentes reprises la continuité conciliaire ; par bien d'autres traits encore, une pratique se créait, sur le fait de cette assemblée capitale, d'une indépendance progressive du pouvoir spirituel à l'égard du pouvoir temporel. Le Concile que réclamaient les protestants d'Allemagne et Charles-Quint, homme d'autrefois avec eux, c'était l'assemblée générale de la Chrétienté où participaient les deux pouvoirs. A mesure que Rome découvre — est-ce le mérite de Paul III qui reçut cependant avec tant d'allégresse l'annonce de la victoire de Mühlberg? — qu'elle ne peut plus compter, quasi automatiquement, sur le bras séculier pour faire respecter contre l'hérétique l'ordre de l'unité spirituelle, elle cherche d'autres méthodes. Il est certain que la puissance de condamnation du Concile de Trente, son intransigeance essentielle, procèdent de ce sentiment que l'Église n'a plus à compter que sur elle-même. Et cela lui fait le devoir de se définir comme puissance nouvelle, au service de l'unité. Ainsi naît l'autorité religieuse moderne, avec l'Église, société indépendante de volonté, sinon de fait, des puissances temporelles, la suprématie proclamée, sinon reconnue, de

cette société sur les sociétés temporelles, la centralisation conséquente et à Rome même l'établissement, souvent avec les formes de la société temporelle, de la première des monarchies absolues, la « monarchie romaine ». A l'ancienne ambivalence qui était comme la conscience pratique de l'unité, des deux pouvoirs spirituel et temporel, succède, dans une égale volonté d'indépendance, la juxtaposition des deux pouvoirs, religieux et politique. Le monde moderne organise leur coexistence : il ne saurait plus être question d'unité. Et c'est peut-être là, tous paradoxes dépouillés, le vrai destin du Concile de Trente, d'avoir rendu possible, avant même que la paix d'Augsbourg ne l'ait explicitement exprimée, la séparation des deux pouvoirs, retrouvant, semble-t-il, les enseignements de l'Écriture sur les rapports de César et de Dieu, mais en recul sur certaines époques du Moyen Age, et étabissant ainsi l'homme moderne, objet et victime des deux pouvoirs, dans une juxtaposition et une confusion des valeurs, au demeurant nécessaire. C'est du moins la signification historique de l'époque moderne d'avoir organisé cette expérience de la juxtaposition, coupé l'homme en deux, pour le contraindre, semble-t-il, à la recherche longanime d'une autre unité. Réforme et Contre-Réforme peuvent être là-dessus non plus opposées, mais unies. Leur volonté commune de l'unité ne devait aboutir qu'à la coexistence. Esprit de controverse ou ténacité diabolique ? Une histoire épisodique et partielle pourra toujours le démontrer avec une grande abondance de faits. Mais les deux forces, orthodoxe ou hétérodoxe, cherchent en définitive ensemble, quand il est manifeste que la société civile n'attend plus que les marques d'une totale indépendance à l'égard de toute *Ecclesia* dominatrice, l'organisation d'une société religieuse indépendante, souveraine, pure, réelle ou mythique, qui soit comme le couronnement ou le refus de la société civile, à moins qu'elle n'en exprime la reconnaissance résignée. En ce sens et malgré son nom, la Contre-Réforme, grâce à Trente, pourrait avoir, dès les premières sessions du Concile, devancé la Réforme et donné, au travers de bien des vicissitudes et des faiblesses, à la catholicité moderne l'armature d'une puissance religieuse, capable d'affronter, quelquefois aussi de dépasser, les forces de l'Enfer qui ne devaient pas, aux termes de la divine promesse, prévaloir contre elle.

Ces réflexions ne sont que des réflexions. Mais réflexions, elles se sont efforcées de l'être, *sine ira et studio*. Nous avons aujourd'hui trop à comprendre de l'histoire encore mystérieuse des siècles pour abîmer notre temps, nos moyens, dans des controverses inutiles. L'histoire du Concile de Trente est du patrimoine commun. Faisons-en, même au prix d'efforts de part et d'autre, réalité commune. Une conscience de l'Occident est à ce prix. Qui nierait qu'aujourd'hui elle ne doive, par toutes les voies, grandir en nous ?

A. DUPRONT,

Maitre de Conférences

à la Faculté des lettres de l'Université de Montpellier.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE (XVIII^e-XX^e SIÈCLES)

Même après dix ans de silence¹, une chronique bibliographique de l'histoire contemporaine espagnole n'offre pas nécessairement très ample moisson. La tradition n'est pas rompue qui attire à la fois l'élite et la masse des historiens espagnols vers le Moyen Age et le Siècle d'Or, tout au plus vers certains aspects de la « Décadence », et leur fait négliger les trois derniers siècles. Et, quant aux historiens étrangers qui, de près ou de loin, s'intéressent au développement de l'Espagne contemporaine, les circonstances, depuis 1936, n'ont pas facilité leur tâche. Encore est-ce chez eux (HAMILTON ou BRENNAN) que nous découvrirons le plus de substance.

C'est qu'en Espagne même, et dans le domaine de l'histoire politique particulièrement, le XIX^e et le XX^e siècle (le XVIII^e parfois) sont devenus de trop brûlants sujets pour avoir été soumis en toute tranquillité à l'analyse objective. Le *Consejo superior de investigaciones científicas*, dont les publications, dans d'autres domaines, ont eu au moins le mérite de l'abondance, a fait très peu de place à l'histoire contemporaine. Dès lors, éliminer trop sévèrement les plaidoyers de circonstance ou la floraison toujours vive des biographies semi-romancées équivaudrait à retenir peu de chose. Sauf à citer, sur les événements récents, mémoires, témoignages, commentaires directs ; mais le propos de cette chronique risquerait alors d'être dépassé ; il serait impossible, en tout cas, d'aborder ici, à cause de son immensité, la bibliographie de la dernière guerre civile² ; c'est un domaine à réservé pour une étude particulière.

On peut tenter en revanche, dans la production historique des dix dernières années, de grouper, auprès d'apports décousus qui ne méritent qu'une mention, quelques séries d'ouvrages dont le rapprochement éclaire d'un jour plus vif tel ou tel aspect de l'histoire contemporaine espagnole. La possibilité même de ces groupements peut comporter ses leçons.

1. Dernière chronique par A. FUGIER, *Rev. histor.*, 1940, p. 60-88, 140-148, 212-221.

2. Cf. le catalogue des documents réunis à la Bibliothèque du Congrès de Washington (consultable à la Bibl. nat. de Paris) : plusieurs milliers de fiches.

I. — LE XVIII^e SIÈCLE

Sur le XVIII^e siècle — disons des traités d'Utrecht à l'avènement de Godoy, prélude immédiat des événements de 1808 — les études à signaler formeront trois groupes, d'importance très inégale. Le premier est celui des biographies. Le second celui des études de politique extérieure — où se révélera la préoccupation dominante, sous Charles III, des affaires coloniales. Le troisième est celui des études économiques, parmi lesquelles des ouvrages fort importants, les uns défectueux, mais amples, d'autres concis, mais fondamentaux.

1. *Les biographies*, nombreuses, ne nous retiendront guère. Toutes sont de seconde main et rebattent des thèmes connus. Nous pensons surtout à celles des souverains du début du siècle, qui ont abondé : Philippe V, puis Élisabeth Farnèse, par L. DE TAXONERA, spécialiste sans prétention des « vies » politiques¹, Marie-Louise de Savoie, par L. BONDI-MORRA², Louis I^{er} et son règne-éclair, par J. VEGA LÓPEZ DE RIVERA³. Rien qui, dans tout cela, vienne renouveler notre vision des cours espagnoles, telle que l'avaient fixée les ouvrages généraux les plus répandus et les plus célèbres Mémoires. Rien qui retrace et explique, en particulier, la curieuse évolution contradictoire d'une étiquette qui s'assouplit et d'un absolutisme sans cesse plus vigoureux. Une Élisabeth Farnèse, de 1714 à 1766, a vu cette évolution. On regrette que sa biographie n'en rende pas compte. Plus de services, à ce point de vue, rendra à l'historien la simple réédition de la *Vie de Charles III* par son ami FERNÁN-NÚÑEZ, dans la commode collection de poche de la maison Aguilar⁴. Si les jugements politiques du comte sont courts, du moins le portrait royal est-il direct et rend-il le son ingénue de la vérité. Il repose des biographies alambiquées du XX^e siècle.

Mieux pourtant que celle des souverains, c'est la vie des ministres — il y en eut de bien grands — qui permettrait de suivre, à travers l'ensemble du XVIII^e siècle, le remarquable redressement espagnol. Nous sommes hélas, sur ce point, déçus une fois encore.

L'« Alberoni » d'HARCOURT-SMITH⁵ témoigne d'une certaine connaissance de l'Italie, d'une ignorance certaine des choses d'Espagne. Un recours,

1. Luciano DE TAXONERA, *Felipe V, fundador de una dinastía, y dos veces Rey de España*. Barcelona (Juventud), 1942, 294 p. in-8°; Du même, *Isabel de Farnesio. Retrato de una Reina y perfil de una mujer (1692-1766)*. Ibid., 1943, 284 p. in-8°.

2. Francisco BONDI MORRA, *Maria Luisa de Saboya, reina de España*. Madrid, 1943, in-4°, ill. (simple plaquette).

3. J. VEGA LÓPEZ DE RIVERA, *Luis I de España. El rey silencio*. Madrid, 1943, 192 p. in-8°, ill.

4. Conde de FERNÁN-NÚÑEZ, *Vida de Carlos III*. Madrid, 1944, coll. Crisol (Aguilar), 441 p., 12 × 8. Note et index par F. S. R.

5. Simon HARCOURT-SMITH, *Alberoni, or the Spanish Conspiracy*. Londres, Faber and Faber, 1943, 244 p. in-8°, ill.; prix : 15 s.

d'ailleurs gêné par la guerre, aux Archives de Paris, Bruxelles, Plaisance, n'empêche pas le volume de s'enliser dans les lieux communs de la biographie pittoresque. Certes, la correspondance de l'abbé garde sa saveur. Et aussi les pamphlets grivois cités à plaisir. Mais, à la bibliographie, *Baudrillart* devient *Baudrillat*, et la princesse de Clèves est prise, je le crains bien, p. 12, pour un auteur (tout au moins pour un roman style *Grand Cyrus*). Quant à l'Espagne, le « paysage lunaire » de la Meseta commence sur la Bidassoa, et la description sociale reste jusqu'au bout digne de ce schématisme géographique. Enfin, si les Anglais eussent compris à temps le grand dessein antigermanique d'Alberoni, ils se fussent épargné, en 1943, leur campagne italienne de reconquête ! Après cela, on peut trouver sensé, et presque satisfaisant, le petit article — de pure circonstance cependant — publié en 1943 dans *Escorial*, par M. BARBA HERNÁNDEZ, sur les constantes des relations hispano-italiennes vues à travers l'épisode d'Alberoni¹.

Pourquoi cependant, cinq ans après les traités d'Utrecht, l'Espagne semble-t-elle encore une fois si dangereuse à l'Europe ? Cette question, à quoi il faudrait bien donner une solution concrète, nos biographes, pas plus que leurs prédécesseurs, n'y ont répondu. Car, pour confronter la réalité — possibilités offertes et résultats obtenus — aux intentions d'un Alberoni, d'un Patiño, plus tard d'un La Ensenada, il faudrait montrer d'autres préoccupations que celles de MM. HAROURT-SMITH, SALVÁ RIERA ou IBÁÑEZ DE IBERO², ces derniers ne cachant pas qu'ils écrivent sur Patiño ou Somodevilla pour les loisirs, et pour l'édition, des officiers de la marine espagnole. Un livre français sur Ensenada « et son temps » laissait espérer, par ce titre même, des vues plus larges³. Mais René BOUVIER et Carles SOLDEVILA, dominés par des sources surtout littéraires, ne sont guère sortis, eux non plus, du conventionnel. Et c'est donc sans grand profit pour l'histoire que se clôt cette fois le bilan des biographies, où M. FUGIER, dans la chronique qui précéda celle-ci, signalait une forme d'historiographie chère aux Espagnols, et convenant à leur passé. Aussi bien la remarque, valable lorsqu'il s'agit des grands épisodes individualistes — « Conquista » ou « pronunciamientos » — l'est-elle moins pour le XVIII^e siècle, où l'aventure joue peu, où les personnages les plus divers, les partis de cour les plus opposés, finissent toujours par s'engager dans les mêmes voies, mus, semble-t-il, par des exigences profondes.

L'une de ces exigences, plus ou moins confusément, mais unanimement

1. Bartolomé BARBA HERNÁNDEZ, *España e Italia a principios del siglo XVIII. Julio Alberoni*. Escorial, XI, 1943, p. 435-441.

2. SALVÁ RIERA, *Patiño*. Madrid, 1942, 44 p. in-8° (« Biblioteca de camarote »); DU MÊME, même collection, *El Marqués de la Ensenada*. Madrid, 1942, 92 p. in-8°; IBÁÑEZ DE IBERO, marquis de Molhacen, *El Marqués de la Ensenada*. Cadix, 1941, 22 p. in-8°.

3. BOUVIER et Carles SOLDEVILA, *Le redressement de l'Espagne au XVIII^e siècle. Ensenada et son temps*. Sorlot, 1941, 153 p. in-8°.

ressentie par les politiques espagnols, jusqu'à Godoy tout au moins, fut celle de la conservation de l'Empire.

2. *Les études de politique extérieure* récemment entreprises à propos du règne de Charles III confirment cette observation, en se transformant, comme involontairement, en études de politique *coloniale*.

Le cas est particulièrement net chez M. PALACIO ATARD, d'abord intéressé par de petits problèmes de la politique italienne de Charles III¹, pour en venir finalement à ceux de l'inspection coloniale au Pérou², après que son volume sur *Le Troisième Pacte de Famille* de 1761 eut été publié par l'École sévillane d'« Études hispano-américaines³ ».

Aucun paradoxe à cela : l'originalité de cette dernière étude diplomatique fut justement de mettre en lumière le caractère médiocrement « familial », nullement européen, essentiellement colonial, du Pacte de Famille, dans la pensée de Charles III et de ses conseils. Les plus judicieux des historiens espagnols avaient déjà vu cela⁴. Mais d'autres, une pointe de gallophobie aidant, parlaient encore d'« affaire de cœur », de marché de dupes, durement sanctionnés par le traité de Paris. Les monographies françaises appuyaient cette thèse implicitement⁵, trop guidées, par les sources non espagnoles, vers les aspects européens des problèmes : habiletés de Choiseul, sentiments et ressentiments supposés de Charles, « tournant » représenté par la mort de la reine Marie-Amélie, pacifiste et peu favorable à la France.

Or, les textes apportés par M. PALACIO ATARD sont ici très nets. Pas de « tournant ». Pas d'influence de la reine. Le Pacte est l'aboutissement d'une politique longtemps méditée, tous les conseillers de Charles s'étant rendu compte, alors qu'il n'était encore que roi de Naples, qu'il subordonnerait un jour sa politique entière aux exigences coloniales. Pacifistes, répète-t-on, les Instructions de Tanucci à Wall? Sans doute. Mais on y trouve aussi (30 décembre 1758) : « L'Angleterre donne dès maintenant à penser à l'Espagne quant à ses intérêts d'Amérique. » Et encore (7 août 1759) : « On considère (il s'agit du roi) que la nécessité où se trouve l'Espagne de se garder très fort, et efficacement, en Amérique, est plus urgente et grave que celle de se garder en Europe. » Jamais, est-il répété, on ne pourra, à Madrid, agir en ce sens « plus que le roi ne désirerait » (10 avril 1759). Certes, une fois monté sur le trône, Charles III se montre prudent. C'est par une médiation

1. Vicente PALACIO ATARD, *Política italiana de Carlos III : la cuestión del Placentino*. Hispania, IV, 1943.

2. DU MÊME, *Areche y Guirior. Observaciones sobre el fracaso de una « Visita » al Perú*, Séville, 1946, 106 p. in-8° (publ. par l'Escuela de Estudios Hispanoaméricanos, section de C. S. I. C. Séville).

3. DU MÊME, *El tercer Pacto de Familia*. Madrid, 1945, 377 p. in-8°, avec appendice de documents, publ. par le même organisme.

4. ALTAMIRA, *Historia de España*, IV, p. 49-50.

5. M. PALACIO ATARD a pris soin de situer son étude en face de ces monographies (SOLANGE-BODIN, BOURGUST, BLAET), mais non de l'œuvre d'ensemble, plus complète, de WASHINGTON.

non compromettante qu'il voudrait d'abord arrêter les inquiétants progrès britanniques. Mais il ose écrire à Pitt, en félicitant l'Angleterre pour son succès de Québec, « qu'il ne peut regarder avec indifférence combien ces conquêtes troublent l'équilibre du Nouveau Monde¹ ». *L'équilibre*. Le mot y est. Et il se répète dans les *Instructions* à Grimaldi pour La Haye, si parfaitement réalistes². Devant la démolition de Louisbourg : « Je dois (la) déplorer, dit le roi d'Espagne, car il importait à l'équilibre de l'Amérique que les Anglais fussent tenus par ce frein. » Hors de tout mobile sentimental, et autant que des griefs partiels (pêche à Terre-Neuve, coupe du bois de Campêche, contrebande, prises de mer), c'est donc une politique générale, une vision claire du périlleux avenir, qui mène au Pacte de 1761.

Il est vrai que ce Pacte, à son tour, mène à la guerre, qui fut malheureuse. On en avait pourtant, en Espagne, voulu aussi les moyens : « Des navires, des navires, des navires, ces forteresses volantes... », avait écrit, en 1759, Arriaga, ministre de la Marine et des Indes³. Mais le temps d'armer et la bonne occasion pour s'allier à la France avaient été perdus, en réalité, en 1757, lors des années de maladie de Ferdinand VI, alors que l'Angleterre aux abois offrait à l'Espagne Gibraltar et la primauté méditerranéenne (rien, il est vrai, en Amérique !)⁴. Toutefois, le traité de Paris est relativement bénin pour les Espagnols. Si les Anglais leur restituent La Havane, si les Français leur offrent la Louisiane, c'est-à-dire la garde sur le Mississippi, c'est que leur puissance coloniale fait encore peur aux uns, confiance aux autres. 1760-1770 : elle est d'ailleurs à un moment décisif de son redressement économique. La plus grave lacune du livre de M. Palacio Atard est sans doute de s'être peu soucié de ce point de vue.

Il est d'autant plus intéressant de rapprocher ce livre d'une autre étude, à peine antérieure, qui nous conte l'installation des Espagnols en Louisiane, cette conséquence inattendue du Pacte de Charles III, et les difficultés qu'ils y rencontrèrent. Ce travail de M. RODRÍGUEZ CASADO⁵ a l'avantage, grâce à la publication intégrale des principaux documents utilisés, de permettre la mise au point des événements, même quand l'interprétation de l'auteur demeure unilatérale. Que M. Rodríguez Casado ait eu le souci de réhabiliter Antonio de Ulloa, premier gouverneur espagnol chassé par les colons français après trois ans de présence, et son successeur O'Reilly, qui réprima le soulèvement, cela peut d'ailleurs se pardonner, étant donné le parti pris opposé des historiens précédents, vestige certain de « légende noire ». Limité

1. Appendice I : *Instructions de Charles III et Esquilache à Abreu, leur ministre à Londres. 16 novembre 1759.*

2. Appendice II : *Instructions du 26 mars 1760.*

3. Texte cité p. 31.

4. Abreu à Wall, 16 septembre 1757 ; cité p. 42, n. 37.

5. Vicente RODRÍGUEZ CASADO, *Primeros años de la dominación española en la Luisiana*, Madrid, 1942, 495 p. in-4° (C. S. I. C. Instituto Fernández de Oviedo). M. RODRÍGUEZ CASADO est aujourd'hui, à Séville, responsable des études d'histoire coloniale.

à cette réhabilitation, l'effort serait peu payant. Ulloa, grand savant et grand honnête homme, avait à peine besoin d'être défendu. Et O'Reilly ne fit que ce qu'ont toujours fait (et font encore hélas) les gouverneurs chargés d'une « reprise en main » : monnaie courante du colonialisme.

Il importera davantage de savoir pourquoi, jusqu'à la « révolution » d'octobre 1768 — cinq ans après le traité — l'Espagne n'avait encore envoyé en Louisiane qu'un gouverneur, quatre-vingt-dix soldats, un navire avarié et moins de 450,000 pesos en trois ans. Impuissance ? La conjoncture économique n'y laisse pas croire. Négligence ? Nous avons dit la préoccupation constante de Charles III. Mauvaise information plutôt. Car Ulloa ne signala pas (et vit mal lui-même) les véritables périls. Et ses communications furent sabotées, puisqu'il dut prendre des sanctions contre plusieurs courriers infidèles — prétextes contre lui à d'amers reproches. A Madrid, on se reposait sur la visible indifférence de Versailles à l'égard de la colonie une fois cédée et sur la parfaite loyauté envers Ulloa des militaires français, restés auprès de lui sous le gouverneur Aubry. Ce qu'on ne prévit pas, c'est qu'un mécontentement spontané des colons, profitant d'un état juridique mal défini, pourrait aboutir à leur opposition politique et à leur révolte. Or, c'est ce qui arriva.

Peut-on croire à une explosion patriotique passionnelle ? Elle serait à retardement. A un mouvement populaire ? Petits colons allemands et réfugiés acadiens n'interviennent qu'épisodiquement. L'incident est créé par une élite marchande, économiquement dominante et politiquement ambitieuse, qui transforme un petit parlement judiciaire — un parlement au sens français du mot — en instrument de l'opposition. Réduire cela, comme Ulloa fit dans sa défense, et comme M. Rodriguez Casado fait après lui, à des intrigues purement individuelles, est un excès évident. Les textes laissés par les insurgés, pour être injustes envers le gouvernement espagnol, n'en témoignent pas moins d'amples griefs collectifs¹.

A son arrivée, l'Espagnol avait été bien reçu. La colonie, naguère assez riche pour prêter 7 millions de livres au roi de France, ne vivait plus, après la guerre, que sur des billets d'État dévalorisés de 75 pour 100. On attendait de l'Espagne qu'elle reprit les billets au pair et fit circuler le bon argent mexicain. Déception : Ulloa reçut à peine de quoi payer ses agents, et si irrégulièrement qu'il émit aussi du papier ! La situation monétaire devint chaotique. Seule la renaissance commerciale pouvait y parer : ancien commerce avec l'Europe, ou mieux encore — à cette jointure du monde colonial espagnol et du monde colonial anglais — *la contrebande*. Les Espagnols laisseraient-ils faire ? Tout le problème était là. On jugea Ulloa sur des actes sans grande portée — il pouvait si peu ! — mais qui dénotait ses intentions. Quand il imposa la navigation sur une seule branche du Mississippi, qui eut à des raisons simplement techniques ? Quand on l'accusa, dans une affaire

1. « Décret » du Conseil supérieur et « Manifeste » des habitants : appendices V et VI, p. 403-443.

de traite des Noirs, de collusion avec des intérêts privés et anglais, qui crut vraiment à sa malhonnêteté? Mais on voulait *l'empêcher de réglementer*. Est-il indifférent qu'Ulloa (Antonio) fût fils d'Ulloa (Bernardo), « économiste d'un certain renom », dit M. Rodríguez Casado (p. 54), ce qui est peu lorsqu'il s'agit du dernier grand tenant espagnol du mercantilisme, dénonciateur acharné de la contrebande?

Reste un point en apparence bizarre : l'incident éclate à la Nouvelle-Orléans lorsqu'on étend, en 1768, à la Louisiane récemment acquise le décret de 1765 sur le Commerce des îles. Or, ce décret, qui ouvre à plusieurs ports de la Péninsule le commerce colonial, apparaît, *vu d'Espagne*, comme un premier coup au vieux monopole, comme un décret *libéral*. Seulement, *du point de vue des anciens colons français*, qu'importait de pouvoir commercer avec dix, plutôt qu'avec un seul des ports espagnols? Ou qu'on abaissât des droits qu'eux-mêmes n'avaient encore jamais payés, des barrières qu'ils n'avaient pas connues? La lecture du décret — par un piquet de soldats français, ce qui souligne en même temps l'impuissance du nouveau maître — leur dit seulement qu'on les comprend désormais dans le grand système colonial espagnol, qui interdit le rôle de courtiers directs entre Amérique et Europe. Comment les colons sauraient-ils que vingt-cinq ans plus tard l'Espagne sera pour l'Amérique du Nord très bonne cliente? Ce qu'ils savent, c'est qu'elle n'a pas besoin de pelleteries ; et que pour l'indigo, le tabac, le coton, le sucre, leurs produits sont inférieurs en qualité à ceux des îles et de l'Amérique centrale, ce qui leur donne peu de chances dans le système espagnol. Ils le disent sans fausse honte. Et quand ils expriment, plus ingénument encore, la crainte de devoir abandonner le vin de Bordeaux pour « ce poison de vin catalan », est-ce là, comme le croit M. Rodríguez Casado, regret de consommateurs gourmets? Nous trouvons, dans un rapport ministériel (cité p. 290) sur les événements de Louisiane, le conseil de ramener en Europe « les membres du Parlement qui existe là-bas, ainsi que les députés du commerce de Bordeaux ».

Voilà, à notre sens, les mots qui pouvaient conduire aux origines de la propagande antiespagnole. M. Rodríguez Casado, en revisant une sorte de « procès Ulloa », n'a-t-il pas trop oublié les rivalités concrètes entre systèmes commerciaux anglais, français, espagnol? n'a-t-il pas sous-estimé la « révolution » de la Nouvelle-Orléans comme exemple précoce et curieux d'une intervention des colons eux-mêmes dans le destin politique des colonies?

Or, si cette « révolution » prend une valeur, c'est bien — sur un tout petit théâtre : 5,000 blancs, quelques dizaines de dirigeants — comme précédent des futurs grands mouvements pour l'Indépendance. Les modérés y font crier : « Vive le Roi Bien-Aimé ! » Mais de plus audacieux, Hardi de Bois-blanc, Poupet, se disent « financiers de la république » et projettent une Banque où le crédit serait fondé sur la rente à attendre de la terre et du travail des colons : idée assez neuve. Et quand les ministres de Madrid envisagèrent le cas de la Louisiane, ils admirent comme très vraisemblable qu'elle

se constituerait : 1^e en *port franc*; 2^e en « république indépendante de chaque puissance, la fréquenter et la soutenir devenant alors de l'intérêt de toutes » (p. 289).

Cela, c'est le rapport du comte d'Aranda, qui voit toujours grand. Et qui aussitôt condamne l'idée de laisser se dresser un pareil exemple, par quoi le « vaste Mexique » mesurerait bientôt le « joug » pesant sur son commerce. Soit dit en passant, ce texte, de mars 1769, contient en germe toute l'argumentation du fameux Mémoire d'Aranda sur l'avenir des colonies espagnoles après l'Indépendance des États-Unis d'Amérique, Mémoire que KONETZKE a déclaré apocryphe¹. Mais la critique de Konetzke est purement négative : impossibilité d'authentifier, invraisemblable justesse des prévisions. Or, la clairvoyance d'Aranda touche souvent au génie. La question du « Mémoire » nous avait semblé bien légèrement tranchée. Plus que jamais après lecture des phrases d'Aranda révélées par M. Rodriguez Casado.

Celui-ci, dans le même ouvrage, effleure une autre controverse, sur un texte non moins célèbre, réexaminé par Carlos PEREYRA en 1940-1941². Antonio de Ulloa, héros malheureux de l'affaire de la Louisiane, n'était pas, en 1768, un débutant dans le monde colonial. A dix-neuf ans, en 1734, il avait été désigné, à sa sortie de l'École des Gardes marines, avec un camarade à peine plus âgé, le mathématicien Jorge Juan, pour accompagner la mission française de La Condamine, qui mesura le méridien au Pérou. Le voyage se prolongea, donnant lieu, de la part des deux jeunes savants, à plusieurs récits, rapports et mémoires. L'un de ceux-ci, resté inédit, devait paraître à Londres, en 1826, sous un titre alléchant : *Noticias secretas*, et relayer, comme instrument de la « légende noire », entre les mains des insurgés d'Amérique, des Anglais et des libéraux, les citations un peu usées de Las Casas. Carlos Pereyra n'a pas eu de peine à montrer comment le titre, la présentation, les coups de pouce de l'édition de Londres, équivalaient à une falsification. En ce sens qu'il s'agit non de « *noticias secretas* », mais d'un rapport très sévère, fait par des jeunes gens très sérieux, pour un très sérieux ministre, la Ensenada, qui ne crut pas devoir imprimer pareil document, mais le fit, « d'ordre du roi », recopier à d'assez nombreux exemplaires, à l'intention de ceux dont les vices de l'administration coloniale devaient être connus. Conduite impeccable de la part de tous — qui ne supprime pourtant pas, bien entendu, les révélations du texte. Dans l'histoire du redressement colonial espagnol du XVIII^e siècle, le rapport de Jorge Juan et Antonio de Ulloa marque un point de départ important. Ulloa — marin, géodésien, chimiste inventeur du platine comme corps simple, naturaliste précurseur de l'évolutionnisme — échoua cependant dans ses deux missions de gouverneur colonial, aux mines de mercure de Huancavelica, et à la Louisiane. Ce fut

1. Richard KONETZKE, *Die Politik des Grafen Arandas*. Berlin, 1929. Cf. également WHITAKER, in *Hispanic American Historical Review*, XVII, 1937.

2. Cf. même revue, 1935, 1936, 1938, articles de WHITAKER, KIRKPATRICK et HANKE; et Carlos PEREYRA, in *Revista de Indias*, 1940, p. 5-33, et 1941, p. 5-37 et 107-133.

pour avoir heurté, par sa rigide honnêteté, trop d'intérêts particuliers. Madrid ne lui en tint pas rigueur, malgré de haineuses dénonciations, mais ne le fit pas non plus triompher : cela mesure à la fois la bonne volonté, et les limites d'action, du « despotisme éclairé » et de ses ministres, en terres lointaines.

Jorge Juan, l'autre « savant marin espagnol » célèbre en Europe, reçut aussi, au cours de sa carrière, une mission diplomatique, à résonances économiques et coloniales : une ambassade solennelle, suivie d'un traité d'amitié, signé avec le sultan du Maroc. L'épisode — et les relations qui en sont restées — étaient assez connus¹. M. Rodríguez Casado, dans un autre gros volume², vient de les replacer utilement au centre de la politique générale de Charles III envers le Maroc. D'abord politique à vues larges, mêlant les concessions gracieuses à l'énergie, sous l'impulsion de Grimaldi, d'Aranda et du roi lui-même. Puis politique plus tortueuse, plus rivée aux intérêts commerciaux immédiats, et répugnant à l'action militaire, lorsque Florida-blanca a pris en main tous les ressorts de la politique extérieure espagnole (1776). A ce contraste entre deux phases du règne de Charles III, qu'il a cru pouvoir généraliser³, M. Rodríguez Casado ne voit qu'une cause : le changement de personnalités dirigeantes. Mais y a-t-il variation brusque ? Et le développement économique du dernier tiers du siècle n'explique-t-il pas assez le rôle pris par les préoccupations commerciales dans les problèmes diplomatiques et coloniaux ? La présence d'un fabricant catalan dans l'ambassade de Jorge Juan, les précisions sur le trafic des ports données dans la correspondance diplomatique (celle du consul général Brémont en particulier), la concession de Darbeyda, future Casablanca, à une compagnie de commerçants de Cadix, et les besoins accrus de l'Espagne méridionale et orientale en blés africains : tout cela se noie un peu trop, le long du volume, dans le détail de négociations successivement franches et secrètes, amicales et guerrières. Mais comme ce groupe d'années apparaît brusquement, par delà plusieurs siècles, proche du temps des rois d'Aragon, avec son grouillement de diplomates improvisés : religieux missionnaires, marchands aventuriers, consuls commerçants, hommes d'affaires juifs, savants ambassadeurs — nouant des intrigues compliquées, qui n'empêchent pas la piraterie d'aller son train, ni les incidents militaires autour des places toujours disputées d'Afrique Mineure. Comme on comprend que vers le même temps un CAPMANY ait pu songer à rééditer les vieux traités entre Aragonais et Maures ! Et c'est encore entre 1760 et 1770 que le renouveau d'activité s'est déclenché décisivement ; la conjoncture générale doit éclairer les attitudes diplomatiques espagnoles, en Afrique comme en Amérique.

1. Cf. comme plus récents travaux, en français, R. RICARD, dans *Hesperis*, XVII (1933), fasc. 1, et XIX (1934), fasc. 2 et 3.

2. Vicente RODRÍGUEZ CASADO, *Política marroquí de Carlos III*. Madrid, 1946, 508 p. in-8° (C. S. I. C. Instituto Jerónimo de Zurita).

3. In *Revista de Indias*, 1944, n° 16 : *Política exterior de Carlos III en torno al problema indiano*.

Plusieurs des importants documents — aussi bien sur le Maroc que sur la Louisiane — mis au jour par M. RODRIGUEZ CASADO, proviennent de la collection de manuscrits d'intérêt diplomatique, économique et colonial, conservée à la Bibliothèque du Palais Royal de Madrid, collection jusqu'ici peu exploitée, et sur laquelle l'auteur a eu le mérite d'attirer l'attention des historiens. Ce fut même, en 1941, le point de départ de ses publications¹.

Parmi ces manuscrits, un texte fondamental : le Mémoire de la Commission qui inspira le Décret de 1765 élargissant à plusieurs ports espagnols le commerce des « Iles de Barlovento ». Ce Mémoire oblige à reviser singulièrement la conception classique où une vague idéologie « libérale » d'origine française emportait peu à peu le Pacte colonial espagnol. Le projet de tarifs différenciels inclus dans le Mémoire implique, dit M. Rodriguez Casado, peut-être avec un léger excès de vocabulaire, une véritable « économie dirigée ». Disons, au moins, orientée.

Mais orientée par qui ? Au profit de qui ? C'est ici qu'il fallait serrer le problème. Sur les cinq signataires du Mémoire, deux sont Basques, deux d'origine hollandaise. Parmi ces derniers, « Craywinkel », ou Gray Winkel, a sûrement, dès lors, des intérêts barcelonais. Et c'est le moment où, à Madrid, le « Commerce » de Barcelone, en plein élan déjà, fait une pression continue pour obtenir le libre commerce avec l'Amérique. Quels autres groupes d'intérêts ont inspiré le fond du Mémoire ? Pourquoi le Décret royal suit-il si imparfaitement le plan conseillé ? Pourquoi, en 1768, l'applique-t-on à la Louisiane, plutôt qu'à toute autre colonie de Terre Ferme ? On regrette que M. Rodriguez Casado, à partir de ses fécondes trouvailles du Palais Royal, ait mieux aimé étendre qu'approfondir ses études, en s'adressant, comme il l'a fait, aux archives diplomatiques — Madrid et Simancas — plutôt qu'aux archives locales, à contenu économique, des divers ports intéressés par le Décret. Le résultat eût été sans doute moins ample, sûrement plus explicatif.

On voit de toute façon les progrès sensibles réalisés récemment par l'histoire coloniale du XVIII^e siècle espagnol, naguère assez négligée. Nous ne pouvons cependant comprendre dans la présente chronique les ouvrages intéressant exclusivement la vie intérieure des colonies. Parmi eux, ceux qui ont paru en Espagne sont rares et médiocres². Ceux qui ont paru en Amérique ne nous sont parvenus qu'exceptionnellement. On peut en trouver la liste dans ce nécessaire instrument de travail : l'Appendice de 1946 aux

1. RODRIGUEZ CASADO, *Comentarios al Decreto y Real Instrucción de 1765 regulando las relaciones comerciales de España e Indias*. Anuario de Historia del Derecho español, 1936-1941 (t. XIII), p. 100-125. Cf. p. 108 la liste des manuscrits consultés au Palais-Royal. Nous ne citons pas les articles du même auteur repris dans ses ouvrages d'ensemble.

2. Par exemple, dans la collection BALLSTEROS, *Historia de América*, l'ouvrage de Gayetano ALCÁZAR MOLINA, *Los virreinatos en el siglo XVIII* (Barcelone-Buenos Aires, Salvat, 1945, 496 p. in-8°), n'est qu'une compilation de faits, vice-roi par vice-roi et région par région.

Fuentes de la historia española e hispanoamericana de SÁNCHEZ ALONSO¹. Liste très large, sinon sans défaut², et dont l'abondance oblige à classer les travaux sur l'Amérique coloniale hors de la bibliographie historique espagnole, pour ne pas être écrasé.

Signalons en revanche, avant d'abandonner les problèmes d'histoire diplomatique, un dernier groupe d'ouvrages : ceux qui concernent les relations de l'Espagne avec les États-Unis naissants. La série a été ouverte par un long article, alerte et parfois anecdotique, de M. BALLESTEROS GAIBROIS sur les premiers représentants des États-Unis à Madrid³; l'apport fondamental est celui de M. GÓMEZ DEL CAMPILLO, catalogue remarquablement présenté, illustré d'excellentes cartes, instrument de travail précieux pour tous ceux qu'intéresseront les relations hispano-nord-américaines depuis les origines de l'Indépendance⁴. Guidés par ce Catalogue, deux jeunes historiens annoncent une série de travaux apportant le point de vue espagnol — et, ce qui est plus important, la documentation espagnole inédite — sur des problèmes généralement traités, jusqu'à présent, par les historiens nord-américains. Un premier volume est intitulé *Conspiración española?* du nom donné aux États-Unis à la tentative de sécession projetée en 1787-1789 par les habitants du Kentucky, sous la direction du général Wilkinson⁵. Les papiers de Madrid et Séville montrent fort bien que l'initiative de l'incident ne vint nullement des autorités espagnoles, tentées sans doute, mais non moins embarrassées, par les offres multipliées d'hommes de l'Ouest — car Wilkinson ne fut pas le seul à manœuvrer entre le Congrès et l'Espagne. L'ouvrage de MM. NAVARRO LATORRE et SOLANO COSTA, plus encore que ceux de Rodriguez Casado ou Palacio Atard, a le mérite de la modestie, puisque, pour 90 pages d'exposé, il comporte 270 pages de documents et index. Le dossier de l'affaire est donc ouvert. Les points les mieux éclairés par les longs rapports du Français Wouves d'Arges et de Wilkinson nous semblent être : la nécessité, pour les États intérieurs de la jeune Union, d'un libre débouché par le Mississippi, la pression des immigrants vers l'Ouest, forte dès la décennie 1780-1790, les divergences d'intérêts entre ces nouveaux installés et les États du Nord-Est. Mais cela intéresse surtout l'histoire des États-Unis. Quant aux Espagnols, ils ne pouvaient ignorer la menace qui pesait sur

1. Madrid, 1946 (Consejo Superior de Inv. Cientif.). Environ 5,000 travaux signalés, de 1928 à 1945. Même présentation que pour l'édition de 1927.

2. Exemple : l'article de RODRÍGUEZ CASADO sur la Nouvelle-Orléans « au début de la domination espagnole » classé avec l'Amérique précolombienne ! Négligence fort pardonnable dans un travail de ce genre. Plus grave est le classement en vrac de toute « l'histoire interne » — entendez l'histoire non proprement politique — qui est, en fait, sacrifiée.

3. *Revista de Indias*, 1940, I, p. 107-120 : *Bastidores diplomáticos*.

4. Miguel GÓMEZ DEL CAMPILLO, *Relaciones diplomáticas entre España y los Estados Unidos según los documentos del Archivo histórico nacional*. Madrid, I : Intr. et Catalogue, 559 p. in-4°, 1944 ; II : Index, 672 p. in-4°, 1945 (C. S. I. C. Instituto Fernández de Oviedo).

5. J. NAVARRO LATORRE y F. SOLANO COSTA, *Conspiración española?* Saragoza, 1949, 361 p. in-4° (C. S. I. C. Institución Fernando el Católico).

leurs possessions, effectives ou nominales, en Amérique du Nord. Ils avaient donc intérêt à exploiter d'éventuelles divisions chez leurs voisins. Le pouvaient-ils? Étaient-ils assez sûrs du dévouement réel des séparatistes anglo-saxons? On comprend leurs hésitations et leurs divergences. Le diplomate Gardoqui, les gouverneurs de Louisiane, le ministère à Madrid n'ont aucune politique commune assurée. A vrai dire, les intérêts matériels qui inspirent ailleurs la pratique coloniale espagnole ne jouent guère sur ces confins septentrionaux. Les décisions sur le Mississippi ou le Kentucky relèvent de la pure diplomatie, de la pure politique. D'où les prochains abandons.

Ici encore, un homme seul a vu les problèmes de haut. Dès janvier 1777, le comte d'Aranda avait dessiné avec une surprenante justesse l'avenir démographique des colonies anglaises insurgées¹. Seul toujours, après leur triomphe, il encouragera sérieusement, en la personne de Wouves d'Arges, un projet tendant à scinder la jeune puissance². Mais Aranda est alors au second plan, simple ambassadeur à Paris. Au surplus sans doute voit-il trop loin pour être écouté. En fait, l'Union nord-américaine se fortifie, sans que l'Espagne ait fait grand'chose pour éviter le dangereux « mano a mano » annoncé — redouté — par le grand Aragonais³.

Il reste que, des efforts de Patiño aux abandons de Godoy, la remontée de l'Espagne comme puissance — moins européenne qu'africaine et américaine, donc mondiale — ne peut être sous-estimée. L'étudier exclusivement à travers les hommes et la législation, c'est courir le risque de leur en attribuer trop rapidement les mérites, sans se poser le problème fondamental des moyens et des points d'application, c'est-à-dire du relèvement démographique et économique dans les régions de l'Empire les plus actives. De l'Espagne exsangue de Charles II à l'Espagne très vivante qui fait échec à Napoléon, celui qui ne suit pas de près le fait économique en lui-même n'entendra pas le contraste.

3. *Les études économiques* sur le XVIII^e siècle espagnol, qui n'ont pas été, ces dernières années, négligeables, compensent donc avantageusement la pauvreté des études de politique intérieure que nous avons constatée pour le même siècle. Mais elles sont de très inégale valeur.

Précisons qu'il ne faut pas espérer écrire facilement une étude d'ensemble sur l'économie espagnole du XVIII^e siècle, la documentation de l'administration économique centrale — Junta general de Comercio, Moneda y Minas — étant introuvable dans sa masse, et connue seulement par fragments, ou par ce que LARRUGA a bien voulu en extraire. C'est pourquoi les nouveautés devront être cherchées régionalement, et la possibilité de synthèse n'est que lointaine espérance.

1. Lettre d'Aranda à Grimaldi, citée p. 5 et chap. I, n. 9 (13 janvier 1777).

2. P. 45-46.

3. Expression plusieurs fois reprise par Aranda (13 janvier 1777, 4 avril 1778).

Donner, en cinq volumes, une *Histoire de l'économie espagnole* de 1500 à 1800 environ était donc, sans nul doute, une tentative prématurée. L'excuse de M. CARRERA PUJAL, en s'y essayant¹, a été de savoir, et de signaler, qu'il ne voulait être qu'un pionnier, tout au plus un nouveau Colmeiro, c'est-à-dire un compilateur de textes inédits ou mal connus d'économistes et de législateurs, rapidement classés par ordre chronologique.

En fait, l'œuvre est plus et moins que cela. Elle est plus : parce que l'auteur, pris par son sujet, a lu et copié avec passion tant d'opuscules et de décrets, de données et de remarques éparses, que, grâce à un « temario » ou index-matières final assez bien conçu, l'amateur de faits précis, pour le XVIII^e siècle en particulier, peut y trouver sa pâture.

L'œuvre, malheureusement, est aussi moins qu'elle n'annonçait, dans sa modestie factice. Non seulement aucune méthode scientifique, mais aucune méthode tout simplement, n'a présidé au choix, à la présentation, à la critique des textes. Ceux-ci sont mis bout à bout, sans transition même matérielle souvent (sans alinéa !) au hasard des trouvailles et du temps passé, avec une admirable patience d'ailleurs, dans telle ou telle bibliothèque. Aucune bibliographie préparatoire n'ayant été dressée, des ouvrages usés jusqu'à la corde — comme le voyage du P. LABAT — sont explorés pendant des dizaines de pages, alors que rien n'explique l'omission de textes fondamentaux. Passe encore si le parti pris de s'adresser aux seules sources contemporaines était poussé jusqu'au bout ; mais, si HAMILTON et la révolution des prix sont ignorés, il arrive que les conclusions d'un article isolé de SAYOUS, consulté par hasard, sont incorporées à l'ouvrage. On voit quels dangers courrait un débutant à se laisser guider par M. Carrera Pujal. Or, la collaboration, même discrète, d'un historien de métier pouvait faire de ce chaos de renseignements un excellent répertoire ; et le considérable effort de l'auteur devenait alors pleinement payant.

Un des défauts apparents de l'*Historia de la economía española* en est aussi une des leçons : après avoir étudié règne par règne (hélas !) une économie « espagnole » réduite en fait à l'économie castillane, M. Carrera Pujal a éprouvé la nécessité de traiter, dans des chapitres à part, l'économie des provinces basques, celle du royaume de Valence, celle du principat de Catalogne. Et, certes, cela ne facilite pas les vues générales. Mais cela souligne, et c'est fort heureux, qu'avant la guerre de Succession « les Espagnes », autrefois autonomes, conservent leurs conditions économiques particulières : douanes, fiscalité et monnaies ; et qu'après la guerre de Succession, même quand a été appliquée une « nueva planta » unificatrice, les conditions géographiques, les structures sociales acquises, les habitudes de la psychologie, exigent encore une étude à part des pays valencien, catalan et basque.

¹. Jaime CARRERA PUJAL, *Historia de la economía española*. Barcelone, Bosch, 1943-1947 (Prologue de R. PERPIÑA GRAU), 5 vol., 862, 626, 669, 591 et 595 p. Les deux premiers volumes concernent les XVI^e et XVII^e siècles, les trois derniers le XVIII^e.

La publication de M. CARRERA PUJAL, en 1946-1947, de quatre nouveaux volumes consacrés à la seule économie catalane pouvait donc se justifier¹. La collection, malgré des vices semblables, est en fait très supérieure à la précédente. L'auteur est là chez lui. Il a vu, très sérieusement, les archives administratives municipales barcelonaises, celles de l' « Audiencia » régionale, celles de la « Junta particular de Comercio », héritière, au XVIII^e siècle, du « Consulat » médiéval. Aux aperçus de pure théoriciens ou d'observateurs douteux se substituent ici, plus souvent, ceux d'administrateurs, de dirigeants locaux de la vie agricole, industrielle, commerciale. D'où des impressions plus concrètes, sur la vie économique du Principat, qu'on n'en trouvait sur l'Espagne en général dans les précédents volumes. Mais comment expliquer que l'auteur, si patient, ait négligé, sur les lieux mêmes où il a travaillé, les sources les plus précises : cens démographiques, comptes des hôpitaux, archives de maisons commerciales, protocoles notariaux et, à Madrid, les étonnantes manuscrits de Francisco de ZAMORA²? C'est que les *opinions*, en réalité, l'intéressent plus que les faits, et qu'il se méfie excessivement des chiffres ; c'est, en un mot, qu'il préfère à l'économie elle-même la *politique économique*, en matière de quoi, d'ailleurs, il tranche, intervient, félicite, condamne. Par là, l'ouvrage est singulièrement faussé : ce qui est solidement établi s'y distingue mal de ce qui est opinion, ancienne ou moderne, objective ou intéressée. Nous pouvons dresser malgré tout, pour le lecteur curieux d'anciennes économies, le bilan des points les mieux éclairés : 1^o une histoire monétaire, non définitive, mais presque toujours neuve, du Principat catalan entre 1500 et 1720, à mettre en relation avec les faits décrits par HAMILTON pour la Castille et Valence, et avec d'autres histoires monétaires et économiques, en Europe ou autour de la Méditerranée ; 2^o une série de textes sur l'économie de la laine en Catalogne entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, où le passage des formes médiévales de l'industrie aux formes modernes est bien dessiné ; 3^o une démonstration, incomplète et souvent inexprimée, mais claire dans les faits, d'une conjoncture barcelonaise heureuse entre 1670 et 1710, préfiguration de l'élan du XVIII^e siècle, et accompagnée d'un très curieux prélibéralisme ; 4^o pour le XVIII^e siècle, une riche collection de textes épars sur les classiques problèmes de la déforestation, de la vaine pâture, des rizières, du commerce colonial, du triomphe de l'industrie cotonnière. Tout cela, malheureusement, à reconstituer d'après des références vérifiées, car aucun de ces thèmes-guides n'est développé pour lui-même, ni scientifiquement abordé. On se prend, devant ces gros volumes au contenu hybride, à rêver d'un vieux texte édité sans commentaire, ou d'une substantielle monographie.

Le premier vœu au moins a été récemment rempli, par la publication de *l'Historia de la Economía política de Aragón*, d'Ignacio DE ASSÓ, un des

1. CARRERA PUJAL, *Historia política y económica de Cataluña*. Barcelone, Bosch, 1946-1947, 6 vol. in-8°, 607, 634, 502 et 490 p.

2. Cf. notre note sur une partie de ces sources dans *Annales*, 1950, p. 213-222.

exposés les plus riches en faita de la fin du XVIII^e siècle espagnol. Si, trop souvent encore, « histoire économique » veut dire histoire de la politique économique et de la législation, pour le XVIII^e siècle espagnol « histoire de l'économie politique » signifiait examen sérieux de tout ce qu'on pouvait savoir sur le passé matériel d'une région : démographie, monnaies, prix, récoltes, marchés. On ne s'étonnera pas en France que la résurrection d'un vieil économiste de cette école, simplement rendu commode à lire par un triple et très bon index, soit l'œuvre d'un groupement régional de géographes¹ : leçon aux historiens.

Ce sont aussi des géographes ou des techniciens qui ont tenté, par ailleurs, des monographies. Avec des succès divers. Une histoire de l'économie sidérurgique espagnole, au titre ambitieux², est médiocrement documentée pour les siècles antérieurs au XVIII^e, plus utilisable pour celui-ci et le XIX^e. La naissance et le développement de l'industrie contemporaine fondamentale du pays basque sont racontés, mais l'ignorance absolue de l'ambiance et des points de comparaison souhaitables fausse toute perspective ; au surplus, un parti pris antiprotectionniste violent dénote une méthode de pensée et de recherche suspecte. Un petit livre sur l'industrie cotonnière espagnole a tenté, de son côté, en manière d'introduction, une rapide histoire de cette industrie : elle est de seconde main³.

Le géographe Salvador LLOBET a complété un compte-rendu de cet ouvrage par quelques observations personnelles sur la répartition de l'industrie textile espagnole à la fin du XVIII^e siècle. Même ainsi, nous ne pensons pas qu'aient été suffisamment mis en lumière les succès de certains types d'industrialisations régionales, correspondant à la conjoncture européenne de la « révolution industrielle », et attestés par une documentation inédite considérable, non épousée par M. Carrera Pujal. S. Llobet a édité d'autre part, pour la première fois, la *Description du Principat catalan* écrite en 1708 par l'administrateur, cartographe et homme d'affaires catalan José APARICIO. Il a publié un extrait du recensement de Barcelone, par sa municipalité, en 1787 ; il a introduit enfin, dans ses monographies géographiques sur l'Andorre et sur le Montseny, des renseignements nouveaux sur le passé agricole et industriel. Ce géographe se classe ainsi parmi les bons artisans de la recherche historique sur l'ancienne Espagne⁴. Il promet — ce qui serait

1. Ignacio de ASSÓ, *Historia de la economía política de Aragón* (Zaragoza 1798). Ed. par José Manuel CASAS TORRES et la Estación de Estudios pirenaicos, Saragosse, 1947, 487 p. in-8°.

2. Francisco SÁNCHEZ RAMOS, *La economía siderúrgica española* ; I : *Estudio crítico de la historia industrial de España hasta 1900*. Madrid, 1945, 383 p. in-4° (C. S. I. C. Inst. Sancho de Moncada).

3. Lucas BELTRÁN FLÓREZ, *La industria algodonera española*. Barcelona, 1943, 187 p. in-8° (publ. par le Ministerio de Trabajo).

4. Cf. ces travaux de S. LLOBET respectivement dans *Estudios geográficos*, 1946, p. 726-734 ; *Hispania*, VI, 1946, p. 632-669 ; *Pirineos*, 1947, fasc. 2, et *La vida y el medio en el Montseny*. Barcelona, 1947, 518 p., cart., pl. (C. S. I. C.).

mieux encore — une large publication des recensements catalans depuis le XIV^e siècle, impatiemment attendue. Car on serait, malgré tout, déçu si l'histoire de l'économie espagnole devait être condamnée encore longtemps à une analyse microscopique ou à des compilations de textes.

Aussi l'œuvre de Earl J. Hamilton, souvent citée ici même, mérite-telle une particulière reconnaissance lorsque, atteignant le XVII^e et le XVIII^e siècle, elle ouvre sur l'histoire moderne et contemporaine de l'Espagne des horizons à la fois larges et clairs.

La *Revista de Occidente* a rendu à cette œuvre un intelligent hommage en publiant en espagnol, dans sa « Bibliothèque de la Science économique », un recueil des articles de E.-J. HAMILTON, jusqu'ici dispersés dans d'introuvables revues américaines¹. Trois de ces articles ont une valeur d'histoire très générale, établissant les rapports entre le fait monétaire — arrivée des métaux américains et destinée de ces métaux — et, d'autre part, la floraison du capitalisme au XVI^e siècle, la décadence espagnole du XVII^e, la révolution industrielle entre 1750 et 1800. Deux autres des articles traduits précisent notre vision du mercantilisme espagnol : d'abord avant 1700, puis avec Jerónimo de Uztáriz. Un dernier article, traitant de « l'us et abus de l'histoire des prix », n'est pas inutile comme garde-fou aux adeptes de la méthode chiffrée.

Mais c'est, bien entendu, le troisième volume de E.-J. HAMILTON sur l'histoire des prix espagnols qui restera un ouvrage fondamental pour l'étude de l'Espagne du XVIII^e siècle. Nous en avons étudié longuement ailleurs les conclusions principales². Notons ici comment, à l'aide d'une étude monétaire serrée et d'une courbe des prix, il est possible de déceler que le point le plus bas de la décadence économique espagnole se place en 1680 — et non lors de l'effondrement politique d'Utrecht. De sorte que le renouveau de puissance manifesté par l'Espagne sous Alberoni et Patiño — dont les biographies, nous l'avons vu, ne rendaient pas compte — trouve une explication plausible dans un redressement interne déjà lointain. Là est l'origine du paradoxe soutenu par les économistes du XVIII^e siècle sur les effets heureux de la guerre de Succession. Une remarquable stabilité, caractéristique des années 1720-1740, poursuit la cure de repos de l'économie espagnole, si secouée au XVII^e siècle. Enfin, préparés dès 1730-1735, mais définitivement déclenchés dans la décennie 1760-1770, l'essor des prix, l'accumulation des bénéfices, le renouveau colonial, la poussée démographique apparaîtront désormais comme les phénomènes dominants du règne de Charles III et laisseront, même sous les apparentes ruines du règne de Charles IV, une Espagne assez bien portante pour que sa vitalité et sa résistance surprennent

1. Earl J. HAMILTON, *El florecimiento del capitalismo y otros ensayos de historia económica*. Madrid, Rev. Occidente, 1948, 250 p. in-8°.

2. Du même, *War and prices in Spain : 1651-1800*. Cambridge Mass., 1947, xxvi-295 p. in-8° (Harvard economic studies, LXXXI). Notre compte-rendu dans *Annales*, 1948, p. 29-45.

Napoléon. Signalons, toutefois, que les conclusions de E.-J. Hamilton eussent pu être encore plus éclatantes, s'il eût placé ses points d'observation, en même temps qu'à Tolède, Séville, Valence ou Madrid, à Cadix, à Bilbao et à Barcelone¹.

Au bout du compte, la décennie n'a pas été inutile à notre connaissance du temps des « lumières ». Deux articles de J. SARRAHL dans le *Bulletin hispanique*² nous font espérer un autre progrès prochain, cette fois dans le domaine idéologique. Déjà ces quelques pages posent avec ampleur et précision le plus important — le plus irritant des problèmes : jusqu'où, dans cette Espagne du XVIII^e siècle, si agitée de pensées nouvelles, si avide de progrès matériel, pénétrait l'esprit de rénovation ? Les difficultés pour implanter à Valence le tour de Vaucanson à filer la soie, la résistance d'instruments primitifs — la « laya » basque — devant la charrue à roues, le faible succès de la propagande pour les engrails, l'indifférence du paysan catalan devant les ravages de la rizière mal entretenue : autant d'exemples où la routine rurale semble l'emporter sur l'enthousiasme des magistrats éclairés à la Jovellanos, des « Sociedades económicas », des Chambres de commerce actives, d'un certain clergé qui se fait en chaire le propagandiste de la nouvelle technique agricole. « L'élite », cependant, n'est pas toujours très juste envers les réalisations de « la masse ». Celles-ci ne peuvent être estimées que statistiquement dans leur ensemble et, dans leur détail, que par enquêtes très localisées : l'expérience de Young montre comment, sur quelques dizaines de kilomètres, l'Espagne de 1789 peut offrir à un voyageur le spectacle des plus primitifs dénouements, puis des techniques les plus avancées. Il sera beaucoup plus délicat, naturellement, d'estimer les succès réels de la critique des philosophes, dans le domaine religieux en particulier. Et pourtant, sans une solide analyse de ce bilan idéologique, comme de ce bilan matériel, on ne saurait passer à l'étude sérieuse du XIX^e siècle espagnol, ni de sa crise initiale : la crise de 1808.

II. — LE XIX^e SIÈCLE

A. *La crise de 1808.* — Il n'empêche que, dans les livres les plus couramment offerts aux Français, le drame de 1808 continue à se présenter avant tout comme une comédie du Palais Royal, sur un fond où dominent d'abord les « majos » et les « manolas », ensuite les moines fanatiques et les guerrilleros sanglants. Ainsi dans le *Godoy* de J. CHASTENET³ et le *Napoléon devant*

1. Nous avons tenté de mettre en lumière le contraste fondamental entre Barcelone et Madrid, dans les *Estudios históricos y documentos de los Archivos de Protocolos*. Barcelone, 1950, p. 7-51.

2. J. SARRAHL, *La routine rurale en Espagne à la fin du XVIII^e siècle*. Bull. hisp., 1948, p. 53-66, et *La notion de l'utile dans la culture espagnole à la fin du XVIII^e siècle*. Ibid. Mélanges Cirot, 1949, p. 235-249. Extraits d'un ouvrage en préparation sur la pensée espagnole du XVIII^e siècle.

3. Jacques CHASTENET, *Godoy, prince de la Paix*. Paris, Fayard, 1943, 304 p. in-16.

l'Espagne de J. LUCAS-DUBRETON¹. Livres qui ne sont pas sans mérites — le plus grand peut-être, dans l'un comme dans l'autre, étant une continue référence à Goya, guide infiniment supérieur à bien des textes, surtout pour qui veut saisir l'Espagne, et ce moment de l'Espagne, dans leurs profondes contradictions. Auprès de ce grand témoin, malheureusement, que de cautions moins recommandables ! Ambassadeurs du Directoire, agents, soldats et policiers de Napoléon, femmes de généraux, subordonnés de Wellington — imaginons la France de la Résistance décrite par les catégories correspondantes d'Allemands et d'Américains. Tous les détails accumulés furent exacts, si l'on ne sait la valeur représentative de chacun, qui peut affirmer que l'image est juste ? Or, de tels livres créent des images. La loi du genre leur interdit de cerner la réalité par d'autres moyens. Passe pour une biographie, dont le lecteur sait d'avance le champ d'observation limité. Mais évoquer la guerre d'Indépendance exige autre chose. L'épisode est décisif : il révèle l'Espagne en tant que nation moderne ; mais il est aussi l'essai malheureux de révolution, dont l'échec recrée en Europe l'anachronisme espagnol, partiellement effacé par le XVIII^e siècle. Qui s'en douterait en lisant M. Lucas-Dubreton, dont le tableau de l'Espagne vers 1800 vaudrait, par bien des traits, pour celle de 1680, voire de 1620 ? Il suffit pour cela que le voyageur utilisé reproduise — cela arrive souvent — de vieilles lectures sur son carnet de notes.

Mais comment éviter de tels défauts ? Aucune étude d'ensemble n'a été tentée, ni en Espagne ni hors d'Espagne, pour définir le contenu social du mouvement de l'Indépendance, dont on a tant dit aux points de vue diplomatique et militaire. Pour cela, on voudrait voir se multiplier les recherches — et surtout les recherches espagnoles directes, concrètes — sur l'ensemble des années 1790-1820. Regrettions que depuis 1940 elle paraissent, au contraire, particulièrement négligées².

Un exception : l'ouvrage de J. MERCADER RIBA sur Barcelone durant l'occupation française³. A première vue, il pouvait sembler faire double emploi avec l'étude assez poussée de Pierre CONARD⁴. En fait, on se souvient que celle-ci, arrêtée pratiquement à la fin de 1809, n'a pas été poursuivie. D'autre part, le découverte à Barcelone d'une partie des papiers préfectoraux napoléoniens, que Conard avait cru perdus, ouvrirait, sur la période de l'annexion de l'Empire, et sur la fin de la domination française, des perspectives nouvelles. L'utilité de l'œuvre du jeune historien catalan ne faisait

1. J. LUCAS-DUBRETON, *Napoléon devant l'Espagne. Ce qu'a vu Goya*. Paris, Fayard (coll. *Les grandes études historiques*), 531 p. in-16, 1946.

2. Pratiquement rien à retenir dans la bibliographie espagnole des dix dernières années ; l'opusculo de F. CAMP, *La invasión napoleónica*. Barcelone, 1943, n'ajoute rien de nouveau à l'œuvre antérieure de l'auteur.

3. Juan MERCADER RIBA, *Barcelona durante la ocupación francesa, 1808-1814*. Madrid, 1949, 526 p. in-8° (C. S. I. C. Inst. Zurita).

4. CONARD, *Napoléon et la Catalogne. La captivité de Barcelone*. Paris, 1910.

donc pas de doute. Au surplus, dès les premières pages, il s'est efforcé de poser les problèmes avec ampleur, en essayant de définir le moment économique, l'état social du Principat lors de l'invasion. Une première partie n'est pas très neuve, mais précise heureusement la chronologie des divers types d'occupation : des brutalités de Duhesme et Lechi au régime préfectoral de 1812, en passant par les velléités libérales (purement personnelles et éphémères) d'un Augereau, et par le régime mixte Macdonald-Mathieu, jusqu'au retour à l'état de siège avec la défaite.

Plus instructive est la seconde partie : « L'œuvre des Napoléonides. » Le titre convient mal, car les maréchaux eux-mêmes ne firent pas grand'chose. Leurs seconds, puis le personnel préfectoral — Treilhard, Chauvelin, Gérando, Alban de Villeneuve, Las Casas — s'informèrent et projetèrent beaucoup. Agirent-ils en profondeur? L'intéressant du livre est de voir des nécessités militaires sortir les simplifications fiscales, et de celles-ci la réforme administrative. De l'utilisation empirique des vieilles institutions, on passe au pur et simple système français, moins par souci de doctrine que par souci d'efficacité. Les conclusions de l'auteur constatent que chaque réforme napoléonienne sera reprise par le xix^e siècle espagnol : police moderne dès Ferdinand, division de type départemental en 1833, « gouvernements civils » directement inspirés de la « préfecture », réforme fiscale de Mon, en 1845, sur le principe des contributions françaises, désamortissements successifs des biens du clergé, suppression du système seigneurial décidée dès Cadix en 1812, réaffirmée en 1823 et 1837.

Mais, justement, le *retard* et les nombreux retours en arrière, le caractère incomplet aussi des réformes du xix^e siècle, condamneront l'Espagne à un régime bâtarde, où la perte des structures traditionnelles ne sera pas compensée par le dynamisme d'une société rajeunie.

On comprend donc le point d'interrogation qui termine le livre de J. Mercader : comment la Catalogne, région la plus évoluée, la plus riche, en un sens la plus « bourgeoise » d'Espagne, a-t-elle présenté un bloc aussi impénétrable, aussi résistant, aussi traditionaliste, aux réformateurs napoléoniens, à leurs flatteries, à leur logique, à leur bon sens administratif, qui devance si souvent les vœux les plus chers des élites bourgeois du xix^e siècle?

L'auteur esquisse un élément de réponse : la surprise, l'indignation causées par une occupation qui demeurera ensuite continue et dense, de l'Ampurdan à la capitale, ne laisseront aucune place à une collaboration digne avec les Français ; en Catalogne plus qu'à Madrid, à Valence ou en Andalousie, l'opposition fut continue, et tous les « francisés » furent médiocres ; un seul sans doute, parmi les personnages connus, agit par conviction intime : Tomás de Puig, probable rédacteur des proclamations d'Augereau, à résonances « catalanistes ». Ces observations psychologiques ont sûrement leur valeur (on se rappelle qu'en 1940 la France occupée fit plus rapidement bloc que la « zone libre »). Mais tout le phénomène exigerait des explications plus approfondies.

D'où les réserves sur l'ouvrage, malgré son intérêt et son édification consciencieuse. Ici encore, le choix des sources est à discuter. Le *Diario de Barcelona*? Organe officiel dès 1808. Le Père Ferrer, le baron de Maldà? Témoins individuels, passionnés. Les préfets napoléoniens? Des étrangers qui s'informent (il leur arrive de citer Laborde et Bourgoing); et leurs archives, très mutilées, ne donnent presque rien sur la capitale. Il eût donc fallu élargir l'enquête. Sur la Barcelone d'avant 1808, Ruiz y Pablo et Desdevises du Désert, vieux ouvrages, pouvaient au moins être complétés par Carrera Pujal, ou, mieux, aux sources directes. Sur tant de personnages cités — afrancesados, patriotes ou hésitants — ne pouvait-on en situer quelques-uns : famille, noblesse, fortune, intérêts, rôle dans l'économie, culture spirituelle? Même suivi d'un qualificatif — « gros propriétaire », « grand commerçant » — un nom n'est pas un renseignement. Parle-t-on de la monnaie? Il y a, aux Archives d'Aragon, toute la documentation de la « Ceca ». Du prix de la vie? Le *Livre de la carn*, de l'Hôpital de Santa Creu, en suit un élément presque jour par jour. Des budgets de la Ville? Est-il vraisemblable que le budget des recettes barcelonais fût de 213,249 pesetas en 1808, et que Duhamel pût exiger 500,000 pesetas *par mois* de contribution extraordinaire la même année? Les papiers municipaux du temps de l'occupation ont paru à J. Mercader « moins intéressants qu'on n'eût pensé », parce que surtout financiers; c'est d'eux pourtant qu'il a tiré les plus curieux des renseignements : sur l'essai de constitution de « biens nationaux » urbains et sur le fait que les plus riches citoyens, émigrés, continuèrent à conserver leurs propriétés, et même à toucher leurs rentes. L'*émigration* fut donc la bonne solution pour les gens aisés : ne pouvait-on préciser des chiffres? La bourgeoisie barcelonaise se regroupe à Tarragone, avait montré F. Rahola, puis le « Commerce » à Majorque. Et les cerveaux de cette bourgeoisie à Cadix, avec Capmany, Aner, Dou. Rien d'étonnant, donc, à ce que les appels d'un Gérande tombent dans le vide. Les souvenirs des années prospères ne suggèrent pas aux créateurs d'un jeune capitalisme barcelonais un ralliement au système français — ni d'ailleurs au système anglais. Ce qu'ils regrettent, c'est le système *espagnol*, le marché *colonial*. L'artisan, l'ouvrier même, peuvent, eux, regretter les années de plein emploi et de hauts salaires d'avant 1800. Quant au système féodal, l'*« établissement »* emphythéotique, la « rabassa » en atténuent les applications ; et toute une classe moyenne, participant aux « compagnies » adjudicatrices, profite de la perception des droits. Le bloc catalan s'explique donc : religion et patriotisme? sans aucun doute. Mais aucun mécontentement récent n'exalte un particularisme quelconque, ni un désir de changer. Le secret de la résistance à Napoléon, c'est le succès matériel des décades 1750-1790.

Nous croyons savoir que J. Mercader se tourne aujourd'hui vers l'étude du XVIII^e siècle. Elle peut le ramener, mieux armé encore, à l'épisode napoléonien. Les sources préfectorales, dont il a été le pionnier, ne sont pas, en effet, épuisées. Mieux qu'une monographie barcelonaise, elles serviraient

une monographie ampurdanaise, ou cerdane. Et mieux encore une recherche sur le « système continental » vu de Catalogne — celle-ci plus intéressante, il est vrai, pour l'histoire napoléonienne en général que pour l'histoire d'Espagne en particulier¹.

B. Libéralisme, parlementarisme, nationalismes. — Les événements de 1808 ont-ils été la secousse nécessaire à l'Espagne pour absorber certains types de pensée étrangères à elle? La question s'est trouvée posée dans deux ouvrages, l'un de M. DÍAZ DEL CORRAL, l'autre de M. GARCIA VENERO, qui ont attesté, entre autres, d'un retour d'attention, chez les historiens espagnols, vers le libéralisme et le parlementarisme du siècle dernier. A partir de 1945. La date n'est pas indifférente. Elle indique un moment où l'*« Institut d'Études politiques*» lui-même, fort marqué par ses origines, crut l'heure venue de méditer sur de possibles « voies intermédiaires », foulées par nos doctrinaires de la Restauration.

Le « libéralisme doctrinaire », étudié en France, non sans finesse, par M. Diaz del Corral², ne nous intéresse pas ici ; mais les six chapitres de son volume consacrés aux mouvements espagnols qu'il juge analogues ne sont pas négligeables pour la compréhension du xix^e siècle péninsulaire. Il y est marqué avec netteté que beaucoup d'Espagnols — sinon « l'Espagne » — ont su être « libéraux », et avec passion. Quelle constitution, avait déjà observé M. Fernández Almagro, a suscité autant de sacrifices, créé autant de mythes que la Constitution de Cadix? Et peut-être est-ce l'absence de vraies bases bourgeois, d'esprit bourgeois en Castille, qui a fait des principes libéraux ce paradis abstrait, ce « reino de Dios », pour lequel on mourut dans « l'ignominieuse décade ». Là est sans doute la clef de ces paradoxes : la tradition espagnole sincèrement invoquée par ceux qui copient la France, Vitoria et Suárez rejoints (précisément dans leur abstraction) par l'œuvre d'un Martínez Marina³. Le « pronunciamiento » même serait parfois — ici l'auteur emprunte à Ortega — plutôt qu'un besoin d'agir et de triompher, un besoin de « se prononcer », un acte de foi envers l'efficacité de la vérité proclamée. C'est bien la manifestation la plus inattendue du « doctrinisme ».

L'exposé de L. Diaz del Corral part de Jovellanos, passe rapidement sur Burgos et Martínez de la Rosa, insiste davantage sur les personnages qui ont marqué de leur empreinte un statut constitutionnel : Alcalá Galiano pour celui de 1837, Donoso Cortès pour celui de 1845, Cánovas del Castillo pour celui de 1876. Pour Donoso, un instant à la mode en Allemagne, où l'on flai-

1. Un inventaire manuscrit des archives préfectorales conservées aux Archives de la Couronne d'Aragon a été dressé par G. VILAR-BERROGAIN ; il est déposé en double à Barcelone et aux Archives nationales à Paris.

2. Luis DÍAZ DEL CORRAL, *El liberalismo doctrinario*. Madrid (Instituto de Estudios Políticos), 1945, 616 p. in-4° ; prix : 75 p.

3. Un article, que nous n'avons pu voir, est cité p. 411 : J. IRIARTE, S. J., *La Filosofía española para el doceñista y el krausista. Razón y fe*, juin 1945. Le sujet est intéressant.

rait en lui un précurseur¹, l'auteur espagnol a moins retenu le traditionalisme autoritaire des dernières années que l'étape intermédiaire où, déviant du libéralisme pur, critiquant même Guizot, Donoso restait encore fidèle à un système constitutionnel imposé d'en haut, selon la formule : « Le pouvoir constituant ne saurait résider que dans le pouvoir constitué » — ce qui est déjà, malgré tout, formule de dictature.

Les chapitres sur Cánovas valent également par les suggestions, par les citations. Retenons les pages où le mot « doctrinaire », encore bien vivant en Espagne entre 1876 et 1898, est défini, discuté par Cánovas lui-même, et à propos de lui-même, et ensuite par Azcárate et Giner (p. 541-547). Définitions de la nation, de la souveraineté nationale, de la légitimité, à travers l'œuvre de Cánovas, montrent enfin combien celui-ci, théoricien d'un droit politique fondé sur la propriété, dut admettre à contre-cœur le suffrage universel. Il est le dernier grand champion de la monarchie censitaire.

Le livre de M. Diaz del Corral ne sort pas (et, pour la clarté des intentions, il faut l'en féliciter) de la pure analyse idéologique : aucun portrait, aucune indication d'ordre social, aucun rappel d'événements. L'*Histoire du parlementarisme espagnol*, de M. GARCIA VENERO², a plus de prétentions à retracer une « histoire ». Mais le genre devient hybride, et c'est bien gênant. D'une part, on ne peut considérer comme un ouvrage de vulgarisation un tome de 550 pages in-4°, massivement présenté sur deux colonnes, fourré de textes, et qui traite des seuls événements parlementaires entre 1810 et 1833 — soit, pratiquement, de deux épisodes : 1810-1813 et 1820-1823. D'autre part, on ne peut considérer comme un ouvrage d'érudition une histoire dont certains chapitres de transition puisent dans les manuels, dont les citations innombrables ne s'appuient sur aucun appareil critique et manquent la plupart du temps de références précises. Le mal n'est pas grand pour une bonne partie des textes : constitutions, débats parlementaires ; là les vérifications ne présentent pas de difficulté. Il n'en est pas de même pour les extraits de presse, les pamphlets, les chansons, matériel beaucoup plus neuf, mais dont on souhaite connaître la chronologie et les origines. Très utile, l'annexe donnant les listes de députés n'est pas non plus sans défauts matériels. Enfin, la recherche n'a pas été dirigée sur le point qui nous paraît le plus obscur, le plus difficile, mais aussi le plus important des épisodes étudiés : les conditions des élections (ou désignations) des députés de 1810, 1813, 1821. A notre connaissance, ce lien entre le « parlementarisme » des débuts du siècle dernier et l'état de l'opinion espagnole n'a jamais été reconstitué. Ainsi l'œuvre de M. Garcia Venero précise nos connaissances sans les renou-

1. Cf. E. SCHRAMM, *Donoso Cortés. Leben und Werk eines spanischen Antiliberalen*. Hamburg, 1925, 155 p. in-4° (Ib-Amer. Institut) ; D. WESTEMAYER, *Donoso Cortés, Staatsmann und Theologe*. Münster, 1940, 262 p. in-8° ; C. SCHMITT, *Donoso Cortés in Berlin* ; et *Der unbekannte Donoso Cortés, in Positionen und Begriffe*. Hamburg, 1940. Et encore A. DEMPY, *Christliche Staatsphilosophie in Spanien*, 1937.

2. M. GARCIA VENERO, *Historia del parlamentarismo español*. Tomo I (1810-1833). Madrid, Instituto de Estudios políticos, 1946, 551 p. in-4° ; prix : 75 p.

veler et peut servir d'orientation, mais non d'instrument de travail solide.

De toute façon, mieux valent des tentatives, même imparfaites, de cette envergure, que la menue monnaie des biographies, réduites, pour le XIX^e comme pour le XVIII^e siècle, à des récits d'anecdotes, dont beaucoup sont de circonstance, et dont aucun d'ailleurs ne concerne un personnage de premier plan¹. Parmi les rares publications de documents intéressant l'histoire du XIX^e siècle, citons, dans la même collection que le Fernán-Núñez, une réédition des Mémoires de l'« aya » d'Isabelle II, la comtesse d'Espoz y Mina, et quelques fragments de correspondance intéressant la vie de Ferdinand VII².

L'histoire du carlisme a dû aux événements un renouveau de faveur³. L'exposé le plus utilisable est celui de Román OYARZÚN. Il ne s'agit pas, naturellement, d'une histoire critique, et nous ne pouvons nous porter garant d'innombrables détails, surtout militaires, donnés sans justification de sources. L'auteur cependant, vieux militant carliste, connaît son sujet, et particulièrement l'histoire politique du mouvement depuis sa floraison de 1868-1873. Sur la presse du parti, ses divisions internes, ses personnages, il est donc lui-même une source, qui resterait à confronter à d'autres témoins, car l'ouvrage, dans certains milieux carlistes, a soulevé des réserves. Mais, en affirmant, en bon partisan, que le carlisme se rattache exclusivement à une fidélité dynastique, R. Oyarzún s'est interdit d'en étudier l'aspect sociologique. Il refuse, en particulier, d'en faire une guerre « de religion », bien qu'il emploie sans cesse le double terme de « communion catholico-monarchique », dont un élément est bien religieux. L'auteur parle pour les siens. Il ne cherche

1. Juan ARZADÚN, *Fernando VII y su tiempo*. Madrid, 1942, 368 p. in-8°; José RUA DE ESTASIN, *El general Elio*. Madrid, 1940, 263 p. in-8°; Conde DE ROMANONES, *Un drama político. Isabel II y Olózaga*. Madrid, 1941, 169 p. in-8°; Luciano DE TAXONERA, *Un político español del siglo XIX. González Bravo y su tiempo, 1811-1871*. Barcelona, 1941, 254 p. in-8°; Du même, *La revolución del 54. Sartorius y su gobierno*. Madrid, 1931; José DEL RÍO SAINZ. Zumalacarregui. Madrid, 1943, 158 p. in-8°; Julián CORTÉS CAVANILLAS, *Alfonso XII, el Rey romántico*. Madrid, 1943, 448 p. in-8°; José Ma ORTEGA MOREJÓN, *Doña Isabel de Borbón, Infanta de España*. Madrid, 1943, 223 p. in-8°. Toutes ces biographies sont de seconde main. En revanche, l'ouvrage du Dr IZQUIERDO, *Historia clínica de la Restauración*. Madrid (Plus Ultra), 1946, 361 p. in-4°. Préface du Dr MARAÑÓN, traite cliniquement de la famille immédiate d'Alphonse XII, d'après des documents inédits du Palais-Royal.

2. Juana Vega de Mina, condesa ESPÓZ Y MINA, *Memorias* (éd. Aguilar, coll. Crisol). Madrid, 1944, 596 p. (format de poche); Vicente CASTANEDA, *La rebelión de Riego. Información epistolar de don Juan de Escoiquiz a Fernando VII*. Bol. Real Academia de la Historia CXII (1943), p. 211-250. Le Dr Manuel IZQUIERDO HERNÁNDEZ a publié enfin, sous le titre *La cuarta boda de Fernando VII, rey de España, les lettres de fiançailles de Ferdinand à Marie-Christine*, dont le ton est divertissant (*Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. CXVI, 1950, 50 p.).

3. Román OYARZÚN, *Historia del carlismo*. Bilbao, 1939, et Madrid, 1944 (éd. Nacional), 2^e éd., 509 p. in-8°; J. CASARIEGO, *Para la historia del Carlismo*. Bilbao, 1939, 310 p. in-8°, et Du même, *La Verdad del Tradicionalismo*. Madrid, 1939, 350 p. in-8°. Nous n'avons pas vu : D. FERRER, M. TEJERA ET J.-F. ACEDO, *Historia del Tradicionalismo español*. Séville, 1941-1943, 6 vol. in-4° (qui ne dépasserait pas, selon SÁNCHEZ ALONSO, la première guerre carliste jusqu'au siège de Bilbao).

pas, pour les autres, à dire le secret de la « communion ». Encore moins en justifiera-t-il les bizarries historiques. Il note, sans en donner d'interprétation, la fidélité toute particulière aux lois bourboniennes des régions les plus brimées, à l'origine, par les Bourbons : Valence, Haute-Catalogne. Il passe sous silence une contradiction plus moderne et plus brûlante : le passage en bloc de milieux jadis carlistes — paysans catalans et basques — à un « nationalisme » républicain et progressiste. Il reste, pourtant, la Navarre. Les dernières pages peignent la désorientation d'un carlisme qui devrait, pour demeurer fidèle à la légitimité, se rallier aux Alphonsiens détestés, ou, pour chercher d'autres candidats, remonter des ascendances exclusivement féminines, ou accepter « le plus digne » — ce qui n'est pas précisément « juridique » : c'est ingénue, et presque comique. Mais cette fragilité même de la « raison dynastique » fait souhaiter une plus solide définition de ce complexe collectif : le carlisme. Les témoins manqueront bientôt. Il eût fallu, il y a cinquante ans, de bons observateurs objectifs des milieux *paysans* du Nord. Les romanciers ne suffisent pas. Il y a peu de textes. Et l'on doute que les « intellectuels » du mouvement, journalistes et parlementaires, en donnent jamais le vrai contenu.

Le problème des relations entre libéralisme, carlisme et particularismes régionaux est mieux posé (non pas résolu) dans deux volumes de M. GARCIA VENERO, légèrement antérieurs à son « Parlementarisme », plus neufs d'ailleurs, et mieux médités¹. Il est même étonnant que, dans l'Espagne de 1944 et 1945 — il est vrai qu'il s'agit toujours d'un moment critique — les mots de « nationalisme catalan » et « nationalisme basque » aient pu paraître, sans guillemets, au frontispice d'un volume. Le vocabulaire officiel, en effet, pour désigner les mouvements régionaux, dit « régionalisme », s'il veut sous-estimer, presque toujours « séparatisme », pour ameuter l'opinion. L'auteur pourtant a traité ces brûlants sujets sans injustice criante, au prix de quelques précautions oratoires extérieures au texte, et d'un effacement total derrière les faits et les citations. Le résultat est honnête, mais sans chaleur et sans profondeur. Les dernières années — après 1931 — sont résumées par des schémas non inexacts, mais déformants à force de sécheresse. Inversement, les premiers chapitres, pour situer les faits catalan et basque devant l'esprit du XVIII^e siècle, la Révolution et Napoléon, abordent des questions pleines d'intérêt, mais avec un matériel douteux².

Il reste le dessin, assez complet, du XIX^e et du XX^e siècle : manifestations littéraires, particularismes de style carliste et particularismes de style républicain fédéral, passage de la notion de « fueros » à la notion d'autonomie

1. Maximiano GARCIA VENERO, *Historia del Nacionalismo catalán*. Madrid, 1944 (éd. Nacional), 607 p. in-8° ; Id., *Historia del nacionalismo vasco*. Ibid., 1945, 497 p. in-8° ; prix : chaque 40 pesetas.

2. L'auteur reproduit intégralement les pages de M. S. OLIVER sur l'inavouable voyage de Robespierre en Catalogne (définitivement infirmées par E. Vico dans *Rev. de Catalunya*, XX, 1947, p. 375-388) ; il puise sans critique aux *Mémoires de Godoy* ; il qualifie fort mal le personnage de Fco de Zamora, informateur de Jovellanos, puis de Godoy ; et il

politique, querelles autour des douanes et du budget, expressions successives des programmes revendicatifs, affirmation d'une sensibilité de plus en plus nationale chez les deux peuples, conquête des premières institutions autonomes, discussions parlementaires passionnées, jeu entre les problèmes d'autonomie et les autres problèmes de politique espagnole, « statuts » enfin, et leur application large ou hésitante.

Je ne pense pas qu'un tel exposé satisfasse ceux des Catalans et des Basques dont la vie a été marquée par les dramatiques événements récents. Non qu'ils puissent être choqués d'erreurs de fait (elles m'ont semblé rares), ou des interprétations de l'auteur (il n'en donne pratiquement aucune). Mais ils ne retrouveront pas le climat sentimental des années évoquées. Et ils contesteront sûrement les proportions accordées aux divers ordres de faits, aux divers événements, aux divers personnages. Des chapitres entiers sont occupés par la reproduction intégrale de médiocres débats parlementaires, tandis que la vibrante activité de groupements et d'institutions animés du feu sacré patriotique — dans l'ordre culturel, musical, sportif, pédagogique — n'est certes pas oubliée, mais n'obtient qu'une description sans vie.

Pas davantage, l'historien soucieux d'aller aux sources des phénomènes ne pourra se contenter des ouvrages de M. García Venero. Un phénomène politique aussi étrange — en apparence — que l'ébranlement de l'unité espagnole au siècle où l'Allemagne et l'Italie s'unifient exige, de qui l'examine, une attentive analyse des données concrètes : géographie et ressources, passé proche et passé lointain, structures économiques et sociales, décalages dans l'évolution de ces structures, divorces entre milieux économiques dirigeants et pouvoirs politiques traditionnels, dissociation entre centres de gravité économiques et centre de gravité politique, cristallisation régionale des oppositions, interférences (inversement) des luttes de classe dans la stabilité des sentiments de groupe ainsi recouvrés. Telles étaient les questions de fond. On les devine quelquefois sous la trame tissée par M. García Venero. Celui-ci rendra surtout service, pourtant, à qui voudra avoir sous la main les textes fondamentaux des mouvements catalan et basque, si souvent inexactement cités : « les Segadors » ou « Guernicako Arbola », les « Bases de Manresa » ou le message nationaliste basque de 1917, l'« Oda a la Patria » ou les derniers « Statuts »¹. Cette abondance documentaire, sur un sujet que l'on ne discute plus en Espagne et que l'étranger connaît mal, fait pardonner à ces volumes quelques défauts manifestes, qu'ils ne pouvaient peut-être pas éviter.

L'un d'entre eux est d'avoir mal mis en lumière la réaction unitaire des Castillans. Elle apparaît, il est vrai, dans les débats des Cortès, abondamment reproduits. Mais elle avait existé dès le milieu du siècle, contre la pres-

cite sa correspondance sans référence, etc. Et, cependant, ces interférences complexes entre le traditionalisme et l'adhésion à l'idéologie la plus avancée, en Catalogne et au Pays basque, des années 1780 aux années 1815-1820, devront un jour être éclairées. De jeunes historiens — E. Vico et H. Morau — s'y emploient.

1. Regrettions cependant l'absence d'un document qui fait date : le grand discours de Manuel Azaña sur le Statut catalan en mai 1932.

sion économique des industriels catalans en particulier. Les journaux l'avaient brutalement exprimée avant même que ne se précisât un « catalanisme ». De plus, si la crise morale et matérielle qui suivit la défaite de 1898 fut décisive dans le destin des nationalismes de Catalogne et du Pays basque, elle déclancha également en Castille une exaltation brusque d'orgueil collectif — contre-partie, dans les décades ultérieures, des succès politiques autonomistes. Or, c'est en 1945 — une fois encore — que de jeunes écrivains ont éprouvé le besoin de méditer, comme d'autres sur le libéralisme ou le parlementarisme, à propos de l'héritage spirituel d'une pléiade célèbre : « la génération de 1898¹ ».

Le livre que Pedro LAÍN ENTRALGO lui a consacré n'est malheureusement qu'une dissertation littéraire sur des poètes. Je n'entends pas que les poètes sont historiquement négligeables. Il n'était pas besoin, pour le démontrer, que le commentateur s'offrit personnellement à nous guider trois fois de la Moncloa à la Sierra. Unamuno et Machado nous suffisaient comme compagnons.

Que le désespoir de Ganivet, la « dissidence » chrétienne d'Unamuno, la violence antireligieuse de Baroja, l'agnosticisme d'Azorín, le « carlisme esthétique » de Valle-Inclan, soient les manifestations d'un même « irrationalisme », voilà qui n'était pas, non plus, à découvrir. Ni aucun autre de leurs points communs : conversion à la Castille de ces non-Castillans, « amour amer » de l'Espagne, passion et dédain de l'Histoire, construction volontaire d'un monde « rêvé ».

L'auteur n'a pas manqué de chercher une origine à ces attitudes. Le vrai problème était là. Mais les « enfances » sont retracées bien rapidement. La « belle époque » de la Restauration (trompeuse comme tant d'autres) est évocée — mais la meilleure page de cette évocation est empruntée à Melchor FERNÁNDEZ ALMAGRO². Les lectures de jeunesse et d'adolescence de chacun des maîtres de la « génération » ? Elles sont recherchées — mais est-il si vrai qu'elles soient pour tous « européennes et modernes » ? Dans le cas d'Unamuno au moins — qui n'est pas le moindre — la liste fournie est trop maigre pour nous permettre d'apprécier. Pour les listes mieux reconstituées, elles nous semblent déceler plus de différences entre les tempéraments que de cohérence dans les formations. Un chapitre final titre pourtant bravement : la « génération » existe : « quod erat demonstrandum ». C'est donc cette existence qu'on voulait démontrer ? Elle était peu discutable. En revanche, l'explication de cette existence, et ses conséquences, voilà ce qui nous eût intéressé.

Il y a plus grave. La « démonstration » de LAÍN ENTRALGO prétend se rattacher à une « méthode »³. S'il vaut la peine d'en parler, c'est que cette mé-

1. Pedro LAÍN ENTRALGO, *La generación del noventa y ocho*. Madrid, 1945, 460 p. in-4°; prix : 30 pes.

2. P. 97-98. *La Vida y obra de Angel Ganivet* de FERNÁNDEZ ALMAGRO a été partiellement repris dans son Prologue aux *Œuvres complètes de GANIVET* (Aguilar, 1943).

3. LAÍN ENTRALGO, *Las generaciones en la historia*. Madrid, 1945.

thode, déjà fort discutée en histoire de la littérature, veut aujourd'hui passer en Espagne pour une « méthode historique », tout court. Nous l'avons entendue vanter, au Congrès international de 1950, comme le seul bon instrument pour l'analyse de l'Espagne contemporaine¹. Un livre entier vient de lui être consacré, tout plein de références germaniques, et sous le patronage d'**ORTEGA Y GASSET**, qui a bien d'autres pédantismes à succès sur la conscience². A lire certains calculs, on croirait que les hommes naissent en bloc tous les quinze, vingt-cinq ou trente ans, et que l'histoire n'est plus un flot continu.

Or, dans les termes « génération de 1898 », l'important n'est pas « génération », mais 1898. L'événement ne crée pas un groupe, des attitudes. Il en cristallise. Il ne détermine pas l'œuvre de Ganivet, antérieure, et qui le pressent ; mais il lui donne sa portée, son influence. Il transforme Costa de polygraphe en tribun. Un castillanisme plus discret que celui des poètes, non moins passionné, sous-tend l'histoire chez Altamira, la pédagogie et la recherche dans l'*« Institución libre de Enseñanza*». Pourquoi Lain Entralgo isole-t-il tout cela de son « groupe générationnel », ou le rapproche-t-il seulement en admettant (horrible jargon !) « l'indéfinition thématique » ? Il paraît, en revanche, que Santiago Rusinyol « exprime plastiquement » la « génération ». Mais Gaudí n'est pas nommé, le seul dans l'ordre plastique atteignant au rêve baroque d'Unamuno, n'en déplaît à Menéndez Pelayo qui louait en Gaudí l'artiste de l'industrialisation barcelonaise, et à M. Walter STARKIE, dont un chapitre récent montre qu'il n'a rien entendu à l'erreur de l'un, ni à la grandeur de l'autre³.

Ce chapitre (toujours sur 1898) est extrait de la présentation au public anglais, par Walter Starkie, d'une sorte de testament historique récemment rédigé par un maître de la « génération », don Ramón MENÉNDEZ PIDAL au seuil de l'*Historia de España*, sa grande entreprise. Commenter cette Préface nous entraînerait loin, jusqu'aux Romains et jusqu'à la Préhistoire. Elle intéresse pourtant directement l'Espagne contemporaine, par son tableau des « deux Espagnes », qu'on invite à ne pas se détruire et à se rejoindre dans l'éternel, si elles ne le peuvent dans l'historique. Cette hauteur de vues, qui a paru, même en 1946, courageuse, ne se retrouve pas dans le thème fondamental de l'exposé, sans cesse occupé à justifier la primauté castillane ; dans ce domaine, le ton n'est guère serein, et l'attitude scientifique est discontinue. Reprocher aux historiens catalans de projeter leur « nationalisme » dans l'âme des Berenguer, c'est bien. Faire d'Isidore de Séville un patriote espagnol, et prouver la supériorité spirituelle de la Castille par la « carte

1. Intervention de J. VICENS VIVES sur le rapport *Histoire contemporaine*.

2. Julián MARÍAS, *El método histórico de las generaciones*. Madrid, *Revista de Occidente* (Instituto de Humanidades), 1949, 192 p. in-8° ; prix : 23 pes. Julián MARÍAS est aussi l'auteur d'un *Miguel de Unamuno*.

3. Ramón MENÉNDEZ PIDAL, *The Spaniards in their history*. Londres, Hollis and Carter, 1950, 281 p. in-8° ; prix : 18 s. Introduction de 114 pages par Walter STARKIE sur l'œuvre de MENÉNDEZ PIDAL. Sur Gaudí et l'opinion de Menéndez Pelayo, cf. p. 9 de l'introduction.

culturelle » de l'Ibérie romaine, c'est oublier à son tour les règles de la méthode. C'est écrire encore dans l'atmosphère de passion, de tension, que la crise de l'Espagne au siècle dernier — crise d'un État-Nation par développement économique inégal — a déterminée. Le dire n'est pas manquer de respect au grand philologue Menéndez Pidal. C'est donner au patriote castillan Menéndez Pidal sa place dans l'histoire de son pays. Auprès d'Unamuno et de Ganivet. Un étranger, hors de la querelle, a le devoir de signaler ces nuances. M. Starkie a préféré renchérir sur les partis pris. Ce n'est rendre service ni à l'histoire ni à l'Espagne (aussi bien M. Starkie a-t-il un jour consacré un livre à comparer le général Franco au cardinal Cisneros). En introduisant l'essai historique de Menéndez Pidal comme texte-témoin entre les études de LAIN ENTRALGO et de GARCIA VENERO, un lecteur objectif pourra, de toute façon, reconstituer le rôle fondamental, dans l'Espagne des cent dernières années, des diverses exaltations nationalistes. Elles sont multiples, dressées les unes contre les autres et non contre l'étranger. C'est un très curieux moment historique.

On saisit, derrière le souci des « générations », un autre aspect du moment. Dans le camp franquiste (et dans toute l'Espagne après 1940) une idéologie de guerre a régné, simpliste, tissée de « topiques ». Après 1945, la censure un peu relâchée, cela ne suffisait plus. Alors s'est révélé un vide énorme : celui d'une « génération » véritable, au sens où nous avons entendu celle de 1898, un pays cristallisé autour d'un événement : la génération du 14 avril 1931, celle de l'espoir brisé, celle de Federico García Lorca, tuée, exilée ou silencieuse (et la seule personnalité non médiocre du fascisme espagnol, José Antonio Primo de Rivera, s'est abîmée avec elle). Il y a un étrange prestige de ce silence. Qui veut écrire a de la peine à se situer. Par échelons compliqués, on remonte à 1898, à condition d'en rejeter tout rationalisme au profit de tout irrationalisme, de jouer sur le mystère des derniers jours d'Unamuno¹, d'admettre le libéralisme de tel vieux maître à la faveur de son intransigeance castillaniste. Par un curieux hasard, plusieurs « hommes de 1898 » assistent encore à ces dernières vicissitudes de leur « génération ».

Hors d'Espagne, l'exil a-t-il fait surgir quelque œuvre, moins générée dans son expression, sur ces inquiétudes spirituelles et nationales ? Rien qui soit très éclairant. Le grand essai historique d'Américo CASTRO² ne traite qu'implicite de la structure espagnole contemporaine ; il rejoint celui

1. LAIN ENTRALGO, *La generación del 98*, p. 62-63, n. 26. « La vérité est qu'ensuite les attitudes d'éloignement et de divergences envers le républicanisme officiel se sont multipliées chez plusieurs hommes de 98 (Unamuno, Baroja, Valle-Inclan). La visite de José Antonio à Unamuno, la présence d'Unamuno à un acte phalangiste, la dimension ultérieure d'Unamuno durablement commentée dans l'hebdomadaire *Arriba*, l'attitude exemplaire d'Unamuno en juillet 1936, les incidents d'octobre de la même année et l'enterrement de don Miguel, accompagné par les phalangistes, sont des épisodes dont la signification dépasse de beaucoup la simple anecdote. » *Cette désorientation est en effet de l'histoire.*

2. Américo CASTRO, *España en su historia*.

de Menéndez Pidal dans le domaine des reconstructions *a priori* — d'ailleurs exceptionnellement brillantes — du passé. L'*Histoire spirituelle des Espagnes* de Mn CARDÓ en donne, en un sens, la contre-partie ; un catholicisme tourmenté, mais prudent, ne permet à l'ouvrage ni de répondre à son titre ni de poser concrètement les problèmes¹. Le juriste socialiste JIMÉNEZ DE ASÚA a consacré à *La Constitution de la démocratie espagnole devant le problème régional* un volume qui, par certains souvenirs vécus et dans le domaine du droit constitutionnel, complétera utilement les derniers chapitres de García Venero. Il a le mérite de comparer ceux qui nient le problème des nationalités hispaniques à ceux qui nient la lutte de classes et croient qu'on supprime les faits en n'en parlant pas. Mais l'analyse se borne aux solutions juridiques tentées par la République².

La froideur ou le parti pris des œuvres spécialement consacrées à traiter des difficultés internes de la nation espagnole se trouvent quelquefois surmontés dans des essais moins systématiques. Dans une biographie pleine d'émotion, le vieux politique conservateur exilé, d. Angel OSSORIO Y GALLARDO, raconte à propos de Lluís Companys comment la Catalogne l'a conquis, comment il ne peut plus séparer l'Espagne de Gaudí de l'Espagne de Juan de Herrera³ : c'est un document direct d'histoire contemporaine, sous la plume de cet « *Español a machamartillo* » (ainsi dit-il de lui-même), qui fut gouverneur de Barcelone au temps de la « semaine tragique » et avocat des grandes causes politiques du premier quart de notre siècle ; au surplus, la figure du second Président de la Généralité est liée à quarante ans de vie politique et sociale espagnole ; le livre n'affecte pas l'objectivité, mais la sincérité de ses évocations fait vivre l'époque.

Le souci de la coupure entre « les Espagnes » perce aussi dans le recueil d'articles publiés à Buenos-Aires par d. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, qui s'y défend de cultiver sa spécialité de médiéviste hors des préoccupations générales. Un des articles s'attache à découvrir en Castille les sources du fédéralisme de Pi y Margall — ce qui contient la part de vérité de tout paradoxe. En dernier lieu, l'historien reprend le thème des « deux Espagnes », pour constater que « les frères ne se battent pas aux heures de fête, mais aux jours de misère »⁴. Là est le bon sens. Le vice de tous les ouvrages que nous venons de citer sur le « libéralisme », le « parlementarisme », les « nationalismes » et les coupures spirituelles est de ne jamais se demander — il le fal-

1. Chanoine CARDÓ, *Histoire spirituelle des Espagnes*. Paris, éd. Portes de France, 1947, 351 p. in-16 ; prix : 190 fr.

2. Luis JIMÉNEZ DE ASÚA, *La constitución de la democracia española y el problema regional*. Buenos-Aires, Losada, 1946, 195 p. in-8°.

3. Angel OSSORIO Y GALLARDO, *Vida y sacrificio de Companys*. Buenos-Aires, Losada, 1948, 281 p. in-8°.

4. Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, *Frente al mañana*. Buenos-Aires, P. H. A. C., 1943, 117 p. in-12.

lait à chaque instant de l'histoire — comment chaque catégorie d'Espagnols gagnait son pain quotidien.

C. *Entre les deux Républiques. La vie sociale et les mémoires politiques.* — Sur la première partie du XIX^e siècle — jusqu'à la révolution de 1868 — rien n'a été publié qui intéresse la vie sociale.

Pour l'histoire des mouvements ouvriers (mais non, malheureusement, sur la condition ouvrière même), une publication — qui semble d'inspiration anarchiste ou anarcho-syndicaliste — a réuni dans un gros volume, publié à Mexico, deux œuvres déjà anciennes, d'inégale portée d'ailleurs¹.

Le premier est un texte fondamental pour l'histoire de l'anarchisme espagnol et international : les souvenirs d'un patriarche du mouvement, Anselmo Lorenzo. *El proletariado militante*, dans sa première édition, était devenu introuvable. Il faut donc se féliciter d'une publication retracant les premières luttes révolutionnaires péninsulaires, depuis les réunions vaguement libérales du « Fomento de las Artes » de Madrid en 1864-1865, jusqu'aux Congrès réorganisateurs de 1883. Le point de vue est celui de l'anarchiste sincère ; l'expérience, vaste, reste celle d'un seul homme. L'épisode central est la brusque montée de flamme de l'Internationale en Espagne. Le moment le plus émouvant celui où Marx, au seuil de sa maison de Londres, ouvre les bras au délégué des travailleurs espagnols et l'entraîne aussitôt dans une éblouissante conversation sur Calderón, Cervantes et Lope. Lorenzo eût-il été décidément conquis — son indiscutable autorité morale eût pu changer bien des choses dans l'avenir du mouvement espagnol. Il comprit mal l'enjeu de la querelle Marx-Bakounine. Tout cela, bien entendu, ne peut remplacer l'étude qui nous manque sur la condition de l'ouvrier catalan, du paysan andalou. Mais connaître les hommes et l'organisation révolutionnaires n'est pas négligeable. Le mémoire du journaliste Palmiro Marbá, rédigé pour un concours académique en 1913, n'a pas le son d'authenticité des souvenirs du vieux militant. Il est moins centré sur la seule Espagne. Les données sont souvent de seconde main. Mais la préhistoire de la C. N. T. n'est pas si documentée qu'on puisse négliger, pour 1885-1906, ce que Marbá nous apporte. Rien, malheureusement, n'est venu compléter pour nous la contre-partie : le mouvement vu par l'U. G. T. et le Parti ouvrier socialiste.

Curieuse constatation. Ce n'est ni chez un acteur direct des événements, ni chez un Espagnol, ni davantage chez un sociologue ou historien de métier qu'il faut aller chercher le livre de base enfin paru sur le « labyrinthique² » enchevêtrement de la vie sociale et de la vie politique espagnoles entre les deux Républiques. C'est chez un ancien officier anglais, devenu agriculteur en Andalousie, et qui semble — le paradoxe est plus grand encore — s'être

1. Anselmo LORENZO, *El proletariado militante, et MARBÁ. Orígenes del sindicalismo*. Mexico, Vértice, s. d. (1949?), 621 p. in-4°.

2. Gerald BRENNAN, *The Spanish Labyrinth. An account of the social and political background of the Civil War*. Cambridge (University Press), 1943, 384 p. in-8°.

intéressé tout particulièrement à la fois avec objectivité et avec chaleur aux divers aspects du mouvement révolutionnaire espagnol. Amateur, ou observateur de métier? Homme, de toute façon, d'une clarté de vue remarquable. Mais qui, en plus de cela, s'est nourri, en la critiquant, d'une bibliographie exceptionnellement riche — il nous la livre et, tout particulièrement sur le combat social, il cite des volumes qu'il ne serait plus toujours facile de rassembler.

Le dessein de M. BRENNAN est à peu près le même que celui de M. Angel MARVAUD dans *l'Espagne au XX^e siècle*, ce très sérieux tableau sur lequel les Français ont dû longtemps fonder leur aperçu de l'Espagne. Mais le quart de siècle qui sépare les deux tentatives est riche en développements et en tragédies. Au surplus, l'auteur anglais peint plus serré, et surtout plus personnel. On sent qu'il a vécu intensément la vie espagnole, tout en gardant la curiosité essentiellement intellectuelle d'un observateur étranger (je crains bien que la passion sociale, religieuse et particulariste, interdise à jamais à un Espagnol non seulement d'écrire, mais de *voir* les faits comme les a vus Brenan).

Un tel livre ne se résume pas. Les pages abondent dont il faudrait retenir plusieurs faits ou plusieurs formules. Les personnages politiques sont rapidement, mais vigoureusement, dessinés au passage : un Cánovas, un Maura, un Lerroux. Les portraits sociaux sont plus significatifs encore : je ne sais rien de plus exact que l'évocation du jeune officier espagnol, de la façon dont il conçoit, à différentes étapes, sa propre carrière. Il arrive que, sur la campagne du Maroc, l'auteur donne des indications directement observées et techniquement jugées qui ont force de document.

C'est pourtant sur les conflits sociaux que Brenan a tourné son attention plus particulière : sur l'histoire et la psychologie de l'anarcho-syndicalisme dans son passé historique, avec une description précise des années dramatiques 1918-1923 ; d'autre part, sur les aspects — plus permanents dans la période étudiée — du problème agraire. Avec ses prolongements politiques, comme le « caciquisme » rural. Quand Brenan nous affirme qu'il faut avoir vécu en Andalousie pour savoir ce qu'est le conflit constant, sourd, passionné, entre le paysan et la « pareja » — le couple de gardes civils — il nous confirme objectivement ce que nous pouvions craindre d'amplifier par le prestige poétique de Federico García Lorca. Quand il dit, en un autre endroit : j'ai vu un « cacique » villageois *tuer* un paysan devant douze personnes et s'en tirer avec une faible amende, nous sentons dans ce témoignage un poids égal à celui du gros volume de DÍAZ DEL MORAL sur les révoltes du paysan andalou. Dans la peinture de la psychologie religieuse — ou antireligieuse — des divers milieux espagnols, l'affirmation d'expérience vécue s'unit également aux données de type objectif, inattendues parfois, comme certaines précisions sur le détachement total, observé dans les quartiers pauvres de Madrid, à l'égard de la pratique catholique. Si l'on ne sentait derrière ces chapitres bourrés de faits, d'une part, une parfaite lucidité,

d'autre part, une sympathie très vive, très spontanée, envers le groupe national soumis à cette dure analyse, on pourrait croire au préjugé. Mais les contreparties sont toujours scrupuleusement données, les explications — quand on peut en offrir de solides — enlèvent toute impression de jugement gratuit, de condamnation inutile. Le titre de « *labyrinthe espagnol* », dont on pouvait craindre à première vue qu'il fût un simple titre « à effet », est pleinement justifié ; car une première condition, pour bien saisir l'Espagne contemporaine, est de ne point appliquer à la Catalogne ce qui vaut pour la Castille, à la Galice ce qui vaut pour l'Andalousie, au catholicisme basque ce qui vaut pour le catholicisme andalou, au militant anarchiste des mines de Suria ce qui vaut pour le militant communiste des Asturies. Mais à condition de ne pas croire non plus — et M. Brenan sait le souligner — que ce tissu de contradictions est inhérent à la nature du pays, inchangable, heureux peut-être. A aucun moment — ou presque — ne surgissent ici les clichés absurdes sur l'individualisme « congénital » ou la permanence de la révolte. Solidité sociale, unité nationale ont pu, autant qu'ailleurs, être approchées en Espagne au cours de l'histoire. Le pays est brisé par un inégal développement de ses forces productives, un déséquilibre social dû à l'échec successif des nécessaires révolutions, une pauvreté économique, un retard technique insupportables à une population qui s'accroît. M. Brenan croit d'ailleurs que la phase descendante est depuis longtemps finie. Mais la remontée est dure, subit des coups d'arrêt nombreux, dont le dernier en date n'est pas le moins dramatique.

Des réserves? Peut-être sur un abus des formules trop incisives. Le « chiste » madrilène a ses dangers comme ses vertus. En commençant son livre par la formule de Sagasta, au seuil de la Restauration : « Je ne sais pas où nous allons, mais je sais bien que, où que nous allions, nous nous perdrions en chemin », M. Brenan donne au scepticisme du vieux politicien un trop facile certificat de prophète. Il manque au livre : 1^e un arrière-plan historique solide : les allusions au passé plus lointain que le xix^e siècle sont quelquefois mal venues (par exemple, sur les conséquences des découvertes); 2^e un arrière-plan statistique ; bien des chiffres livrés au cours de l'exposé s'isolent trop pour qu'on mesure contrastes régionaux, masses affectées par les problèmes agraires, tendances majeures de l'économie et de la démographie ; 3^e les crises de la structure nationale sont moins approfondies que les difficultés sociales (c'est une Espagne vue de la campagne andalouse, non de Barcelone, Bilbao ou Madrid). Nous avons assez insisté sur les « nationalismes » catalan, basque, castillan, pour que le lecteur de cette chronique puisse, au besoin, compléter là-dessus l'information qu'il chercherait chez Brenan, ce guide de premier ordre.

Couvrant à peu près la même période d'étude que le *Spanish labyrinth*, l'*Histoire des Républiques espagnoles* de Victor ALBA¹, plus accessible au

1. Victor ALBA, *Histoire des Républiques espagnoles*. Paris, Nord-Sud, 1948, 459 p. in-16.

public français, aurait pu apporter à celui-ci un instrument du même ordre, si elle avait adopté en fait les principes qu'elle annonce dans son avertissement et commenté largement les tableaux statistiques élémentaires qu'elle publie, avec raison, en appendice. Parfois, à propos des mouvements intellectuels comparés de Castille et de Catalogne (p. 150-160), à propos du « chaos » des intérêts capitalistes dans la Péninsule (p. 306-310), les vues, justes, méritent de l'attention. Il faut les chercher sous des titres à effet : « Quatre intellectuels et un peuple », « sabres et pyjamas » : le journaliste l'emporte. Au bout du compte, il s'agit d'un classique récit de pronunciamientos et de crises parlementaires, coupées d'émeutes. L'introduction historique offre une série de schémas simplistes, de contre-légendes aussi imaginaires que les traditions dénoncées, et d'erreurs matérielles dont on veut espérer que les plus grosses sont des lapsus. Si vif et si juste que soit le récit des événements récents, vécus par l'auteur, l'autorité en est compromise par de telles négligences dès les premières pages. Nous le regrettons, car le livre, en français, n'a pas son équivalent.

En Espagne a paru une interminable *Histoire de la Seconde République*¹, également due à un journaliste. Il a mis bout à bout des chroniques politiques et parlementaires des années 1930-1936, en les agrémentant des nécessaires aménités qu'exigeait en 1941 une publication de ce genre. Faute de mieux, on pourrait tirer de l'ouvrage une chronologie des événements et de nombreux extraits de discours.

Pour qui se consacrerait à écrire dès maintenant l'histoire politique de l'écroulement de la monarchie et de l'épisode républicain, notons que les acteurs des événements ont déjà quelquefois donné leurs versions personnelles et leurs mémoires. A celles du général MOLA sur son action à la direction de la Sûreté entre février et décembre 1930 — rédigées dès 1932 et parues avant la guerre² — se sont ajoutées les souvenirs du général BERENGUER, qui couvrent de l'automne 1929 au 14 avril 1931, avec récit détaillé de cette journée vue du Palais-Royal³. Assez durement jugé — implicitement — pour son rôle au cours du changement de régime, le comte de ROMANONES a riposté aussitôt, avec sa verve à peine atteinte par l'âge⁴; il se défend d'avoir joué jeu double ou jeu personnel et d'avoir mis le roi dans l'obligation de céder. Tout cela n'a qu'un intérêt de « petite histoire ». *La petite histoire* est aussi le titre qu'en toute franchise a choisi pour ses souvenirs — son plaidoyer *pro domo* — don Alejandro LERROUX⁵. Comme il arrive

1. José PLA, *Historia de la Segunda República española*. Barcelone, Destino, 1940, 4 vol. in-8°, 256, 364, 330 et 511 p.

2. General Emilio MOLA, *Lo que yo supe... Memorias de mi paso por la Dirección general de Seguridad*. Madrid, Bergua, s. d., 300 p. in-4°.

3. General Damaso BERENGUER, *De la Dictadura a la República*. Madrid, Plus Ultra, 1946, 516 p. in-8° (rédigé en 1935).

4. Conde ROMANONES, *Y sucedió así...* Madrid, 1947 (Espasa-Calpe), 125 p. in-12.

5. Alejandro LERROUX, *La pequeña historia*. Buenos-Aires, s. d., 618 p. in-8° (rédigé en 1937).

dans la plupart des cas de ce genre, ces volumes renseignent mieux sur la psychologie de leurs auteurs que sur les événements. Faisons exception pour les mémoires de Mola, limités à un épisode, et assez boursés de correspondances et de rapports de police pour déceler l'agitation de 1930. Le général Berenguer ne révèle que lui-même, lourd, guindé, sans méchanceté, fidèle serviteur d'un autre âge, dépassé par les responsabilités qu'il a assumées. Quel contraste avec les évolutions serpentines du vieux Romanones !

Le plaidoyer de Lerroux est rédigé dans le style d'un certain journalisme à demi grandiloquent, à demi canaille à la mode au début de ce siècle. L'histoire de la République y est réduite à une venimeuse querelle entre le mémorialiste et le président Alcalá Zamora, « don Niceto », nom que chaque page dit et maudit. La fin du volume (écrite en 1937 au Portugal) dénonce le Front populaire, applaudit au « glorieux mouvement » militaire, salue au passage le « génie » de Mussolini et le « labeur acharné » d'Hitler. Ainsi finit le démagogue des années 1900 (« l'empereur du Paralelo »), l'orateur qui appait « les jeunes barbares » au viol des nonnes, le « républicain historique » seul capable — disait-il et croyaient certains — d'assurer « la République dans l'ordre » en 1934, et qui sombra dans un scandale de jeux. Très discret sur « les jeunes barbares » et trop prolix sur le « straperlo » pour nous convaincre de la pureté de son entourage, le récit de Lerroux, malgré son titre, dépasse quelquefois la « petite histoire » : ces remous d'antichambres et de couloirs, ces vigoureuses antipathies personnelles prennent un ton tragique aux heures de responsabilité de 1934 et de 1936.

Même contraste entre certaines médiocrités et le drame sans cesse plus menaçant dans le livre de souvenirs d'une femme, qui cette fois juge et critique¹. Constancia DE LA MORA nous conduit du foyer de don Antonio Maura, le grand politique conservateur, et des couvents aristocratiques de Madrid au seuil du communisme militant. Chemin instructif, dit sans aucun artifice. Celle qui, à la veille du 14 avril, avait un oncle ministre du roi, un autre en prison comme membre du comité fondateur de la République, épouse un des aviateurs soulevés en décembre 1930, bientôt attaché à une ambassade, chef de l'aviation gouvernementale en 1936. La multiplicité des points d'observation rend le livre très précieux pour le temps qui précède et prépare la guerre civile.

Quant à celle-ci, nous ne pouvons, avons-nous dit, aborder la chronique. Capital pour l'Espagne, non négligeable pour le monde, l'événement rend pathétique d'avance les signes avant-coureurs dont nous venons de signaler quelques éléments. La crise est si brutale qu'elle exigerait d'autres types d'explication. L'analyse des structures de la société espagnole n'a pas fait malheureusement, ces dernières années, pour les XIX^e et XX^e siècles, les progrès dont nous nous félicitions pour le XVIII^e. Seule la démographie,

1. Constancia DE LA MORA, *Fidèle Espagne*. Paris, Hier et aujourd'hui, 1948, 447 p. in-16 ; prix : 650 fr.

grâce à des statistiques acceptables pour une centaine d'années, a suggéré quelques bonnes études¹. Moindre que dans d'autres pays d'Europe, l'élan démographique n'en a pas moins pesé lourdement sur le destin de l'Espagne, car il faut le confronter, étape par étape, au mouvement de la productivité. Sur celui-ci, nous avons à peine quelques indications partielles². De bonnes études monétaires³ sont trop restées sur le terrain purement technique pour que nous puissions en tirer ici des conclusions largement historiques, à moins d'un examen très particulier. Un livre consacré aux finances publiques du XIX^e siècle est tout superficiel⁴.

D. « *L'Espagne de Franco* » et la seconde guerre mondiale. — Sur l'*Espagne de Franco*⁵, la bibliographie, plus restreinte que celle de la Guerre civile, pourrait à la rigueur être analysée ici.

Mais que conseiller? Se borner à des recueils officiels purement législatifs⁶ faciliterait une étude de droit constitutionnel, non une étude d'histoire : rarement l'écart entre législation et réalité aura été plus grand que dans l'Espagne des dix dernières années. Implanter le « national-syndicalisme » dans un milieu économique sourdement hostile, malgré la solidarité entre le patronat espagnol et le régime victorieux, puis donner un coup de pinceau libéral sur un régime autoritaire dans ses origines et son essence, ces mouvements successifs enlèvent presque toute portée aux « lois fondamentales » qui demeurent en place, juxtaposées. Les méthodes effectives de gouvernement — répression, police, armée, censure, presse, régime local, enseignement, rôle de la Phalange, rôle de l'Église — devront être étudiées, en même temps que la guerre civile dont elles dérivent, quand le flot des témoignages sera décanté. Sur tous ces points, les enquêtes courantes se bornent à des impressions apologétiques ou pamphlétaire, la voie du « juste milieu » n'étant pas nécessairement la bonne, si elle consiste, comme il arrive le plus souvent, à

1. VILLAR SALINAS, *Estudio del movimiento demográfico en España*. Madrid, 1936. Ajouter la collection de la *Revista internacional de sociología*, 1946-1947, et le recueil *Estudios demográficos*. Madrid, C. S. I. C., 1945, 303 p. in-12.

2. MANUEL DE TORRES, *El problema triguero y otras cuestiones fundamentales de la Agricultura española*. Madrid, C. S. I. C. (Instituto S. de Moncada), 1944, 298 p. in-4°; PARÍS EGUILAZ, *La expansión de la economía española*. Madrid, Ibid., 1944, 318 p. in-4°.

3. MANUEL REVENTÓS, *Notes sobre el dinar español en el siglo XIX*. Rev. de Catalunya. 4 art., avril-juillet 1938; JUAN SARDÍ, *La política monetaria y las fluctuaciones económicas españolas en el siglo XIX*. Madrid, C. S. I. C. (Inst. S. de Moncada), 1948, 366 p. in-4°.

4. J.-M. TALLADA, *Historia de las finanzas españolas en el siglo XIX*. Madrid, Espasa-Calpe, 1946, 267 p. in-8°; prix : 25 pes.

5. *La España de Franco*, formule officielle souvent employée pour désigner le régime, a été le terme choisi (ironiquement?), pour titre, par les deux volumes récemment publiés en France sur l'Espagne depuis 1940. Cf. ci-dessous les ouvrages de Hugues et de Mirendet.

6. Les *Fundamentos del Nuevo Estado* (Madrid, Ed. Secretaría de Educación popular, 1943, 516 p. in-4°) donnent l'état des grandes lois en 1943; nous ne connaissons pas de recueil ultérieur semblable, et celui-ci est naturellement dépassé.

mélanger notations dramatiques et notations plaisantes, bons mots et cris de douleur, sans pondérer, de chaque apport, la valeur représentative.

De même, les résultats réels de la législation sociale mise en vigueur ne peuvent être appréciés que dans la mesure où la situation économique est assez connue. Sur ce point, l'information n'est pas nulle. Sans ajouter une foi aveugle aux statistiques officielles, et sans croire qu'elles suffisent à remplacer le témoignage et l'observation, on peut admettre que le meilleur instrument de connaissance de l'Espagne actuelle est la collection de l'*Anuario estadístico*, commode à consulter dans son édition manuelle sur papier bible¹. Les « goulots d'étranglement » de l'économie y sont parfaitement dessinés : production charbonnière à sa médiocre limite supérieure, difficulté à couvrir la demande croissante d'électricité, effondrement de la production dans le secteur agricole, stagnation dans le secteur industriel, chute du salaire réel le plus caractéristique, faiblesse des subsides sociaux en argent. Pour l'histoire politique et spirituelle, on pourra analyser la structure du budget national, celle de l'enseignement et les curieuses modifications des préférences (et du nombre) des lecteurs dans les bibliothèques publiques.

Pour les faits proprement économiques, avec insistance particulière sur le commerce extérieur et sur l'échec du rapprochement avec l'Argentine dans ce domaine, les *Études et conjoncture* ont publié sur l'Espagne un remarquable travail ; on ne saurait trop le recommander².

Il est un autre point sur lequel la plus récente histoire de l'Espagne est éclairée par un faisceau de documents de première main. Il s'agit du rôle du gouvernement espagnol dans la seconde guerre mondiale.

Deux ambassadeurs ont là-dessus publié leurs Mémoires³, Sir Samuel HOARE et Mr CARLTON J. H. HAYES. Tous deux présentent leur arrivée en Espagne comme une extraordinaire aventure, et la conquête de la neutralité, puis de la bienveillance du gouvernement Franco, comme leur œuvre personnelle, fort difficile ; l'on est surpris de certaines ingénuités : Sir Samuel Hoare noue en quelques semaines une spectaculaire intimité avec le ministre des Affaires étrangères Beigbeder, et il s'étonne de voir Hitler réagir et l'édifice s'écrouler ! Un jeune attaché de presse de l'ambassade des États-Unis complète heureusement ces mémoires officiels par un exposé plus familier, plus vivant, plus informé des événements à leur origine, et plus compréhensif devant le peuple espagnol⁴. Un journaliste français, qui semble avoir joué un rôle analogue, a également publié des souvenirs, qui vont du camp de

1. Le dernier en date : 1950 (résultats de 1948 et 1949), 898 p. in-16 (publ. par l'Instituto Nacional de Estadística).

2. *Études et conjoncture*, septembre-octobre 1949, p. 27-57.

3. Sir Samuel HOARE, Viscount TEMPLEWOOD, *Ambassador on special mission*. London, Collins, 1946, in-8°, 320 p. Trad. française, éd. « Vent du large », 1947, in-8°, 477 p. ; prix : 650 fr. ; CARLTON J. H. HAYES, *Wartime mission in Spain, 1945* (éd. espagnole, *Misión de guerra en España*. Madrid, 1946, E. P. E. S. A., 397 p. in-8°).

4. E. J. HUGUES, *L'Espagne de Franco*. Paris, Temps présent, 1948, 366 p. in-16.

Miranda aux effets des décisions de l'O. N. U. en 1946¹. Ces enquêtes ne sont pas toujours supérieures à celles d'un journalisme moyen. Sur certains points, en revanche, comme les relations entre ambassades alliées et direction officielle de la presse espagnole, les notations sont directes.

Un ministre des Affaires étrangères espagnol, contraint par les circonstances à renier une attitude trop engagée, nous a, enfin, donné ses Mémoires². Mais renier n'est pas nier ! A tout cela, nous préférerons naturellement les documents diplomatiques directs publiés d'après les papiers du Troisième Reich³. Le document central nous en semble ce rapport de von Stohrer à Berlin, du 19 février 1942, qui donne le secret probable du rôle de la Péninsule pendant la guerre. L'entrevue Franco-Salazar, à Séville, a été pour les deux camps belligérants un décisif coup de sonde. Salazar a pu convaincre Franco que les Alliés ne tenteraient pas de débarquement en territoire ibérique. Franco a pu convaincre Salazar — et les Anglais par son intermédiaire — qu'Hitler était peu pressant, peu soucieux d'engager ses divisions dans le « labyrinthe » espagnol. Serrano Suñer, informateur de Stohrer, avait mené l'entrevue « selon la ligne » indiquée par le ministère allemand. La neutralité ibérique était un voeu d'Hitler, non point une habileté de Franco, ni un triomphe de Sir Samuel Hoare. Leçon napoléonienne ? Von Stohrer, bon connaisseur des jours révolutionnaires de Barcelone, ignorait moins qu'un Beauharnais la mystérieuse énergie du peuple espagnol.

Pierre VILAR,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études (Sorbonne).

1. François MIRANDET, *L'Espagne de Franco*. Hachette, 1948, 287 p. in-16.

2. SERRANO SUÑER, *Entre Hendaya y Gibraltar*. Madrid, Espesa, 406 p. in-8° (une traduction française parue à Genève, Éd. du Cheval ailé, 1947, 342 p.).

3. *Livre Blanc*, publ. par le gouvernement des États-Unis en 1946, et *Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Espagne*. Paris, Ed. Paul Dupont, 1946, 166 p. in-8° (trad. du russe).

thém
parfo
au m
thèse
témoi

Le
sous-t
conten
entre
on les
une p
du cru
semble

On s
un cas
cédants
c'est ai
sujet de
ment n
sur le p
Passons

C'est
l'auteur
des ques
fâcheuse
bien ada
hièmes q
sont, en
Il est seu
laît — qu
ment, da
après la
Barbare :
plan dan
nalité. E
trop curs
Grèce est
il n'est tra
vées : dan
gieux de l
— et encor
pure tradi
nit la mat
plus appre
cents pag
mais de l'

COMPTES RENDUS CRITIQUES

T. J. HAARHOFF. *The Stranger at the Gate. Aspects of exclusiveness and co-operation in ancient Greece and Rome, with some reference to modern times.* Oxford, Basil Blackwell, 1948 ; in-8°, XII-354 pages.

L'auteur s'est proposé d'étudier, dans le monde antique, le comportement à l'égard de l'étranger — car une formule aussi générale est la seule qui puisse s'appliquer à l'ensemble des chapitres successivement consacrés par lui à la Grèce et à Rome.

Il trouve dans le milieu ionien préclassique une remarquable tolérance, l'absence de distinction raciale, et déjà le sentiment d'une certaine communauté humaine au moins fondée sur l'identité de l'intelligence. C'est de cet esprit que participe encore Hérodote dont l'observation historique et ethnographique témoigne d'une admirable impartialité et même d'un constant effort de sympathie. — Or, c'est un esprit assez différent que nous voyons s'affirmer au cours de la période classique, à Athènes en particulier : l'extrême restriction de la citoyenneté à partir du milieu du V^e siècle est en contraste avec la pratique antérieure, et des penseurs du IV^e siècle, aussi représentatifs qu'un Isocrate, aussi éminents qu'un Platon ou un Aristote, adoptent vis-à-vis du « barbare » (dont la dénomination prend une valeur nettement défavorable) une attitude qui est, au total, d'exclusivisme et que justifient à l'occasion des considérations quasi racistes. — On peut donc dire qu'il y a quelque chose de révolutionnaire dans l'œuvre d'Alexandre, dans l'ambition qu'il a eue tout au moins de fonder l'*oikouménè* en un seul empire où les diversités nationales seraient respectées, mais où, inversement, le barbare accéderait à l'hellénisme. Il s'en faut que le programme ait été rempli : l'époque hellénistique marque plutôt une réaction contre une tentative prématûrée — réserve faite du développement de la pensée philosophique et, en particulier, du cosmopolitisme des stoïciens. Dans l'ordre des institutions, c'est Rome qui réalisera la pensée d'Alexandre.

Rome est l'objet de la plus grande partie de l'ouvrage ; on peut même dire qu'elle est considérée avec une complaisance spéciale où il entre, je ne dirai pas du parti pris, car il y a chez l'auteur une grande honnêteté historique, mais un sentiment personnel et presque une intention d'apologie. — Une première série de chapitres concerne la Rome la plus ancienne (antérieure à la première guerre punique) : il y est question de l'attitude « originelle » des Romains à l'égard des étrangers (moins de morgue que chez le Grec classique), question aussi des premiers contacts avec l'hellénisme, mais surtout des institutions du droit public, comme le règlement des litiges publics et privés avec les pèlerins, et l'extension, systématiquement poursuivie, du droit de cité. — La seconde section, dont le titre *Transition : Andronicus to Lucilius* est assez significatif, traite surtout le

thème classique de l'hellénisme à Rome et des résistances qu'il y rencontre, avec parfois des indications plus personnelles (par exemple le petit chapitre consacré au mot *barbarus* en latin). — Puis vient l'étude de l'épanouissement — de la synthèse entre « romanisme » et hellénisme dont l'« harmonie virgilienne » est le témoignage émouvant — de la *pax romana*, haute réussite d'unité humaine.

Le livre pourrait s'arrêter là ; mais nous avons encore quelques pages que le sous-titre et l'introduction avaient insidieusement fait prévoir, sur la situation contemporaine de l'Afrique du Sud : il paraît que les problèmes qui s'y posent entre blancs — assimilation, bilinguisme — seront bien près de leur solution si on les éclaire par la connaissance de l'histoire ancienne — moyennant toutefois une philosophie nouvelle qui s'appelle *l'holisme*, qui est d'ailleurs un produit du cru et qui commande de ne pas considérer les parties sans considérer les ensembles.

On s'en veut presque d'avoir souri. Après tout, le cas de l'auteur est seulement un cas typique. Vouloir justifier des solutions de politique actuelle par les « précédents de l'histoire » ne peut guère aboutir qu'à rendre le décalage plus sensible : c'est ainsi que M. Haarhoff peut avoir des raisons de soutenir ce qu'il soutient au sujet de la question des noirs, mais comment ne pas voir que l'attitude pratiquement négative qui est la sienne n'a plus aucun rapport avec ses considérations sur le passé méditerranéen ? Il est vrai que les noirs paraissent peu l'intéresser. — Passons, car le livre a des mérites certains.

C'est dommage qu'il ait souffert indirectement des intentions pragmatiques de l'auteur : à quoi nous attribuerions du moins la multiplicité, voire l'hétérogénéité, des questions qui l'ont intéressé et qui se succèdent parfois avec une discontinuité fâcheuse. Mais il y a dans le livre une information généralement sûre, variée, bien adaptée, présentée de façon vivante ; il y a surtout le sens de certains problèmes qui, en somme, n'ont guère été traités jusqu'ici pour eux-mêmes et qui sont, en matière de civilisation et de psychologie collective, du plus haut intérêt. Il est seulement regrettable que l'auteur ne les ait pas distingués quand il le fallait — quitte à en rechercher la connexité s'il y avait lieu. Par exemple : brusquement, dans la première partie, il est parlé des conditions du droit de cité à Athènes après la réforme de 451 ; jusque-là il s'agissait surtout des attitudes à l'égard du Barbare : c'est tout autre chose, la notion d'étranger ne se situe pas sur le même plan dans les deux cas ; l'analyse des faits romains souffre également de cette dualité. Et il en résulte que certaines données essentielles du droit public ont été trop cursivement étudiées, ou même ont été négligées : le statut du métèque en Grèce est une chose d'importance, le statut de l'affranchi à Rome l'est aussi — il n'est traité ni de l'un ni de l'autre. En réalité, trop de questions ont été soulevées : dans un autre ordre d'idées, on est frappé de voir que le mouvement religieux de l'époque impériale est examiné en quelques pages, presque en appendice — et encore sous le titre de l'« influence des idées religieuses », c'est-à-dire dans la pure tradition des concepts scolaires. En bref, disons que M. Haarhoff nous fournit la matière — ou l'indication — d'une étude plus multiple qu'il ne l'a vue et plus approfondie qu'il ne lui a été donné de la faire dans une esquisse de trois cents pages. Mais il faut lui être reconnaissant non pas seulement de son effort, mais de l'intelligence historique qu'il y apporte assez souvent.

Louis GERNET.

Cecil Roth. The House of Nasi, Dona Gracia. Philadelphia, 1947 ; in-8°, 208 pages.

On a plusieurs fois évoqué la figure de Joseph Nasi, qui réalisa la prouesse, sans correspondant dans l'histoire, d'être Juif et de devenir, en 1556, duc de Naxos dans l'Empire ottoman. Mais il n'est le créateur ni de la primitive fortune de la famille ni de sa nouvelle puissance auprès de Soliman le Magnifique. Celle-ci fut l'œuvre avant tout de sa tante, Dona Gracia, et il y a aussi quelque chose d'extraordinaire dans l'immense autorité de cette femme auprès de ses coreligionnaires et souvent même des gouvernements. A côté d'un autre volume consacré au duc de Naxos, c'est à elle que l'historien bien connu des Juifs, Cecil Roth, consacre le présent ouvrage. L'histoire est prenante et, en raison d'inévitables rapprochements avec les tragédies récentes, plus prenante encore, de cette odyssée de marranes obligés par l'Inquisition de quitter le Portugal d'abord pour Anvers, puis de là de se réfugier successivement à Venise, à Ferrare, havre provisoire de liberté confessionnelle, enfin à Constantinople, dans l'Empire ottoman, le grand asile alors, par intérêt économique bien compris, de tous les Juifs persécutés d'Europe. Ce fut cependant, dans le cas de la maison de Nasi, malgré de renaissants dangers, par certains côtés, presque un voyage triomphal. Son immense richesse lui permit presque toujours d'éloigner les catastrophes à prix d'argent, et le réseau international de ses affaires d'organiser avec peu de pertes la mise à l'abri de ses biens en se jouant des confiscations, en intéressant à sa cause les gouvernements auxquels son commerce pouvait profiter, parfois même en usant des cœurs et des dots. Il va de soi qu'il y eut pour les moins fortunés de bien autres drames. Du moins Dona Gracia mit-elle au maximum du possible ses moyens au service de ses coreligionnaires moins heureux, et, ce fut le dernier acte de sa carrière, au risque de compromettre certaines de ses affaires, elle essaya d'organiser un boycott du port d'Ancone, afin de venger le martyre des marranes naguère accueillis dans cette ville par le Saint-Siège, et livrés maintenant à l'Inquisition par le pape Paul IV. D'autre part, femme d'une haute culture, d'un milieu où se combinaient aux traditions juives les apports de la Renaissance italienne, elle encouragea de toutes les manières la réorganisation et l'essor de la vie spirituelle dans les communautés marranes et juives aux diverses étapes de leur migration, jusqu'à Salonique et Constantinople. Elle fut presque une reine des Juifs, tant fut immense parmi eux sa popularité.

Le livre de C. Roth est écrit avec une grande élégance et clarté de style. La figure de Dona Gracia en est le centre, mais elle est excellentement replacée au milieu des divers groupes humains qu'elle traversa. Le livre a cependant été demandé à l'auteur pour un public assez large, et il a fallu éviter les développements trop techniques. L'historien économiste regrettera un peu que la puissance de la maison Nasi nous soit donnée comme acquise et sous-entendue, et que les affaires même de cette maison, contemporaine et peut-être égale de celle des Fugger, ne nous aient pas été présentées, autant du moins que la documentation le permet. D'autre part, ce qui n'est pas la faute de l'auteur, sa documentation est presque exclusivement soit juive, soit occidentale ; il est évident que la partie ottomane de la carrière des Nasi sera à reconstruire à mesure qu'auront été mises à jour pour cette période les riches archives ottomanes que l'on commence d'explorer.

Claude CAHEN.

James A. WILLIAMSON. *Hawkins of Plymouth.* London, Adam et Charles Black, 1949 ; 348 pages. Prix : 25 s.

M. Williamson est un spécialiste des questions maritimes au temps d'Élisabeth, auteur (entre autres) d'un très estimé *Age of Drake*. En écrivant la vie de sir John Hawkins, qui fut un grand armateur, un grand marin, enfin un grand organisateur à l'Amirauté, il jette une vive lueur sur un aspect trop souvent sous-estimé des vieilles luttes historiques : l'importance du facteur naval. Il montre, par exemple, comment l'interception, par mer, du flux d'or des Indes occidentales, lequel seul reculait la faillite, eût brisé sans retour la puissance de Philippe II ; comment, rien qu'en détournant le « trésor » envoyé au duc d'Albe pour payer ses troupes, Cecil déchainait parmi elles l'indiscipline, les pillerries et, *ipso facto*, le soulèvement des Pays-Bas harcelés ; comment la course (ou la piraterie) française, à peu près tout entière en des mains huguenotes, accroissait singulièrement en France le poids du parti réformé. Il montre encore le lieu et l'orient de la guerre navale se mouvant synchroniquement avec le mouvement de la haute politique : longtemps, Londres (et Plymouth encore plus) espèrent maintenir la vieille alliance anglo-espagnole contre la France, si seulement l'Espagne ouvre la mer Caraïbe au négoce anglais, du moins ferme les yeux ; quand il devient clair que l'Espagne est définitivement alienée 1^e par l'hérésie anglaise, 2^e par sa volonté de maintenir rigide son monopole d'Amérique, les dés sont jetés ; peu à peu, en dépit qu'on en ait, malgré tous les tortillements d'Élisabeth, on dérive vers l'hostilité, la guerre sourde, puis ouverte, enfin l'Armada : le clivage est maintenant bien moins entre nations qu'entre groupes religieux, Angleterre, Gueux de Mer, Huguenots français, d'une part, et, de l'autre, Saint-Siège, Espagne, France de la Ligue, même Papistes anglais. Les précisions techniques que dispense ce livre excitent le plus vif intérêt : comment s'organisaient les expéditions, mi-commerciales et mi-politiques, mi-privées et mi-royales, avec commandite de la Reine et des grands ; quels risques démesurés elles couraient, tant pour les hommes, exterminés par le scorbut et la famine, que pour les capitaux, tantôt perdus sans recours, tantôt récompensés sur le taux de 50 ou 60 %, une fois, lors d'un voyage de Drake, jusqu'au taux de 4,700 % ; quel était le dessin des bâtiments, taille, rapport entre la longueur et le maître-bau, relation entre tonnage et équipage, changement de structure apportés par Hawkins, quand à la marine il fallut quitter les eaux territoriales pour l'Océan, les croisières lointaines et longues — on trouvera tous ces renseignements dans cet ouvrage, qui, sur ces points, rejoint et complète le beau livre de Braudel sur la Méditerranée. Il arrive à M. Williamson que le sentiment anglais ou protestant l'entraîne à des jugements sommaires, ou même un peu naïfs : si le cardinal Allen est « le prince des renégats » (p. 290) en Angleterre, qu'est le duc de Guise en France ? Surtout, que valent des sentences prononcées d'un point de vue tout moderne sur des actes que leur temps appréciait différemment ? Faibles tâches, d'ailleurs, sur un travail entre tous nourrissant.

Roger CHAUVIRÉ.

Jacques PIRENNE. *Les grands courants de l'histoire universelle. III : Des traités de Westphalie à la Révolution française.* Neuchâtel, éditions de La Baconnière. Paris, Albin Michel, 1948 ; in-8°, xxxix-669 pages.

La synthèse historique est un genre difficile, voire même périlleux quand elle

s'apparente à la philosophie de l'histoire, comme c'est le cas dans l'ouvrage de M. Jacques Pirenne. La critique n'a pas fait un accueil chaleureux à ses premiers volumes. Les historiens de métier lui ont durement reproché d'avoir pris trop de libertés avec la méthode à laquelle ils demeurent attachés, par conviction ou par nécessité. J'avoue avoir été pour ma part séduit et intéressé. J'étais, si je puis dire, bon public. Tant qu'il s'agissait de l'antiquité ou du moyen âge, je n'étais pas tenté d'objecter ceci ou cela, et j'avais l'impression de m'enrichir. Maintenant que l'œuvre en est arrivée à des temps plus récents, sur lesquels je me trouve moins dénué de lumières propres, le jugement que je suis tenté de porter sur l'ensemble s'en ressent. L'esprit critique joue plus souvent, et parfois il lui arrive de ne pas laisser subsister grand'chose de ce que le goût des grands ensembles aurait été porté à accepter de prime abord, tout au moins sous bénéfice d'inventaire. Dans ce cruel débat — cruel pour l'auteur, à l'égard duquel on est tenté de se montrer injuste, cruel pour le lecteur, qui risque de se voir refuser tout le bénéfice qu'il attend de sa lecture — je voudrais m'efforcer d'apporter quelque clarté.

Disons tout d'abord qu'il s'agit d'une œuvre jusqu'à présent unique en son genre, bien plus considérable que celles de même sorte qui ont pu paraître dans le passé (il n'en est pas tant que l'on pourrait honnêtement citer), une œuvre qui, au premier contact, inspire confiance parce que l'auteur est un homme du métier. Guidé par l'exemple paternel, formé de très bonne heure aux plus strictes disciplines, on peut bien penser que M. Pirenne, s'il a accepté de s'en départir pour aborder la tâche écrasante qu'il rêvait d'assumer, l'a fait en pleine connaissance de cause, en pleine connaissance des risques qu'il allait courir et que l'histoire courrait à sa suite. Le moins que ses détracteurs puissent lui reconnaître, c'est une vaste culture historique, une rare érudition, une érudition qu'on pourrait être tenté de juger prodigieuse, étant donnée la diversité des époques et des pays à travers lesquels elle se donne carrière. Qu'elle ne soit pas sans défauts, il serait presque naïf de s'en montrer surpris. Il n'y a plus guère place, en notre xx^e siècle, pour des connaissances encyclopédiques, en histoire pas plus qu'en aucune autre discipline.

Les dimensions imposantes de l'ouvrage indiquent assez qu'il ne s'agit pas d'un nouveau *Discours sur l'histoire universelle*, à la manière de Bossuet, utilisant les ressources les plus récentes de la science historique. Et, d'un certain point de vue, peut-être faut-il le regretter. On y cherche en vain une idée centrale, ou plus exactement un système d'idées cohérentes, dominant le tout, à l'égard duquel on puisse prendre position, soit pour le rejeter en bloc, soit pour l'accepter avec les réserves qui s'imposent généralement en pareil cas.

Les considérations générales ne manquent certes pas au long de ces milliers de pages. Mais elles sont présentées de façon si fragmentaire, et le plus souvent si mal reliées les unes aux autres, qu'on ne sait trop comment les saisir, et qu'on discerne avec peine celles auxquelles il convient d'attribuer la primauté : des thèmes, si l'on veut, qui reviennent de temps à autre à la manière de motifs musicaux, mais aucun qui domine nettement et autour duquel tout le reste s'ordonne, pas de leitmotiv. L'auteur s'est visiblement interdit d'avoir un système et de le formuler. Les thèses qu'il lui arrive de présenter, ici et là, s'inspirent seulement de certaines vues, toujours les mêmes, dont elles attestent la persistance à l'arrière-plan du panorama mouvant que les siècles déroulent devant nos yeux. Le retour périodique de certaines d'entre elles, à des moments parfois très éloignés, a d'ailleurs

l'inconvénient de nous laisser sous l'impression que l'histoire tourne en rond, qu'elle est un perpétuel recommencement, comme le professent nombre d'esprits désabusés. Si ce devait être là le dernier mot de ce qu'on appelle philosophie de l'histoire, il faut avouer que ce serait un exercice bien décevant.

Arrêtons-nous à l'une de ces idées, celle qui paraît être la plus chère à l'auteur, à savoir qu'il existe deux types distincts, voire même opposés, de civilisation, conditionnant en quelque sorte tout le développement des états : civilisations maritime et continentale. Cette dualité fondamentale, qu'il n'a cessé de mettre en lumière depuis l'antiquité la plus reculée, il lui demeure fidèle dans la partie de l'œuvre consacrée aux temps modernes (voir notamment la seconde partie de ce tome III, qu'annonce le titre suivant : *Le monde se sépare entre la civilisation maritime et la civilisation continentale*). Et, au tournant d'un chapitre, nous rencontrons cette profession de foi, imprévue à la place qu'elle occupe : « L'histoire est dominée non par les événements politiques, mais par l'évolution sociale des peuples, elle-même étroitement liée à leur évolution économique, laquelle dépend essentiellement de leur caractère maritime ou continental » (p. 136). C'est, on le voit, tout un système, et défendable probablement. Mais quel singulier procédé de nous le présenter ainsi à l'improviste, sous cette forme abrupte et sans autres développements ! Pour être aussi bref que l'auteur, nous dirois simplement, en deux mots, qu'en ce qui concerne les temps modernes ce système ne nous frappe pas par sa pertinence. Et nous laisserons à d'autres le soin de lui demander, pour l'embarrasser, quelle est au juste sa position par rapport à une doctrine que des affirmations de ce genre ne peuvent manquer d'évoquer, celle qu'on appelle communément le matérialisme historique.

Essaierons-nous du moins de savoir ce que l'auteur apporte au débat institué depuis plus d'un siècle sur le capitalisme moderne, ses effets, ou ses méfaits ? Nous serons bien déçus. Ici et là nous rencontrons des observations à ce sujet. Il nous est difficile d'en apprécier la justesse, tant elles présentent de décousu. Au cours d'un chapitre qui porte en guise de titre cette sentence : *En Occident, l'essor du grand capitalisme mène au libéralisme économique*, nous apprenons que le capitalisme « brise les cadres de l'économie nationale » (entendons : des économies nationales) et « prend un aspect cosmopolite ». Comme si la constatation s'appliquait plus particulièrement à la période dont il va s'agir, celle d'après 1763, comme si le capitalisme allemand, par exemple, dont on va précisément nous signaler la renaissance, n'avait pas eu dès ses débuts un caractère essentiellement international !

De ce très grand fait d'histoire générale que constitue la « révolution industrielle » du XVIII^e siècle, ce que M. Pirenne entend surtout retenir, c'est l'accentuation des contrastes entre États maritimes et États continentaux, ou plus exactement entre l'Ouest et l'Est du continent (p. 354-355). On est tenté de penser que l'ombre de certain « rideau de fer » se projette sur son univers historique. Car c'est l'Elbe qui, comme précédemment, constitue le sillon-frontière entre ces deux mondes. Et l'on voit bien le parti que certaines idéologies pourront tirer de pareilles affirmations. En revanche, leur utilité pour une histoire qui se veut scientifique me paraît tout à fait problématique.

Je ne voudrais cependant pas donner à croire que, si M. Pirenne nous déçoit si souvent, c'est uniquement par sa façon de s'écartier des sentiers battus. A d'autres moments, il nous paraît fâcheusement asservi à des façons de penser discutables, mais consacrées par l'usage. Entre son tome II et son tome III il a choisi comme

coupure celle que lui fournissait l'historiographie traditionnelle, celle de 1648, entendue comme la date des traités de Westphalie. L'occasion était belle, pourtant, de rompre avec un usage difficile à justifier. Les traités de Westphalie ne sont pas un événement européen, comme les Allemands ont toujours été tentés de nous le faire croire, mais seulement centre-européen, pour ne pas dire exclusivement germanique. Ils mettent le point final à un chapitre de l'histoire d'Allemagne, rien de plus. Ils n'ont pas vraiment inauguré un ordre nouveau en Europe. Si l'on voulait, par commodité, s'arrêter au milieu du siècle (et le parti peut fort bien se justifier), il eût dû être tentant d'insister sur l'importance de la vague révolutionnaire qui, vers la même époque, déferla sur l'Europe occidentale : révolte du Portugal d'abord, et de la Catalogne, puis révolte de Naples, révoltes d'Angleterre, enfin cette tentative de révolution parisienne et française qu'on appelle la Fronde. L'accent mis sur ces révoltes en chaîne, la coupure aurait pris une signification toute nouvelle. Elle aurait permis à l'auteur de lier les considérations que ces divers mouvements lui ont inspirées là et là, et d'en dégager d'utiles vues d'ensemble. Si cette affirmation est exacte que le milieu du siècle marque la ruine de la politique autoritaire (t. II, p. 615), on ne voit guère en quoi la fin de la guerre de Trente ans peut y avoir contribué. Il y aurait assurément plus de vraisemblance à évoquer à ce propos la peur que les souverains dont le trône a pu paraître ébranlé commencent à prendre des peuples.

Nous pourrions, bien entendu, multiplier les critiques de détail. Bornons-nous à signaler encore qu'il est anachronique de parler de la politique d'équilibre au milieu du XVII^e siècle comme si elle avait déjà triomphé (p. 35, 38), et surtout comme si les Français s'y étaient ralliés. Toute la politique française de l'époque s'inscrit en faux contre pareille affirmation. Il serait facile de citer telle lettre de Mazarin à ses plénipotentiaires à Munster, dans laquelle il prend nettement parti contre la notion d'équilibre, en y dénonçant une invention vénitienne, une invention de neutres.

Une œuvre de ce genre, si elle est conforme à ce que nous pouvons attendre d'elle, si elle suscite utilement nos réflexions, nos objections, peut braver la critique ordinaire, la critique minutieuse dont les griffes déchiquetteront un travail de modèle courant. Le tout est précisément de savoir si, après nous avoir de prime abord séduits, en fin de compte elle ne nous déçoit pas, autant par ce qui lui manque que par ce qu'elle a de trop. J'ai longuement hésité à en décider, pour ma part. Mais, en toute conscience, je ne puis que mettre en garde les esprits jeunes, insuffisamment armés contre ses séductions. Ceux qui, protégés par l'étendue et la sûreté de leur information, ne risquent pas d'être pris à ses pièges — ceci dit sans vouloir, bien entendu, incriminer en rien la bonne foi de M. Pirenne — ceux-là trouveront profit à le lire, et à méditer les parties qui touchent de plus près à l'objet de leurs préoccupations. Ajoutons, pour ne pas manquer à lui rendre pleinement justice, que la présentation du troisième volume est remarquable, comme celle des précédents. Ce très gros livre est un livre maniable. De grandes divisions, en « parties », en « livres », en chapitres, et d'abondantes subdivisions, permettent à chacun de trouver sans peine ce qui l'intéresse. Louons aussi l'excellence des cartes, le plus grand nombre incorporées aux développements qu'elles illustrent, et, en fin de volume, deux dépliants en couleur, particulièrement agréables à l'œil, qui présentent une figure d'ensemble du monde en 1648 et en 1789.

Tout bien pesé, il serait assurément excessif de considérer l'œuvre comme négligeable. Même si ses défauts l'emportent sur ses qualités, elle a le mérite d'assembler un imposant matériel documentaire, et de remuer, chemin faisant, pas mal d'idées. Sans doute aurait-elle gagné à rester quelques années de plus sur le banc d'essai. Telle quelle, elle mérite qu'on la lise. On la consultera, on la citera, rarement pour lui emprunter quelque chose, plus souvent pour prendre position contre elle. Son rôle sera celui d'un perpétuel réactif. Dans ces limites, elle pourra rendre à nos études d'incontestables services.

Gaston ZELLER.

Frederick B. TOLLES. Meeting House and Counting House. The Quaker Merchants of colonial Philadelphia. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1948.

Chacun des chapitres de cet ouvrage se présente comme un excellent travail de mise au point des divers aspects de la société quaker, en Pennsylvanie, au cours de la période coloniale. Pris dans leur ensemble, ils condensent un tableau remarquablement intéressant de cette société, de ses aspirations et des grandes lignes de son histoire, qui déborde largement le cadre américain où elle s'est développée. C'est ainsi que les modalités de l'émigration des Quakers, les conditions sociales des colons qui répondirent à l'appel de William Penn, leurs lieux d'origine, y font l'objet d'un exposé extrêmement précis.

Les mêmes qualités se retrouvent dans l'étude de la vie politique des Quakers en Pennsylvanie. L'auteur décrit l'ascension de ces émigrants d'origine modeste, pénétrés, comme les Whigs anglais, du respect de la liberté et de la propriété individuelles ; il les montre se rendant maîtres du gouvernement, puis renonçant à leurs ambitions politiques à partir de 1756 pour se concentrer de préférence sur l'idéal philanthropique et religieux de leur secte, que beaucoup avaient momentanément sacrifié à des préoccupations d'ordre matériel. Il saisit à l'origine le mouvement quaker, et il consacre un de ses meilleurs chapitres à l'examen de ses principes fondamentaux : de ses tendances mystiques, tempérées par un besoin d'action qui fait défaut aux Anabaptistes, de son mélange d'individualisme et d'esprit de corps, de sa conception de la charité et de l'entr'aide, étrangère aux Puritains de la Nouvelle Angleterre.

L'étude de l'éthique commerciale des Quakers, du rôle que le « meeting » jouait dans toutes les formes de leur activité, lui permet de pénétrer dans la vie intérieure de leur société, d'établir les raisons déterminantes de leurs succès commerciaux, de mettre en lumière les contradictions impliquées dans l'idéologie de leur secte. Il est particulièrement intéressant de relever, parmi les nombreuses contradictions que signale l'auteur, la naissance, dans cette société généralement égalitaire, d'une classe de marchands et de grands propriétaires fonciers présentant toutes les caractéristiques d'une aristocratie, jusqu'à la coutume de limiter leurs mariages aux seules familles de leur groupe. La dualité d'aspirations de ces familles rapidement enrichies, les encouragements au gain que leur religion multipliait, contrariés par la réprobation de toute accumulation de richesses susceptibles de les exposer aux séductions du luxe et de l'orgueil, devaient cependant empêcher les magnats du commerce d'adopter sans réserve la mentalité des classes bourgeois ; au plus fort des périodes d'affluence, ils devaient conserver une certaine mentalité

de radicalisme égalitaire et des préoccupations d'ordre social qui reflétaient les modestes origines des premiers colons et les enseignements de leur secte.

L'auteur complète enfin cet ensemble de considérations par une étude détaillée de l'activité intellectuelle des Quakers de Philadelphie et des conditions matérielles de leur existence.

Sous une apparence d'études fragmentaires, il nous présente une phase de l'histoire de cette société qui, après une période d'abandon de son idéal initial dans un milieu l'incitant à la recherche des biens matériels, se replie sur son premier objectif, au risque d'amoindrir son rayonnement et de céder à une mentalité étroite et sectaire, favorable à l'isolement du groupe et à l'élosion de dissensions intérieures.

Bien des points, insuffisamment expliqués jusqu'ici, de l'histoire des Quakers dans les années antérieures à la Révolution américaine s'éclaireront à l'aide de cet ouvrage intelligemment fait et sûrement documenté.

M. GIRAUD.

Oeuvres de Maximilien Robespierre. T. VI : Discours, 1789-1790. Édition préparée sous la direction de Marc BOULOISEAU, Georges LEFEBVRE et Albert SOBOUL. Publication de la VI^e section de l'École des Hautes Études et de la Société des Études robespierristes. Paris, Presses Universitaires de France, 1950 ; in-8°, xxx-703 pages.

Cet ouvrage est très important à bien des égards. D'abord parce qu'il s'agit des discours de Robespierre, c'est-à-dire de son œuvre capitale, indispensable à connaître pour juger aussi bien sa pensée que sa vie d'homme d'action. Ensuite parce que cette édition a été menée à bien d'une manière rapide et originale ; pour la première fois, à notre connaissance, une équipe homogène d'historiens, dirigée par quelques spécialistes, a dépouillé méthodiquement une masse énorme de documents. Enfin, parce que la publication de ces discours a posé un problème de méthode, et de critique historique, qui a été heureusement résolu. Ces trois points méritent, on le pense, quelques explications.

La Société des études robespierristes, dont Mathiez prit la direction en 1909, s'était assigné pour but la publication des œuvres de Robespierre. Mathiez, à n'en pas douter, pensait essentiellement aux discours, mais il a reculé devant les difficultés de la tâche : nous ne possédons le texte intégral que d'un très petit nombre d'entre eux. Pour établir le texte de ceux qui nous manquent, il était nécessaire de lire une quantité considérable de journaux, ce qui supposait du personnel, du temps, des moyens financiers. Aussi la Société commença par le plus facile. En 1912, MM. Eugène Desprez, archiviste départemental du Pas-de-Calais, et Émile Lessuer publièrent les œuvres littéraires en prose et en vers ; en 1914, M. Émile Lessuer édita les œuvres judiciaires, plaidoyers et mémoires, qu'il faut compléter par une plaidoirie inédite découverte par M. Louis Jacob et qui a été insérée dans les *Annales historiques de la Révolution française* de 1947. La correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre vit le jour, par les soins de M. Georges Michon, en 1926 ; il faut y ajouter un supplément paru en 1941. Le journal *Le défenseur de la Constitution* a été publié par Gustave Laurent en 1939, le même auteur a préparé l'édition des *Lettres aux commettants*, qui, espérons-le, paraîtront prochainement. Restaient donc les discours.

Le Centre national de la Recherche scientifique et la VI^e section de l'École des

Hauts Études ont fourni les moyens financiers et surtout la possibilité de grouper une équipe homogène de chercheurs : M^{mes} Bouloiseau, Cellier, Delavalade, M^{me} Coornaert, Friedman, Harouet, Morin, MM. Belin-Milleron, Blumenkranze, Markovitch, Nuñez de Arenas, Vaury. Cette équipe profita d'ailleurs des travaux préparatoires menés depuis de nombreuses années par M^{me} Bénéjent et Quétel, MM. Jacob, Javogues, Caron, Bouloiseau, Cuttoli, Palou, Schaeffer, Soboul. Ainsi purent être terminés en un temps record les immenses dépouillements indispensables.

La publication des *Discours de Robespierre* posait un très important problème de méthode. Comment, en effet, reconstituer la plupart des discours et des interventions de Robespierre, tant à l'Assemblée constituante qu'à la Société des Jacobins ? Une alternative se présentait : ou bien choisir dans la masse des journaux, des mémoires, des récits, le texte paraissant le meilleur ; on réaliserait ainsi un ouvrage relativement court et facile à lire, mais on s'exposerait au grave reproche de subjectivité ; ou bien publier toutes les mentions rencontrées dans les divers documents contemporains ; on allongerait ainsi considérablement l'ouvrage, mais on aurait édité un travail conforme aux règles de la saine érudition. Les directeurs de la publication, MM. Lefebvre, Bouloiseau et Soboul, se sont ralliés à cette seconde solution. Le dépouillement de tous les journaux de l'époque révolutionnaire conservés à la Bibliothèque nationale a été facilité par le catalogue qu'en a dressé en 1943 M. Gérard Walter, une prospection minutieuse a été faite aux Archives nationales, à la bibliothèque de l'Arsenal, à la Mazarine, dans les bibliothèques de la Ville de Paris et de la Chambre des députés. Un certain nombre de journaux de province ont été ainsi dépouillés. On peut regretter qu'ils n'aient pas été l'objet d'une analyse plus systématique ; on aurait pu ainsi dresser, pour ainsi dire, la carte de la popularité de Robespierre en France aux différentes étapes de sa carrière. Mais il faut reconnaître que le travail eût été trop vaste, car il n'existe même pas aujourd'hui un recensement complet de la presse provinciale française à l'époque révolutionnaire, l'ouvrage de M. Monglond, dont les chercheurs se sont servis, étant singulièrement incomplet.

Les auteurs du volume ont, pour chaque séance de l'Assemblée nationale et des Jacobins, où Robespierre est intervenu, résumé rapidement la question qui était discutée, puis ils donnent dans leur texte intégral, en commençant par la plus importante, les coupures de journaux qui reproduisent l'intervention de Robespierre. Il y a donc là un classement qui impliquait un choix, mais il n'est nullement arbitraire. Ont été jugés reproduire avec le plus de fidélité les paroles de l'Incorrigeable, les journaux rédigés par des députés qui assistèrent effectivement aux séances, à commencer par les amis personnels de Robespierre. Du moins pour la période 1789-1790, durant laquelle la sténographie n'était pas encore employée pour la reproduction des débats.

L'ouvrage qui nous est présenté aujourd'hui est donc un instrument de travail de tout premier ordre, infiniment supérieur, par exemple, aux grands recueils publiés sous la direction d'Aulard, tels que les *Actes du Comité de Salut public*. Il apporte à notre connaissance de Robespierre des points de vue nouveaux. Il nous montre, par exemple, que, contrairement à la tradition, Robespierre est intervenu très fréquemment dans les débats, dès le début de la Constituante, et que, s'il lisait parfois de grands discours préparés d'avance, souvent il improvisait, et la plupart du temps avec éloquence et chaleur. Ainsi l'équipe réunie sous la

direction de M. Lefebvre prouve une fois de plus que l'érudition est indispensable aux progrès de la connaissance historique. Souhaitons la prompte publication des volumes suivants.

Jacques GODCHOR.

I. — Arthur MONTGOMERY. *Industrialismens genombrott i Sverige*. Stockholm, Skoghund, 1947 ; in-8°, 368 pages. Prix : 11 kr.

II. — Torsten GÄRDUNG. *Svensk industrifinansiering under genombrotts-skedet, 1830-1913*. Stockholm, Svenska bankföreningen, 1947 ; in-8°, 173-268 pages. Prix : 18 kr.

I. — Voici une nouvelle édition remaniée du livre de M. Montgomery, traduit en anglais en 1939 (*The rise of the modern industry in Sweden*), ouvrage classique en matière d'histoire économique suédoise au XIX^e siècle¹. L'économie de type ancien ne subit pas de bouleversement en Suède avant les années 1860 : lente expansion agricole, due surtout à l'extension des surfaces cultivées, tandis que s'achèvent les réformes de structure amorcées à la fin du XVIII^e siècle, regroupement partiel puis total des parcelles, avec éclatement du village. Ce développement extensif assure la subsistance, dans un pays importateur de grains au XVIII^e siècle, d'une population fortement accrue. En partie grâce à la pomme de terre, les campagnes absorbent une augmentation de près d'un million d'habitants. Rien d'étonnant à ce que le niveau de vie reste bas dans un pays pauvre, aux communications précaires. Un grave problème social se pose à la campagne et la révolution industrielle reste à faire. En déclin relatif, même sur le plan national (le fer fournit 60 % des exportations vers 1820, 20 % vers 1870), la métallurgie réussit à s'adapter, mais sans grande rénovation technique, produisant des fers au bois de qualité. Qualité mieux soutenue d'ailleurs, grâce au procédé du Lancashire, introduit vers 1840. La transformation, le textile reposent en grande partie sur le travail artisanal ou l'industrie à domicile. Une seule branche en nette évolution, celle du bois, sous l'effet de la demande extérieure, anglaise surtout, et grâce à l'emploi de la machine à vapeur dans les scieries. De 1850 à 1870, les exportations de bois, poutres et planches sont quintuplées et fournissent, vers 1870, 40 % du total des exportations. Le Norrland forestier s'anime. Les cadres traditionnels de la vie économique dans cette première période ont éclaté sous la lente pression de la surpopulation rurale et de la demande étrangère en fer et en bois : abolition nécessaire des règlements restrictifs dans la métallurgie, du cloisonnement villes-campagnes, des statuts corporatifs. Le système de contrôle étatique tombe en ruines, le libéralisme, à l'extérieur comme à l'intérieur, est acquis dans les années 1860, au moment même où se développent les chemins de fer (à peine 500 km. en 1860 ; essor rapide dans les années 1870, l'État assumant la principale charge, grâce à des crédits étrangers, français surtout après 1870). Révolution des transports, création d'institutions économiques modernes, rien de particulier à la Suède dans les conséquences de ce mouvement. Retenons, toutefois, l'évolution lente du système de crédit. La *Riksbank*, entravée par ses règlements anciens jusqu'en vers 1860, subit encore par la suite la concurrence des banques privées. Son rôle de banque de dépôts gêne l'affirmation de sa

1. L'auteur lui-même a condensé son livre en deux articles des *Annales d'histoire économique et sociale*, 1931, p. 349-360 et 519-541.

fonc
et e
dern
le ca
leur
tien
52 %
Mais
de p
et fa
1930
évide
forte
exem
rable
du m
illes
pités
double
porain
Ces
parab
XVIII^e
souten
didact
fractio
sorte d'
tion d'
Cette
insiste
d'étud
tative
l'allur
vemen
1910-1
1850,
des str
vue ne
classe
format
qu'histo
cette c
fait ren

1. Su
sociale
us asp

fonction de banque centrale. La situation n'est clarifiée à cet égard qu'en 1897, où elle reçoit le monopole d'émission. De même, le marché boursier n'est pas modernisé avant 1900. L'organisation bancaire en 1913 reste assez dispersée. Dans le cadre général de l'essor économique, l'évolution agricole en Suède comme ailleurs conduit au rétablissement du protectionnisme en 1888 ; les céréales se maintiennent (blé en progrès aux dépens du seigle, mais ne couvrant plus en 1914 que 52 % des besoins), la betterave à sucre se développe, et plus encore l'élevage. Mais surtout la grande industrie permet aux villes d'absorber tout l'accroissement de population après 1870. L'élévation corrélative du niveau de vie a été accélérée et facilitée par une émigration considérable (un million d'individus entre 1850 et 1930) et l'affaiblissement de la vitalité démographique après 1900. Plus sensible évidemment aux fluctuations mondiales, l'économie suédoise bénéficie d'une forte position comme vendeur de produits recherchés, le minerai de fer, par exemple, dont la production est décuplée de 1870 à 1913. La conjoncture favorable des deux décades d'avant-guerre, les techniques nouvelles de l'électricité et du moteur à explosion donnent à l'industrie son allure nouvelle, avec des productions spécialisées d'importance mondiale (écrêmeuses De Laval, roulements à billes S. K. F., matériel électrique et téléphonique A. S. E. A.). L'exportation des pâtes chimiques relaie celle du bois stabilisée vers 1895, celle des aciers spéciaux double celle du fer. Voilà posés les fondements économiques de la Suède contemporaine, non sans luttes sociales rapportées trop brièvement dans le livre.

Ces quelques indications ne peuvent qu'évoquer la richesse d'un ouvrage comparable en bien des points au livre classique de Mantoux sur l'Angleterre du XVIII^e siècle. Il gagnerait, semble-t-il, en pénétration et en concentration s'il était soutenu par un exposé systématique de l'évolution de la conjoncture. Critique didactique au premier chef : le mouvement de l'activité apparaît certes, mais fractionné, dans chaque chapitre particulier. Pas d'analyse des crises, c'est une sorte de gageure. Avec cela peu de chose sur l'industrie dans la période de stagnation des prix, un passage bien discret sur la concentration financière et les cartels. Cette observation peut s'étendre aux conceptions générales de l'auteur : celui-ci insiste à bon droit sur la spécificité du phénomène économique comme objet d'étude historique. Sa méfiance extrême contre tout ce qui pourrait sembler tentative d'expliquer radicalement le social par l'économique donne à son histoire l'allure d'un édifice se suffisant à lui-même. Non qu'il néglige d'éclairer le mouvement des revenus : hausse de 150 % du salaire réel industriel entre 1861-1864 et 1910-1913, hausse plus forte du profit dans les périodes de prospérité des années 1850, des années 1870 et des années 1895-1913¹. Mais la présentation, remarquable, des structures économiques s'oriente trop peu vers l'histoire sociale. Point de vue nettement défini par la phrase finale du livre : « Et même les conflits entre classes sociales différentes avaient été plus aigus que ne l'auraient exigé les transformations économiques en tant que telles. » Le jugement paraît plus théorique qu'historique. Il faut souligner néanmoins que des divergences d'appréciation sur cette conception ne peuvent nullement faire contester la valeur de ce livre tout à fait remarquable.

1. Sur ces questions, l'apport de la présente édition est très utile. Les conséquences sociales de la révolution industrielle restent néanmoins analysées moins profondément que ses aspects économiques.

II. — A côté de cette vue d'ensemble, une étude particulière très intéressante reposant sur une enquête menée dans les archives de trente-trois entreprises industrielles choisies parmi les plus importantes de chaque branche, dans tout le pays. Pour plus de moitié, le livre est d'ailleurs la publication du matériel même de l'enquête, des comptes de ces entreprises, après un très gros travail de clarification et de mise en ordre. Il faut noter d'abord le rôle très secondaire des capitaux étrangers dans l'industrie suédoise ; ils ont fourni toutefois une aide indirecte appréciable en s'investissant dans les fonds publics, les caisses hypothécaires et les chemins de fer (deux tiers de ces investissements sont français en 1913). La demande de capitaux, très importante relativement à la faible population sur un territoire très étendu, a donc été satisfaite par l'économie suédoise elle-même ; l'importance de l'exportation a joué un rôle décisif. L'épargne rurale n'entre guère en ligne de compte : pour la fraction de la population rurale (un quart environ) susceptible d'apporter des capitaux, la modernisation de l'agriculture constitue un champ d'investissement assez vaste. L'État — héritage de la politique des manufactures du XVIII^e siècle — octroie des crédits de soutien, spécialement aux forges, à la construction mécanique, au textile, mais leur volume n'est jamais bien considérable ; assez importants vers le milieu du siècle, ils disparaissent dans les trois décades suivantes. Dans les débuts de l'industrialisation, les capitaux viennent d'abord des industriels eux-mêmes qui réinvestissent une forte proportion des bénéfices ; ainsi sont financés en moyenne jusqu'à 1884 plus de 70 % de l'augmentation de valeur des installations industrielles. Les entreprises, par ailleurs, s'occupent elles-mêmes de se procurer du crédit sur le marché au moyen de billets à six mois, qui constituent en fait des crédits à long terme. Souscrits par des particuliers, par diverses caisses ou par des courtiers drainant les capitaux privés, ces billets assurent jusque dans les années 1890 un apport important dont la stabilité résiste fort bien aux crises. Mais l'élément capital dans l'ensemble réside dans les grandes maisons de commerce qui se chargent de la vente des produits industriels, surtout des exportations : elles sont parmi les collecteurs du crédit à long terme signalé ci-dessus, elles accordent les crédits à court terme. Dans les années 1860 et suivantes, elles possèdent de très gros investissements dans l'industrie. Mais leur importance diminue par la suite : d'une part, les industriels (ceux du bois en premier lieu) assurent directement leurs ventes à l'étranger, d'autre part les banques d'affaires s'imposent dans la dernière décennie du siècle pour drainer les capitaux privés. Elles s'assurent l'émission des obligations, forme qui triomphe vers 1900. Ainsi, alors qu'en 1870 les maisons de commerce et les billets à six mois fournissaient près des deux tiers des crédits à long terme, leur part en 1910 est tombée à moins de un quart. L'organisation moderne centrée sur les banques, offrant des capitaux plus abondants à meilleur compte, s'affirme donc assez tardivement, dans ces quelque vingt années d'avant-guerre où l'industrie suédoise se développe considérablement.

P. JEANNIN.

Joseph CHAPPEY. *Histoire générale de la Civilisation d'Occident de 1870 à 1950.* T. I : 1870-1914. Paris, Presses universelles, 1950 ; in-8°, 393 pages.

Charles MORAZÉ. *Essai sur la Civilisation d'Occident.* T. I : *L'Homme.* Paris, A. Colin, 1950 ; in-8°, ix-254 pages.

M. Chappey s'était précédemment signalé par de volumineux ouvrages, de cri-

tique autant que de synthèse — *La crise du capital* (2 vol., 1937 et 1939) ; *La révolution économique du XX^e siècle* (2 vol, 1942 et 1944) — dont Lucien Febvre a longuement parlé dans sa revue (*Mélanges d'histoire sociale*, III, p. 40-54). En voici un autre, de portée plus ample encore. Par Occident, il entend l'Angleterre, la France et l'Allemagne : c'est le foyer intellectuel de l'invention. Pourquoi partir de 1870 ? Parce que, de cette date à 1900, la civilisation de l'Occident parvint au plus haut sommet qu'elle atteignit jamais ; ensuite s'est développé le mal qui risque de l'anéantir.

Durant les trente dernières années du XIX^e siècle, l'Occident offre le spectacle de la plus prodigieuse révolution technique que le monde eût encore vue : l'adjonction à la vapeur d'incomparables sources nouvelles d'énergie. Cette révolution fut la conséquence de l'extraordinaire progrès des sciences exactes et expérimentales, l'œuvre d'ingénieurs dont la formation ne différait pas de celle du savant. J'ajoute qu'ainsi se réalisa le message de Descartes et des encyclopédistes. L'exploitation industrielle des découvertes et des inventions ne commença qu'après 1900 ; néanmoins, la période antérieure, contrairement à l'idée reçue, ne souffrit nullement, selon M. Chappay, de stagnation économique : la richesse de l'Occident s'accrut ; les crises demeurèrent locales et brèves. Ce progrès matériel, favorable à l'épanouissement de la civilisation, ne constituait qu'un de ses facteurs et non le principal ; d'ailleurs, il n'était lui-même qu'un fruit de l'intelligence. Mais il faut considérer, comme le trait essentiel de la période, que cette intelligence restait droite : les gouvernants, les directeurs de l'économie, les maîtres de la pensée, Taine et Renan, les masses salariées demeuraient pénétrés de l'esprit d'association et gardaient conscience que la communauté nationale, cadre de la civilisation, née de cet esprit et toujours fragile, ne pouvait subsister que s'il se perpétuait. M. Chappay ne tarit pas d'éloges pour les politiques, attentifs en France comme en Angleterre à entretenir la cohésion nationale par un continual effort de modération et de compromis dont le mérite, dans le premier de ces pays, revient au centre gauche et, en fait, à l'ascendant des notables, en garde tout à la fois contre la réaction et contre la révolution. De ce chef, il estime que toute l'histoire de la Troisième République reste à écrire et elle recueille des louanges en opposition radicale avec les diatribes dont on l'accable depuis dix ans. Libéraux et conservateurs britanniques n'en obtiennent pas moins. Les directeurs de l'économie manifestent une équitable conciliation à l'égard de leurs ouvriers. Ceux-ci, d'autre part, en dépit de mouvements d'impatience et, en France, du remuement d'une faible minorité révolutionnaire, d'ailleurs généralement étrangère au marxisme, s'en tiennent au groupement professionnel, aux revendications corporatives, sans projeter un bouleversement social : ils restent, eux aussi, enclins au compromis et fidèles à l'esprit d'association.

Tout change rapidement après 1900. L'invention technique continue, mais elle ne capte plus de nouvelles sources d'énergie. L'application des précédentes découvertes engendre une révolution industrielle et la production augmente ; pourtant les prix montent et le malaise des affaires est indéniable. Néanmoins, le fait économique ne domine pas plus cette période que la précédente. L'impérialisme lui-même ne naît pas du capitalisme : il est normal qu'une nation tende à répandre au dehors son influence civilisatrice. Si la civilisation se détériore, c'est parce que l'unité nationale s'affaiblit par la décroissance en France du centre gauche et, plus lentement en Angleterre, du parti libéral, au profit des partis extrêmes, d'une droite et d'une gauche que l'exacerbation de la lutte mène, l'une et l'autre, à envisager avec complaisance le recours à la violence. A l'origine de cette excitation révolu-

tionnaire, M. Chappay découvre la guerre des Boers et l'Affaire Dreyfus. Dans les deux pays, la gauche prédomine. En Allemagne, la même scission se produit sous l'influence d'une inquiétude croissante quant à la solidité et à l'avenir du Reich, mais c'est la droite qui l'emporte. De la sorte, la dissension au sein de chacune des trois nations finit par leur faire oublier la solidarité que créait entre elles une civilisation commune. L'impérialisme se dénature. La même maladie qui disloquait les nations les met aux prises et constitue la cause profonde de la guerre mondiale.

Si incomplet que soit cet aperçu, il permet d'entrevoir que M. Chappay prend le contre-pied des vues essentielles des économistes et des sociologues et son ouvrage revêt effectivement à leur égard un caractère polémique accentué. Il leur reproche d'avoir, en se spécialisant, monté respectivement un mécanisme qui conduit l'histoire au préjudice de la spiritualité consciente et finaliste. Les économistes surtout, particulièrement Simiand, se voient pris à partie. M. Chappay n'attache d'importance ni au mouvement des prix, ni à l'explication des crises, ni aux vues marxistes sur les contradictions internes de la structure capitaliste. Les intéressés répliqueront sans doute ; d'ores et déjà, des difficultés frappent le lecteur. Après 1870, les prix baissent : effet des innovations techniques, dit M. Chappay. Mais elles ne sont décisives d'après lui qu'à la fin de la période et n'entrent en pratique qu'après 1900 ; comment ont-elles pu provoquer la baisse avant de sortir du laboratoire ? Et quand elles s'en échappent, la hausse se déclare ! D'autre part, l'obligation de l'économie après 1900 est attribuée à la prédominance de la finance : peut-on expliquer celle-ci par la guerre des Boers et l'Affaire Dreyfus ? Tout cela ne semble pas cohérent et, par exemple, ne paraît point porter un coup fatal à l'interprétation de Simiand. Les sociologues, qui, avec Durkheim, érigent la société en un être qui réduit l'individu au conformisme par ses contraintes, ne sont pas épargnés non plus. Les historiens, loués pour leur souci de la méthode érudite, s'entendent signifier que leur discipline n'a point d'objet en soi et se borne à fournir des matériaux aux autres sciences humaines — ce que j'accorde bien volontiers soit dit en passant ; mais M. Chappay les blâme, en outre, d'avoir renoncé à toute philosophie de l'histoire, ce qui ne me paraît point parfaitement s'accorder avec la précédente observation. Et de fait, le reproche atteint plutôt les autres sciences humaines et nous conduit à la thèse essentielle du livre : en se spécialisant, elles ont perdu de vue la notion de civilisation dont l'histoire doit constituer une science générale de l'homme, par-dessus les sections qui étudient les divers aspects de son comportement.

On voit définir cette science à plusieurs reprises. Par exemple, p. 14 : « Elle trouve sa définition dans ce qu'elle s'attache aux buts premiers de l'homme et prétend lui indiquer les moyens de les atteindre », ou p. 16 : « L'histoire de la civilisation est, dans son essence, l'histoire de l'application déployée par l'homme au cours des siècles pour mieux connaître et perfectionner sa nature, l'histoire de ses efforts pour réaliser son essence et parvenir à la félicité. » Que sont cette nature et ces fins de l'homme ? M. Chappay précise seulement que, si la civilisation comporte un progrès matériel, celui-ci provient du progrès intellectuel, et que l'un et l'autre sont subordonnés à la santé morale, comme ce qui a été rapporté plus haut le donnait à conclure. Comme cette conception de la civilisation qui sous-tend l'ensemble de l'ouvrage n'est pas élucidée, on ne saurait échapper à l'impression que ce dernier reste en porte à faux. Car, si une maladie de l'esprit menace depuis 1900 la civilisation occidentale par une interprétation révolutionnaire des événements, d'où provient-elle ? La rapporter à la guerre des Boers et à l'Affaire Dreyfus,

c'est adopter l'explication empirique de l'historien : à ses yeux, de tels événements provoquent toujours des commotions psychologiques et la ruine de la civilisation n'en résulte pas nécessairement. D'ailleurs, comment se fait-il que le mal ait gagné les masses salariées, alors que la guerre des Boers et l'Affaire Dreyfus ne les touchaient pas directement ? Ce n'est pas qu'une conjecture ne se présente. On entrevoit des impératifs providentielles à l'égard desquels l'homme a péché. Mais, puisque M. Chappay annonce deux autres volumes dont la conclusion, pour le moins, nous éclairera sans doute, il serait indiscret de le devancer.

On peut toutefois observer dès à présent que, le progrès de la civilisation une fois défini, la question se pose de savoir si tous les hommes se trouveront admis à y travailler et à en profiter sans discrimination et que la réponse dépend, en partie, de la structure sociale. A cet égard, bien que M. Chappay s'abstienne d'un exposé didactique, on perçoit que, selon lui, cette structure doit obéir à un principe hiérarchique dont le fondement ne se trouve pas non plus explicité, si bien qu'on doit admettre qu'il est conforme à l'ordre existant. En tout cas, l'impératif se trouve clairement notifié aux classes populaires, à la page 78 : pour que le progrès matériel soit convenablement apprécié, y est-il dit, il importe, entre autres conditions, qu'une discipline morale borne leurs exigences et que le salarié juge équitablement sa place dans la hiérarchie des fonctions. De manière plus caractéristique encore, M. Chappay, après avoir soutenu que la répartition des richesses ne présente qu'un intérêt secondaire et qu'il faut lui substituer la notion d'échange de services, suggère que les services rendus par les chefs sont en partie invisibles : dans la société féodale, le seigneur prélevait sur la production assurée par ses dépendants une part que ces derniers n'estimaient pas nécessairement équitable ; pourtant, il rétablissait l'équilibre en se chargeant de leur garantir protection et sécurité. Ne peut-on pas dire qu'il l'est également aujourd'hui, alors que le chef d'entreprise justifie en partie le profit par la protection et la sécurité qu'il procure aux salariés (p. 111). Cela rappelle le paternalisme ou la collaboration des classes. On incline à croire que cette suggestion originale provoquera parmi les lecteurs ce qu'on est convenu d'appeler des mouvements divers. Beaucoup se sentiront bien aise de cette apologie ; certains s'indigneront ; d'autres n'échapperont pas à quelque gaieté, et, parmi eux, il n'est pas impossible que comptent de rares médiévistes.

L'ouvrage de Charles Morazé est de portée plus ambitieuse encore. Ici, toutes les parties de l'Europe occidentale entrent en jeu et, au delà, se dessinent le monde américain et le monde soviétique. Chronologiquement, point de limite autant dire : à propos des origines, l'antiquité tient grande place, principalement l'hellénique, comme il se doit ; il est question aussi de l'ancien Orient, du monde arabe, de l'Inde, de la Chine. Toutes les formes de l'activité obtiennent considération : la technique et l'économie, comme la morale et la religion, les mathématiques et les sciences expérimentales, aussi bien que les arts plastiques et la musique. Malgré tout, le panorama demeure incomplet, tout au moins dans mon opinion, car ainsi que j'en ai fait remarque, pour caractériser convenablement une civilisation, il faut nous renseigner sur la structure sociale qui lui correspond. L'enrichissement de la connaissance n'importe pas seule : dans quelle mesure l'ensemble des hommes y accède-t-elle ? Nous admirons la civilisation athénienne, mais elle reposait sur l'esclavage. La libération de l'homme ne nous intéresse pas moins que le progrès d'une minorité privilégiée.

Je ne saurais rien retirer de ce que j'ai dit précédemment du talent de Morazé (t. CXCVII, 1947, p. 278). J'y ajouterais plutôt, car l'étendue embrassée lui procure mille occasions de manifester la brillante variété de ses dons. Dans chaque section s'affichent les vues personnelles : c'est un feu d'artifice sans que son éclat détourne nécessairement de préférer la simple clarté du jour. Morazé parle avec compétence de mathématiques et de philosophie, de littérature et d'art ; il a touché aux affaires et à l'administration, en sorte qu'il se sent à l'aise dans l'économie et la finance. Sur nombre de points, je laisse aux spécialistes le soin d'approuver ou de contester la justesse de ses aperçus. Mais puisqu'il revint à l'histoire, je regrette qu'il y ait apporté quelque chose de l'esprit de l'homme d'affaires qui, sans dédaigner, cela va de soi, la solidité des matériaux, éprouve une hâte inconciliable à voir l'édifice parvenir au fait. Pareil ouvrage aurait mérité, après une rédaction de premier jet, de se voir méditer patiemment, composer et récrit à nouveau. Propos de vieil homme, s'écriera-t-on, et qui aurait manqué de courage pour entreprendre cette œuvre monumentale ; il y fallait la jeunesse, et l'un des traits caractéristiques de cet âge fortuné — la promptitude à réaliser — traduit l'ardeur de l'énergie vitale. Sans doute, mais s'en déduit-il qu'il convienne d'aborder la recherche par ce qui n'en peut être, tout au plus, que le couronnement ?

Je ne veux pas insinuer que Morazé répudie le caractère positif de la connaissance historique. De sa *France bourgeoise* au présent ouvrage, je me risque même à constater un progrès à cet égard et je le prends à témoin, car il lui arrive, s'assurant comme but « de faire tomber dans les sciences exactes tout un pan de nos disciplines » (celles des sciences de l'homme, p. 243), de prévoir qu'on lui reprochera de changer d'attitude (p. 245), c'est-à-dire, j'imagine, d'éliminer les allusions métaphysiques qui m'étonnaient dans la *France bourgeoise*. J'ajoute que l'érudition se voit signaler cette fois comme le sous-basement de l'édifice, bien que Morazé s'abstienne volontairement de décrire le long et difficile travail qui a fait surgir l'idée fondamentale de la synthèse : le résultat n'en apparaît que sous la forme d'un graphique de conception originale et que je retiens comme une contribution particulièrement digne d'attention. Morazé met en lumière le vieillissement de la population, approfondit les conséquences durables du déficit de la natalité qui marque une génération et tient que les remèdes, s'ils la relèvent ultérieurement, ne parviennent qu'imparfaitement à redresser la situation. A dire vrai, il m'a semblé un peu pessimiste, mais je laisse aux démographes le soin d'en discuter.

Toujours est-il que c'est là un des facteurs essentiels de l'explication présentée. Non le seul, toutefois, car il s'y ajoute la considération de l'étendue territoriale où se développe la civilisation, et surtout des ressources qui s'y offrent à l'activité humaine. Née dans la région méditerranéenne, la civilisation occidentale, s'épanouissant dans une zone plus vaste et infinité mieux dotée par la nature, a dépassé de beaucoup celle de l'antiquité ; mais, parvenant à l'apogée, elle a commencé à souffrir de la restriction des naissances et du vieillissement de la population, de l'épuisement graduel aussi de son patrimoine naturel. L'avenir appartient donc aux peuples que l'Occident a engendrés par l'émigration ou qui, gagnés à sa science, n'ont pas encore dépassé la jeunesse biologique ; cet avenir est prometteur pour cette autre raison qu'ils disposent d'étendues et de richesses naturelles bien supérieures. On peut donc attendre d'eux des civilisations nouvelles qui prolongeront celle de l'Occident comme elle-même a prolongé celle de l'anti-

quité, mais qui en différeront comme elle diffère de son antécédent. L'Occident est mort : sa tâche est remplie, telle que la nature la lui assignait.

Il se peut. Mais d'abord, l'historien, dans l'état actuel de la connaissance, ne peut entrevoir dans le futur que des probabilités. Ensuite, je ne suis pas convaincu qu'elles soient de tous points défavorables à l'Occident. Sa maîtrise diminue, et c'est naturel, puisque l'une de ses ambitions fut de conquérir la planète et de la modeler à son image. Mais, si j'ai bien compris le livre, la civilisation est, pour une part, le fruit de l'intelligence, et celle des Occidentaux ne me paraît pas épuisée.

G. LEFEBVRE.

Wolfram EBERHARD. *Chinas Geschichte*. Berne, Verlag A. Francke, 1948 ; petit in-8°, 404 pages, 16 pl. (*Bibliotheca sinica*, éditée par E. H. von Tschärner, Bd. I.)

Excellemment éditée, cette *Histoire de Chine* a d'abord le mérite d'exister, et de la main d'un sinologue. Elle suit ainsi immédiatement celles d'O. Franke, de M. Granet et de H. Maspero, avec cette différence que ces dernières, plus amples, n'embrassaient que les débuts ou la première moitié de l'histoire chinoise et qu'elles avaient un appareil de preuves. Les seules références de M. Eberhard tiennent aux six pages et demie de sa bibliographie raisonnée. Il a sur les deux Français l'avantage d'un index et sur l'Allemand, qui fut son maître, l'agrément d'une grande économie. Il s'adresse au public lettré autant qu'aux spécialistes, qui ne sauraient le négliger. Son livre est au-dessus de la vulgarisation. Il est fondé sur un dépouillement très partiel des sources, par un homme qui pourtant y a direct accès, et qui en médit tout en s'efforçant d'y frayer sa voie.

L'auteur a voulu faire un précis d'histoire économique et sociale et, dans cette histoire, il a été porté à considérer d'abord les allogènes. Les deux propos lui sont personnels, et c'est beaucoup de les avoir osés. La claire division en courts paragraphes, où l'intérêt va naturellement à ces nouveautés, montre combien, malgré tout, l'histoire indigène et politique prédomine. Au rebours, toutefois, de tant de manuels anglo-saxons de l'Extrême-Orient, la place des temps modernes et du récent demi-siècle est ici réduite et les problèmes reportés dans l'explication du passé.

La thèse principale de M. Eberhard est que les deux mille ans de l'empire effondré en 1911 correspondent au règne de ce qu'il appelle, à défaut de mieux, la *Gentry*, qu'il divise en grande, petite et coloniale, et qu'il définit assez vaguement par une sorte d'équation : propriétaires fonciers = fonctionnaires = lettrés. Cette *gentry*, pour lui, naît sous les premiers Han, deux siècles avant notre ère, au lieu de l'ancienne féodalité. Comme lettrée, la *gentry*, à travers les conseillers et secrétaires de l'époque des Tcheou, recueille et développe l'héritage des prêtres des Chang, aux débuts de la Chine et de l'écriture. Comme propriétaire, elle admet alors tout acquéreur du sol, notamment par achat ou défrichement, c'est-à-dire jusqu'aux marchands et paysans enrichis, que M. Eberhard en exclut ensuite. La possession du sol, de ses fermages, élève ces familles à la haute intelligence et leur donne le crédit qui leur assure les places dans l'État. C'est une classe nouvelle, qui désormais l'emporte sur celle des nouveaux fiefs, absorbe ce qui monte et le limite. Associée à la philosophie confucéenne, elle en forme le droit et la littérature,

destinés, par toutes les révoltes, à lui perpétuer son privilège. Elle est maîtresse en vérité des arts et capable d'héroïsme ; mais M. Eberhard, qui préfère les groupes aux individus et prétend les subordonner aux forces qui les mènent, fait des réserves sur ces arts et la peint le plus volontiers dans son égoïsme. C'est ainsi, p. 125, qu'il lui reproche indirectement d'avoir, au 1^{er} siècle de notre ère, étouffé en germe une science comparable à celle de l'Europe moderne, et qu'il l'accuse, p. 253, d'avoir, à l'arrivée des Mongols, livré le pays. Inlassablement il en dénonce les intrigues, et le mot de *cliqués* pour en désigner les portions dirigeantes rejoint dans son refrain l'éternelle ironie dont un esprit bien différent assaillonnait les *Chine et Textes* du P. Wieger. Les confiscations, les exécutions collectives, la ruine, l'extinction des familles, qui supposent au moins un renouvellement continu de ladite classe, ne sont pas éclaircies et son existence même suppose une histoire, qui manque, de la propriété. M. Eberhard n'en distingue pas sans mal, tardivement, la bourgeoisie (cf. p. 90, 259, 345). A force d'écartier les individus, on en vient à individualiser les masses. On en vient, en le lisant, à ne plus voir que par le petit côté ce qui a fait la gloire de la Chine et la civilisation de l'Extrême-Orient.

Après la sociologie, le soin de l'auteur a été l'élément étranger, réduit pratiquement au Nord et aux Turco-Mongols. Il les entrevoit dès la protohistoire, au milieu du troisième millénaire. Il les suit, avant qu'ils se nomment, dans les races qui, de ces marches, ont régulièrement envahi la Chine. Il insiste, et non sans motif, sur les Hiong-nou et les Huns. Il consacre, autour des Toba-Tabyac (Tavysé: des Byzantins), maîtres, vers 500, des provinces du Nord, plus de pages qu'à l'antiquité, qu'aux Han ou qu'aux dynasties postérieures. D'autres essais de M. Eberhard, publiés ou non, sont les sources prochaines de ces chapitres. Ses recherches ne semblent pas descendre aux temps modernes, bien qu'il ne laisse pas d'en avoir son avis¹. Il excellait naguère aux résumés analytiques ; mais ici la matière est trop riche, il la saisit inégalement. L'un de ses défauts est de mêler didactiquement résultats acquis et conclusions privées, en remettant ailleurs la démonstration.

Voilà pour les deux traits qui le caractérisent. Ils ne sont pas seuls. Mieux que ses prédécesseurs, M. Eberhard a tenu compte de la préhistoire et de l'archéologie. Il expose les origines d'une façon plus simple et plus naturelle. On prendra garde, cependant, aux postulats palethnologiques introduits de ses systèmes ou autres². Bien qu'il maintienne, en hésitant, la division en dynasties, sa division en périodes, non sans repentirs³, est en fonction de ses classes. Pour lui, l'antiquité est l'âge féodal, clos au III^e siècle a. C. par l'unification des Ts'in. La Chine des Han, qu'il n'est point absurde de rattacher à l'antiquité, sans elle privée de base époque, est englobée dans le Moyen Age, parce qu'elle enfante la *gentry*, et le Moyen Age arrêté aux Mongols, parce que sous eux paraît la *bourgeoisie*. Comptre mis peu satisfaisant de catégories européennes et de données chinoises.

L'interprétation toute contemporaine de l'auteur va parfois très loin, comme d'attribuer, p. 106, les querelles de succession des Hiong-nou à leurs difficultés

1. Voir ce qu'il dit des révoltes : révoltes sociales de paysans, détournées selon lui de leur but par le machiavélisme des lettrés (par exemple, p. 292), et révoltes d'autochtones, isolés par le flot chinois.

2. Par exemple, p. 19 et 25, où, suivant le P. W. Schmidt, il peuple, à partir de la Chine méridionale, toute l'Asie du Sud-Est jusqu'à la Mélanésie !

3. Cf. p. 127, note, et la p. 259, citée.

économiques. Ses omissions faussent les perspectives : p. 115, les « verhältnis-mässig kleine Truppeneinheiten » de la pacification du Sud par les seconds Han valent ce qu'il dit, ou plutôt ne dit pas, de ces régions sous les premiers Han. M. Eberhard n'est point l'homme du Sud. Même plus au Nord, sa haine de sa *gentry* lui fait sous-estimer l'importance du repli des Song au delà du Yang-tseu en 1127 (cf. p. 250) : c'est pourtant là que se formeront contre les empires imposés du Nord les restaurations nationales.

J'aurais bien d'autres chicane : malgré les préférences de l'auteur, l'histoire du commerce et de la bourgeoisie est maigre ; la révolution littéraire dite de 1917 ne tient compte ni du développement spontané de la langue ni de son exploitation à des fins politiques ; la thèse, enfin, que les sources écrites de l'histoire chinoise, sujette à la critique ainsi que toute histoire, sont d'édition, au service d'une classe (contre laquelle on y puise, pourtant, ses arguments les plus objectifs), ne rend point justice à la continuité et à l'ampleur incomparables de ces monuments.

M. Eberhard eût pu écrire un essai sur le rôle des lettrés et un essai sur le rôle des peuples du Nord dans l'histoire de la Chine. Il a préféré, non sans risques, fondre ses idées aux notions usuelles dans un manuel suggestif et provocant, de langue familière, parfois à l'excès¹, en progrès quand même, et dont on vient de voir qu'on peut dire beaucoup, en mal, et en bien.

E. GASPARDONE.

1. Au hasard : vor die Nase zu setzen, p. 89 ; ins Wasser gefallen, p. 133 ; (die Lage) in keiner Weise rosig, p. 134 ; Sabotage (début du II^e siècle p. c.), p. 105 ; Demobilisierungszeit (III^e siècle p. c.), p. 141 ; Clique, Gentry, Reaktion, Zentrale, *passim*. L'index, sous Ma Yuan, confond le général des Han et le peintre des Song.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — M. C. Smit. *De verhouding van christendom en historie in de huidige Rooms-Katholieke geschiedbeschouwing* (Kampen, J. H. Kok, n. V., 1950, in-8°, 220 p.). — Ce livre, qu'un résumé en notre langue met plus facilement à la portée du public français, intéressera surtout les théologiens et les philosophes. L'auteur, ancien élève de l'Université (protestante) d'Amsterdam, a consacré son mémoire de fin d'études à l'examen des conceptions catholiques contemporaines relatives à l'histoire et son travail a abouti au présent ouvrage.

La première partie est un exposé des problèmes posés par les rapports à établir entre le Christ et l'Église, considérée comme son corps mystique, d'une part, les faits historiques, d'autre part, et des solutions proposées par un certain nombre de penseurs catholiques, comme le R. P. Daniélou ou Jacques Maritain, entre autres.

La seconde partie rappelle les répliques suscitées dans les milieux catholiques français autour de 1930 par les affirmations d'Émile Bréhier tendant à nier l'existence d'une philosophie proprement chrétienne. A la lumière de ces discussions, l'auteur termine en passant en revue les tentatives récentes de certains théologiens, parmi lesquels l'ex-leader du parti populaire catholique italien Don Luigi Sturzo, pour définir, aux États-Unis ou en Italie, les conditions d'existence d'une science historique chrétienne.

J. GODARD.

— J. M. ROMEIN. *Apparaat voor de studie der geschiedenis* (Groningue et Batavia, J. B. Wolters, 1949, in-8°, 90 p.). — Ce petit manuel, à l'usage des étudiants débutants, vaut surtout par le caractère original et pratique de sa présentation. Il réunit, sous des rubriques variées (Manuels, Revues, Publications de sources, sciences auxiliaires, etc.), les principaux ouvrages, dont les intéressés pourront avoir besoin. Sur chacun d'eux, il donne une appréciation en deux ou trois lignes.

Naturellement, une place particulière est faite aux travaux néerlandais, mais néanmoins les plus connues des œuvres étrangères sont également indiquées.

J. G.

— Un travail sur les idées et l'action politiques du grand historien Geijer (1783-1847) : voici une contribution à la connaissance de la Suède du XIX^e siècle, et qui éclaire les problèmes d'une historiographie dans laquelle Geijer garde une place comparable à celle de Michelet chez nous. Retenons un autre intérêt de l'ouvrage que lui consacre M. Arvid HESSLER, professeur de science politique à Upsal (*Geijer som politiker*, Stockholm, Hugo Geber, I (jusqu'à 1830), 1937, in-8°, 355 p., 8 kr.; II, 1947, in-8°, 361 p., 10 kr.). L'exposé, d'une remarquable clarté, intéresse l'histoire européenne, comme analyse du rayonnement, du retentissement des idées alors en conflit. Enthousiaste à vingt ans des idéaux nouveaux de liberté, Geijer glisse sous l'influence de la philosophie allemande, Schelling surtout, à une co-

ception romantique en accord ainsi avec son respect naturel de la tradition : organisme social, exaltation des valeurs nationales, harmonisation dans un moralisme chrétien du conflit « féodalisme républicanisme ». Donc, un conservateur, fortement marqué par Hegel, sans lui devoir directement tout ce qui les rapproche. Mais l'homme évolue dans les années 1830 ; la part faite des problèmes actuels de son temps en son pays, il y a la lecture régulière de l'*Edinburgh Review*, l'intérêt pour le saint-simonisme et plus encore Lamennais. Tocqueville semble l'impressionner fortement. Cheminement, que l'on regrette de schématiser, vers un Geiger libéral, en matière économique, puis en politique. Non que le passé soit mort en lui ; l'esprit de synthèse, la conscience du problème ouvrier naissant (le Chartisme), le mettent vite en garde contre les faiblesses du libéralisme qu'il voudrait voir élargi, plus humain, englobant les masses populaires dans une généralisation qui surmonte la lutte des classes.

P. JEANNIN.

— Nous avons reçu le catalogue des ouvrages imprimés à l'étranger qui figurent à la Bibliothèque des Archives du Mouvement ouvrier à Stockholm (*Utländsk Litteratur I Arbetarrörelsens Archiv I Stockholm*. Stockholm, 1948, in-8°, 320 p.).

— Le 16^e volume de l'*International bibliography of historical Science* (Zurich, International committee of historical Science, 1949, in-8°, xli-365 p., prix non indiqué) est l'une des preuves de la résurrection du Comité international des sciences historiques, reconstitué en 1947. Il n'a pas été possible de combler la lacune qui correspond aux années 1940-1946 — on le fera plus tard — et le professeur GEYL, d'Utrecht, souligne, dans la préface, que vingt-deux comités nationaux ont collaboré à la rédaction d'un ouvrage qui comprend près de 5,000 numéros. Quelles que soient les lacunes susceptibles d'être rencontrées dans telle ou telle section de cette bibliographie, il est de toute justice d'indiquer que celle-ci ne peut manquer de rendre des services fort appréciables. Je crois savoir que, pour l'avenir, l'administration de la Bibliothèque nationale jouera un rôle prépondérant dans l'établissement de cet instrument scientifique qu'est l'*International bibliography of historical Science*.

Georges BOURGIN.

— Par les soins de M. Pier-Fausto PALUMBO a été élaborée une *Bibliografia storica internazionale* sur la période de 1940-1947 (Rome, Le edizioni del lavoro, 1950, in-8°, xiii-244 p. ; prix : 1.500 L.). Internationale? Bien sûr que non : bibliographie générale, non exhaustive, et qui n'embrasse ni l'Asie, ni l'Amérique, ni l'Océanie, et qui est centrée, en somme, sur l'histoire de l'Italie, avec de grandes sections (histoire de l'Église, histoire économique, etc.) utilement instituées, mais dont d'autres (par exemple, histoire générale de l'ère moderne, histoire extra-italienne) sont vraiment trop peu organisées pour être véritablement utiles. Une introduction, audacieuse par l'objet, est consacrée à l'état des études historiques pendant et après la seconde guerre mondiale : cette fois, les productions historiographiques extra-européennes sont envisagées, et il y a des indications souvent heureuses et utiles dans cet effort de synthèse, dont nous aurions été heureux qu'il fût soutenu au cours du Congrès international des sciences historiques.

G. BN.

— On trouvera dans *Maitres et doctrines du droit des gens*, de M. A. DE LAPRADELLE (2^e éd., Paris, Les éditions internationales, 1950, in-8°, 441 p., 23 portraits hors texte ; prix : non indiqué) les éléments bibliographiques d'une histoire de l'une des disciplines juridiques la plus fréquemment alléguée et si souvent bousculée

par les événements. Précisément, M. de Lapradelle indique, par des touches successives et limitées, que c'est par des approximations séculaires que cette discipline a formulé ses principes. Une première série de portraits est consacrée aux précurseurs, les théologiens catholiques, saint Thomas d'Aquin en tête, puis Vitoria et Suarez, le juriste protestant Grotius, les professionnels de la magistrature et du barreau, Gentilis, Zouch, Bynkershock, enfin les philosophes Pufendorf et Emmer de Vattel. Viennent ensuite les modernes : de Martens, Kluber, Heffter, Wheaton, Calvo, Lorimer. Ce n'est que parmi les contemporains que l'on compte des juristes français, et il aurait peut-être été utile de chercher les causes de cette carence de la France dans l'élaboration du droit des gens, s'épanouissant dans les petits États aux institutions et aux opinions démocratiques. De fait, avec les contemporains Westlake, Renault, Fauchille, Pillet, Descamps, Schucking, de la Brière, Le Fur, Politis, Scott, Alvarez, la veine du droit public est exploitée dans notre pays, et avec MM. Basdevant, G. Scelle, Sibert, et l'auteur même de l'ouvrage, on sait bien qu'elle l'est encore magistralement.

G. BN.

— Le fascicule LXVIII *Cœta-Charles Borromée*, du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié actuellement sous la direction de A. DE MEYER et de ÉT. VAN CAUWENBERGH, par la librairie Letourney et Ané (Paris, 1951, col. 257 à 512), présente la même richesse d'informations précises que ceux dont nous avons signalé récemment la publication¹. On y lira — entre autres articles particulièrement utiles et neufs — ceux qui sont consacrés à *Chalon-sur-Saône* (6 colonnes, avec une carte de l'ancien diocèse), *Châlons-sur-Marne* (27 colonnes, avec carte), *Chambéry* (avec carte), *Mgr Champion de Cicé*, aux *Chanoines* (52 colonnes), à *Charlemagne* (16 colonnes) et aux différents souverains du nom de *Charles* (7 colonnes pour Charles VI, 6 pour Charles VII, défenseur de l'Église gallicane, 7 pour Charles X, etc...) et le début de l'article consacré à *Saint Charles Borromée*, qui compte déjà 26 colonnes pour la période qui va jusqu'en 1573.

— E.-Victor MORGAN. *The Study of Prices and the value of Money* (Londres, G. Philip and Son (for the Historical Association), 1950, in-16, 27 p. ; prix : 2 s. 6 d.). (*Helps for Students of History*, n° 53.) — Cette courte brochure, rédigée pour l'*Historical Association* par un professeur de sciences économiques à l'Université de Swansea, est destinée à fournir aux étudiants d'histoire une initiation à l'histoire des prix. Après avoir montré l'intérêt de telles études, M. Morgan expose les problèmes de sources et de méthodes que pose l'établissement scientifique de séries de prix et d'indices des prix ; dans une seconde partie, il retrace les grandes étapes de l'histoire des prix en Angleterre. Cette étude est naturellement sommaire, mais elle est aussi intelligente et ne dissimule rien de la difficulté des problèmes ; elle est illustrée par deux graphiques simplifiés, mais remarquablement clairs, l'un du prix du blé en Angleterre de 1260 à 1800, l'autre des prix de gros de 1780 à 1914, graphiques que l'on peut recommander à tous les enseignants. Regrettions seulement que M. Morgan n'ait même pas mentionné les travaux non britanniques et, en particulier, ceux de E. J. Hamilton, C. E. Labrousse et J. Meuvret.

François CROZET.

— H. PASDERMADJIAN. *Histoire de l'Arménie depuis les origines jusqu'au traité de Lausanne* (Paris, Samuelian, 1949, gr. in-8°, 484 p.). — L'auteur s'est fixé la tâche

1. Cf. *supra*, p. 158.

difficile de rendre accessible à un assez large public l'histoire largement conçue du peuple arménien. Non seulement il s'applique à en montrer les aspects sociaux, économiques et culturels en même temps que les événements politiques, mais il veut montrer les connexions qui existent entre les Arméniens et tous les États auxquels, sans qu'ils aient jamais perdu leur personnalité, les conquêtes étrangères et leurs propres migrations les ont plus que tous autres étroitement mêlés. Effort sympathique, auquel on s'en voudrait de faire subir une critique d'éрудit, puisqu'il se défend d'être érudit et repose tout de même sur une documentation qui, malgré des lacunes regrettables, est d'une nature assez large. Si beaucoup de détails sont contestables, les caractères généraux soulignés pour chaque période sont le plus souvent justes. Dans les conditions du monde moderne, c'est dans la République soviétique d'Arménie que l'auteur paraît en conclusion placer son espoir. Au Moyen Age, que seul je connais bien, il me semble qu'à partir de l'invasion turque, l'auteur fait trop tenir presque toute l'histoire arménienne dans celle du royaume de Cilicie. Une vie arménienne a subsisté sur le sol des ancêtres, une participation arménienne à l'histoire des États neufs qui s'y sont constitués. Le redressement géorgien est passé sous silence, bien qu'il ait fait passer dans les frontières de cet État chrétien des populations arménienes ; rien non plus n'est dit de l'Empire de Trébizonde ; dans les États musulmans même, les Arméniens ne furent pas toujours contraints ou enclins à un repliement hostile. La faveur marquée aux Chrétiens par les Mongols au moment de leurs conquêtes ne profite pas qu'au royaume de Cilicie. L'auteur a marqué lui-même, en la fondant dans une revue générale de la culture arménienne dans les siècles de domination turque, l'importance de cette culture dans les derniers siècles du Moyen Age dans l'Arménie traditionnelle. L'image qu'il donne des Turcs manque de nuance ; la ruine de l'Anatolie n'est pas que leur œuvre, et les jugements des Arméniens médiévaux à leur égard n'ont pas toujours été semblables à ceux qu'exigent à l'égard de certains de leurs successeurs les atrocités d'une histoire plus récente. Au total, un livre où le non-spécialiste peut trouver un cadre convenable à d'intéressantes réflexions.

Claude CAHEN.

— J. Morton PATTON. *Mediaeval and Renaissance Visitors to Greek Lands* (Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1951, in-4°, xii-212 p.). — Cet élégant volume, publié par l'École américaine des Études classiques d'Athènes, comprend vingt-trois notices brèves de visiteurs occidentaux d'Athènes, du Moyen Age à la fin du XVII^e siècle. Chaque notice est accompagnée d'une bibliographie exhaustive : manuscrits originaux, éditions anciennes et modernes, travaux avec références copieuses et notes critiques, soit dans leur langue originale, soit en traduction anglaise.

Le haut Moyen Age n'est représenté que par une courte notice insérée par Hilduin, abbé de Saint-Denis, au IX^e siècle, dans une *Passio S. Dyonistii* (identifié avec l'Aréopagite), qu'il traduisait d'une lettre du chronographe grec Aristarque au primiceri Onésiphore. On passe ensuite directement à l'Athènes des ducs florentins, les Acciaiuoli (notices de l'Allemand Ludolf von Sudheim, 1341, et des frères Martoni (1374, 1389), puis, sans transition, à la domination turque, avec des récits d'attachés aux ambassades envoyées aux sultans : celui, très amusant, de l'apothicaire Reinhold de Lubenau (ambassade de Rodolphe II, 1570) et ceux de l'écuyer Jean Bordier (ambassade de Henri IV en 1589) et de Nicolas du Loir (ambassade vénitienne, 1639-1641).

D'un intérêt exceptionnel pour la situation d'Athènes sous la domination turque, pour sa population, pour ses productions, pour la conservation des monuments antiques sont les récits de la deuxième moitié du XVII^e siècle. Telles sont les notes de l'ambassadeur de Louis XIV, Olier de Nointel, en 1674. Dans sa suite se trouvait Jacques Carrey, dont on possède les dessins, malheureusement peu précis, des sculptures du Parthénon encore intactes, « aussi peu offensé de l'injure du temps que s'il venait d'être fait », écrivait, en 1626, Louis Deshayes, ambassadeur de Louis auprès de la Porte. Le récit de sa ruine par le bombardement vénitien, le 26 septembre 1686, nous est parvenu par un témoin oculaire, Rinaldo de La Rue, qui, après une vie d'aventures, s'était engagé dans l'artillerie vénitienne. La notice qu'il écrivit sur Athènes et ses monuments antiques est la plus complète de ce recueil.

Le livre de J. Morton Patton est un modèle d'érudition, qui sera consulté par les humanistes et par tous ceux qui sont soucieux de connaître les destinées d'Athènes pendant les siècles d'obscurité qu'elle traversa avant sa résurrection.

Louis BRÉHIER.

— H. A. INNIS. *The Press. A neglected Factor in the Economic History of the Twentieth Century* (Londres, Oxford University Press, 1949, in-16, 48 p.). — Cette brochure a été éditée par la Société de la *Stamp Memorial Lecture*. M. Innis, professeur à l'Université de Toronto, se préoccupe surtout de montrer de quel poids les progrès techniques pèsent sur les moyens d'expression de la presse. C'est l'Amérique qui, dès 1893, dispose de rotatives capables d'imprimer en une heure 96,000 exemplaires d'un journal de huit grandes pages. Cette production énorme entraîne une consommation adéquate de papier bon marché, et les directeurs de journaux se font les apôtres de la presse « libre » en réclamant à grands cris de la pulpe et de la force motrice à bon compte. Mais à un fort tirage il faut un public étendu. Le journaliste doit donc flatter les goûts de la masse ; toute rubrique ayant une certaine valeur éducative, toute tribune de libre critique se voient ainsi reléguées au dernier plan dans les quotidiens du matin et surtout du soir qui s'adressent à des lecteurs mentalement fatigués ; le crime, la nouvelle à sensation, les images licencieuses occupent « la une » ; l'« annonceur » qui fournit les subsides substantiels est le véritable chef de l'affaire. Il devient de plus en plus difficile de distinguer entre l'information et la réclame. Il en résulte qu'au moins aux États-Unis l'influence des grands quotidiens est devenue insignifiante en politique intérieure. Mais la pratique américaine de monopole réel d'une presse apparemment libre, méthode des Hearst, des Pulitzer, est passée en Grande-Bretagne sous le patronage de Lord Northcliffe. En France, pense l'auteur, ce sont moins les annonceurs qui corrompent les journalistes que les ambassadeurs étrangers (ceux du tsarisme, par exemple). Au contraire, l'État allemand se préoccupe de contrôler la propagande des autres pays. Sans aller comme Pulitzer jusqu'à désirer « une petite guerre » pour augmenter la diffusion du journal, beaucoup de magnats de cette industrie attisent les conflits internationaux et réussissent à exciter un nationalisme borné. Les indications chiffrées et les nombreuses citations qui appuient ces assertions rendront des services. — Robert SCHNEIDER.

— Le *London Institute of World Affairs* publie le quatrième volume de son *Yearbook of World Affairs, 1950* (Londres, Stevens & Sons, 1950, vi-392 p.; prix : 25 s.). Les directeurs, George W. KEETON et Georg SCHWARZENBERG, y

ont réuni, outre les comptes rendus de divers ouvrages se rapportant aux problèmes de relations internationales, un certain nombre de mémoires ou rapports intéressants : *Sovereignty : ideology and reality*, par G. Schwarzenberg ; *Law and society in the relations of States*, par P. E. Corbett ; *Uncommon law in Martial Tokyo*, par G. Ireland ; *The British Commonwealth and its members*, par H. Shearman ; *The Post-war treaties of the Soviet Union*, par L. B. Schapiro ; *Italy since the war*, par T. Gibson ; *The free territory of Trieste under the United Nations*, par H. Kelsen ; *The Danube*, par H. A. Smith ; *The study of international economics*, par C. Alexandrowicz ; *The European recovery programme*, par J. D. Krivine ; *Truman's point four*, par Susan Strange, et *Forestry as an international problem*, par F. Heske.

Antiquité. — H. BENGTSON. *Einführung in die alte Geschichte* (Munich, Biederstein, s. d., in-8°, VIII-185 p.). — Cet ouvrage, qui ne saurait être analysé, répond assez bien à son titre. Il comprend, sur l' « histoire de l'histoire », sur la chronologie, la géographie et surtout les « sources », une série d'exposés que nous intitulerions « état des questions ». Ces exposés sont naturellement très sommaires, d'autant plus que l'histoire de l'antiquité s'étend au domaine oriental. La bibliographie, plus ou moins « critique », est abondante et un peu plus accueillante qu'elle ne l'était naguère en Allemagne. Présentation intelligente, un peu lacunaire sur certains points (institutions, techniques, économie) ; en revanche, une section, qui n'était pas spécialement attendue et qui traite de choses assez diverses, concerne l' « anthropologie » (p. 42 et suiv.) : c'est d'ailleurs la plus intéressante.

Louis GERNET.

— Kathleen FREMAN. *Greek city-states* (Londres, Macdonald, s. d., in-8°, XX-286 p.). — L'auteur présente quelques cités du monde hellénique. Il y a là un échantillon de bonnes lectures à l'usage du grand public, et l'on y trouvera sous une forme agréable — et intelligente — des esquisses historiques, le rappel des légendes locales, l'exposé des constitutions et les données de civilisation économique, intellectuelle ou religieuse qui peuvent être rapportées à chacun des États. Histoire purement descriptive : on ne voit même pas que le choix des cités (en majorité, des colonies) ait été dicté par quelque souci d'analyse ou de classification. De là une certaine disparité entre ces monographies et les considérations théoriques de l'introduction et de la conclusion sur les destins de la cité grecque en général ; considérations naturellement très sommaires, où l'on retiendra au moins une idée de bon sens : c'est que la civilisation grecque et ses réussites sont après tout inséparables de cet esprit d'autonomie irréductible dont les historiens qui ne peuvent s'interdire les jugements de valeur font volontiers grief à la Grèce antique.

L. G.

— Charles SELTMAN. *Masterpieces of Greek Coinage* (Oxford, Bruno Cassirer, in-8°, 128 p., ill. ; prix : 21 s.). — Ce livre de vulgarisation savante, dû à un historien de l'art antique et qui est aussi et surtout un numismate, contribuera à faire mieux connaître l'un des aspects les plus variés et les plus « modernes » du génie grec. Après une brève introduction historique, cinquante-cinq monnaies, qui s'étendent depuis le milieu du VII^e jusqu'au milieu du IV^e siècle avant J.-C., sont commentées et reproduites à la dimension et en agrandissement (à trois ou quatre diamètres, une fois à six diamètres). C'est là l'épreuve maintenant classique pour

les œuvres dites mineures, et une manière de consécration. Qu'il s'agisse des « chouettes » athénienes ou les « Demareteia » de Syracuse, de pièces anonymes ou signées par Théodoros de Samos, par Euainétos, par Théodotos, le titre du volume est justifié : chefs-d'œuvre en vérité, et dont la présentation est ici parfaite.

Georges DAUX.

— *Colonna di Studi greci, diretta da Vittorio FALCO. VIII : Epigrammatisti greci della Magna Grecia e della Sicilia*, a cura di A. OLIVIERI (Naples, Libreria scientifica editrice, 1949, in-8°, 209 p. ; prix : 1.500 lire). — M. Olivieri publie une édition fort soignée des épigrammes composées par Léonidas de Tarente, Théocrite de Syracuse, Théodoridas de Syracuse et Etruscos de Messine ; le texte de chacune d'elles est suivi d'une traduction et d'un commentaire bref et précis, dont l'intérêt n'est pas exclusivement littéraire. A Léonidas et à Théodoridas l'auteur consacre, en outre, un aperçu d'ensemble, indiquant très sommairement les principaux caractères de leur œuvre : Léonidas nous est ainsi représenté comme « le poète des humbles, des misérables » ; il se consolait de ses revers de fortune en rédigeant des épigrammes, grâce auxquelles il espérait conquérir l'admiration de la postérité ; ses ouvrages, où il aborde des genres très divers, sont parfois d'un étonnant réalisme ; ailleurs, un mot suffit pour éveiller en nous des sentiments pleins de douceur et de délicatesse ; l'écrivain aspire à demeurer le plus possible dans la sphère d'activité des pauvres gens : d'où l'emploi fréquent de termes précis et techniques, sans que, du reste, l'émotion du lecteur en soit affaiblie. Théodoridas (seconde moitié du III^e siècle) fut le rival d'Euphorion et de Mnasalcas, dont il critiqua durement les ouvrages ; il s'adonna, lui aussi, à des genres très variés et laissa une œuvre qui n'est point insignifiante. M. Olivieri nous donne un certain nombre d'indications bibliographiques qui ne sont pas sans utilité (cf. p. 10, 181, etc.) ; mais on a le droit de regretter qu'il n'y ait pas fait figurer l'*Histoire de la littérature grecque* d'A. et M. Croiset, où la personnalité et le talent de Léonidas de Tarente, par exemple, sont si clairement et si finement appréciés (t. V, p. 208-210). Sur Théocrite, l'auteur se contente de renvoyer ses lecteurs à « n'importe quel manuel de littérature grecque » (p. 147, n. 1) : n'eût-il pas convenu de signaler au moins la thèse, déjà très ancienne, mais capitale et toujours extrêmement utile, publiée sur ce poète par Ph.-E. Legrand?.

Paul CLOCHET.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

J. G. Edwards. Sir John Cecil Power, Bart., 1870-1950. (Fondateur et bienfaiteur de l'Institut de Recherche historique de Londres.) [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XXIII, 1950.] — *Gonzalo Obregon.* Sigüenza y Gongora, historiador. [*Rev. de hist. de America*, décembre 1949.] — *Luis Gonzales Cárdenas.* Fray Jerónimo de Mendiete, pensator político e historiador. [*Ibid.*] — *Ernesto Chinchilla Aguilar.* Algunos aspectos de la obra de Oviedo. (Historien célèbre de la conquête qui croit à l'infériorité congénitale de l'indigène d'Amérique.) [*Ibid.*] — *F. Nicolini.* Una supplica inedita di G. B. Vico. [*Rendi Conti Lincei*, IV, 7-10, juillet 1949.] — *Daniel Halevy.* A. I. Toynbee et son étude de l'histoire. [*R. des D.-M.*, 1^{er} septembre 1950.] — *A. I. Toynbee.* Symptômes dans l'histoire occidentale. [*Ibid.*]

Alexander Taylor Milne. Die britische Geschichtswissenschaft 1939-1949. [*Die Welt als Gesch.*, 1950, n° 2.] — Bibliographie de la France méridionale. Publications de l'année 1949. [*A. du Midi*, octobre 1950.] — *E. Troilo.* Studii e contributi bruniani dell'ultimo ventennio. [*Rendi Conti Lincei*, V, 1-2, janvier 1950.] —

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical review* (janvier 1950). — *Annales de Bourgogne* (octobre-décembre 1950). — *Annales de l'Est* (1950, n° 2). — *Annales du Midi* (octobre 1950). — *Atti dell'Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti* (1948 à octobre 1950). — *Bulletin de correspondance hellénique* (1950, n° 1). — *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome* (1949, XXV). — *Bulletin littéraire et historique de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (juillet-septembre 1950). — *Bulletin of the Institute of historical Research* (1950). — *Cambridge historical journal* (1950, t. X). — *Classica et Mediaevalia* (1950, t. XI). — *Etudes* (juillet-décembre 1950). — *Historia* (1950, t. I). — *Historisk Tidsskrift Copenhagen* (1948-1949). — *Historisk Tidsskrift Oslo* (1948-1949). — *Historisk Tidsskrift Stockholm* (1948-1919). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 171, Heft 1, janvier 1951). — *Hommes et Mondes* (juillet-décembre 1950). — *Information historique* (1949-1950). — *Izvestije Akademii Nauk* (Journal de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S.) (1946-1950). — *Journal des Savants* (janvier-mars 1950). — *Mercure de France* (juillet-décembre 1950). — *1848, revue des Révolutions* (décembre 1950). — *Monde français* (juillet-décembre 1950). — *Notizie degli scavi di Antichità* (Série 8, vol. III, 1949-avril 1950). — *Nuova rivista storica* (mai-août 1950). — *Revue archéologique* (avril-juin 1950). — *Revue de la Méditerranée* (novembre-décembre 1950). — *Revue de Défense nationale* (octobre à décembre 1950, janvier 1951). — *Revue de l'histoire de l'Église de France* (janvier-juin 1950). — *Revue de Paris* (juillet-décembre 1950). — *Revista de Indias* (janvier-mars 1949). — *Revue des Deux-Mondes* (juillet-décembre 1950). — *Revista de historia de America* (décembre 1949). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (septembre-décembre 1950). — *Revue historique de droit français et étranger* (1949, n° 4 ; 1950, n° 1 à 3). — *Review of politics* (janvier 1951). — *Scandia* (1948-1949). — *Speculum* (janvier-mars 1950). — *Syria* (1950, n° 1-2). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1949, n° 2, 3 et 4). — *Welt als Geschichte* (1950, n° 1 à 4).

L. Bréhier. Les études byzantines en Amérique. Dumbarton Oaks papers, IV. [J. des Sav., janvier-mars 1950.] — *Daniel Almgqvist.* Les archives privées (suédoises). (En suédois.) [H. T. Stockholm, 1948, 2.] — Enquête sur la publication des sources de l'histoire de Suède. (Historique et état des publications en suédois.) [Ibid., 1949, 2.] — *Honorius Prevost.* Inventaire des documents concernant l'histoire du Canada conservés aux Archives de Chicago. [R. d'hist. de l'Am. fr., septembre et décembre 1950.] — *Niels Alkjaer.* E. G. and other latin abbreviations in english. [Classica et Mediaevalia, XI, 1950.] — *U. Cassuto.* Gli antichi manoscritti ebraici testé scoperti in Palestina. [Rendi Conti Lincei, V, 1-2, janvier 1950.] — *A. Monheim.* Von den russischen Ausgrabungen im J. 1947. [Historia, I, 1, 1950.]

H. C. Hiegel. Les anciens Germains. (Mise au point des travaux allemands et de leur exploitation tendancieuse par les Nazis.) [Inf. hist., mars-avril, mai-juin, novembre-décembre 1950.] — *Otto Vossler.* Objektivität in der Geschichte. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 2.] — *Samuel Eliot Morison.* Faith of a historian. (Discours présidentiel prononcé au dîner annuel de l'American historical association le 29 décembre 1950.) [Am. hist. rev., janvier 1951.] — *Dr H. Klompmaker.* Business-History. (Remarques sur les méthodes de l'histoire économique.) [Ts. v. Gdans, 1949, 4.] — *Emil Schieche.* L'Europe orientale comme problème historique et l'historiographie d'Europe orientale. [H. T. Stockholm, 1948, 1.] — *S. U. Palme.* La bureaucratie comme problème historique. Programme de recherche nordique. (En suédois.) [Scandia, 1948-1949, 1.] — *Arnold Oskar Meyes.* Zur Geschichte des Wortes Staat. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 4.] — *Eberhard Kessel.* Der « Inselstaat » in der Geschichte. [Ibid., n° 3.] — *Joseph Vogt.* Damonie der Macht und Weisheit der Antike. [Ibid., n° 1 et 2.] — *Azel von Harnack.* Gedanken über Memoiren und Tagebücher. [Ibid., n° 1.] — *Karl Löwith.* Skepsis und Glaube in der Weltgeschichte. [Ibid., n° 3.] — *H. Heffter.* Vom Primat der Aussenpolitik. [Hist. Zeitsch., Bd. 171, Heft 1, janvier 1951.] — *Marcel Rioux.* Remarques sur la notion de culture en anthropologie. [R. d'hist. de l'Am. fr., décembre 1950.] — *P. I. Küller.* Le « territoire ethnographique ». Comment déterminer ses frontières. (Les frontières linguistiques ne coïncidant pas toujours avec les frontières nationales, nécessité de faire appel à l'archéologie, à la toponymie, à la géographie et à l'histoire ; ex. de la région de l'Oder et de la Prusse Orientale.) [I. A. N., 1946, 2.] — *E. A. Beljaev.* La périodisation de l'histoire médiévale turque. [Ibid., 1947, 1.] — *Robert G. Mc Closkey.* American conservatism and the democratic tradition. [Rev. of politics, janvier 1951.] — *P. E. Hübiner.* Die Anfänge der französischen Rheinpolitik als historisches Problem. [Hist. Zeitsch., Bd. 171, Heft 1, janvier 1951.]

II. ORIENT CLASSIQUE ET ANTIQUITÉ

G. Furiani. Un timbre hittite. [Rendi Conti Lincei, V, 7-10, juillet 1950.] — *V. V. Strauss.* La campagne de Darius I contre les Massagètes. [I. A. N., 1946, 3.] — *Henri Seyrig.* Antiquités syriennes. 42 : Sur les éres de quelques villes de Syrie; 43 : Démétrios de Phénicie. [Syria, 1950, fasc. 1-2.] — *René Dussaud.* Kinyras. Étude sur les anciennes cultes chypriotes. [Ibid.] — *Robert Amy.* Temples à escaliers. [Ibid.] — *Maxime Rodinson.* Une inscription trilingue de Palmyre. [Ibid.] — *Claude Lévi-Strauss.* Sur certains ouvrages en poterie d'usage douteux provenant de la Syrie et de l'Inde. [Ibid.]

J. Bérard. L'hellenisation de la Grande-Grecce. [R. A., XXXV, avril-juin 1950.]

— G. Nenci. Le fonti di Erodoto sull'insurrezione ionica. [Rendi Conti Lincei, V, 1-2, janvier 1950.] — F. Sartori. Il cratera a volute della tomba 128 nella necropoli di Spina. (Représentation d'un Dionysos Bacchos et d'une Demeter Chloë.) [Ibid., V, 3-4, mars 1950.] — J. Pouilloux-N. M. Verdelis. Deux inscriptions de Demetrias. [B. C. H., LXXIV, 1950, 1.] — L. Deroy. La palissade du porcher Eumée. [R. A., XXXV, avril-juin 1950.] — F. Chamouz. Le Dionysos de Sakha. [B. C. H., LXXIV, 1950, 1.] — P. Levêque. Notes de sculpture rhodienne. [Ibid.] — P. Amandry. Notes de topographie et d'architecture delphiques ; le taureau de Corcyre. [Ibid.] — J. Pouilloux. Dropion roi des Péones. [Ibid.] — I. Lana. Le doctrina di Protagora e di Democrito intorno all'origine dello stato. [Rendi Conti Lincei, V, 3-4, mars 1950.] — P. Meloni. L'usurpazione di Acheo sotto Antioco III di Siria. [Ibid., IV, 11-12, novembre 1949 ; V, 3-4, mars 1950.] — A. Aymard. L'usage du titre royal dans la Grèce classique et hellénistique. (Chez les Grecs, et plus encore chez les Romains, le mot *basileus* est devenu un prénom inséparable du nom propre. *Rex* étant impossible à Rome, le titre d'*imperator*, prénom héritaire attribué à César, mis en tête des autres noms par Auguste, puis par Vespasien et ses successeurs, prend de ce fait une signification plus frappante.) [R. hist. dr. fr. et étr., 1949, n° 4.] — W. B. Sedgwick. A note on the performance of Greek vocal music. [Classica et Mediaevalia, XI, 1950.] — Carsten Hoeg. Xenophontos Kurou Anabasis, œuvre anonyme ou pseudonyme ou orthonyme. [Ibid.] — Hermann Bengtson. Das politische Leben der Griechen in der römischen Kaiserzeit. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 2.]

Franz de Ruyt. Les études anciennes en Italie. 7^e série : 1947-1949 et années antérieures. (Bibliographie critique.) [Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome, 1949, fasc. XXV.] — A. Merlin. La civilisation étrusque. (A propos du livre de M. Palatino.) [J. des Sav., janvier-mars 1950.] — Einar Gjerstad. La fondation de Rome et ses rois. (Avènement de Tarquin l'Ancien vers 525-520, abolition de la royauté vers 450. En suédois.) [H. T. Stockholm, 1949, 4.] — K. von Fritz. The reorganisation of the Roman government in 366 B. C. and the so-called Licinio-Sextian Laws. [Historia, I, 1, 1950.] — L. Ross Taylor. The date and the meaning of the Vettius Affair. [Ibid.] — S. L. Ucenko. La loi de Licinius Stolo de modo agrorum et son importance dans l'histoire agraire de la Rome antique. [J. A. N., 1947, 2.] — N. A. Maškin. L'eschatologie et le messianisme à la fin de la République romaine. [Ibid., 1946, 5.] — Dr W. den Boer. Caesar Flavius Constantinus (Gallus). (Critique des sources.) [Tz. v. Gdnis, 1949, 2-3.] — Karl Steckmann. Senecas Agamemnon. Untersuchung zur Geschichte des Agamemnon-stoffes nach Aischylos. [Classica et Mediaevalia, XI, 1950.] — M. Floriani-Squareciapino. Ostia : Tesoretto di monete d'argento. [Not. Scavi, s. VIII, vol. 11-12, 1948, p. 326-331.] — D. Faccenna. Tivoli : L'anfiteatro romano. [Ibid.] — Id. Via Cassia (km. 11) : Edificio romano, mosaici e due ritratti. [Ibid.] — P. Romanelli. Tarquinia : Scavi e ricerche nell'area della città. [Ibid.] — D. Faccenna. Castelmadama : Villa rustica romana. [Ibid.] — Id. Villa romana in località « Ospedale di S. Giovanni ». [Ibid.] — G. V. Gentili. Grottazzolina : scoperta di tombe della seconda èta del ferro. [Ibid.] — E. Bracco. Tricarico : tombe di èta greca, iscrizioni funerarie romane. [Ibid.] — Id. Garaguso : Rinvenimento di suppelletile di èta ellenistica. [Ibid.] — F. Panvini Rosati. Amaseno : ripostiglio di denari repubblicani in località Valle Fratta. [Ibid.] — G. Cartonni. Roma : costruzioni sotto l'angolo sud-occidentale della Domus Flavia (triclinio e ninfeo). [Ibid.] — M. Degani. Reggio Emilia : scoperte archeologiche en-

tro la cinta urbana. [Ibid.] — *M. Corrado Cervi*. Parma : rinvenimenti romani e medioevali durante i lavori di fognatura e ricostruzione. [Ibid.] — *F. Ribezzo*. La nuova *defixio* di Chiusi, divisione e cognizione delle parole. (*Rendi Conti Lincei*, IV, 11-12, novembre 1949.) — *E. Volterra*. Sui mores della famiglia romana. [Ibid.] — *A. Solari*. Sulla topografia di Caesana. [Ibid., V, 7-10, juillet 1950.] — *Id.* La espansione sannita in Silvium Apula e in Nola Campana. [Ibid.] — *G. B. Pellegrini*. Iscrizioni paleo-venete da Lago di Calalzo (Cadore). [Ibid., V, 5-6, mai 1950.] — *G. Lugli*. La terminologia dei sistemi costruttivi usati dai Romani. [Ibid.] — *G. Cressedi*. « Caput velatum » e « cinctus gabinus ». [Ibid., V, 7-10, juillet 1950.] — *C. di Spigno*. Limiti e pregi della storiografia di Ammiano Marcellino. [Ibid.] — *A. R. Toniolo*. Considerazioni geografiche sull'istituto del « maso chiuso ». [Ibid.] — *A. Solari*. Il tradizionalismo antimperiale di Orazio. [Ibid., V, 3-4, mars 1950.] — *G. O. Onorato*. La data del terremoto di Pompei (5 febb. 62 d. C.). [Ibid., IV, 11-12, novembre 1949.] — *A. Solari*. L'impero antisociale di Giustino e di Giustiniano. [Ibid., V, 1-2, janvier 1950.] — *H. Nesselhauf*. Die neue Germanicus Inschrift von Magliano. [*Historia*, I, 1, 1950.] — *A. Piganiol*. L'état actuel de la question constantinienne, 1939/49. [Ibid.] — *J. Straub*. Christliche Geschichtesapologetik in der Krisis des röm. Reiches. [Ibid.] — *Émilienne Demougeot*. Sur les lois du 15 novembre 407. (Témoignage sur l'évolution de Stilicon, de plus en plus décidé à défendre le christianisme et l'orthodoxie et sur les intrigues de cour qui embarrassaient le gouvernement de Ravenne.) [*R. hist. dr. fr. et étr.*, 1950, n° 3.]

Ch. Picard. Une cénochoé à portrait de reine trouvée à Glanum. [*R. A.*, XXXV, avril-juin 1950.] — *Id.* Le grand édifice de Bavai. (Note.) [Ibid.] — *W. Deonna*. Phalères celtiques et gallo-romaines avec décor de têtes humaines. [Ibid.] — *R. Lantier*. Le sanctuaire de Mars Sutugius à Saint-Plancard (Haute-Garonne). (Note.) [Ibid.] — *R. Thouvenot*. Le Maroc à l'époque romaine. [*Inf. Hist.*, juillet-octobre, novembre-décembre 1949.] — *G. Levi della Vida*. Iscrizioni neopuniche di Tripolitania. [*Rendi Conti Lincei*, IV, 7-10, juillet 1949.] — *P. C. Sestieri*. Contributi alla topografia dell'Albania antica. [Ibid., IV, 11-12, novembre 1949.]

III. LE MOYEN AGE

R. Lantier. Les églises de la Gaule mérovingienne. [*J. des Sav.*, janvier-mars 1950.] — *Z. Stewart*. Insular Script without Insular Abbreviations : a Problem in eighth-century Palaeography. [*Speculum*, t. XXV, 1950.] — *Marcel Garaud*. Les origines des « Pagi » poitevins du Moyen Age (vi^e-xi^e siècles). (Les pays d'Herbauges, Thouars et Loudun paraissent dus à des circonstances géographiques, d'ailleurs diverses ; ceux de Brioux et de Mauzé, à la conquête romaine ; celui de Tiffange, à une colonie barbare ; ceux de Melle, Niort, Châtellerault, Mervent, à l'avènement du régime féodal et à la construction des châteaux.) [*R. hist. dr. fr. et étr.*, 1949, n° 4.] — *R. Besnier*. « Inquisitiones » et « Recognitiones ». Le nouveau système des preuves à l'époque des Coutumiers normands. (« Tout n'a pas disparu du droit et de la procédure de l'époque franque après l'effondrement carolingien. En Normandie et en Flandre, bien des éléments antérieurs au ix^e siècle ont survécu. ») [Ibid., 1950, n° 2.] — *Wolfram von den Steinen*. Karolingische Kulturfäden. [*Die Welt als Gesch.*, 1950, n° 3.] — *Laura H. Loomis*. The Holy Relics of Charlemagne and king Athelstan ; the Lances of Longinus and St. Mauritius.

(Reliques carolingiennes déposées à Saint-Riquier, puis à Sens, d'où Hugues le Grand les prit, en fit cadeau au roi saxon Athelstan, qui les distribua à Malmesbury et Exeter.) [Speculum, t. XXV, 1950.] — *Gérard Moignet*. De l'histoire à la légende ou les avatars d'un héros épique. (Il s'agit de Girart, comte de Vienne, d'après la thèse de René Louis.) [Rev. de la Médit., novembre-décembre 1950.] — *Georges Gougenheim*. Les origines stratégiques de Paris capitale. [R. de Déf. nat., octobre 1950.] — *Jean Richard*. Passages de Saône aux XII^e et XIII^e siècles. [A. de Bourg., octobre-décembre 1950.] — *Marion Melville*. Guillaume de Nogaret et Philippe le Bel. [R. d'hist. de l'Égl. de France, janvier-juin 1950.] — *Ch. Higouast*. Un compte de ferme de la barre d'Agen au début du XIV^e siècle. [A. du Midi, octobre 1950.] — *Henri David*. Le Jugement de Salomon d'Auxerre et le bas-relief pittoresque au XIV^e siècle. [A. de Bourg., octobre-décembre 1950.] — *Ch. Verlinden*. Esclaves fugitifs et assurances en Catalogne (XIV^e-XVI^e siècles). [A. du Midi, octobre 1950.]

Marianne Mahn-Lot. Isabelle la Catholique et les Juifs. (Les Rois Catholiques ont été longtemps entourés de Juifs convertis et c'est seulement en 1492, après la chute de Grenade et sous la pression de Torquemada, qu'ils ont ordonné l'expulsion de tous les Juifs d'Espagne.) [Merc. de F., juillet 1950.] — *Ch.-V. Aubrun*. La Gascogne et la Guyenne revendiquées par les Rois Catholiques en 1481. [A. du Midi, octobre 1950.]

B. A. Rybakov. La ville russe ancienne d'après les données de l'archéologie. [I. A. N., 1950, 3.] — *S. V. Kiselev*. La Mongolie ancienne. [Ibid., 1947, 4.] — *K. A. Antonova*. La structure sociale et politique de l'Inde médiévale (1556-1605- ère d'Akbar). [Ibid., 1950, 6.] — *Berthold Spuller*. Die Selbstbehauptung des iranischen Volkstums im frühen Islam. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 3.] — *F. Gabrielli*. L'eroe omayyade Maslamah ibn 'Abd al-Malik. [Rendi Conti Lincei, V, 1-2, janvier 1950.] — *S. Moscati*. Studi su Abū Muslim propaganda e politica religiosa. [Ibid., IV, 7-10, juillet 1949.] — *Id.* Studi su Abū Muslim. La fine di Abū Muslim. [Ibid., V, 1-2, janvier 1950]. — *K. M. Setton*. The Bulgars in the Balkans and the Occupation of Corinth in the seventh century. (Des découvertes archéologiques rendent plausible l'occupation temporaire de Corinthe, vers 657-658, par les Bulgares Onogurs, plus tard confondus par la tradition avec les Avars.) [Speculum, t. XXV, 1950.] — *J. H. Kent*. A Byzantine Statue Base at Corinth. (Stèle commémorative de la victoire de Constant II, probablement contre les Bulgares.) [Ibid.] — *A. Solari*. La ortodossia di Bisanzio dopo Anastasio. [Rendi Conti Lincei, IV, 7-10, juillet 1949.] — *Id.* Particularismo religioso bizantino di Ammiano. [Ibid., IV, 11-12, novembre 1949.] — *Jean Richard*. Pairie d'Orient latin : les quatre baronnies du royaume de Jérusalem et de Chypre. (La nature et le nombre des « pairies » et « baronnies » dans les deux royaumes furent incertains en ce qui concerne le premier, ne s'imposèrent que tardivement dans le second.) [R. hist. dr. fr. et étr., 1950, n° 1.] — *J. Richard*, Guy d'Ibelin, O. P., évêque de Limassol et l'inventaire de ses biens, 1367. [B. C. H., LXXIV, 1950, 1.]

Hermann Grundmann. Geistesgeschichte in den Monumenta Germaniae historica. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 2.] — *C. Higouet*. Henri le Lion. [Inf. Hist., septembre-octobre 1950.] — *Helmut Beumann*. Das imperiale Königstum im 10 Jht. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 2.] — *Jacques Chouz*. Pibon, évêque de Toul, et la Querelle des Investitures. [An. de l'Est, 1950, n° 2.]

T. A. M. Bishop. A chancery scribe : Stephen of Fougères. (Quatre nouvelles chartes de Henri II attribuées à ce scribe.) [Cambridge hist. J., t. X, 1950.] —

C. H. Talbot. New documents in the case of Saint William of York. (Lettres inédites de saint Bernard à propos de l'élection disputée à l'archevêché d'York, 1142-1143.) [Ibid.] — *G. Templeman.* Edward I and the historians. (D'abord considéré comme un roi à poigne, puis un souverain national (Stubbs), un bureaucrate tyannique (Tout), un conservateur féodal (Powicke).) [Ibid.] — *M. R. Powicke.* Distraint of knighthood and military obligation under Henry III. (Les tentatives faites par ce roi pour forcer les possesseurs de vingt livrées de terre à l'adoubllement ont bien un but militaire : renforcer la classe anémiee des chevaliers.) [*Speculum*, t. XXV, 1950.] — *F. R. H. Du Boulay.* Charitable Subsidies granted to the Archbishop of Canterbury, 1300-1489. (Quelques exemples de 1300 à 1377, aucun subside de 1377 à 1465, sept subsides caritatifs provinciaux de 1465 à 1489, selon une assiette sans cesse perfectionnée.) [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XXIII, 1950.] — *J. L. Kirby.* The Financing of Calais under Henry V. (D'après les archives financières anglaises, jusqu'ici négligées : Calais engloutissait un tiers des revenus ordinaires de l'Angleterre.) [Ibid.]

Hubert Richardot. Quelques textes sur la reprise de la censive en fief. (Le fait peut avoir été causé et par l'ambition et par la crainte. Il est un des aspects de l'accession des roturiers (possesseurs de fiefs) à la noblesse.) [*R. hist. dr. fr. et étr.*, 1950, n° 3.] — *Léo Verriest.* Le servage en Flandre, particulièrement au pays d'Alost. (Dans la Flandre, d'où le servage aurait disparu dès le XIII^e siècle, des serfs subsistaient encore nombreux dans certaines régions au XVI^e, certains même au XVII^e siècle.) [Ibid.] — *Georges Despy.* Deux actes pontificaux inédits du XIII^e siècle pour le chapitre de Moustier-sur-Sambre. [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, 1949, fasc. XXV.] — *René Doeberd.* Anversois et Liégeois à Pavie à la fin du XIV^e siècle. [Ibid.] — *Id.* Une commande de tableau à Gênes en 1408. [Ibid.] — *Jacques Paquet.* Une ébauche de la nonciature de Flandre au XV^e siècle. Les missions dans les Pays-Bas de Luc de Tolentis, évêque de Selenicos (1462-1481). [Ibid.] — *J. Courcelle-Ladmirant.* Les miniatures inédites d'un Virgile du XV^e siècle conservé à la Bibliothèque Vaticane. [Ibid.]

A. Frugoni. La figura e l'opera del cardinale Iacopo Stefaneschi (1270?-1343). [*Rendi Conti Lincei*, V, 7-10, juillet 1950.] — *G. Orlandelli.* Considerazioni sui capitoli di Nicolò V coi Bolognesi. [Ibid.] — *F. Bartoloni.* Note di diplomatica vescovile beneventana. [Ibid.]

A. von Brandt. Neuere skandinavische Anschauungen zur Frühgeschichte des Ostseebereiches (10-12 Jht.). Ein Forschungsbericht. [*Die Welt als Gesch.*, 1950, n° 1.] — *Andreas Holmsen.* Problèmes d'histoire de la propriété foncière en Norvège. [*H. T. Oslo*, 1947, 2.] — *Sten Carlsson.* Les régions frontières de Småland au Moyen Age. (Au contact de la Scanie danoise.) [*H. T. Stockholm*, 1948, 1.] — *Einar Carlsson.* Droit provincial et âge de la majorité. (A quinze ans.) [Ibid.] — *Nils Ahnlund.* A propos du plus ancien culte de St Erik en Suède. (La bulle d'Alexandre III *Eterna et incommutabilis* viserait le culte non reconnu du roi Knut Magnusson, tué à Roskilde en 1157.) [Ibid.] — *Id.* La *translatio* et la légende de St Erik. (En suédois.) [Ibid., 1949, 2.] — *Lauritz Weibull.* Le siège de Skara et ses premiers évêques. (Le plus ancien évêché suédois, XI^e siècle. En suédois.) [*Scandia*, 1948-1949, 1.] — *Sigvard Skov.* L'archevêque Auders Suneson et le siège pontifical. (Grand rôle de cet archevêque de Lund dans la conquête de l'Estonie et comme légat pontifical pour le Danemark et la Suède ; début XIII^e siècle. En danois.) [Ibid., 2.] — *N. Lukman.* Ailnoth. Un lien entre historiographies anglaise

et danoise au XII^e siècle. (Clerc émigré de Canterbury à Odense après 1095. En danois.) [H. T. *Copenhague*, 11, 2, 4 et 5, 1949.] — *Bjarne Beckman*. Une action diplomatique du roi Valdemar. (Combinaison matrimoniale avec le duc de Brunswick pour s'assurer des appuis allemands dans les guerres civiles scandinaves, 1273.) [H. T. *Stockholm*, 1948, 4.] — *Johan Schreiner*. La régence en Norvège pendant la minorité de Magnus Eriksson. (Admission des évêques au conseil pour fortifier l'opposition contre l'Union. En norvégien.) [H. T. *Oslo*, 1947, 4.] — *Åsa Berglund*. La dissolution de l'Union suédo-norvégienne en 1343. (Due non pas à la pression d'une opposition norvégienne, mais à la décision du roi Magnus Eriksson. En suédois.) [Ibid.] — *Gösta Aldener*. Points de vue sur la chronologie du soulèvement de Amund Sigurdsson Bolt. (1436-1437). (Parallélisme avec l'action d'Engelbrekt en Suède. En norvégien.) [Ibid.] — *Lars Hamre*. Autour de la confirmation en 1458 du concordat de 1277. (Par Christian I^{er}, qui obtient la reconnaissance de son fils comme successeur. En norvégien.) [Ibid.] — *Sven Ulric Palme*. L'ordonnance du Conseil sur le « service de page » en 1489. (Pour empêcher Sten Sture de recruter trop d'hommes d'armes grâce à sa richesse. En suédois.) [H. T. *Stockholm*, 1949, 4.]

IV. LE XVI^E SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Michael Seidlmayer. Wandlungen des humanistischen Lebensgefühls und Lebensorstils. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 4.] — *B. D. Grekov*. La reconstruction de l'économie rurale et le sort des paysans dans l'Europe du XVI^e siècle. [I. A. N., 1948, 1.] — *Louis-Théo Maes*. La peine de mort dans le droit criminel de Malines. (Montre avec force les survivances médiévales dans le droit criminel de l'Ancien Régime.) [R. hist. dr. fr. et étr., 1950, n° 3.] — *R. Villers*. De Hoveden à Shakespeare : les prétentions d'Arthur de Bretagne à la succession du roi Richard. (A travers les fictions shakespeariennes — exemple des accommodations littéraires de fait historiques au XVI^e siècle — l'auteur suit la trame qui en a fourni la matière.) [Ibid., 1949, n° 4.] — *D^r A. H. Kan*. De correspondentie van Thomas More. (Essai de classement de la correspondance du chancelier.) [Ts. v. *Gdnis*, 1949, 4.] — *D^r H. A. H. Kranenburg*. Het visserijbedrijf van de Zijdenaars in de 15^e en 16^e eeuw. (Concerne l'histoire des pêcheries hollandaises en mer du Nord.) [Ibid.] — *D^r J. W. Wijn*. Het Noord-Hollandse regiment in de eerste jaren van de opstand tegen Spanje. (Problèmes d'organisation militaire lors de la révolte des Pays-Bas au XVI^e siècle.) [Ibid., 1949, 2-3.] — *D^r J. J. Poelhekke*. Het thema « Nederlanden » bij Trajano Boccalini. (Les événements des Pays-Bas au XVI^e siècle vus par un écrivain italien.) [Ibid.]

Sven Ulric Palme. Le régent, le conseil et la question danoise au printemps 1504. (Accord de Svante Nilsson avec le Conseil pour réaliser le programme constitutionnel de 1483 sur le problème de l'union. En suédois.) [H. T. *Stockholm*, 1949, 1.] — *Götafrid Carlsson*. L'expédition de Svante Nilsson en Finlande en 1504 et Sören Norby. (Sören Norby alors au service du régent suédois. En suédois.) [Ibid.] — *Gunnar T. Westin*. La lutte autour de l'élection du régent en 1512. (Sten Sture le jeune est élu, mais la prétention du Conseil d'élire seul le régent l'emporte. En suédois.) [Scandia, 1948-1949, 2.] — *Erling Oyen*. La charte (Haandfestning) de 1536 et la Norvège. (L'article concernant la Norvège serait valable seulement pour le règne de Christian III et n'aurait pas été appliqué.) [H. T.

Oslo, 1947, 4.] — *Sten Lindroth*. Le duc Charles et l'ordonnance sur les mines d'argent de 1572. (Copie d'une ordonnance de 1514 du Palatinat.) [H. T. Stockholm, 1948, 3.]

F. Hauchecorne. Le Parlement de Bordeaux pendant la première guerre civile (décembre 1560-mars 1563). [A. du Midi, octobre 1950.]

E. M. Žukov. La politique de Hideyoshi à l'égard de la paysannerie. (Le rétablissement du servage au Japon à la fin du XVI^e siècle.) [I. A. N., 1946, 6.]

Torguy Höjer. La rupture du Brandebourg avec la Suède après la mort de Gustave-Adolphe. (En suédois.) [H. T. Stockholm, 1948, 3.] — *Olof Jägerskiöld*. Charles-Ferdinand Vasa, la Suède et l'élection au trône polonais en 1648. (Manque de fermeté du soutien suédois à Charles-Ferdinand contre son frère Jean-Casimir. En suédois.) [Ibid., 1949, 3.] — *Artur Attman*. La paix de Stolbova, 1617. (Abandon des plans visant Novgorod, Pskov et le commerce d'Arkhangelsk ; retourne-ment vers Pernau et Riga. En suédois.) [Scandia, 1948-1949, 1.] — *Curt Weibull*. Le passage du Belt. (Est bien l'œuvre de Charles X Gustave, conseillé en premier lieu par Corfitz Ulfeld. En suédois.) [Ibid.] — *Kund Fabricius*. La « terreur panique » et le secours porté à Christianstad en 1678. (L'infériorité danoise dans la guerre de Scanie tient au recrutement, à la situation sociale des paysans danois. En danois.) [H. T. Copenhague, 11, 2, 4 et 5, 1949.]

Georges Mongrédiens. La grande débauche de Roissy. (Ce scandale, auquel étaient mêlés Mancini, neveu de Mazarin, et l'abbé Le Camus, semble se réduire à fort peu de chose.) [Merc. de Fr., octobre 1950.] — *L. Ceyssens*. Les abécédaires jansénistes et « leurs blasphèmes ». [Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome, 1949, fasc. XXV.] — *P. de Keyser*. Wat hellen onze Nederlandse Kunstenaren van de XVI^e eeuw van het antike Rome Getien. [Ibid.] — *E. Coornaert*. Les Manufactures de Colbert. [Inf. Hist., janvier-février 1949.] — *M. Saint-René Taillandier*. Crépuscule du Grand Roi. [H. et M., septembre-octobre 1950.] — *Guy d'Arvisenet*. Le Palais du Luxembourg sous la Régence. [M. fr., septembre 1950.] — *R.-A. Weigert*. Une supplique de cinq galériens protestants au roi de Danemark Frédéric V (1727). [Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr., juillet-septembre 1950.] — *Michel Antoine*. Une séance royale au Conseil d'État privé sous le règne de Louis XV. (Récit de la préparation et de la tenue de la séance du 22 décembre 1766.) [R. hist. dr. fr. et étr., 1950, n° 3.] — *Émile Coornaert*. Le commerce de la Lorraine vu d'Anvers à la fin du XV^e et au XVI^e siècle. [An. de l'Est., 1950, n° 2.] — *E.-G. Lénard*. Le protestantisme français de la Révocation à la Révolution. (Position des problèmes et bibliographie.) [Inf. hist., septembre-octobre 1950.] — *P. Barrière*. Les Académies et la vie intellectuelle dans la société méridionale au XVIII^e siècle. [A. du Midi, octobre 1950.] — *J. Égret*. L'opposition aristocratique en France au XVIII^e siècle. [Inf. hist., novembre-décembre 1949.] — *L. Trénard*. Les préoccupations intellectuelles d'une bourgeoisie d'affaires : Lyon de 1750 à 1815. [Ibid.] — *Jean Rigault*. Cour souveraine de Lorraine et protestants de Sedan. Intolérance parlementaire et tolérance administrative au XVIII^e siècle. [An. de l'Est., 1950, n° 2.] — *Pierre Jolly*. « Monsieur Déficit. » (Réhabilitation de Calonne.) [H. et M., août 1950.] — *C. de Clercq*. Une lettre napolitaine de Corneille-François Nelis. [Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome, 1949, fasc. XXV.] — *Vicomte Terlinden*. Le voyage à Rome du chevalier de Moreau de Bioul (6 septembre-17 novembre 1791). [Ibid.] — *G. V. Vella*. L'abate Domenico Passonei e le sue missioni diplomatiche dal 1708 al 1716. [Nuova Riv. st., mai-août 1950.]

V. M. Lavrovskij. Contribution à l'histoire de la société rurale du manoir de Barrow (Lincolnshire) du XVI^e au XVIII^e siècle. [I. A. N., 1946, 3.] — *S. I. Archangelskij.* Le mouvement paysan en Angleterre orientale, 1640-1660. [Ibid., 1948, 4.]

D. Sachse. De democratische beweging in Amsterdam in het jaar 1672. (Critique des sources.) [Ts. v. Gdnis, 1949, 4.]

R. B. Pugh. The Patent Rolls of the Interregnum. (1648-1660 ; négligences administratives, destructions d'archives à la Restauration des Stuarts.) [Bull. of the Institute of Hist. Research, t. XXIII, 1950]. — *A. Browning et Doreen J. Milne.* An Exclusion Bill division list. (Liste des votants du bill excluant le duc d'York de la succession au trône, mai 1679.) [Ibid.] — *Hilda I. Lee.* The Supervising of the Barbary Consuls during the years 1756-1836. (Consuls anglais en Afrique du Nord.) [Ibid.] — *T. H. McGuffie.* The Defence of Mallorca, 1756. A report on some contemporary and unpublished manuscripts by Major William Cunningham on the siege. [Ibid.]

Einar Carlsson. Frédéric I^r et la succession de la famille de Hesse. (Fin 1720, le roi cherche, sacrifiant les intérêts suédois, à amener par un mariage le tsar à imposer l'hérédité de la famille de Hesse en Suède. En suédois.) [H. T. Stockholm, 1949, 4.] — *Sven Erik Åström.* La fréquentation des étudiants dans les universités suédoises au XVIII^e siècle. (En suédois.) [Ibid., 1.] — *Daniel Almqvist.* La situation dans les villes de Suède en 1747. (Document sur la population et l'armement naval des 108 villes du royaume, deux ans avant le premier recensement. En suédois.) [Ibid., 4.] — *Kristof Glamann.* Étude d'histoire économique de la Compagnie asiatique, 1732-1772. (Analyse du mécanisme de la compagnie. Intérêt des grands marchands qui la dominent pour le commerce avec la Chine, non pour les colonies. En danois.) [H. T. Copenhague, 11, 2, 4 et 5, 1949.] — *Sten Carlsson.* Les classes paysannes dans le Nord à la fin du XVIII^e siècle. (Trois étapes importantes dans leur ascension : 1763-1767, 1771-1772, 1786-1789. En suédois.) [Scandia, 1948-1949, 2.]

R. Ju. Vipper. Les premiers rayons du despotisme éclairé. (Étude sur le règne de Charles XI de Suède, 1672-1697.) [I. A. N., 1947, 1.] — *S. K. Bogojavenskij.* Le faubourg allemand de Moscou. [Ibid., 3.] — *P. K. Alefirovko.* Le mouvement social à Moscou pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle. [Ibid., 6.] — *A. V. Efimov.* La Russie et la colonisation de l'Amérique pendant la première moitié du XVIII^e siècle. [Ibid., 2.] — *Id.* Données nouvelles sur l'origine du peuplement russe en Alaska au XVII^e siècle. [Ibid., 1948, 3.] — *A. R. Ioannisjan.* Le mouvement d'émancipation nationale en Arménie dans les années 1760-1770. [Ibid., 1946, 2.] — *Jean-A. Keim.* Koxinga, le roi de Formose. (Un épisode de l'histoire de l'île en 1661-1662.) [M. fr., novembre 1950.] — *K. A. Antonova.* La politique agraire des colonisateurs anglais de l'Inde (fin XVIII^e siècle-début XIX^e siècle). [I. A. N., 1950, 1.] — *Id.* La structure agraire de l'Inde à la veille de la conquête anglaise. [Ibid., 1949, 5.]

Sidney Kaplan. Rank and status among Massachusetts continental officers. [Am. hist. rev., janvier 1951.] — *Albert Krebs.* Les découvertes de Joliet et de Marquette. [M. fr., août 1950.] — *René Latourette.* Saint Jean de Brébeuf, routier de la Huronie. [R. d'hist. de l'Am. fr., décembre 1950.] — *Sœur Marie de S. Jean d'Ars.* La carte des Jésuites. (Carte du Lac Supérieur par le P. Dablon, 1670.) [Ibid., septembre 1950.] — *Marcel Trudel.* Louis XIV et son projet de déportation, 1689. [Ibid.]

V. LA RÉvolution FRANçAISE ET LE PREMIER EMPIRE

Georges Vedel. Les Déclarations des Droits de l'Homme. [Etudes, juillet-août 1950.] — *M. Fournier.* Le Code civil et la Révolution française. [Inf. hist., mai-juin 1950.] — *J.-J. Chevallier.* The failure of Mirabeau's political ideas. [Rev. of politics, janvier 1951.] — *Gabriel Debien.* Gens de couleur libres et colons de Saint-Domingue devant la Constituante. [R. d'hist. de l'Am. fr., septembre et décembre 1950.] — *M. Boulouzeau.* La vente des biens des émigrés, 1792-1830. [Inf. hist., janvier-février 1949.] — *Comte de Montlosier.* La campagne de Valmy (souvenirs). [R. de P., décembre 1950.]

François Pietri. L'ambassade de Madrid en 1800. [R. des D.-M., 15 octobre 1950.] — *Colonel de Laternier.* Paris en 1810 (souvenirs). [R. de P., août 1950.] — *Robert Burnand.* Vitrolles, agent secret. [Ibid., octobre 1950.] — *Marthe Nicolay.* La duchesse de Dino. (Nièce de Talleyrand par alliance.) [Merc. de Fr., août et septembre 1950.] — *Bernard Chériot.* La pensée politique de Chateaubriand. (« Rigueur dans ses principes, souples dans ses applications pratiques, ce qui explique certains malentendus », c'est « l'une des sources de la pensée politique du XIX^e siècle ».) [Ibid., août 1950.]

Emil Schieche. Die skandinavische Geschichtsschreibung der Gegenwart und die Große nordische Krise von 1808 bis 1814. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 4.] — *Sven G. Svensson.* Les articles secrets du traité de Gatschina en 1799. (Gustave IV s'engage à fournir 8.000 hommes contre la France. En suédois.) [Scandinavia, 1948-1949, 1.] — *Sture Waller.* La retraite de l'armée finlandaise de Tavastehus au golfe de Bothnie au printemps 1808. En suédois.) [Ibid.] — *Halvdan Koht.* Charles-Jean fut-il jamais solide sur le trône? (Inquiétudes dynastiques de Bernadotte, d'après les rapports diplomatiques américains. En norvégien.) [Ibid., 2.] — *Einar Carlsson.* Le programme de politique extérieure de Charles-Jean en 1810. (Annexion de la Norvège et reconquête de la Finlande par une alliance offensive avec Napoléon.) [H. T. Stockholm, 1948, 4.] — *Sture M. Waller.* La lettre de Charles-Jean à Napoléon le 20 mars 1813 et sa publication. (Ténacité des efforts et des espoirs de Napoléon au sujet d'un arrangement avec Bernadotte. En suédois.) [Ibid., 2.]

L. A. Zak. Les subsides anglais à la Prusse, à l'Autriche et à la Suède en 1813. [I. A. N., 1950, 1.] — *Louis Madelin.* La campagne de France. [R. des D.-M., novembre-décembre 1950.]

VI. LE XIX^e SIÈCLE

M. M. Rossi. La tragedia economica e politica dell'Inghilterra. (Aux XIX^e et XX^e siècles.) [Nuova Riv. st., mai-août 1950.]

Dr J. C. H. De Pater. Het ontslag van Anton Reinhard Falck als secretaris van Staat in 1818. (Concerne les rapports des Pays-Bas et de la Sainte Alliance, notamment la question des réfugiés politiques français.) [Ts. v. Gdnis, 1949, 2-3.]

Jaime Delgado. La misión a México de Don Juan O'Donojú. (Excellent mise au point d'un des derniers épisodes de la lutte pour l'Indépendance du Mexique. Libéral, franc-maçon, nommé en 1821 gouverneur et capitaine général de Nouvelle-Espagne par le gouvernement libéral espagnol avec mission de sauver, par

des réformes, ce qui pouvait encore l'être. Programme d'indépendance avec union dynastique qui se heurte à l'opposition des grands haciendistes et du haut clergé.) [Rev. de Indias, janvier-mars 1949.]

Pierre Bovet. Un chapitre inédit de la vie de Vinet. Son voyage et son séjour dans le midi de la France dans l'été 1825. [Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr., juillet-septembre 1950.] — *Odette Voilliard.* L'apprentissage politique des Nancéiens sous la Monarchie de Juillet. [An. de l'Est., 1950, no 2.] — *J. Vidalec.* L'armée française sous la monarchie constitutionnelle (1814-1848). [Inf. hist., mars-avril 1949.] — *F. V. Potemkin.* L'industrie cotonnière en France avant la Révolution de 1848. [I. A. N., 1947, 1.] — *Frère Robert Sylvain.* Lamartine et les catholiques de France et du Canada. [R. d'hist. de l'Am. fr., septembre et décembre 1950.] — *R. Schnerb.* 1848. (Bulletin bibliographique et critique.) [Inf. hist., juillet-octobre et novembre-décembre 1949, janvier-février 1950.] — *R. Cessi.* Dal carteggio di Castellani : l'intervento francese a Roma nel 1849. [Rendi Conti Lineei, V, 7-10, juillet 1950.] — *C. Vidal.* Les « cinq journées » de Milan en mars 1848, vues par le consul de France. [1848. R. des révol. cont., décembre 1950.] — *R. Balland.* Pagnierre et ses amis. [Ibid.] — *J. Briquet.* Un ouvrier à la Constituante de 1848 : Agricol Perdiguer, menuisier et représentant du peuple. [Ibid.]

Paul-Eugène Rivollet. Les origines de l'amitié franco-argentine. (Le rôle de l'amiral Le Preudou de 1848 à 1852.) [M. fr. octobre 1950.] — *Jacques Caillé.* Le pillage du brick le « Courraud-Rose » et le bombardement de Salé (1851). (Un incident qui permit à la France de remporter un succès de prestige au Maroc.) [Ibid.] — *Joseph Lecler.* La loi Falloux. [Études, juillet-août 1950.] — *Carlo Bronne.* Le Rubicon, 2 décembre 1851. [R. des D.-M., 15 novembre 1950.] — *Gabriel Le Bras.* Le diocèse d'Orléans sous le Second Empire, note relative à l'état religieux et moral. [R. d'hist. de l'Égl. de Fr., janvier-juin 1950.] — *Mme Gaillard.* Notes sur l'opposition au monopole des compagnies de chemins de fer entre 1850 et 1860. [1848. R. des révol. cont., décembre 1950.]

S. B. Kan. Le mouvement ouvrier à Berlin pendant la première semaine de la révolution de mars 1848. [I. A. N., 1948, 1.] — *E. I. Rubinstejn.* La question nationale au Parlement de Francfort (mai-septembre 1848). [Ibid.] — *R. A. Averbuch.* La lutte des forces démocratiques contre la constitution aristocratique à Vienne (mai 1848). [Ibid., 1947, 4.] — *F. A. Roisteijn.* La naissance de l'impérialisme germanique. [Ibid., 1946, 5.] — *Enno E. Kraehe.* Austria and the problem of reform in the German confederation, 1851-1863. [Am. hist. rev., janvier 1951.] — *V. L. Tapié.* Le mouvement tchèque et slovaque. [Inf. hist., 1948-1949.]

André Siegfried. Cotonniers aux Indes. (Souvenirs de famille qui constituent « un chapitre de l'histoire cotonnière pendant la guerre de Sécession ».) [R. de P., décembre 1950.]

Haldan Koht. La démocratie dans les pays nordiques. (Évolution des trois pays au XIX^e siècle. En norvégien.) [Scandia, 1948-1949, 1.] — *Id.* Nécessité de la démocratie en 1814 (en Norvège). (Les classes dirigeantes durent accorder un large droit de suffrage aux paysans, base de l'armée et de la marine, devant le péril extérieur. En norvégien ; résumé en anglais.) [H. T. Oslo, 1947, 1.] — *Arne Odd Johnsen.* Les problèmes d'origine de la pêche à la baleine moderne. (Progrès techniques, régression de la pêche américaine, situation économique et sociale en Norvège, spécialement en Vestfold, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. En norvégien.) [Ibid.] — *Albert Olsen.* Le Danemark et la médiation anglaise en 1848.

(Flottements de la politique danoise refusant le partage du Slesvig, solution de Palmerston, dans le vain espoir d'une aide russe. En danois.) [H. T. Stockholm, 11, 2, 3, 1948.] — *Folke Lindberg*. Oscar II et la politique extérieure. (Activité personnelle du roi dans un sens conservateur et pro-allemand. En suédois.) [Ibid., 1949, 2.] — *Halvdan Koht*. Quand l'union suédo-norvégienne fut rompue. (Souvenirs. En norvégien.) [H. T. Oslo, 1947, 3.]

Walter Lipgens. Bismarcks Österreich-Politik vor 1866. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 4.] — *Walther Peter Fuchs*. Zur Bismarckkritik Franz von Roggenbachs, Vier Denkschriften an Kaiserin Augusta. [Ibid.] — *F. Hartung*. Bismarck und Graf Harry Arnim. [Hist. Zeitsch., Bd. 171, Heft 1, janvier 1951.]

N. M. Družinin. La noblesse de Moscou et la réforme de 1861. [I. A. N., 1948, 1.]

J. Gallacher. Fowell Buxton and the new African policy, 1838-1842. (Activité de Buxton dans le mouvement antiesclavagiste.) [Cambridge hist. J., t. X, 1950.] — *A. B. Belenki*. La réaction anglaise et l'intervention au Mexique (1860-1861). [I. A. N., 1950, 5.] — *W. E. Mosse*. The negotiations for a Franco-Russian Convention, November 1856. (Pour l'application du traité de Paris, contre l'Angleterre et l'Autriche.) [Cambridge hist. J., t. X, 1950.] — *A. Watkin et H. Butterfield*. Gasquet and the Acton-Simpson correspondence. (Coupures et altérations volontaires faites en 1906 par le futur cardinal Gasquet dans la correspondance de Lord Acton. Les lettres, importantes pour l'histoire du catholicisme anglais, sont à Downside.) [Ibid.]

S. B. Kan. Les problèmes de l'histoire de la Commune de Paris dans l'historiographie contemporaine. [I. A. N., 1946, 3.] — *Robert Jacquin*. Les origines de l'Institut catholique. [R. des D.-M., 1^{er} octobre 1950.] — *Louis Planté*. 110, rue de Grenelle. (Souvenirs sur quelques ministres de l'Éducation Nationale, de Léon Bérard à Jean Zay.) [H. et M., juillet 1950.] — Général *Andlauer*. Un poste sudanais en 1892. (Un épisode de la lutte des troupes françaises contre Samory.) [M. fr., novembre-décembre 1950.] — *Henri de Rolland*. Le vainqueur du « Roi Requin » Dodds (1842-1922). [R. de Déf. nat., décembre 1950.] — *Gabriel Hanotaux*. Carnets. (Sur l'alliance franco-russe et la question d'Orient.) [R. des D.-M., 15 octobre 1950.]

A. S. Erusalimskij. Les relations italo-allemandes à la fin du xix^e siècle. [I. A. N., 1947, 3.] — *F. I. Notovič*. L'épilogue de la crise bosniaque (1908-1909). [Ibid.]

G. F. G. Stanley. The first Indian « Reserves » in Canada. [R. d'hist. de l'Am. fr., septembre 1950.] — *Lionel Groulx*. Correspondance autour de la question scolaire du Nouveau-Brunswick, 1873. [Ibid., septembre et décembre 1950.] — *L. I. Zubok*. Les expansionnistes américains de la fin du xix^e siècle et du début du xx^e siècle. [I. A. N., 1948, 2.] — *A. L. Naročnickij*. Les États-Unis et l'agression japonaise en Corée et en Chine (1894-1895). [Ibid., 1950, 3.] — *A. F. Dobrynin*. Les États-Unis et l'indépendance de la Corée (1904-1905). [Ibid., 1947, 4.]

VII. HISTOIRE CONTEMPORAINE

Général *L.-M. Chassin*. Un grand penseur militaire britannique : B.-H. Liddell Hart. [Rev. de Déf. nat., octobre 1950.] — *A. Ja. Gural'skij*. Les principales tendances des historiens de la France contemporaine, 1919-1939. [I. A. N., 1947, 5.]

— *Fritz Ernst*. Blick auf Deutschland. Ausländische Stimmen zur neuesten deutschen Geschichte. [Die Welt als Gesch., 1950, n° 3.]

A. F. Miller. L'entrée en guerre de la Turquie en 1914. [J. A. N., 1946, 4.] — *Henry Bordeaux*. L'armistice du 11 novembre 1918 à l'armée des Flandres (souvenirs). [R. des D.-M., 1^{er} novembre 1950.] — *Holger Wichman*. Une contribution à l'histoire de l'expédition d'Åland. (1918. La faiblesse des moyens suédois employés marquerait bien le caractère limité de la mission. En suédois.) [H. T. Stockholm, 1948, 3.] — *B. E. Stejn*. A propos de la Conférence de la Paix de 1919. (Question de la Galicie orientale.) [J. A. N., 1947, 2.] — *D. E. Aseev*. Les plans expansionnistes des États-Unis à la Conférence de Paris de 1919. [Ibid., 1946, 6.]

Ju. A. Pisarev. L'expansion de l'impérialisme américain dans les Balkans, 1918-1923. [Ibid., 1950, 4.] — *V. M. Turok*. La lutte anglo-américaine pour l'hégémonie dans l'Europe d'après guerre (1919-1924). [Ibid., 1948, 1.] — *L. T. Zubok*. Les États-Unis et le pacte Briand-Kellog. [Ibid., 1946, 5.] — *A. M. Nekrič*. La dernière étape de la « non-intervention » anglaise en Espagne. [Ibid., 1949, 4.] — *N. I. Lazarev*. Les relations soviéto-canadiennes, 1918-1924. [Ibid., 1947, 3.] — *Z. K. Eggert*. La lutte pour l'établissement d'un régime parlementaire en Allemagne, 1917-1918. [Ibid., 1946, 6.] — *V. M. Turok*. La politique de trahison de la social-démocratie autrichienne sur la question de l'Anschluss, 1918-1922. [Ibid., 1949, 2.]

A. M. Deborin. Pan germanisme et hitlérisme. [Ibid.] — *Gabriel Puaux*. Le chancelier Dollfuss. (Éloge sans réserve rectifiant en particulier les « légendes » qui ont cours sur les événements de Vienne de février 1934.) [R. de P., novembre 1950.]

E. A. Luckij. Le partage des terres (printemps 1918). [J. A. N., 1949, 3.]

André Sauvageot. La déclaration de guerre, I. [R. de Déf. nat., janvier 1951.] — Général *R. Ruby*. La stratégie polonaise (en 1939). [Ibid., décembre 1950.] — *Robert Sevoz*. L'imbroglie nord-africain en juin 1940. [M. Jr., novembre 1950.] — *Jacques Mordal*. La bataille navale de Casablanca (novembre 1942). [R. des D.-M., 15 septembre et 1^{er} octobre 1950.] — *Jean Feuga*. Le commando de Saint-Nazaire. [H. et M., septembre-octobre 1950.] — Amiral *R. de Belot*. La destruction du « Scharnhorst » (le 26 décembre 1943). [Ibid., septembre 1950.] — Lagebesprechung im Hauptquartier Hitlers vom 1 Februar 1943 (Quellen zur neuesten Geschichte, I). [Die Welt als Gesch., 1950, n° 4.]

M. A. Fitzsimons. Britain and the Middle East, 1944-1950. [Rev. of politics, janvier 1951.] — Général *Pierre Keller*. Le problème du Moyen-Orient : « Grande Syrie » ou « Croissant fertile »? [R. de Déf. nat., janvier 1951.] — *J.-M. Goblet*. L'Union sud-africaine, axe politique de l'Afrique australe. [Ibid., octobre 1950.] — *Jeannette P. Nichols*. Roosevelt's monetary diplomacy in 1933. [Am. hist. rev., janvier 1951.] — Dr *Hugo Walschap*. Algerië, Frankrijk en de Roumis. (Résumé de l'évolution politique de l'Algérie depuis 1939, d'après une étude du « Séminaire de politique coloniale comparée » à l'Université de Bruxelles.) [Ts. v. Gdnis, 1949, 2-3.] — *Jean Chardonnet*. La politique américaine des bases aériennes et navales. [R. de Déf. nat., octobre 1950.] — Id. La frontière française du Nord. [Ibid., janvier 1951.] — *Adam B. Ulam*. The background of the Soviet-Yugoslav dispute. [Rev. of politics, janvier 1951.]

VIII. HISTOIRE RELIGIEUSE

Guy Duboerq. Inventaires d'archives départementales, communales et hospitalières se rapportant à l'histoire ecclésiastique. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1950.] — *Leon Home.* Historique des Années Saintes (depuis leurs origines païennes). [*H. et M.*, juillet 1950.]

G. Lefebvre. Le culte d'Horus à Edfou sous les Ptolémées. [*J. des Sav.*, janvier-mars 1950.]

Fernand Chapouthier. De l'avenir des études sur la mythologie grecque. [*Merc. de Fr.*, octobre 1950.]

A. Dupont-Sommer. La « Règle » de la Communauté de la Nouvelle Alliance. Extraits traduits et annotés. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1950.]

Albert Grenier. Saint Césaire d'Arles. [*R. des D.-M.*, 15 novembre 1950.] — *Walther Buist.* Eugippius und die Legende des hl. Severin. Hagiographie und Historie. [*Die Welt als Gesch.*, 1950, n° 1.] — Libri epistolarum Sancti Patricii episcopi. Introd., text and commentary by *Ludwig Bieler*. [*Classica et Mediaevalia*, XI, 1950.] — *Paul Rousset.* Raoul Glaber, interprète de la pensée commune au xi^e siècle. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1950.] — Dom *Edmond Boissard*. Jansénius étudiant. [*Ibid.*]

Au
B. H.
toire r
sur la p
guère e
des su
mulé l

Sa d
tiples,
premièr
effet, p
interna
ensuite
d'étudia
une pér
ford, do
ment pa

L'inté
niant la
pris des
nait dan
d'agents
chev. En
1770 et
rôle qu'il
de politiq
tion et d
Au cours
sa compé
et se fixe
la British
Grants C
Historica
activité
en 1949
du XVIII

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

BENEDICT HUMPHREY SUMNER
(1893-1951)

Au Congrès international des Sciences historiques tenu à Paris en août 1950, B. H. Sumner, Warden (directeur) du Souls College d'Oxford, spécialiste d'histoire russe, avait fait devant la section slave une communication très remarquée sur la place de Pierre le Grand dans l'histoire de la Russie. Nous ne nous doutions guère que nous n'aurions plus l'occasion de le revoir. Il succombait le 25 avril 1951 des suites d'une longue maladie dont il avait jusqu'au dernier moment dissimulé la gravité même à ses collègues les plus proches.

Sa disparition prématurée interrompt une carrière brillante, aux aspects multiples, liée sans doute avant tout à l'histoire de l'Université d'Oxford après la première guerre mondiale, mais aussi aux événements internationaux. Il a, en effet, participé à la Conférence de la Paix, puis servi de 1920 à 1922 à l'Office international du Travail. Élu *fellow* du Balliol College à Oxford, il se consacre ensuite à la direction des travaux d'histoire moderne de nombreuses générations d'étudiants. Mais son activité administrative n'est pas moins considérable, dans une période où l'on assiste à la lente transformation des vénérables collèges d'Oxford, dont les effectifs s'accroissent, le recrutement se démocratise, et l'enseignement prend un caractère plus scientifique.

L'intérêt de B. H. Sumner se portait surtout sur l'histoire de la Russie. Maînant la langue française avec autant d'aisance que la langue russe, il avait entrepris des recherches sur les mouvements sociaux au XVIII^e siècle en Russie et donnait dans la *Slavonic Review* (juin 1928-janvier 1929) une analyse des rapports d'agents français (documents du Quai d'Orsay) concernant la révolte de Poutatchev. En 1937, il publiait une étude sur la politique russe dans les Balkans entre 1770 et 1780. Son activité débordait d'ailleurs largement le cadre d'Oxford ; le rôle qu'il avait joué dans l'immédiate après-guerre, sa connaissance des problèmes de politique contemporaine expliquent que son nom soit inséparable de la création et du développement de l'Institut d'Etudes politiques de Chatham House. Au cours de la seconde guerre mondiale, le Foreign Office fait appel à nouveau à sa compétence. Puis il reprend ses occupations universitaires en 1944 à Édimbourg et se fixe enfin à Oxford, où il est désigné comme Warden of Souls College. Élu à la British Academy en 1945, membre de la Commission des bourses (University Grants Committee), du Comité international des Sciences historiques, de la Royal Historical Society, il mène de front de lourdes besognes administratives et une activité féconde d'historien, publiant en 1944 une originale *Histoire de Russie*, en 1949 une étude sur les rapports de la Russie et de l'Empire ottoman au début du XVIII^e siècle, en 1950 une *Histoire de Pierre le Grand*. Il n'a pu achever ses

derniers travaux entrepris : un chapitre sur la guerre de Crimée pour la Cambridge Modern History et un ouvrage sur la crise bulgare de 1778. La mort l'a frappé au moment où se multipliaient ses publications, précieuses par la sûreté de la mise au point et séduisantes par la sobre élégance de la forme.

Ce trait de séduction est celui qui restera gravé dans la mémoire de ceux qui l'ont approché : une haute et mince silhouette, un visage noble et ascétique dont on disait dans son collège qu'il devrait être gravé plutôt que peint dans la galerie des portraits, une grande réserve que sa modestie plus encore que l'éducation reçue à Oxford accentuait à l'extrême, mais une froideur qui n'était qu'apparente et qui fondait aussitôt dans sa conversation où perçaient une vive sensibilité et beaucoup d'humour.

B. H. Sumner n'a pas été seulement un de ceux qui, par son enseignement oral et par ses travaux, ont le plus fait pour la connaissance des choses slaves. Au cours de sa longue carrière administrative, il s'est continûment efforcé de resserrer les liens entre les historiens de Grande-Bretagne et les historiens étrangers. Ses relations à l'extérieur étaient très nombreuses, et il nous semblait qu'il éprouvait une préférence particulière pour la France. Les congressistes des journées franco-anglaises de 1949 n'ont pas oublié son accueil au Souls College, ni l'aimable allocution qui leur fut adressée en français. Pour ceux d'entre nous qui eurent, en août 1950, la bonne fortune de passer quelques instants en sa compagnie au cœur du Quartier latin, le dernier et vivant souvenir qu'ils en gardent est son regard clair et lointain posé sur l'admirable ensemble de la Cité s'estompant dans le crépuscule vibrant et lourd.

Roger PORTAL.

VIII^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉTUDES BYZANTINES.
PALERME, 3-10 AVRIL 1951

Le VIII^e Congrès international des Études byzantines s'est ouvert solennellement à Palerme, le 3 avril, dans la salle de la Bibliothèque nationale, sous les auspices de M. Carlo Vischia, sous-scréttaire à l'Instruction publique, du cardinal Ruffini, archevêque de Palerme, et du professeur Giuseppe Mercati, président et animateur de ce congrès, qui réunissait près de 250 participants. Beaucoup d'absences, cependant, creusaient des vides, entre autres celles des professeurs Paul Lemerle et Rodolphe Guillard, du professeur Gyula Moravcsik, de Budapest, du professeur Wladimir Sas-Zaloziecky, de Graz, du professeur Ernst Honigmann, de Bruxelles, du professeur Frantz Altheim, de Berlin, du Père A. Abel, de Bruxelles, de M. Jean Longnon, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut, de M. Gilbert Picard, directeur des Antiquités de Tunisie, etc.

Les deux journées du 4 et du 5 avril ont été consacrées tout particulièrement à la Sicile. Le professeur W. Ensslin, de Würzburg, étudia, par exemple, l'administration sicilienne depuis Odoacre jusqu'au système byzantin des Thèmes : historien de Théodoric, il insista sur le fait que la grande île, après avoir réintégré la préfecture du prétoire d'Italie, fut affectée par les rois germaniques aux biens de la couronne par l'intermédiaire du *comes patrimonii*, situation qui fut encore celle du temps de Justinien. Le R. P. Laurent, de l'Institut français des Études Byzantines, démolit les intrigues grecques qui jouèrent dans l'affaire des Vêpres siciliennes. M. Otto Demus, président du *Bundesdenkmalamtes*, de Vienne, qui a été élu avec tant de compétence *Les mosaïques byzantines de Sicile*, livre paru à Londres en 1949, compara éloquemment les splendeurs de Monreale, de Palerme

et de Cefalù à celles de Torcello et de Saint-Marc à Venise, si différentes, les secondes appartenant à une tradition moins fidèlement constantinopolitaine que les premières ; il exalta l'homogénéité de l'ensemble de Monreale, chef-d'œuvre de *musearii* siciliens dont beaucoup devaient être d'origine grecque, témoignage d'un art merveilleusement pur, mais sans racines, qui disparut avec la dynastie normande. Avant de quitter ces chatoyantes mosaïques, il faut signaler encore l'étude de M. Ernest Kitzinger, de Dumbarton Oaks, sur les restaurations subies par le groupe de la Chapelle Palatine de Palerme, entre 1754 et 1800, 1884 et 1896, il faut évoquer la belle visite de la cathédrale de Cefalù, dont les congressistes, admiratifs, ont souhaité la restauration intégrale, il faut enfin mentionner les vœux émis pour la fondation d'une école de mosaïstes en Sicile et pour la rédaction d'un *corpus* des mosaïques paléo-chrétiennes et byzantines. L'histoire littéraire de la Sicile inspira également de nombreuses communications. Le R. P. Halpin, de Bruxelles, démontra que la *Vie de saint Nil*, important document pour l'histoire de l'Italie méridionale au x^e siècle, était une œuvre anonyme et non celle de S. Barthélémy de Grottaferrata, disciple de saint Nil. M. Ciro Giannelli, de la Bibliothèque Apostolique Vaticane, attribua à Nicolas, peut-être archevêque de Reggio, des notes violemment antiromaines, hostiles notamment au célibat des prêtres, qui commentent une version latine d'Isaïe faite en 1097. Le professeur B. Lavagnini, actif et dévoué secrétaire du congrès, montra la nécessité d'une étude d'ensemble sur l'hellénisme si tenace de la Calabre et de la région d'Otrante (langue, chants, costumes), dont quelques aspects séduisants apparurent dans les communications de MM. Parlangeli, de Milan, sur l'école poétique grecque de Salerne au temps de Frédéric II ou de M. Kukules, d'Athènes, sur le folklore et les modes vestimentaires de l'Italie du Sud.

L'archéologie générale était brillamment représentée par de nombreux spécialistes. Le professeur E. Dyggve, de Copenhague, étudia l'origine des cimetières à l'intérieur de la cité. Le professeur L. H. Grondijs, d'Utrecht, présenta un arc manichéen conservé dans les ruines d'une chapelle espagnole, près de Burgos, qui date du milieu du vii^e siècle. M. Boskovitch, de l'Académie des Sciences de Belgrade, fit le rapport de divers travaux d'archéologues yougoslaves, en particulier à Margum et à Ohrid. A. Beaulieu, de Paris, situa au milieu du v^e siècle un palais du Djebel Druse qui offre l'une des plus anciennes coupoles connues. Mgr De Bruyne, de l'Institut Pontifical d'Archéologie Chrétienne, rapprocha l'ornementation biblique d'un sarcophage, récemment découvert à Saint-Sébastien-hors-les-Murs, de scènes semblables traitées jusqu'ici seulement à Palerme et Monreale. Enfin, on ne saurait choisir parmi les communications diverses traitant tour à tour des mosaïques de Ravenne, de Salonique, de Chypre, de Chios, du Sinaï et de Constantinople, ou encore de fresques, de monnaies et d'architecture byzantine.

Les communications d'histoire générale ont été aussi très variées. M. André Piganol étudia le tarif fiscal analysé par M. Charles Saumagne dans le premier fascicule de *Karthago* (soixante-huit fragments découverts entre 1942 et 1944 à Carthage, Tunis et Kairouan) ; ce texte, qui permettrait de fixer à 200 *modii* environ l'impôt de la centurie en Afrique, semble dater du règne de Gratien et non de 370, car il ne s'agit pas d'un édit impérial, mais plutôt de l'application, assez abusive, d'une loi du 16 février 380, adressée aux naviculaires africains. M. Courtois, d'Alger, apporta les remaniements les plus pertinents à la chronologie d'Hysde. M. Palanque, d'Aix, reprenant son *Essai sur la préfecture du prétoire au Bas-Empire*, de 1934, démontra que l'Ilyricum fut partagé entre l'empire d'Orient

et l'empire d'Occident temporairement en 379-380 et définitivement en 395. M. Leicht, de Rome, évoqua la souplesse de l'administration byzantine en Italie, qui gardait en Vénétie le droit coutumier semblable au droit justiniénien, mais appliquait les réformes des empereurs macédoniens dans les thèmes du Sud. M. Canard, d'Alger, analysa quelques-uns des emprunts faits par la cour de Byzance à celle des Fatimides. M. Marinesco, de l'École Roumaine de Paris, continuant ses travaux sur Manuel II Paléologue, exposa les démarches faites par ce prince, en Espagne notamment, pour entraîner l'Occident à la guerre contre les Turcs. La chute dramatique de Constantinople retint l'attention à la fois de M. Cessi, de Padoue, de M. Enepekides, de Vienne, qui montra l'utilité d'une histoire des Grecs dans l'Empire ottoman après 1453, de M. Zoras, d'Athènes, qui releva les tendances de ces derniers au fatalisme et à la collaboration passive avec les Turcs, enfin de M. Babinger, de Munich, qui précisa les rapports de Mahomet II, le Conquérant, avec les humanistes italiens.

L'histoire religieuse suscita également toutes sortes d'études. Le R. P. Herman, de l'Institut Pontifical Oriental, présenta des ouvrages récents de droit ecclésiastique byzantin, ceux du R. P. De Meester *De statu monachio*, de C. Rhallis sur le droit pénal et de Steinwenter sur la procédure ecclésiastique. Le R. P. Des Places, de l'Institut Biblique Pontifical, traduisit et commenta une catéchèse inédite qui serait l'œuvre de Diadoque de Photicien au v^e siècle. Le R. P. Hofmann, de l'Institut Pontifical Oriental, présenta quelques lettres encore inédites des papes aux moines du Sinaï (huit d'Honorius III, une de Grégoire X, etc.). M. Turdeanu, de Paris, s'efforça de prouver que les apocryphes slaves et roumains, selon l'hypothèse d'A. Vaillant dans le *Livre du secret d'Henoch*, étaient souvent assez proches de l'original grec. M. Delatte, de Liège, détailla un curieux rituel d'exorcisme découvert au Mont Athos. Le R. P. Rouet de Journel, de la Bibliothèque Slave de Paris, prouva que le premier monastère russe fondé à Kiev, en 1051, adopta la règle de Théodore Studite, qui de là passa ensuite à tous les autres monastères. M. Obolensky, d'Oxford, montra aussi les rapports étroits, mais sans subordination, qui s'établirent entre le patriarcat byzantin et les métropolites de Kiev aux xi^e-xii^e siècles. Il faut mentionner, enfin, la présentation de la Prosopographie Chrétienne du Bas-Empire que fit M. Palanque : celle-ci ira de 312 à 641 et sera le prologue de la Prosopographie Byzantine du vii^e au xv^e siècle préparée par le R. P. Laurent.

Cette brève revue, faite un peu au hasard des séances et négligeant nécessairement beaucoup d'intéressantes communications, ne donne qu'une faible idée de ce congrès, laborieux et divers, égayé par des excursions à Monreale et à Cefalù (où l'on passa devant les ruines d'Himère), par des visites aux monuments admirables de Palerme, par d'aimables réceptions aussi. De surcroît, je regrette de n'avoir pu entendre ni les communications de M. Henri Grégoire sur l'épigraphie chrétienne et le genre littéraire des Actes des Martyrs, ainsi que sur l'origine du sens religieux de *paganus* d'après une inscription de Catane, ni celle de M. Mazzarino, l'historien de Stilicon, sur l'histoire sociale byzantine. Il me reste à souhaiter, avec tant d'autres, que les Actes du congrès de Palerme paraissent bientôt au grand complet.

Le VIII^e Congrès des Études byzantines a été clôturé, paraît-il, après l'acceptation de l'offre de la délégation grecque qui proposa Salonique comme siège de la prochaine réunion et la demande, à l'unanimité, de l'établissement d'un Institut des Études byzantines et néo-grecques à Palerme, ainsi que de la rédaction d'un

corpus des inscriptions grecques et chrétiennes, d'un catalogue des manuscrits grecs et d'un sylloge hagiographique italo-grec. Le souvenir et la carrière du R. P. de Jerphanion, de Th. Wittemore, du R. P. Peters et du R. P. Delehaye, disparus après le VII^e Congrès des Études byzantines, tenu à Bruxelles en 1948, ont été évoqués au nom de tous par le R. P. Goubert, MM. Lemerle et Grégoire, ainsi que par le R. P. Halkin.

Émilienne DEMOUGEOT.

France. — Au printemps de 1951 s'est tenue à la Galerie Mazarine de la Bibliothèque une exposition consacrée à *L'art du livre à l'Imprimerie nationale des origines à nos jours*. Un remarquable catalogue (Paris, 1951, in-8°, 1v-157 p., reproductions de caractères étrangers, planches) permettra à ses visiteurs de garder le souvenir de cette belle manifestation d'art et de technique. Naturellement, M. J. CAIN a écrit une très dense et intelligente préface et M. Raymond BLANCHET, directeur de l'Imprimerie nationale — dont le nom ne figure même pas à la dernière page de son étude, sinon sous la forme ramassée de ses initiales — a, en cinquante-neuf pages, brossé une magnifique histoire de l'établissement qu'il dirige sous le titre de « Cinq siècles de typographie officielle ». Le groupement des articles exposés en chapitres distincts et articulés donne aux 402 numéros du catalogue une valeur particulière, et les commentaires dont ils sont l'objet soulignent la science des fonctionnaires de la Bibliothèque et de l'Imprimerie nationales associés dans une œuvre magnifique.

Georges BOURGIN.

— Une Société d'Études Henri IV a été récemment fondée sur l'initiative de M. L. Bérard, de l'Académie française, avec M. M. Rat, commissaire général (21, villa de la Réunion, Paris, xvi^e). Le bureau compte M. F. Strowski, président, le duc de Lévis-Mirepoix, le vicomte de Gontaut-Biron, M. R. Ritter, vice-président. Le nouvel organisme, qui tiendra des réunions régulières d'études, publiera une revue trimestrielle — dès qu'elle en aura les moyens. Nous sommes à peu près sûr que les bibliographes n'auront pas une nouvelle fiche à établir, car, véritablement, les historiens abusent du public, et il y a, semble-t-il, assez de sociétés et de revues pour faire connaître le règne d'Henri IV.

G. BN.

— Les difficultés du temps ont amené la Société de l'Histoire de France à modifier sensiblement l'économie de son *Annuaire-Bulletin*. Le petit volume qui vient de paraître (mai 1951) pour 1948-1949 (Paris, Didier, 1950, in-8°, 103 p.) résume au maximum la vie de la Société : les séances du Conseil et les assemblées générales sont exposées avec assez de détails pour que la vie financière, éditoriale et scientifique de la Société soit connue sous ses aspects essentiels. M. Pouthas a, en 1948, fait porter son discours présidentiel sur l'œuvre historique de la Monarchie de Juillet. En 1949, M. Caron a dit d'excellentes choses sur la place de l'histoire dans les préoccupations du monde actuel. Une étude intéressante a été consacrée par M. Jean VIDALENC à *La journée du 28 juillet 1830*. M. MOUSNIER a résumé les conférences données sur les révolutions parisiennes de 1356-1358, 1418, 1588, 1648, 1830, 1871 par M^{me} Honoré, MM. Samaran, Metman, Moussier, Vidalenc et Bourgin. On lira aussi avec intérêt l'étude de M. G. BENOIT-GUYOD sur *L'histoire dans les « romans » nationaux d'Eckmann-Chatrian*, et on consultera celle de M. H. LEMOINE sur *Le fonds des Archives du Tremblay aux Archives de Seine-et-Oise*. Les rapports du secrétaire général M. Ch. Samaran animent cet *Annuaire-Bulletin* au moyen de rapports pleins de faits, de suggestions et d'esprit.

Georges BOURGIN.

Soutenances de thèses de doctorat en Sorbonne.

M. VIAN, *La guerre des Géants. Étude du mythe avant l'époque hellénistique* (thèse principale). — *La guerre des Géants, répertoire des monuments figurés* (thèse complémentaire). — Soutenance : le 1^{er} juin 1950.

Il ne nous a malheureusement pas été possible d'assister à la soutenance de la thèse complémentaire de M. Vian, mais les allusions que le jury y fit par la suite firent clairement entendre qu'elle est de même qualité que la thèse principale et rendra tous les services promis par son titre.

Il n'était guère commode de reconstituer le mythe des Géants : on n'en possède aucun récit complet et les allégations des mythographes tardifs ne sauraient être utilisées sans circonspection. En l'absence de textes contemporains de la naissance de la fable, M. Vian a interrogé les représentations figurées, sans se départir, cette fois encore, de l'indispensable prudence. Dans quelle mesure, en effet, celles-ci traduisent-elles fidèlement la légende ? Leur auteur n'y a-t-il rien mis de lui ? Tout le doigté de M. Vian n'était pas superflu en l'occurrence.

Le mythe, déclare M. Vian, surgit brusquement vers 570-560 à la fois dans l'art attique et dans l'art non attique, ce qui est exceptionnel. Les variantes sont peu nombreuses et explicable par des exigences religieuses ou techniques. L'évolution est lente, de sorte que tout porte à admettre que le mythe a été emprunté à une source littéraire unique et que, sauf l'introduction de Dionysos et du thiase dans la lutte contre les Géants, il n'a pas été renouvelé par l'apport d'autres poèmes. Avec Phidias, toutefois, les Géants-hoplites disparaissent des frontons sculptés et la mêlée cosmique prend désormais la place des batailles rangées chères à l'art de l'époque antérieure.

M. Vian prend, à juste titre, grand soin de distinguer les Géants des Titans, auxquels on a parfois tendance à les mêler.

Restait à déterminer la valeur du mythe. M. Vian abandonne avec raison les interprétations « historiques » ou « cosmiques » : les Géants ne sont ni les nuées orageuses ou les éruptions volcaniques ni les peuples subjugués ; concevrait-on que ces derniers aient eu l'honneur d'être représentés dans les temples sous les traits d'êtres semi-divins ? M. Vian orienterait volontiers ses recherches du côté de la Phénicie, mais il avoue de bonne grâce que la question ne lui paraît pas élucidée. Les conclusions auxquelles il est néanmoins parvenu présentent déjà une importance considérable. Il note, en effet, que les Géants sont presque toujours associés à des naissances divines et aux enfances des immortels dont ils se font les protecteurs avant d'en devenir les victimes. Les Géants, dit M. Vian, apparaissent comme les initiateurs militaires du *kouros* divin et ils disparaissent sous les coups de leur pupille, qui prouve ainsi qu'il est devenu majeur. On ne s'étonnera donc pas que la Gigantomachie soit devenue l'épreuve qu'ont traversée tous les dieux.

Mythe de souveraineté, la Gigantomachie ne pouvait connaître qu'un surcroît de faveur à l'époque hellénistique et plus encore à l'époque romaine : un Commodo ou un Caracalla se font représenter en vainqueurs des Géants comme pour mieux affirmer leur puissance.

Le schéma fort rudimentaire qu'on vient de lire donne une idée bien imparfaite des mérites d'un ouvrage que M. Séchan et M. Flacelière ont loué à l'envi et pour ainsi dire sans réserves.

M. Ch. Picard, rapporteur de la thèse en même temps que président du jury, n'a pas caché son intérêt pour les recherches de M. Vian et ne lui a pas ménagé ses approbations pour avoir songé à interroger longuement la Crète et l'Orient. Il se demande si le rôle de la plante d'immortalité qui se dissimule derrière le mythe préhellénique du *pharmakon*, création secrète de la Terre, ne permettrait pas de reconnaître dans la Guerre des Géants une sorte de dispute de la vie immortelle. En tout cas, les Géants vaincus deviennent des réprouvés, rejetés en dehors du cosmos et rejoignant par là les Amazones, vaincues elles aussi et bien souvent associées à leur défaite. Et M. Picard de rappeler la valeur « impérialiste » elle aussi du mythe amazonien : Caracalla, pour les raisons signalées par M. Vian, était non seulement vainqueur des Géants, mais aussi vainqueur des Amazones.

M. Picard se rallie donc pleinement à l'interprétation donnée par M. Vian de l'ensemble des sources étudiées et dont aucune n'a été négligée, et, devant ce livre aussi utile que bien fait, l'éminent archéologue n'hésite pas à déclarer : « On n'a jamais si bien parlé de la question. » Qui rêverait plus bel éloge ?

M. FASCIATO.

M. J. LE GALL, *Le Tibre, fleuve de Rome, dans l'Antiquité* (thèse principale). — *Recherches sur les « numina » du Tibre* (thèse complémentaire). — Soutenance : le 6 janvier 1951.

Aborder l'histoire du Tibre, fleuve de Rome, dans l'Antiquité, c'était devoir faire œuvre non seulement d'historien, mais aussi de géographe, et de géographe particulièrement subtil, puisque force était de raisonner scientifiquement sur des faits établis par les Anciens de la façon souvent la plus approximative. M. Le Gall a vaillamment tenu la gageure en nous livrant une thèse que M. Dion estime attachante et suggestive.

Après avoir souligné le paradoxe que constituait l'hégémonie sur le monde antique, essentiellement maritime, d'une cité aussi mal douée que Rome pour ce genre de vie, M. Le Gall montre que Rome dut précisément sa fortune à l'aménagement de son fleuve. Il n'était pas sans intérêt de noter que la plus ancienne des voies romaines, la via Salaria, était parallèle au Tibre, autrement dit que le commerce du sel n'empruntait pas, à l'origine, la voie d'eau et que celle-ci a d'abord été prisée pour ses vertus défensives avant de l'être comme moyen de rapprochement entre les populations riveraines. Lorsque la traversée du fleuve eut perdu son importance politique, la construction du pont Sublicius, puis celle du pont Milvius marquèrent pour Rome le début de son rôle de ville-pont. A l'époque classique, le fleuve a cessé d'être l'instrument principal de l'accroissement de la ville et celui-ci se poursuit en dehors de lui. En revanche, il bénéficie de cet accroissement : la ville est riche et puissante, elle peut entreprendre de grands travaux portuaires et une batellerie fort spécialisée sillonne les différentes sections du fleuve. Toutefois, le rôle régional du Tibre, qu'on suppose important, se laisse malaisément discerner, et son rôle maritime, compromis par un déséquilibre considérable entre les importations et les exportations, ne saurait se maintenir en dehors des circonstances historiques qui le conditionnent. Le Bas-Empire ne marque pas exactement la décadence du fleuve : le trafic reste notable jusque sous Justinien, mais sans caractères nouveaux, sauf une importante révolution dans la technique navale : l'emploi des rames à pivot. Si la construction de la muraille Aurélienne a transformé l'aspect des rives du Tibre, elle n'a pas, pour

autant, séparé la ville de son fleuve ; pourtant, celui-ci perd peu à peu de son animation. On ne construit plus de ponts, on se contente de restaurer ceux des âges précédents. Ostie tombe en sommeil. L'empire se morcelle et son centre de gravité se déplace vers l'est. Le fleuve, instrument de la grandeur de Rome, à laquelle il a permis de devenir une grande puissance maritime, voit son rôle passer au second plan sous l'effet de circonstances historiques.

A cet ouvrage si utile et si scrupuleusement mené, M. Dion apporte quelques remarques dont l'historien ne manquera pas de faire son profit. Rome s'est établie sur une terrasse d'alluvions anciennes, à l'abri des inondations ; la haute berge verticale fut utilisée comme culée de pont en un passage où le chenal se rétrécissait ; ce bourrelet naturel retenait les eaux qui s'étaisaient en marécage sur l'emplacement du forum ; c'est lui que traverse en tunnel la cloaca Maxima, canal de drainage autant qu'égout. Le passage du fleuve est surveillé par l'oppidum que l'isthme du Quirinal fait communiquer, sans grave danger, avec l'arrière-pays. Si l'éminent géographe se rallie aux conclusions de M. Le Gall concernant le relèvement du niveau du Tibre, il se déclare, en revanche, moins convaincu par son étude comparée du régime du fleuve dans l'Antiquité et de nos jours. M. Seston, président du jury, et M. Aymard expliquent alors que les crues extraordinaires constatées par M. Le Gall sont, en réalité, attribuées à des dates inexactes : un recours plus systématique aux *Fasti* de Degrassi aurait évité d'attribuer au Tibre un régime par trop étranger à ses habitudes actuelles. Cela n'ôte d'ailleurs rien à la qualité d'une information dont M. Seston se plaît à détailler les mérites. Il déclare même approuver sans réserves les passages consacrés aux curateurs du Tibre et ne rien trouver à reprendre à la prosopographie, ce qui, on en conviendra, n'est pas un mince éloge.

Un tel ouvrage exigeait un complément religieux, et M. J. Bayet, rapporteur de la thèse complémentaire, félicite M. Le Gall d'avoir tenté l'entreprise, malgré l'insuffisance de la documentation. Les documents figurés, en effet, n'apparaissent qu'à une époque relativement tardive et sont pauvres en renseignements ; les textes poétiques n'apportent guère plus, assez toutefois pour interdire, comme l'établit M. Le Gall, d'assimiler Pater Tiberinus à Vulcain, Portumnus, Rumo ou Vertumne. Son culte s'adresse directement aux eaux, l'anthropomorphisme l'effleura à peine et, pour le comprendre, M. Le Gall nous invite à nous tourner non vers la religion évoluée de la Rome classique, mais vers les autres cultes primitifs des eaux qui subsistent, même chez nous, à titre de survivance folklorique. Étrange divinité que ce dieu sans légendes, sans liturgie, sans temples ni autels et dont les noms anciens ne sont même pas latins ; purificateur des individus et de la cité, il appartient au panthéon chthonien ; aussi l'honore-t-on particulièrement sur les terre-pleins alluviaux qui émergent aux basses eaux et paraissent ainsi sortis pour un temps du monde du sacré (Tarentum, Insula, Transtévere).

Peut-être M. Le Gall a-t-il accueilli parfois trop facilement des indications qui ne présentaient pas toute la valeur qu'il leur a attribuée : toutes les précipitations au fleuve étaient-elles vraiment des actes religieux ? — mais, sur un grand nombre de points, il a, comme le déclare hautement M. J. Bayet, apporté des précisions ou des vues intéressantes, ainsi sur l'introduction d'Esculape dans l'île Tibérine ou sur le rôle religieux des talus alluviaux. Il semble bien que Rome soit restée très longtemps une ville continentale, séparée du fleuve par les marais du Vélabre, et, lorsque le culte du dieu Tibre se développe à l'époque classique, c'est tout au plus comme un reflet — d'importance politique — du culte du Nil.

C'es
potte
Gall n
les co
fleuve

Les
Rome,
Gall, d

M. STE
pale)

— S

Rend
sans hu
ratrice p
il est v
docume
calendri
déjà été
souvent
chrétien
mosaiqu
fut-il le
pression
artistiqu
l'astrolog
noncent
prince as
Toutefois
du deuxi
sentiellem
tiens n'a

Il sera
que docu
décernés

La thé
du calend
ment dispe
à l'Histoir
espèce. Il
d'avoir p
séquent,
guste. To
d'époque
voulait S
Domasze
tique pro

C'est également ce caractère de culte emprunté, exagérément magnifié par les poètes, qui frappe M. Ch. Picard. Le savant archéologue estime même que M. Le Gall n'a pas donné à la Grèce et à Alexandrie toute la part qui leur revenait dans les comparaisons qu'appelait nécessairement le sujet. C'est que le culte des dieux-fleuves n'est pas un phénomène très répandu en Italie.

Les études consacrées aux fleuves antiques ne sont pas légion et le fleuve de Rome, l'aurait-on cru, attendait encore son historien ; la contribution de M. Le Gall, d'une rare densité malgré son volume, comble désormais cette lacune.

M. FASCIATO.

M. STERN, *Le calendrier de 354, étude sur le texte et les illustrations* (thèse principale). — *La date et le destinataire de l'Histoire Auguste* (thèse complémentaire). — Soutenance : le 3 février 1951.

Rendant compte de la thèse principale de M. Stern, M. Marrou constatait, non sans humour, que le sujet en était beau et qu'une telle appréciation pouvait paraître paradoxale, puisque le document étudié n'existait plus. M. Stern nous avait, il est vrai, rassurés : si le calendrier de Filocalus n'est plus connu que par des documents très postérieurs, les lacunes semblent néanmoins peu importantes. Du calendrier lui-même, on connaît la date et le lieu de composition. Le texte avait déjà été étudié par Mommsen, mais les illustrations, en revanche, n'avaient pas souvent retenu l'attention des historiens. Or, cet art païen, quoique d'époque chrétienne, a paru susceptible à M. Stern d'être rapproché avec fruit de celui des mosaïques découvertes au cours des derniers lustres. Moins qu'un échantillon, fut-il le plus ancien, de la miniature byzantine, il apparaît plutôt comme l'expression de la rencontre de deux civilisations, comme un témoin de l'ambiance artistique et religieuse où vivait la bonne société romaine au IV^e siècle, alors que l'astrologie, mise à la mode, envahissait l'art et la pensée. Quelques traits annoncent Byzance — représentation frontale des personnages, avènement du prince assimilé à une épiphanie et devenant par la grâce divine le Natalis Imperii. Toutefois, c'est bien de Rome que vient le modèle du cycle des mois, créé au cours du deuxième quart du IV^e siècle. Enfin, la dédicace chrétienne de cette œuvre essentiellement profane permet de croire que l'antagonisme entre païens et chrétiens n'avait alors rien de forcené.

Il serait vain de retracer ici les pérégrinations d'une discussion qui ne se peut suivre que documents en mains ; attendons plutôt la parution de l'ouvrage, que les éloges décernés par M. Grabar nous font désirer très prochaine.

La thèse complémentaire de M. Stern se présente comme la suite de l'histoire du calendrier. Frappé de n'y voir figurer qu'un seul César, l'héritier prématurément disparu d'Hadrien, M. Stern s'en fut demander la raison de cette anomalie à l'Histoire Auguste, où la vie de ce César se rencontre également, seule de son espèce. Il s'agissait donc pour l'auteur de déterminer les événements capables d'avoir provoqué un surcroît d'intérêt pour le prince du second siècle et, par conséquent, de fournir un terminus chronologique à la rédaction de l'Histoire Auguste. Tous les érudits s'accordent avec Dessau pour reconnaître en elle un faux d'époque tardive, mais quelle date adopter ? Comme lui 385/395 ou, comme le voulait Seeck, 409-410, ou encore le début du VI^e siècle, comme le proposait Domaszewski ? M. Stern ne dénie pas à l'œuvre son caractère de propagande politique proconstantinienne, mais il ne suit pas ses devanciers lorsque ceux-ci tirent

un argument chronologique des emprunts constatés au de *Caesaribus* d'Aurelius Victor. Emprunts, non pas, selon lui, mais plutôt recours aux mêmes sources. Du coup s'effondre l'argument chronologique que d'aucuns en ont cru tirer. Si l'éloge qu'on y rencontre de la famille constantinienne justifie que l'on cherche parmi elle le destinataire de l'Histoire, il ne s'impose dès lors plus d'exclure les membres de cette famille morts avant 361, date à laquelle Aurelius Victor paraît avoir terminé son œuvre. L'Histoire Auguste ne s'adresse plus nécessairement à Julien, comme N. Baynes avait cru pouvoir l'établir. Mais certains éléments paraissent à M. Stern de nature à indiquer une piste : l'éloge de Maximien Hercule, si contraire aux habitudes du IV^e siècle, s'accorderait, en revanche, à merveille avec la généalogie des fils de Constantin, descendants du tétrarque par Fausta leur mère ; ne serait-il pas destiné à flatter Constance II en glorifiant ses origines impériales et en soulignant la légitimité de son accession au trône ? Comme le César Lucius s'il eût vécu, c'est de la légitimité et d'elle seule que le fils de Constantin, le petit-fils de Maximien, tient le pouvoir. Certes, les éloges d'usurpateurs ne manquent pas dans l'Histoire Auguste et M. Stern prévoit fort bien les arguments qu'on en pourrait tirer contre lui, mais il assure qu'une telle attitude ne saurait surprendre vers 354. L'aristocratie romaine avait, dans l'ensemble, embrassé le parti de Magnence ; n'était-ce pas un moyen de se faire pardonner que de placer sous les yeux du vainqueur des exemples illustres de respect envers le Sénat et de clémence ? On savait Constance sensible au prestige de l'histoire et plein de considération pour elle. La visite que l'empereur fit à Rome marquerait que les cercles païens à qui l'on doit l'Histoire Auguste, ce travail d'équipe hâtivement réalisé, auraient atteint leur but.

Il s'agissait, en somme, notait M. Courcelle, de retrouver des indices vrais à partir d'un faux. Sujet difficile entre tous et qui devait, on s'en doute, faire naître une vive discussion ; comme, de l'avis unanime, M. Stern est à présent l'un des connaisseurs les plus avertis des problèmes concernant l'Histoire Auguste, cette discussion ne pouvait manquer d'être passionnante et singulièrement suggestive. Jamais soutenance ne donna moins l'impression d'un soliloque léthargique.

Après avoir dit à M. Stern tout le bien qu'il pensait de ses recherches, M. Seston, tout à la fois président du jury et rapporteur de la thèse, fit porter ses réserves tout d'abord sur l'argument généalogique apporté par l'auteur : les filiations indiquées par les Anciens ne sont pas toujours très rigoureuses ; ne donnent-ils pas aussi bien Crispus et Constantin II pour les fils de Fausta — dans le deuxième panégyrique de Fausta, par exemple ? Quant à voir dans la visite de Constance à Rome et la nomination d'Orfitius à la préfecture de la ville la marque de la réconciliation entre l'aristocratie païenne et l'empire chrétien, et par conséquent du succès de la campagne dont l'Histoire Auguste serait un écho, n'y a-t-il pas là quelque exagération ? Jusqu'en 360, la plupart des hauts magistrats sont païens et ce serait trop solliciter les faits que de reconnaître dans la nomination d'Orfitius l'indice de ménagements inattendus. A quoi M. Stern répond que, selon A. Alföldi, la frappe des contorniates commence précisément sous Orfitius, ce qui ne saurait être une simple coïncidence. Le second point — capital — qui retient ensuite M. Seston est évidemment le problème des rapports de l'Histoire Auguste et du de *Caesaribus*. La question de l'emprunt constitue la clé du débat. Le passage contesté concerne le règne de Septime-Sévère. Ailleurs, reconnaît M. Stern, la solution ne s'impose pas, mais ici on relève une utilisation très différente de renseignements analogues et surtout une présentation originale de la part des auteurs

de l'Histoire Auguste. Sans doute, accorde M. Seston, à propos de Salvius Julianus et de Didius Julianus, Aurelius Victor s'est trompé, confondant les deux personnages. L'Histoire Auguste, elle, donne une version exacte. Mais n'a-t-elle pu piller Aurelius Victor en le corrigeant et ne serait-ce pas justement la preuve de l'antériorité d'Aurelius Victor?

Des objections du même ordre empêchent M. Courcelle d'adhérer pleinement à la thèse de M. Stern ; certes, l'hypothèse du travail lui semble des plus intéressantes, mais fausse néanmoins. Les parallèles textuels sont toujours très délicats et rien n'assure que des renseignements utilisés par un auteur, négligés par un autre, soient des emprunts à une source commune plutôt qu'à une troisième source. Bien plus, le style de l'Histoire Auguste offre des redondances qui trahissent le recopiage.

Si l'on admet avec M. Stern que l'Histoire Auguste fut destinée à flétrir la rigueur de Constance à l'égard des partisans de Magnence, le passage consacré à Apollonius de Tyane ne procéderait-il pas d'une habileté douteuse, de même que l'éloge des usurpateurs du passé pour inciter le prince à la clémence? A quoi M. Stern, vaillant champion de ses auteurs, ne manque pas de répondre que le souci d'inspirer la clémence n'impliquait de leur part nulle concession dans le domaine des convictions.

Dans cette subtile enquête où il s'agissait de faire la part du vrai et du faux dans un document faux par nature, il était impossible de trier les divers éléments sans soulever une foule d'objections que l'absence de critère d'authenticité rend difficiles à écarter. Œuvre contemporaine du Calendrier de Filocalus ou œuvre issue des milieux palens libéraux qui ont survécu à Julien, comment trancher le débat? L'exposé entraînant et magistralement ordonné de M. Stern force un instant l'adhésion ; pourtant, il apporte, comme le constatait M. Seston, plus de rapprochements suggestifs que d'arguments décisifs. Mais est-ce bien ceux-ci que l'on doit réclamer d'un tel ouvrage, consacré à un tel sujet, et n'est-ce pas assez faire son éloge que de reconnaître en lui le point de départ désormais obligé de toute recherche sur l'Histoire Auguste et l'indispensable compagnon de l'érudit que tenterait, selon le mot de N. Baynes rappelé par M. Seston, « ce chemin plein de cadavres »?

M. FASCIATO.

Belgique. — Le III^e Congrès international de Toponymie et d'Anthroponymie (Bruxelles, 1949) a créé un Comité international des Sciences onomastiques, ainsi qu'un Centre international d'Onomastique, fixé à titre définitif à l' « Instituut voor Naamkunde » (Institut d'Onomastique), E. van Evenstraat, 10, à Louvain. Le Centre a été chargé par le Congrès de la publication d'un Bulletin d'information et de bibliographie (*Onoma*), dont le premier volume contiendra, outre une partie d'information se rapportant au dernier Congrès, les communications du secrétariat général du Comité international et une Chronique destinée à informer ses membres des progrès de l'onomastique dans les pays affiliés (vingt-six), la première série de bibliographies onomastiques rétrospectives (Belgique : Flandre et Wallonie, Bulgarie, Danemark et Allemagne). Après l'achèvement de la bibliographie de base, la revue publiera régulièrement des bibliographies courantes annuelles, de façon à tenir ses lecteurs au courant de la production onomastique dans les différents pays.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abadal (R. de).* La batalla del Adopciónismo, 83.
- L'abat Oliba, bisbe de Vic, 90.
- Abshagen (Karl Heinz).* Canaris, 113.
- Aherne (Sister C. M.).* Valerio of Bierzo, 83.
- Alba (Victor).* Histoire des Républiques espagnoles, 312.
- Alcazar Molina (Gayetano).* Los virreinatos en el siglo XVII, 290.
- Alden (John Richard).* General Gage in America, 140.
- Algemene Geschiedenis der Nederlanden, 122.
- Almond (Gabriel A.).* The struggle for democracy in Germany, 114.
- Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France, 1948-1949, 363.
- Archives secrètes de la Wilhemstrasse (Les), t. I, 106.
- Arseniev (Nicolas).* La Sainte Moscou, 155.
- Art du livre à l'Imprimerie nationale (L'), 363.
- Aspinall (A.).* The Early English Trade unions, 147.
- Asso (Ignacio de).* Historia de la economía política de Aragón, 294.
- Ballesteros Gaibrois.* Bastidores diplomáticos, 291.
- Barba Hernández (Bartolomé).* España e Italia a principios del siglo XVIII, 283.
- Barzun (Jacques).* Cultural Nationalism and the Making of Fame, 157.
- Beltrán Flores (Lucas).* La industria algodonera española, 295.
- Bengtson (H.).* Einführung in die alte Geschichte, 343.
- Berenguer (général Damaso).* De la Dictadura a la República, 313.
- Bernard (J.).* Le népotisme de Clément V et ses complaisances pour la Gascogne, 95.
- Bibliothèque du Sénat italien. Catalogo della Raccolta di Statuti, Consuetudine, Leggi, Ordini e Privilegi dei Comuni, delle Associazioni e degli Enti locali italiani, 128.
- Biggs (Anselm Gordon).* Diego Gelmirez, first archbishop of Compostela, 257.
- Bishko (C. J.).* The date and nature of the Spanish « consensoria monachorum », 83.
- Bouvier (René) et Soldevila (Carles).* Le redressement de l'Espagne au XVIII^e siècle, 283.
- Braegelman (Sister Athanasius).* The life and writings of Saint Ildefonsus of Toledo, 82.
- Bratiaru (G. I.).* Le Conseil du roi Charles, 95.
- Brenan (Gerald).* The Spanish Labyrinth, 310.
- Bressolles (Mgr).* Doctrine et action politique d'Agobard, 90.
- Callewaert (C.).* Saint Léon le Grand, 89.
- Calvocoressi (Peter).* Nuremberg, the facts, the law and the consequences, 115.
- Camp (F.).* La invasion napoleónica, 298.
- Cardó (chanoine).* Histoire spirituelle des Espagnes, 309.
- Carlton J. H. Hayes.* Wartime mission in Spain, 1945, 316.
- Carnera Pujal (Jaime).* Historia de la economía española, 293.
- Historia política y económica de Cataluña, 294.
- Carro (Vicencio D.).* La teología y los teólogos-juristas españoles ante la conquista de América, 131.
- Castro (Americo).* España en su historia, 308.
- (Mgr José de). Portugal no Concilio de Trento, 267.
- Cecchi (Emilio).* Lorenzo il Magnifico, 148.
- Chappay (Joseph).* Histoire générale de la civilisation d'Occident de 1870 à 1950, t. I, 330.
- Chastenet (Jacques).* Godoi, prince de la Paix, 297.
- Child (Frances).* A Secret Agent's Advice on America, 1797, 157.
- Clark (G. N.).* The Birth of the Dutch Republic, 152.
- The cycle of War and Peace in Modern history, 156.
- Concilium Tridentinum Diarorum Actorum Epistularum Tractatum nova collectio, 263.
- Contributo degli Ordini Religiosi al Concilio di Trento (II), 267.
- Cowan (Laing Gray).* France and the Sarre, 115.
- Cristiani (L.).* L'Église à l'époque du Concile de Trente, 265.
- Cronne (H. A.), Moody (T. W.) et Quinn (D. B.).* Essays in British and Irish history, 146.
- Grosset (René).* L'art roman en Poitou, 124.

- Dauvillier (Jean).* Les provinces chaldéennes « de l'extérieur » au Moyen Age, 88.
- David (P.).* Études historiques sur la Galice et le Portugal du VI^e au XII^e siècle, 83.
- Études sur le livre de saint Jacques, 255.
- Demareo (Dominico).* Per la storia delle classi sociali, 148.
- Le rivoluzioni italiane del 1848, 149.
- Díaz del Corral (Luis).* El liberalismo doctrinal, 301.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, fasc. LXVII et LXVIII, 158, 340.
- Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Espagne, 317.
- Douglas (L. Hewlett).* Hitler et les femmes, 112.
- Drioux (G.).* Un diocèse de France à la veille de la réforme grégorienne, 91.
- Dubler (Cesar E.).* Los caminos a Compostela en la obra de Idrisi, 258.
- Dwinger (Maurice).* L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique, 158.
- Eberhard (Wolfram).* Chinas Geschichte, 335.
- Enders (Carl).* Der Deutschen Tragoedie erster Teil, 106.
- Enno van Gelder (H. A.).* Vrijheid en onvrijheid in de Republiek, 152.
- Falzone (Gaetano).* Giuristi e economisti in Sicilia nella seconda metà del secolo XVIII, 148.
- Carlo III e la Sicilia, 148.
- Palermo, 148.
- Luigi Mercantini professore, 148.
- Fawtier (Robert).* L'attentat d'Anagni, 96.
- Fernández Almagro.* La Vida y obra de Angel Ganivet, 306.
- Fernán-Núñez (conde de).* Vida de Carlos III, 282.
- Fisher (S. N.).* The foreign relations of Turkey, 190.
- Fliche (Augustin) et Martin (Victor).* Histoire de l'Église, t. VII, VIII, IX, X, 92.
- Floriano (Antonio C.).* Restauracion del culto cristiano en Asturias, 88.
- Franklin (T. Bedford).* History of Agriculture, 145.
- Freeman (Kathleen).* Greek city-states, 343.
- Friech (Hartwig).* Might and Right in Antiquity, 118.
- Fundamentos del Nuevo Estado, 315.
- Galindo (P.).* Voir Lynch (C. H.).
- Gandilhon (René).* Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France, t. I, 158.
- García Venero (Maximiano).* Historia del parlamentarismo español, 302.
- Historia del Nacionalismo catalán, 304.
- Historia del Nacionalismo vasco, 304.
- Gardlung (Torsen).* Svensk industrifinansiering under genombrottsskedet, 1830-1913, 328.
- Garvin (Joseph).* The Vitae Sanctorum Patrum Emeretensium, 83.
- Gessler (J.) et Niermeyer (J. F.).* Florilegium Chronicorum Neerlandicorum, 151.
- Ghisalberti (Alberto).* Giuseppe Mazzini, 149.
- Gille (Bertrand).* Les origines de la grande industrie métallurgique en France, 141.
- Girard (Louis).* La politique des travaux publics sous le Second Empire, 183.
- L'affaire du chemin de fer Sète-Marseille, 183.
- Gisevius, Jusqu'à la lie, 108.*
- Glénisson.* Les missions de Bertrand du Mazel, 97.
- Gomez del Campillo (Miguel).* Relaciones diplomáticas entre España y los Estados Unidos, 291.
- Gramsci (Antonio).* Il Risorgimento, 150.
- Guillemaire (B.).* Le personnel de la cour de Clément V, 98.
- Haarhoff (T. J.).* The Stranger at the Gate, 318.
- Hamilton (Earl J.).* El florecimiento del capitalismo, 296.
- War and prices in Spain : 1651-1800, 296.
- Hanke (Lewis).* The Spanish Struggle for justice in the conquest of America, 131.
- Harcourt-Smith (Simon).* Alberoni, or the Spanish Conspiracy, 282.
- Heredia (Beltran de).* La Teología en la Universidad de Alcalá, 270.
- Hessler (Arid).* Geijer som politiker, 338.
- Hoare (Sir Samuel).* Ambassador on special mission, 316.
- Holborn (Hajo).* American military Government, 116.
- Honoré de Balzac, 1799-1850, 173.
- Hoskins (W. G.).* Studies in Leicestershire Agrarian history, 146.
- Hugues (E. J.).* L'Espagne de Franco, 316.
- Hyslop (Beatrice).* French Jacobin Nationalism and Spain, 157.
- Ibañez de Ibero.* El Marques de la Ensenada, 283.
- Innis (H. A.).* The Press, 342.
- International bibliography of historical Science 1947, 339.
- Izquierdo Hernández (D. Manuel).* Historia clínica de la Restauración, 303.
- La cuarta boda de Fernando VII, rey de España, 303.
- Jalland (Trevor).* The life and times of Saint Leo the Great, 89.
- Janelle (P.).* Voir Moreau (E. de).
- Jiménez de Asua (Luis).* La constitución de la democracia española, 309.
- Jourda (P.).* Voir Moreau (E. de).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Journal du Dr Goebbels*, 117.
Kenetske (Richard). Die Politik des Grafen Arandas, 268.
Kordt (Erich). Wahn und Wirklichkeit, 104.
Kraus (Michael). The Atlantic Civilization : 18th Century Origins, 156.
Lacarra (J. M.). Voir : *Vasquez de Parga (L.)*.
Lain Entralgo (Pedro). La generación del noventa y ocho, 306.
— Las generaciones en la historia, 306.
Lang (Serge) et Schenck (Ernst von). Testament nazi. Mémoires d'Alfred Rosenberg, 112.
Langhans (Franz-Paul). As corporações dos ofícios mecaninos, 153.
— Apontamentos para a historia do azeite em Portugal, 154.
— A casa dos vinte e quatro de Lisboa, 154.
Lapradeille (A. de). Maîtres et doctrines du droit des gens, 339.
Laurent (M.-H.). Le bienheureux Innocent V et son temps, 96.
Le Gall (M.-J.). Le Tibre, fleuve de Rome, dans l'Antiquité, 367.
— Recherche sur les « numina » du Tibre, 367.
Lerroux (Alejandro). La pequeña historia, 313.
Le Tourneau (Roger). Fès avant le Protectorat, 143.
Liber Sancti Jacobi, 254.
Livre Blanc (sur l'Espagne), 317.
Llobet (S.). La vida y el medio en el Montseny, 295.
Lorenzo (Anselmo). El proletariado militante, 310.
Lucas-Dubreton (J.). Napoléon devant l'Espagne, 298.
Lynch (C. H.) et Galindo (P.). Saint Brulio de Saragoza, 82.
Maha (J.-B.). Le pape Benoît XII et les Cisterciens, 98.
Marbd (Palmiro). Orígenes del sindicalismo, 310.
Marc-Bonnet (Henry). Le Saint-Siège et Charles d'Anjou sous Innocent III et Alexandre IV, 94.
Marias (Julian). El método histórico de las generaciones, 307.
Martin (R.). Recherches sur l'agora grecque, 181.
— L'agora de Thasos, 181.
— (Victor). Voir *Fliche (Augustin)*.
Martini (Giuseppe). Innocenzo III ed il finanziamento delle Crociate, 96.
Masson-Oussel (P.). La pensée en Orient, 158.
McDermott (John Francis). Old Cahokia, 138.
Mead Earle (Edward). Nationalism and Internationalism, 157.
- Meissner (Erich)*. Confusion of faces, 100.
Mendández Pidal (Ramón). The Spaniards in their history, 307.
Mercader Riba (Juan). Barcelona durante la ocupación francesa, 298.
Michel (A.). Les décrets du Concile de Trente, 263, 274.
Millán Vallierosa (José María). Estudios sobre historia de la Ciencia española, 127.
Mirandet (François). L'Espagne de Franco, 317.
Mole (general Emilio). Lo que yo supe... Memorias de mi paso por la Dirección general de Seguridad, 313.
Mollat (G.). Les papes d'Avignon, 97.
Moltke (Helmut von). A German of the Resistance, 111.
Montgomery (Arthur). Industrialismens genombrott i Sverige, 328.
Moody (T. W.). Voir *Cronne*.
Mora (Constancia de la). Fière Espagne, 314.
Morazé (Charles). Essai sur la civilisation d'Occident, T. I : L'Homme, 330.
Moresan (E. de). Histoire de l'Église en Belgique, t. IV et tome complémentaire I, 81.
— *Jourda (P.) et Janelle (P.)*. La crise religieuse du XVI^e siècle, 265 et 266.
Morgan (E. Victor). The study of Prices and the value of Money, 340.
Mours (Samuel). Le protestantisme en Vivarais et en Velay, 136.
— Portraits huguenots vivarais, 136.
— Le Vivarais et le Velay protestants, 136.
— Isaac Homel et son temps, 136.
— et *Rauzier-Fontayne (L.)*. Claude Brousseau, défenseur des Églises opprimées, 136.
Mueller-Graaf (Carl). Irrweg und Umkehr, 103.
Navarro Latorre (J.) et Solano Coeta (F.). Conspiración española?, 291.
Niermeyer (J. F.). Voir *Gessler (J.)*.
Nock (Sister Frances C.). The Vita Sandi Fructuosi, 82.
Oeuvres de Maximilien Robespierre, t. VI, 326.
Olivieri (A.). Epigrammatisti greci della Magna Grecia e della Sicilia, 344.
Ossorio y Gallardo (Angel). Vida y sacrificio de Companys, 309.
Oyarzún (Román). Historia del Carlismo, 303.
Palacio Atard (Vicente). Areche y Guirior, 284.
— El tercer Pacto de Familia, 284.
— Política italiana de Carlos III, 284.
Palmer (R. R.). A History of the modern world, 156.
Palumbo (Pier Fausto). Lo scisma del MCXXX, 92.
— Bibliografia storica internazionale, 329.

- Pasdermadjan (H.).* Histoire de l'Arménie, 340.
- Patton (J. Morton).* Mediaeval and Renaissance Visitors to Greek Lands, 341.
- Pfeffermann (Hans).* Die Zusammenarbeit der Renaissancepäpste mit den Türken, 99.
- Picotti (G. B.).* Sul luogo, la data di nascita e i genitori di Gregorio VII, 91.
- Della supposta parentela ebraica di Gregorio VI e di Gregorio VII, 91.
- Pirenne (Jacques).* Les grands courants de l'histoire universelle, III, 321.
- Pia (José).* Historia de la Segunda República española, 313.
- Plessier (François).* État juif et monde arabe, 150.
- Quinn (D. B.).* Voir *Cronne (H. A.)*.
- Ramsay (Robert W.).* Henry Ireton, 133.
- Rauzier-Fontayne (L.).* Voir *Mours (Samuel)*.
- Répertoire des Bibliothèques de France, 117.
- Reventós (Manuel).* Notes sobre el díner español en el segle xix, 315.
- Riess (Curt).* Joseph Goebbels, a biography, 112.
- Ritter (Gerhard).* Europa und die Deutsche Frage, 101.
- Rizzi (Bice).* Quattro lettere inedite a Cristina del Belgiojoso del Trentino Corenzi Festi, 150.
- Rodríguez Casado (Vicente).* Primeros años de la dominación española en la Luisiana, 185.
- Política marroquí de Carlos III, 289.
- Política exterior de Carlos III en torno al problema indiano, 289.
- Comentarios al Decreto y Real Instrucción de 1705, 290.
- Romanones (Conde).* Y sucedió así, 313.
- Romein (J. M.).* Apparaat voor de studie der geschiedenis, 338.
- Roth (Cecil).* The House of Nasi, Dona Gracia, 320.
- Rothfels (Hans).* The German opposition to Hitler, 114.
- Safrazian (Arshak).* Kurds and Kurdistan, 151.
- Sage (Carleton M.).* Paul Albar of Cordoba, 86.
- Salva Riera. Patiño, 283.*
- El Marqués de la Ensenada, 283.
- Sánchez Albornoz (Claudio).* Frente al ma-
ñana, 309.
- Alonso. Fuentes de la historia española e hispanoamericana, 291.
- Ramos (Francisco).
- La economía siderúrgica española, 295.
- Sardá (Juan).* La política monetaria y las fluctuaciones económicas españolas en el siglo xix, 315.
- Sarraïkh (J.).* La routine rurale en Espagne à la fin du xviii^e siècle, 297.
- La notion de l'utile dans la culture espagnole à la fin du xviii^e siècle, 297.
- Schacht (H.).* Seul contre Hitler, 111.
- Schenek (Ernst von).* Voir *Lang (Serge)*.
- Schmidt (Dr Paul).* Statist auf diplomatischer Buehne, 108.
- Schwertfeger (B.).* Raetsel um Deutschland, 102.
- Selman (Charles).* Master pieces of Greek Coinage, 343.
- Serrano Suñer.* Entre Hendaya y Gibraltar, 317.
- Smits (M. C.).* De verhouding van christendom en historie in de huidige Rooms-Katholieke geschiedbeschouwing, 338.
- Smith (Charles E.).* Innocent III Church defender, 94.
- Solano Cosío (F.).* Voir *Novarro Latorre (J.)*.
- Soldevila (Carles).* Voir *Bouvier (René)*.
- Soleri (Marcello).* Memorie, 150.
- Stern (M.).* Le calendrier de 354, 369.
- La date et la destination de l'Histoire Auguste, 369.
- Sumner (B. H.).* Survey of Russian history, 154.
- Tallada (J. M.).* Historia de las finanzas españolas en el siglo xix, 315.
- Throop (Palmer A.).* Criticism of the Crusade, 95.
- Tooles (Frederick B.).* Meeting House and Counting House, 325.
- Uria (J.).* Voir *Vazquez de Parga (L.)*.
- Van der Essen (Alfred).* L'alliance holland-vénitienne de 1619 et l'Espagne, 152.
- Van der Heijden (J. M.).* De dageraad van de emancipatie der katholieken, 153.
- Vazquez de Parga (L.), Lacarra (J. M.), Uria (J.).* Las peregrinaciones a Santiago de Compostela, 256.
- Vian (M.).* La guerre des Géants, 366.
- Vidalenc (Jean).* La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie, 141.
- Villar Salinas.* Estudio del movimiento demográfico en España, 315.
- Warburg (James P.).* Germany, bridge or battleground? 116.
- Wartburg (Walther von).* Umfang und Bedeutung der Germanischen Siedlung in Nordgallien, 120.
- Willart (Léopold).* Les origines du Jansénisme dans les Pays-Bas Catholiques, 134.
- Bibliotheca Janseniana Belgica, 134.
- Williamson (James A.).* Hawkins of Plymouth, 321.
- Yearbook of World Affairs, 1950,* 342.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

	Pages
ECKAUTE (D.). La périodisation de l'histoire russe	196
LEFEBVRE (Georges). Recherche et congrès	1
PERROY (Édouard). L'œuvre historique de Louis Halphen	189
SAGNAC (Philippe). La composition des États généraux et de l'Assemblée nationale (1789)	8

MÉLANGES

DUPRONT (A.). Histoire et paix	29
Id. Du Concile de Trente : réflexions autour d'un IV ^e centenaire	262
GODECHOT (Jacques). La France et Malte au XVIII ^e siècle	67
LAROCHE (Carlo). Les archives d'outre-mer et l'histoire coloniale française .	213
RENOUARD (Yves). Le pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle	254

BULLETINS HISTORIQUES

Histoire ecclésiastique du Moyen Age (2 ^e partie), par Y. RENOUARD	80
L'Allemagne depuis Hitler, par Henri BRUNSWIG	100
Histoire contemporaine de l'Espagne (XVIII ^e -XX ^e siècles), par Pierre VILAR .	281

COMPTE RENDUS CRITIQUES

ALDEN (John Richard). General Gage in America (M. Giraud)	140
Algemene Geschiedenis der Nederlanden (J. Godard)	122
Catalogo della Raccolta di Statuti, Consuetudini, Leggi, Ordini e Privilegi dei Comuni, delle Associazioni e degli Enti locali italiani dal Medioevo alla fine del secolo XVIII (Emilio-G. Léonard)	128
CHAPPEY (Joseph). Histoire générale de la civilisation d'Occident de 1870 à 1950. T. I : 1870-1914 (Georges Lefebvre)	330
CROZET (René). L'art roman en Poitou (Georges Gaillard)	124
EBERHARD (Wolfram). Chinas Geschichte (E. Gaspardone)	335
FISHER (S. N.). The foreign relations of Turkey, 1481-1512 (Claude Cahen) .	130
FRISH (Hartwig). Might and Right in Antiquity (Paul Cloché)	118
GARDLUNG (Torsten). Svensk industrifinansiering under Genombrottsskedet, 1830-1913 (P. Jeannin)	328
GILLE (Bertrand). Les origines de la grande industrie métallurgique en France (Georges Lefebvre)	141

TABLE DES MATIÈRES

375

HAARHOFF (T. J.). <i>The Stranger of the Gate</i> (<i>Louis Gernet</i>)	318
HANKE (Lewis). <i>The Spanish Struggle for justice in the conquest of America</i> (<i>Pierre Chaunu</i>)	131
LE TOURNEAU (Roger). <i>Fès avant le Protectorat</i> (<i>J. Dresch</i>)	143
MCDERMOTT (John Francis). <i>Old Cahokia</i> (<i>M. Giraud</i>)	138
MILLAS VALLICROSA (José María). <i>Estudios sobre historia de la Ciencia española</i> (<i>M. Defourneaux</i>)	127
MONTGOMERY (Arthur). <i>Industrialismens genombrott i Sverige</i> (<i>P. Jeannin</i>) .	328
MORAZÉ (Charles). <i>Essai sur la civilisation d'Occident</i> . T. I : <i>L'Homme</i> (<i>Georges Lefebvre</i>)	330
MOURS (Samuel). <i>Isaac Homel et son temps</i> . — <i>Le Vivarais et le Velay protestants</i> . — <i>Portraits huguenots vivarois</i> . — <i>Le protestantisme en Vivarais et en Velay</i> (<i>Émile-G. Léonard</i>)	136
Id. et RAUZIER-FONTAINE (L.). <i>Claude Brousson, défenseur des Églises opprimées</i> (<i>Id.</i>)	136
(Œuvres de Maximilien Robespierre, t. VI) (<i>Jacques Godechot</i>)	326
PIRENNE (Jacques). <i>Les grands courants de l'histoire universelle</i> , t. III (<i>Gaston Zeller</i>)	321
RAMSAY (Robert W.). <i>Henry Ireton</i> (<i>Roger Chauviré</i>)	133
RAUZIER-FONTAINE (L.). Voir : <i>Mours</i> (Samuel).	
Répertoire des Bibliothèques de France (<i>P. Renouvin</i>)	117
ROTH (Cecil). <i>The House of Nasi, Dona Gracia</i> (<i>Claude Cahen</i>)	320
TOLLES (Frederick B.). <i>Meeting House and Counting House</i> (<i>M. Giraud</i>) . .	325
VIDALENC (Jean). <i>La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie sous l'Ancien Régime</i> (<i>G. Lefebvre</i>)	141
WARTBURG (Walther von). <i>Umfang und Bedeutung der germanischen Siedlung in Nordgallien im 5. und 6. Jahrh. im Spiegel der Sprache und Ortsnamen</i> (<i>André Piganiol</i>)	120
WILLAERT (Léopold). <i>Bibliotheca Janseniana Belgica</i> . — <i>Les origines du Jansénisme dans les Pays-Bas catholiques</i> (<i>J. Orelhal</i>)	134
WILLIAMSON (James A.). <i>Hawkins of Plymouth</i> (<i>Roger Chauviré</i>)	321

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — *Histoire générale*, 156, 338 ; *Antiquité*, 343 ; *Grande-Bretagne*, 145 ; *Italie*, 148 ; *Proche-Orient*, 150 ; *Pays-Bas*, 151 ; *Portugal*, 153 ; *U. R. S. S.*, 154.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- Histoire générale et instruments de travail*, 160, 345.
Orient classique et Antiquité, 161, 346.
Moyen Age, 161, 348.
xvi^e siècle et Ancien Régime, 163, 351.
Révolution française et Premier Empire, 354.
Révolution française et xix^e siècle, 164.
xix^e siècle, 354.
Époque contemporaine, 168, 356.
Histoire religieuse, 170, 358.

- CHRONIQUE. Nécrologie : JOUQUET (Pierre), par André Aymard, 171. — SUMNER (Benedict Humphrey), par Roger Portal, 359.

VIII^e Congrès international des Études byzantines, par Émilienne Demougeot, 360.

Soutenances de thèses de doctorat en Sorbonne : GIRARD (Louis), *La politique des travaux publics sous le Second Empire*. — *L'affaire du chemin de fer Sète-Marseille*, par René Rémond, 183.

LE GALL (M.-J.), *Le Tibre, fleuve de Rome, dans l'Antiquité*. — *Recherches sur les « numina » du Tibre*, par M. Facciato, 365.

MARTIN (R.), *Recherches sur l'agora grecque*. — *L'agora de Thasos*, par M. Facciato, 181.

STERN (M.), *Le calendrier de 354*. — *La date et le destinataire de l'Histoire Auguste*, par M. Facciato, 367.

VIAN (M.), *La guerre des Géants*, par M. Facciato, 364.

Diplômes d'études supérieures soutenus devant les Facultés des Lettres en 1950, 175.

Belgique, 369 ; Espagne, 185 ; France, 173, 363 ; Espagne, 185 ; Italie, 185 ; Suisse, 186.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 370.

TABLE DES MATIÈRES, 374.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

